



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier consolidé

Projet de loi 6184

Projet de loi modifiant la loi du 29 juin 1989 portant réforme du régime des cabarets

Date de dépôt : 31-08-2010

Date de l'avis du Conseil d'État : 08-06-2011

Auteur(s) : Monsieur Luc Frieden, Ministre des Finances

Liste des documents

| Date | Description | Nom du document | Page |
|-------------|---|------------------------|-------------|
| 31-08-2010 | Déposé | 6184/00 | <u>3</u> |
| 30-11-2010 | Avis de la Chambre des Salariés sur le projet de loi et sur le projet de règlement grand-ducal portant les mesures d'exécution en matière de débit de boissons alcooliques à consommer sur place (25.11. [...]) | 6184/01 | <u>16</u> |
| 01-02-2011 | Avis de la Chambre des Métiers (21.1.2011) | 6184/02 | <u>23</u> |
| 25-03-2011 | Avis de la Chambre de Commerce sur le projet de loi et sur le projet de règlement grand-ducal portant les mesures d'exécution en matière de débit de boissons alcooliques à consommer sur place (15.3.20 [...]) | 6184/03 | <u>32</u> |
| 18-05-2011 | Avis de la Chambre d'Agriculture - Dépêche du Président de la Chambre d'Agriculture au Ministre des Finances (14.4.2011) | 6184/04 | <u>48</u> |
| 08-06-2011 | Avis du Conseil d'Etat (7.6.2011) | 6184/05 | <u>51</u> |
| 07-06-2019 | Arrêté Grand-Ducal de retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés (28.5.2019) | 6184/06 | <u>64</u> |
| 29-10-2010 | Commission des Finances et du Budget Procès verbal (07) de la reunion du 29 octobre 2010 | 07 | <u>67</u> |

6184/00

N° 6184
CHAMBRE DES DEPUTES
 Session ordinaire 2009-2010

PROJET DE LOI

**modifiant la loi du 29 juin 1989 portant réforme
 du régime des cabarets**

* * *

(Dépôt: le 31.8.2010)

SOMMAIRE:

| | <i>page</i> |
|---|-------------|
| 1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (16.8.2010)..... | 1 |
| 2) Texte du projet de loi..... | 2 |
| 3) Exposé des motifs | 7 |
| 4) Commentaire des articles | 7 |

*

ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Article unique.– Notre Ministre des Finances est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi modifiant la loi du 29 juin 1989 portant réforme du régime des cabarets.

Château de Berg, le 16 août 2010

Le Ministre des Finances,
 Luc FRIEDEN

HENRI

*

TEXTE DU PROJET DE LOI

Art. 1er. Les articles 1 à 16 de la loi modifiée du 29 juin 1989 portant réforme du régime des cabarets, sont abrogés et remplacés comme suit:

„**Art. 1er.** (1) Toute personne physique ou morale qui entend exploiter sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg un débit de boissons alcooliques à consommer sur place, ci-après désigné par le terme „débit“, doit justifier d’une autorisation de cabaretage conformément à la présente loi.

(2) Préalablement à l’exploitation d’un débit, une déclaration d’exploitation et les pièces requises en vertu du règlement grand-ducal portant les mesures d’exécution de la présente loi doivent être déposées auprès de l’Administration des douanes et accises, ci-après désigné par le terme „l’administration“.

(3) Un débit peut être exploité et géré par une personne autre que le titulaire de l’autorisation de cabaretage.

L’exploitant du débit et, le cas échéant, la personne physique qui gère le débit pour le compte de l’exploitant doit être identifié auprès de l’administration. Cette obligation s’applique lors de tout remplacement en cours d’exploitation.

Hormis le cas de sous-gérance visé ci-après, l’exploitant ou le gérant déclarés doivent être présents dans le débit pendant les heures d’ouverture.

La personne exploitant le débit pour son compte propre ou pour le compte d’autrui peut déclarer une ou plusieurs personnes physiques sous-gérant chargé de gérer en son absence et sous sa responsabilité le débit.

Le sous-gérant, pendant son service, est solidairement responsable avec la personne exploitant le débit en ce qui concerne l’observation des dispositions légales en vigueur en matière de cabaretage et notamment des articles prévus au chapitre II de la présente loi.

(4) L’inobservation des dispositions prévues au paragraphe 3 ci-avant est considérée comme infraction et punie d’une amende de 125 euros, à prononcer par le directeur de l’administration.

(5) Un ressortissant d’un pays non membre de l’Union européenne doit justifier d’au moins 5 ans de résidence légale dans le pays avant de pouvoir exploiter ou gérer un débit ou d’être nommé sous-gérant.

(6) Ne tombent pas sous le champ d’application de la présente loi les débits qui ne servent que des boissons non alcooliques et/ou des boissons à faible teneur d’alcool ne dépassant pas 1,2% d’alcool volume.

Art. 2. (1) L’autorisation de cabaretage au sens de la présente loi est délivrée sous forme de:

- a) licence de cabaretage, de plein exercice, dénommée ci-après „licence de cabaretage catégorie A“;
- b) licence de cabaretage de plein exercice, ancien régime, dénommée ci-après „licence de cabaretage catégorie B“;
- c) licence de cabaretage hors nombre, ancien régime, dénommée ci-après „licence de cabaretage catégorie C“;
- d) licence de cabaretage temporaire occasionnelle dénommée ci-après „licence de cabaretage catégorie D“.

(2) L’autorisation de cabaretage est délivrée sans préjudice d’autres dispositions légales ou réglementaires prévues à l’article 31 ci-après.

Art. 3. (1) La licence de cabaretage catégorie A, matérialisant le droit d’exploiter un débit, ne peut être transférée à un endroit autre que celui désigné lors son octroi au titulaire.

(2) Les „débits uniques“, préexistants et enregistrés auprès de l’administration comme tels, faisant l’objet d’une exploitation effective au moment de l’entrée en vigueur de la présente loi, se voient octroyés une licence de cabaretage en vertu du présent article.

(3) Sauf le cas visé sous (2) ci-dessus, une licence de cabaretage de la catégorie A est octroyée à toute personne qui en formule la demande auprès de l'administration et moyennant paiement d'une taxe forfaitaire non remboursable fixée à 15.000 euros. La taxe est à acquitter auprès de la Recette Centrale de l'administration.

Art. 4. (1) Les débits, enregistrés auprès de l'administration sous leur ancienne dénomination „licence volante“ et „privilège“, faisant l'objet d'une exploitation effective ou bénéficiant d'une dispense d'exploitation au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi se voient octroyés d'office une licence de cabaretage catégorie B.

(2) Les licences de cabaretage catégorie B, confirmant le droit d'exploiter un débit, sont transférables géographiquement par le titulaire de l'autorisation de cabaretage.

Sans préjudice d'autres dispositions légales et réglementaires concernant les bâtisses, le titulaire déclare lors de chaque transfert et préalablement à toute nouvelle exploitation à l'administration l'endroit choisi pour y exploiter un débit.

Art. 5. (1) Tout débit autorisé avant l'entrée en vigueur de la présente loi et enregistré auprès de l'administration sous l'ancienne dénomination „débit hors nombre“ et „débit hors nombre saisonnier“, faisant l'objet d'une exploitation effective ou bénéficiant d'une dispense d'exploitation au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, se voit octroyé d'office une licence de cabaretage catégorie C.

Sans préjudice de l'article 6, le régime légal, les conditions, les limitations et les restrictions d'exploitation auxquels ces débits, autorisés avant l'entrée en vigueur de la présente loi, restent applicables à la licence de cabaretage catégorie C. Ces licences ne peuvent être transférées à un autre endroit.

Art. 6. Toute licence de cabaretage catégorie C, peut, à tout moment et sur demande du titulaire, être transformée en licence de cabaretage catégorie A.

La taxe pour les licences transformées en catégorie A s'élève à 5.000 euros, respectivement 10.000 euros suivant que celle-ci relève de la catégorie „débits hors nombre“ ou de la catégorie „débits hors nombre saisonnier“.

Art. 7. Les transcriptions des autorisations de cabaretage visées aux articles 3 (2), 4 (1) et 5 (1) ci-avant, sont effectuées d'office et sans frais pour les titulaires.

Art. 8. (1). Une licence de cabaretage catégorie D, matérialisant le droit d'établir et d'exploiter un débit à un endroit déterminé et pour une durée déterminée est attribuée à toute personne physique ou morale, association ou entente d'associations qui en formule la demande à l'occasion de manifestations et événements locaux d'ordre associatif, culturel, sportif et similaires contre paiement préalable auprès de la Recette Centrale de l'administration d'une taxe forfaitaire fixée par jour de calendrier.

Toute demande de licence de cabaretage catégorie D, à introduire au moins deux jours ouvrables avant la manifestation auprès du service compétent de l'administration, doit être assortie d'une déclaration d'exploitation temporaire et l'indication de la personne physique responsable de l'exploitation du débit occasionnel.

(2) La licence de cabaretage catégorie D, dont la période de validité prend cours à la date indiquée comme début, s'éteint au plus tard au matin du jour qui suit la date indiquée comme fin sans préjudice des dispositions relatives aux heures d'ouverture telles que définies à l'article 21 ci-après. Elle n'est pas susceptible de renonciation au profit d'un tiers et ne peut être exploitée à un endroit autre que celui déterminé et déclaré par le titulaire.

(3) La taxe forfaitaire payable pour une licence de cabaretage catégorie D est fixée à 30 euros par jour. La taxe forfaitaire est due pour chaque jour de l'année civile.

(4) La licence de cabaretage catégorie D doit être présentée à la première demande des agents de l'administration ou de la Police grand-ducale.

(5) Le fait de ne pas pouvoir exhiber au contrôle des agents est à considérer comme infraction au présent article.

- a) Si la licence de cabaretage catégorie D a été délivrée mais qu'elle ne se trouve pas au débit temporaire occasionnel, les agents de l'administration ou de la Police grand-ducale établissent un avertissement taxé s'élevant à 24 euros.
- b) S'il s'agit d'une manifestation ne dépassant pas trois jours consécutifs et que la licence catégorie D n'a pas été sollicitée, les agents de l'administration ou de la Police grand-ducale établissent un avertissement taxé s'élevant à 74 euros. Les taxes dues sont payables sur place contre reçu.
- c) S'il s'agit d'une manifestation dépassant trois journées consécutives et que la licence catégorie D n'a pas été sollicitée, l'infraction est punie d'une amende pouvant aller de 500 à 2.000 euros. Un procès-verbal est dressé. Les taxes dues sont payables sur place contre reçu.

Dans les cas b) et c), la taxe forfaitaire est due pour toute la durée de la manifestation sans égard à la durée effective de l'exploitation du débit. Elle est payable sur place entre les mains des agents contre reçu. Le reçu vaut licence de cabaretage catégorie D.

Art. 9. (1) Sauf dans le cas prévu à l'article 25 (3), toute exploitation d'un débit en vertu d'une licence de cabaretage catégorie A, B et C est subordonnée au paiement d'une taxe forfaitaire annuelle qui ne pourra dépasser 500 euros. Cette taxe est fixée à la moitié du montant lorsque l'ouverture du débit a lieu après le 30 juin. Aucune taxe n'est due si l'ouverture se fait après le 30 novembre de l'année en cours. Le paiement doit avoir lieu au mois de janvier de chaque année et préalablement à l'ouverture d'un nouveau débit.

Le montant exact de la taxe sera fixé par règlement grand-ducal.

(2) La fermeture d'un débit en cours d'année ne donne pas lieu à remboursement.

(3) Le titulaire de l'autorisation de cabaretage et l'exploitant du débit sont solidairement tenus au paiement de la taxe forfaitaire annuelle.

(4) Si le délai de paiement, indiqué sur l'avis d'échéance, est dépassé de 60 jours ou plus, le titulaire de l'autorisation de cabaretage peut être puni d'une amende d'ordre fixée au double de la taxe annuelle. Cette amende d'ordre est prononcée par le directeur de l'administration.

Art. 10. (1). La validité de toute licence de cabaretage catégorie A, B et C s'éteint:

- a) en cas d'inexploitation à partir de la date d'octroi ou en cas d'exploitation interrompue pendant 12 mois consécutifs, à moins que le titulaire de l'autorisation de cabaretage n'ait obtenu du directeur de l'administration une dispense d'exploitation suite à une demande écrite motivée. La dispense d'exploitation ne peut dépasser au total deux ans d'inexploitation consécutifs.
- b) dans les cas prévus à l'article 24, paragraphes 5. et 7.
- c) d'office, en cas de non-paiement intégral de la taxe forfaitaire annuelle en vertu de l'article 9 paragraphe 1 et de l'amende prononcée par le directeur de l'administration en vertu du même article paragraphe 4 deux mois après mise en demeure formelle écrite du titulaire par le directeur de l'administration.

(2) La taxe forfaitaire annuelle prévue à l'article 9 reste due pour toute période de dispense d'exploitation.

Art. 11. A l'exception de la licence de cabaretage de catégorie D, les autorisations de cabaretage sont susceptibles de renonciation au profit d'un tiers à tout moment et, sous peine d'inopposabilité, de faire l'objet d'une déclaration préalable auprès de l'administration.

Tout transfert géographique de la licence de cabaretage de catégorie B doit faire l'objet d'une déclaration auprès de l'administration préalablement à l'exploitation d'un débit au nouvel endroit.

Aucune inscription de renonciation et de transfert géographique n'a lieu si la taxe forfaitaire annuelle n'a pas été acquittée auprès de la Recette Centrale de l'administration conformément à l'article 9.

Art. 12. (1) Les débits suivants sont dispensés de l'obligation de disposer d'une autorisation de cabaretage, s'ils sont installés dans:

- a) les cantines et restaurants internes des entreprises, sous condition que les boissons alcooliques ne sont servis que pendant les repas et que les salariés y occupés sont seuls admis à y consommer.
- b) les cantines et restaurants internes aux hôpitaux, aux centres pour personnes âgées ou institutions similaires, sous condition que les boissons alcooliques ne sont servis qu'aux résidents et, le cas échéant, à leurs invités pendant les repas.
- Une buvette destinée à servir des boissons alcooliques en dehors des heures de repas installée dans les établissements visés sous a) et b) ou leurs annexes est un débit au sens de l'article 1er.
- c) les buvettes des associations sportives sous condition que le débit de boissons alcooliques est seulement ouvert pendant les manifestations sportives officielles et qu'il soit fermée au plus tard 1 heure après la manifestation. Les séances d'entraînement ne sont pas considérées comme manifestation sportive.

(2) Par dérogation aux points a), b) et c) ci-dessus, les conditions y mentionnées ne doivent pas être respectées si, à l'occasion de manifestations exceptionnelles telles que vins d'honneur, vernissages, fêtes anniversaire de l'entreprise ou de l'association et similaires, toutes les boissons débitées sont gratuites pour tous les invités et visiteurs présents.

(3) Tous ceux qui produisent dans le pays des bières, vins, vins mousseux, liqueurs et eaux de vie peuvent servir à des fins de dégustation dans le local spécialement aménagé au site de production, à titre onéreux ou gratuit, les boissons alcooliques produites par eux-mêmes à des clients éventuels, sans être détenteur d'une autorisation de cabaretage.

La vente des produits en récipients destinés pour la vente au détail peut se faire dans ce même local après la dégustation.

(4) Si ces mêmes producteurs font déguster lors d'une foire ou d'un marché, uniquement à titre gratuit, leurs produits à des clients éventuels ils ne sont pas non plus obligés d'être détenteur d'une autorisation de cabaretage mais ils doivent être enregistrés auprès de l'administration et disposer d'un numéro LUACC ou LUDIS.

Pour le cas où la dégustation, aux foires ou marchés, ne serait pas gratuite une licence catégorie D est requise.

(5) Les infractions aux paragraphes (3) et (4) ci-avant sont punies d'une amende de 500 à 2.000 euros et la fermeture du local de dégustation est prononcée ou d'une de ces peines seulement. Les officiers de police judiciaire et les agents de la police grand-ducale ainsi que les agents de l'administration recherchent et constatent les infractions et dressent procès-verbal.

Art. 13. Toute autorisation de cabaretage délivrée ne vaut que pour l'exploitation d'un seul débit à l'endroit ou dans le local déclaré à l'administration.

Toute extension du débit à des locaux ou des endroits autres que ceux présentant un caractère accessoire, telles que terrasses, jeux de quilles, salles de fête doit être autorisée par l'administration préalablement à son exploitation.

Art. 14. (1) Ceux qui vendent des boissons alcooliques au détail à emporter doivent en faire la déclaration auprès de l'administration conformément aux dispositions légales concernant le transport ainsi que le commerce et l'emmagasiner de produits soumis à accises.

(2) L'installation d'appareils automatiques distribuant des boissons alcooliques directement à la clientèle est interdite.

(3) Cette interdiction ne concerne pas

- les appareils distributeurs placés dans les hôtels autorisés à exploiter un débit, à condition que ces appareils soient normalement accessibles aux seuls résidents de l'hôtel.
- les appareils distributeurs destinés à servir à des fins de dégustation, à titre onéreux ou gratuit, des boissons alcooliques mises en vente dans le magasin où l'appareil est installé. La quantité débitée en une seule fois ne peut pas être supérieure à 5 centilitres.

(4) Les infractions aux dispositions du présent article sont punies d'une amende de 500 euros à prononcer par le directeur de l'administration.

(5) Si les appareils visés ne sont pas enlevés ou mis en conformité dans un délai à fixer par le directeur de l'administration, il est dressé un procès-verbal et la confiscation des appareils servant au débit et des boissons qui l'alimentent peut être prononcée et la saisie en être ordonnée.

Art. 15. Un règlement grand-ducal détermine les modalités d'application et d'exécution des articles ci-avant.

Art. 16. (1) A l'exception des cas prévus à l'article 8 (5) toute ouverture d'un débit sans licence de cabaretage adéquate constitue une infraction et l'exploitant de fait du débit est puni d'une amende qui est fixé à 500 euros. Cette amende est prononcée par le directeur de l'administration. La fermeture provisoire immédiate du débit, jusqu'au moment de détenir la licence, est prononcée par les agents de contrôle.

En cas de non-respect de cette fermeture, un procès-verbal sera dressé. L'infraction sera punie conformément à l'article 24 (7) de la loi.

(2) Les modalités de perception et de recouvrement des taxes forfaitaires visées aux articles 3, 6, 8 (3) et 9, des taxes forfaitaires annuelles ainsi que des amendes à prononcer par le directeur de l'administration sont assimilées aux procédures prévues pour les droits d'accises. L'administration est chargée de la perception des taxes dues en vertu de la présente loi et de ses règlements d'exécution.

(3) Les agents de l'administration sont chargés de rechercher et de constater les infractions aux articles 1 à 16 ainsi qu'aux dispositions des règlements pris en leur exécution. A cet effet, les agents de l'administration disposent des moyens et des compétences qui leur sont attribués en matière d'accises par la loi générale sur les douanes et accises, pour autant qu'il n'y soit pas dérogé dans la présente loi.“

Art. 2. A l'article 26 de la loi modifiée du 29 juin 1989 portant réforme du régime des cabarets, le deuxième alinéa est remplacé par le texte suivant:

„Pendant les mêmes époques toute ouverture, continuation ou reprise du débit est exclue.“

Art. 3. L'article 32 de la loi modifiée du 29 juin 1989 portant réforme du régime des cabarets, est remplacé par le texte suivant:

„**Art. 32.** Le Ministre des Finances statue sur les réclamations auxquelles peut donner lieu la perception des taxes fiscales, ainsi que sur les contestations concernant les questions de la résidence légale prévue à l'article 1er (5).

Toutefois, lorsque, durant l'instruction administrative, le réclamant conteste avoir posé les faits de cabaretage soit par lui-même, soit par personnes interposées, le Ministre des Finances déterminera le taux de la taxe éventuellement applicable et renverra l'affaire au Procureur d'Etat. Dans ce cas, les tribunaux répressifs seront compétents pour décider si le prévenu a réellement débité par lui-même ou par personnes interposées, et si partant l'amende est encourue.

Les réclamations prévues au premier alinéa du présent article doivent être présentées, sous peine de déchéance, dans le mois de notification de la décision du directeur de l'administration. Le recours devant le tribunal administratif doit être présenté dans le mois de la notification de la décision du Ministre des Finances.“

Art. 4. Après l'article 32bis il est ajouté un article 32ter avec la teneur suivante:

„**Art. 32ter.** (1) Chaque fois qu'il est fait référence dans des textes légaux et réglementaires non abrogés aux termes „licence volante“ ou „concession volante“ respectivement „privilège“ ou „privilège de cabaretage“ il y a lieu de lire „licence de cabaretage, catégorie B“.

(2) Chaque fois qu'il est fait référence dans des textes légaux et réglementaires non abrogés aux termes „licence hors nombre“ ou „licence hors nombre saisonnier“ il y a lieu de lire „licence de cabaretage, catégorie C“.“

Art. 5. La présente loi entre en vigueur le 1er janvier 2011.

EXPOSE DES MOTIFS

L'objet du présent projet de loi est d'adapter notre législation relative au cabaretage pour rendre compte des évolutions du droit européen et en particulier de la directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur (directive services) qui prescrit, à côté de la liberté d'établissement, la mise en oeuvre de la liberté de prestation de services.

Notre actuelle législation, c'est-à-dire la loi modifiée du 29 juin 1989 portant réforme du régime des cabarets, restreint l'accès au marché du commerce de débit de boissons alcooliques à consommer sur place en retenant un contingentement des autorisations d'exploiter un débit de boissons alcooliques à consommer sur place. Ainsi, la législation existante prévoit des limites quantitatives en matière de débits de boissons alcooliques en fonction de la population d'une commune.

Le nombre de débits de boissons alcooliques autorisés se trouve actuellement ainsi plafonné au total d'un établissement par tranche de 500 habitants pour la population d'une commune donnée (arrêté ministériel du 12 avril 2002 déterminant par commune la population à prendre en considération pour l'application des dispositions de la loi modifiée du 29 juin 1989 portant réforme du régime des cabarets).

Le présent projet de loi propose un abandon de ces restrictions quantitatives. Il est à noter que d'importantes exceptions au principe du contingentement ont déjà été admises par le fait que la loi modifiée du 29 juin 1989 portant réforme du régime des cabarets a permis – certes en requérant l'observation d'une procédure administrative lourde – la délivrance d'autorisations de débits de boissons alcooliques à consommer sur place dites „hors nombre“.

Le présent texte appelé à abroger et à remplacer la loi actuelle vise à ouvrir et à faciliter l'accès au marché de débits de boissons en accordant le droit d'exploiter un débit de boissons alcooliques à consommer sur place au libre choix de l'exploitant quant à l'endroit au Grand-Duché et au type de débit (snackbar, café, bistrot, discothèque, restaurant).

Tout en confirmant l'autorisation d'exploitation des débits existants en adaptant les différents types d'autorisations de cabaretage à la nouvelle situation légale, le projet de texte introduit une catégorie de licence qui constitue à l'avenir la seule autorisation de cabaretage délivrée par l'administration des douanes et accises.

Toute personne sera en droit de se faire délivrer par l'administration des douanes et accises une autorisation de cabaretage contre paiement d'une taxe. En effet, moyennant une déclaration d'exploitation et l'acquiescement des taxes fiscales prévues toute personne saura débiter à l'endroit choisi et à partir du moment choisi des boissons alcooliques à consommer sur place.

À côté de cas spécifiques, limités et conditionnés dispensant d'une autorisation de cabaretage pour le débit de boissons alcooliques, le texte crée la possibilité légale moyennant l'octroi d'une licence de cabaretage temporaire occasionnelle à débiter des boissons alcooliques à consommer sur place lors d'événements festifs et de manifestations diverses à durée déterminée.

En somme, le présent texte érige l'autorisation d'exploiter un débit de boissons alcooliques à consommer sur place en un droit automatique pour toute personne qui procède à une simple information déclarative et au paiement des taxes fiscales forfaitaires prévues.

*

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Ad article 1er

Le présent article abroge en fait les articles 1 à 16 de l'ancienne loi de 1989 et les remplace par les nouveaux articles 1 à 16.

ad article 1er

L'article 1er stipule le principe applicable en matière d'exploitation de débits de boissons alcooliques à consommer sur place (débits) au Grand-Duché en conformité avec la directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur (directive services).

Ainsi l'autorisation d'exploitation d'un débit de boissons alcooliques à consommer sur place (autorisation de cabaretage), matérialisant le droit d'accès au marché de cabaretage, peut être librement acquise, sans restriction ou condition quantitative aucune, par toute personne physique ou morale contre simple paiement d'une taxe forfaitaire non remboursable retenue pour des raisons fiscales (titulaire de l'autorisation de cabaretage).

L'abandon de tout contingentement de débits répond aux exigences de la directive services.

Le maintien de l'obligation de devoir déposer, préalablement à toute exploitation d'un débit, une déclaration d'exploitation et de certaines pièces auprès de l'administration des douanes et accises (administration) se trouve justifiée surtout par des considérations de concurrence, de santé publique, d'hygiène, de sécurité et d'ordre public. Les informations à fournir à l'administration et les modalités y relatives sont à préciser par règlement grand-ducal.

A cet égard, un élément essentiel est la désignation de la personne physique effectivement responsable de l'exploitation du débit, qui ne doit pas être nécessairement assurée par le titulaire de l'autorisation de cabaretage. Ainsi l'exploitant effectif, son gérant et, le cas échéant, les sous-gérants nommés, coresponsables légaux, ne peuvent pas être interdits de tenir un débit.

Pour souligner l'importance de l'alinéa précédant, une amende d'ordre de 125 euros est introduite pour parer aux négligences habituelles constatées.

L'impératif de justifier d'une résidence légale durant cinq ans pour un ressortissant d'un pays non membre de l'Union européenne avant de pouvoir exploiter ou gérer un débit voire d'être désigné sous-gérant est maintenue.

Les débits de boissons non alcooliques à consommer sur place se trouvent exclus du champ d'application de la loi. Les débits visés sont ceux où sont servis exclusivement des boissons non alcoolisées et des boissons titrant un degré alcoolique inférieur à 1,2% volume.

ad article 2.

La notion d'autorisation de cabaretage couvre différents types de licences de cabaretage précisées aux articles 3 et 4.

A côté des débits existants, qui se voient attribués d'office une licence de cabaretage, deux nouveaux types de licences sont introduits, à savoir la licence de cabaretage catégorie A et la licence de cabaretage catégorie D.

Par ce biais, il est fait abandon des termes utilisés sous l'égide de l'ancienne loi pour traduire le caractère du débit par rapport au contingentement existant.

ad articles 3. et 4.

A côté de la licence de catégorie D, répondant à la demande de débits temporaires et occasionnels, la licence de cabaretage catégorie A est appelée, dans le cadre de la libéralisation d'accès au marché en la matière, à devenir le type d'autorisation de cabaretage par excellence alors que plus aucune nouvelle licence de cabaretage catégorie B ne sera délivrée par l'administration.

Les débits dits „unique“ existants sont assimilés en tous points à une licence de cabaretage catégorie A.

Les licences de cabaretage dénommées catégories B remplacent les débits de dénomination „volant“ et „privilège“ existants.

La catégorie D offre la possibilité d'un débit occasionnel connu sous l'ancienne dénomination „débit supplémentaire“ ou „transfert temporaire“.

A l'exception des licences de cabaretage catégorie B, les autorisations de cabaretage demeurent confinées à un endroit fixe à désigner lors de la délivrance de l'autorisation de cabaretage et qui ne peut être changé par après. Afin de ne pas préjudicier un droit acquis sous la législation précédente les licences de cabaretage catégorie B conservent la caractéristique y attachée donnant ainsi la possibilité de les transférer géographiquement.

ad articles 5. et 6.

Les licences de cabaretage dénommées catégories C remplacent les licences de dénomination „débit hors nombre“ et „débit hors nombre saisonnier“ existants.

A l'avenir, aucune nouvelle licence de cabaretage catégorie C ne sera délivrée par l'administration, la licence de cabaretage catégorie A étant appelée à devenir l'autorisation de cabaretage type.

Le titulaire d'une licence de cabaretage catégorie C a le choix entre deux possibilités:

- soit continuer à exploiter le débit existant sous les conditions d'exploitation fixées lors de l'octroi de l'autorisation de cabaretage,
- soit de se défaire de toute restriction d'exploitation en faisant transcrire sa licence de cabaretage catégorie C en une licence de cabaretage catégorie A moyennant paiement d'une taxe forfaitaire.

La taxe forfaitaire à payer lors de la transformation faite sur simple demande auprès de l'administration s'élève à 5.000 euros pour un ancien „débit hors nombre“ et à 10.000 euros pour un ancien „débit hors nombre saisonnier“. Ces montants résultent de la différence entre les taxes payées antérieurement et la taxe à payer pour une nouvelle licence catégorie A.

ad article 7.

L'ancienne terminologie étant abandonnée, il y a lieu de remplacer les dénominations des autorisations de cabaretage des débits existant conformément aux articles 3 à 5.

ad article 8.

La possibilité d'exploiter temporairement et occasionnellement un débit répond tant aux demandes d'autorisation de servir des boissons alcooliques, dont le nombre va en croissant durant les dernières années, lors de manifestations publiques qu'aux attentes de la directive services concernant le principe de liberté de prestation de services en matière d'exploitation de débits.

En effet, il est devenu coutume lors de manifestations telles que kermesses locales, bals des associations locales, fêtes de voisinage, braderies, marchés et autres manifestations à caractère local de proposer également aux clients des boissons alcooliques.

Afin de permettre dorénavant l'exploitation de ce type de débit, une licence de cabaretage temporaire occasionnelle peut être acquise librement, contre paiement préalable d'une taxe forfaitaire, par toute personne qui, tout en respectant les obligations relatives notamment à la santé publique, à l'hygiène, à la sécurité et l'ordre public, se trouvera autorisée à débiter des boissons alcooliques à consommer sur place pour une durée déterminée.

Si cette possibilité d'exploiter un débit temporaire et occasionnel existait également sous la législation antérieure, celle-ci se trouvait cependant toujours conditionnée par l'obligation pour la personne souhaitant débiter temporairement et occasionnellement des boissons alcooliques de trouver un exploitant d'un débit établi qui s'accordait à mettre son autorisation de cabaretage à disposition de l'intéressé au profit d'un débit supplémentaire.

Le fait de débiter des boissons alcooliques temporairement et occasionnellement sans licence de cabaretage D constitue une infraction. La sanction est proportionnelle à la gravité de l'infraction déterminée en fonction de la durée de la manifestation.

ad article 9.

Sous l'égide de l'ancienne loi, il était prévu d'acquitter à côté du paiement de la taxe annuelle variant quant au montant en fonction de la commune et des habitants y résidant, également une taxe d'ouverture due chaque fois qu'il est procédé à un remplacement de la personne exploitant le débit en cours d'exploitation.

Dans une optique de simplification administrative, il convient de regrouper les deux taxes en une taxe forfaitaire annuelle.

La distinction opérée auparavant relative à la situation communale d'exploitation n'est plus d'actualité. Grâce à la mobilité générale, l'attrait d'un débit n'est plus seulement local.

Les décisions internes visant à remplacer les responsables d'un débit en cours d'exploitation ne s'accompagne point d'une obligation fiscale supplémentaire de payer une taxe. En effet, une simple information en conformité avec l'article 1er sera suffisante.

ad article 10.

Cet article reprend quant au fond les dispositions de l'ancienne législation, en stipulant une radiation d'office de l'autorisation de cabaretage en cas d'inexploitation pendant plus de 12 mois successifs, sauf à bénéficier d'une décision administrative de dispense d'exploitation.

La durée totale de la dispense d'exploitation pouvant être accordée sur demande du titulaire de l'autorisation de cabaretage est réduite de 5 à 2 ans.

Le non-paiement de la taxe forfaitaire annuelle est ajouté comme cause d'extinction du droit d'exploiter un débit.

ad article 11.

Tout en étant interdit pour les licences de cabaretage temporaires occasionnelles, le titulaire de l'autorisation de cabaretage est libre de céder, de louer ou de mettre à disposition, à titre gratuit ou onéreux, son droit à un tiers.

La cession d'une autorisation de cabaretage doit être communiquée à l'administration dans le respect de l'article 1er sous peine d'inopposabilité. Ceci vaut aussi en cas de transfert d'une licence de cabaretage d'un endroit à un autre.

ad article 12.

La dispense légale des cantines de justifier d'une autorisation de cabaretage sous condition de ne servir des boissons alcooliques que pendant les heures de repas et uniquement aux personnel y occupé est étendue, d'une part, aux buvettes installées dans divers établissements en dehors de la cantine qui sont ouvertes aux visiteurs admis dans ces établissements et, d'autre part, aux buvettes ouvertes lors de manifestations sportives à condition que celles-ci soient fermées, suivant les habitudes traditionnelles, au plus tard une heure après la manifestation sportive.

Pour le cas où une exploitation d'une buvette serait envisagée pendant d'autres plages horaires, une autorisation de cabaretage doit être sollicitée.

La dispense légale d'autorisation de cabaretage se trouve en outre étendue à des situations spécifiques, à savoir le débit par les producteurs de boissons alcooliques dans le cadre de la promotion de leurs produits et dans un local se trouvant sur le site de production.

Ceci répond à la demande politique retenue dans le cadre de la promotion des produits du terroir, où les salles de dégustation des vigneronns étaient supposées dispensées d'une autorisation de cabaretage tout en généralisant cette dispense à tous les producteurs de boissons alcooliques.

Il va de soi que le local de dégustation ne saurait revêtir le caractère d'un débit ordinaire et seulement les produits alcooliques du producteur peuvent y être dégustés, à titre onéreux ou gratuit. Cette promotion peut être étendue dans un autre endroit du pays à l'occasion de fêtes locales, foires ou marchés, sous condition que les dégustations soient gratuites. Dans tous les autres cas, une autorisation de cabaretage est requise.

ad article 13.

Cet article transcrit les dispositions existantes.

ad article 14.

L'exception à l'interdiction d'installer des appareils automatiques de distribution de boissons alcooliques est élargie aux appareils distributeurs dits „de dégustation“ qui peuvent être installés dans des magasins qui vendent des produits alcooliques.

Il s'agit d'une nouvelle génération d'appareils qui sont utilisés pour faire la promotion de boissons et principalement du vin. Après dégustation, le produit choisi peut être acheté au magasin où l'appareil se trouve installé.

Ces appareils permettent donc une dégustation de produits alcooliques sans personnel.

ad article 15.

L'article n'appelle pas de commentaires.

ad. article 16.

En tenant compte des démarches prescrites par la loi, nul ne peut ouvrir au public, sans être en infraction, un débit de boissons alcooliques sans détenir en mains la licence de cabaretage adéquate. La licence n'est établie qu'après avoir accompli toutes les démarches et après avoir effectué tous les paiements prévus par la loi.

Les agents qui constatent cette infraction, prononcent également la fermeture immédiate, mais provisoire jusqu'à l'accomplissement complet des formalités prévues.

La non-observation de cette fermeture constitue une infraction grave et sera punie conformément à l'article 24 (7).

Les modalités et les procédures concernant la perception et le recouvrement des taxes et amendes applicables en la matière sont celles de la législation relative aux droits d'accises.

Ad article 2

Les références aux articles 4 et 5 de l'ancienne loi sont devenues caduques. Il y a donc lieu de les biffer.

Ad article 3

Il incombe de souligner la modification relative à l'article 32 où les recours contre les décisions ministérielles sont déférés aux juridictions administratives.

En considération de la libéralisation d'accès au marché consacré par le présent texte, les alinéas 4 et 5 de l'ancien article 32 se trouvent supprimés.

Ad article 4

Dans un souci d'assurer la cohérence de tous les textes légaux et réglementaires qui font référence à la législation en matière de cabaretage, il y a lieu de procéder au remplacement des dénominations anciennes.

Ad article 5

L'article n'appelle pas de commentaires.

Service Central des Imprimés de l'Etat

6184/01

N° 6184¹**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2010-2011

PROJET DE LOI**modifiant la loi du 29 juin 1989 portant réforme
du régime des cabarets**

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DES SALARIES**sur le projet de loi et sur le projet de règlement grand-ducal
portant les mesures d'exécution en matière de débit de bois-
sons alcooliques à consommer sur place**

(25.11.2010)

Par lettre du 2 novembre 2010, Monsieur Luc Frieden, ministre des Finances, a soumis le projet de loi sous rubrique à l'avis de la Chambre des salariés.

1. Le présent projet a pour objet d'adapter notre législation relative au régime des cabarets à l'évolution de la législation européenne et notamment aux exigences de la directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur (directive services) qui poursuit la finalité de renforcer la mise en oeuvre des principes de libre établissement et libre prestation de services dans l'Union européenne.

Le projet comprend un projet de loi et un projet de règlement grand-ducal.

Le projet de loi

2. A ce jour la loi modifiée du 29 juin 1989 portant réforme du régime des cabarets, restreint l'accès au marché du commerce de débit de boissons alcooliques à consommer sur place en retenant un contingentement des autorisations d'exploiter un débit de boissons alcooliques à consommer sur place.

Ainsi, la législation existante prévoit des limites quantitatives en matière de débits de boissons alcooliques en fonction de la population d'une commune, à savoir un établissement par tranche de 500 habitants pour la population d'une commune donnée.

3. Le projet de loi sous avis propose un abandon de ces restrictions quantitatives. Ainsi, tout en abrogeant et en remplaçant la plupart des dispositions de la loi actuelle, il prévoit d'ouvrir et de faciliter l'accès au marché de débits de boissons en accordant le droit d'exploiter un débit de boissons alcooliques à consommer sur place au libre choix de l'exploitant quant à l'endroit et au type de débit (snackbar, café, bistrot, discothèque, restaurant).

4. Désormais toute personne sera en droit de se faire délivrer par l'administration des douanes et accises une autorisation de cabaretage contre paiement d'une taxe. Ainsi moyennant une déclaration d'exploitation et l'acquiescement des taxes fiscales prévues toute personne saura exploiter à l'endroit choisi et à partir du moment choisi des boissons alcooliques à consommer sur place.

En effet, préalablement à l'exploitation d'un débit, une déclaration d'exploitation et les pièces requises en vertu du projet de règlement grand-ducal doivent être déposées auprès de l'Administration des douanes et accises.

5. Suivant les auteurs du projet, l'abandon de tout contingentement de débits répond aux exigences de la directive services. Le maintien de l'obligation de devoir déposer, préalablement à toute exploi-

tation d'un débit, une déclaration d'exploitation et de certaines pièces auprès de l'administration des douanes et accises se trouve justifiée surtout par des considérations de concurrence, de santé publique, d'hygiène, de sécurité et d'ordre public.

L'exploitant et le gérant

6. Le projet de loi prévoit que, comme dans la législation actuelle, un débit peut être exploité et géré par une personne autre que le titulaire de l'autorisation de cabaretage.

L'exploitant du débit et, le cas échéant, la personne physique qui gère le débit pour le compte de l'exploitant, doit être identifié auprès de l'administration. Cette obligation s'applique lors de tout remplacement en cours d'exploitation.

L'exploitant ou le gérant déclaré, doivent être présents dans le débit pendant les heures d'ouverture.

Exclusion des débits de boissons non alcooliques

7. Précisons que les débits de boissons non alcooliques à consommer sur place se trouvent exclus du champ d'application de la future loi. Sont visés les débits où sont servis exclusivement des boissons non alcoolisées et des boissons titrant un degré alcoolique inférieur à 1,20% volume.

Le régime des nouvelles licences

8. Le projet de loi prévoit plusieurs sortes d'autorisations de cabaretage:

- a) la licence de cabaretage, de plein exercice, dénommée „licence de cabaretage catégorie A“;
- b) la licence de cabaretage de plein exercice, ancien régime, dénommée „licence de cabaretage catégorie B“;
- c) la licence de cabaretage hors nombre, ancien régime, dénommée „licence de cabaretage catégorie C“;
- d) la licence de cabaretage temporaire occasionnelle dénommée „licence de cabaretage catégorie D“.

A côté de la licence de catégorie D, répondant à la demande de débits temporaires et occasionnels, la licence de cabaretage catégorie A sera à l'avenir le type d'autorisation de cabaretage par excellence alors que plus aucune nouvelle licence de cabaretage catégorie B ne sera délivrée par l'administration.

9. La licence de cabaretage catégorie A ne peut être transférée à un endroit autre que celui désigné lors de son octroi au titulaire. Une telle licence peut être accordée à toute personne qui le demande moyennant paiement d'une taxe non remboursable de 15.000 euros.

Les „débits uniques“, préexistants et enregistrés auprès de l'administration comme tels, faisant l'objet d'une exploitation effective au moment de l'entrée en vigueur de la future loi, se voient d'office octroyés une licence de cabaretage A.

10. Les débits, enregistrés auprès de l'administration sous leur ancienne dénomination „licence volante“ et „privilège“, faisant l'objet d'une exploitation effective ou bénéficiant d'une dispense d'exploitation au moment de l'entrée en vigueur de la future loi se verront octroyer d'office une licence de cabaretage de catégorie B.

Les licences de cabaretage dénommées catégories B remplacent donc les débits de dénomination „volant“ et „privilège“ existants.

Les licences de cabaretage catégorie B sont transférables géographiquement par le titulaire de l'autorisation de cabaretage. Le titulaire déclare lors de chaque transfert et préalablement à toute nouvelle exploitation à l'administration l'endroit choisi pour y exploiter un débit.

11. Tout débit autorisé avant l'entrée en vigueur de la future loi et enregistré auprès de l'administration sous l'ancienne dénomination „débit hors nombre“ et „débit hors nombre saisonnier“, faisant l'objet d'une exploitation effective ou bénéficiant d'une dispense d'exploitation au moment de l'entrée en vigueur de la future loi, se voit octroyer d'office une licence de cabaretage catégorie C. Ces licences ne peuvent être transférées à un autre endroit.

Les licences de cabaretage dénommées catégories C remplacent partant les licences de dénomination „débit hors nombre“ et „débit hors nombre saisonnier“ existants.

A l'avenir, aucune nouvelle licence de cabaretage catégorie C ne sera délivrée par l'administration.

Toute licence de cabaretage catégorie C, peut, à tout moment et sur demande du titulaire, être transformée en licence de cabaretage catégorie A. La taxe de transformation est de 5.000 euros pour la catégorie „débits hors nombre“ et de 10.000 euros pour la catégorie „débit hors nombre saisonnier“.

12. La catégorie D offre la possibilité d'un débit occasionnel connu sous l'ancienne dénomination „débit supplémentaire II“ ou „transfert temporaire“.

Ainsi le projet de loi crée la possibilité d'exploiter temporairement et occasionnellement un débit de boissons alcooliques, lors de manifestations publiques alors qu'il est devenu coutume lors de manifestations telles que kermesses locales, bals des associations locales, fêtes de voisinage, braderies, marchés et autres manifestations à caractère local de proposer également aux clients des boissons alcooliques. De ce fait une licence de cabaretage temporaire occasionnelle peut être acquise librement, contre paiement préalable d'une taxe forfaitaire de 30 euros par jour de calendrier, par toute personne.

Si cette possibilité d'exploiter un débit temporaire et occasionnel existe aussi à ce jour, celle-ci présuppose néanmoins l'obligation pour la personne souhaitant débiter temporairement et occasionnellement des boissons alcooliques de trouver un exploitant d'un débit établi qui est d'accord pour mettre son autorisation de cabaretage à disposition de l'intéressé au profit d'un débit supplémentaire.

13. Toute exploitation d'un débit en vertu d'une licence de cabaretage catégorie A, B et C est subordonnée au paiement d'une taxe forfaitaire annuelle qui ne pourra dépasser 500 euros. Cette taxe est fixée à la moitié du montant lorsque l'ouverture du débit a lieu après le 30 juin. Aucune taxe n'est due si l'ouverture se fait après le 30 novembre de l'année en cours. Le paiement doit avoir lieu au mois de janvier de chaque année et préalablement à l'ouverture d'un nouveau débit.

Le montant exact de la taxe sera fixé par règlement grand-ducal. La fermeture d'un débit en cours d'année ne donne pas lieu à remboursement.

La durée de validité des licences

14. Le projet de loi reprend quasiment à l'identique les dispositions actuelles relatives à la durée de validité des licences. Ainsi la validité des licences de cabaretage catégorie A, B et C s'éteint:

- a) en cas d'inexploitation à partir de la date d'octroi ou en cas d'exploitation interrompue pendant 12 mois consécutifs, à moins que le titulaire de l'autorisation de cabaretage n'ait obtenu du directeur de l'administration une dispense d'exploitation suite à une demande écrite motivée. La dispense d'exploitation ne peut dépasser au total deux ans (5 ans dans la législation actuelle) d'inexploitation consécutifs;
- b) dans le cas d'une condamnation à une peine d'emprisonnement de six mois ou plus prononcée contre le débitant ou en cas d'exploitation d'un débit malgré l'interdiction de tenir un débit;
- c) d'office, en cas de non-paiement intégral de la taxe forfaitaire annuelle et de l'amende prononcée par le directeur deux mois après mise en demeure formelle écrite du titulaire par le directeur de l'administration.

Les cas de dispense de l'obligation de disposer d'une autorisation de cabaretage

15. Les débits suivants sont dispensés de l'obligation de disposer d'une autorisation de cabaretage, s'ils sont installés dans:

- a) les cantines et restaurants internes des entreprises, sous condition que les boissons alcooliques ne sont servis que pendant les repas et que les salariés y occupés sont seuls admis à y consommer;
- b) les cantines et restaurants internes aux hôpitaux, aux centres pour personnes âgées ou institutions similaires, sous condition que les boissons alcooliques ne sont servis qu'aux résidents et, le cas échéant, à leurs invités pendant les repas.

Une buvette destinée à servir des boissons alcooliques en dehors des heures de repas installée dans les établissements visés ci-dessus, est un débit nécessitant une autorisation;

- c) les buvettes des associations sportives sous condition que le débit de boissons alcooliques est seulement ouvert pendant les manifestations sportives officielles et qu'il soit fermé au plus tard 1 heure après la manifestation.

16. Toute autorisation de cabaretage délivrée ne vaut que pour l'exploitation d'un seul débit à l'endroit ou dans le local déclaré à l'administration.

Le projet de règlement grand-ducal

17. Le projet de règlement grand-ducal a pour objet de régler certaines dispositions d'exécution relatives aux modifications apportées à la loi sur le régime des cabarets.

18. Il abroge:

- le règlement grand-ducal du 13 janvier 1994 déterminant les mesures d'exécution en matière de cabaretage et notamment celles concernant les formalités à observer lors de la renonciation à une licence volante de cabaretage, à un privilège de cabaretage et à un débit hors nombre de plein exercice ainsi que le transfert d'un tel droit de cabaretage;
- le règlement grand-ducal du 13 janvier 1994 concernant la fixation des salaires dus aux receveurs des douanes et accises;
- le règlement grand-ducal du 13 janvier 1994 déterminant les mesures d'exécution en matière de cabaretage et notamment celles concernant les formalités à observer lors de l'établissement de l'exploitation, de la continuation, de la reprise, de la cessation, de l'annulation, de la translation et du transfert d'un débit de boissons alcooliques à consommer sur place.

19. Le projet de règlement grand-ducal précise les documents qui doivent être joints à la déclaration d'établissement lors de la demande d'une licence de catégorie A.

Il s'agit des pièces suivantes:

- un certificat à délivrer par l'administration du cadastre constatant la situation topographique communale du débit à établir;
- une copie des statuts ainsi qu'une copie du rapport de la dernière assemblée générale lorsque le demandeur est une personne morale.

20. Pour ce qui est des personnes disposant déjà d'une licence de catégorie A, B, ou C, elles doivent avant toute activité faire une déclaration d'exploitation à laquelle ils doivent joindre les pièces suivantes:

- une copie de l'autorisation délivrée par le Ministre des classes moyennes en matière de droit d'établissement;
- un plan schématique des locaux du débit;
- une copie certifiée conforme de la carte d'identité d'étranger pour les ressortissants de nationalité non luxembourgeoise résidant au pays;
- un certificat de résidence au Luxembourg couvrant 5 années pour les ressortissants de pays tiers;
- une fiche de renseignement, permettant à l'administration de faire contrôler auprès du Parquet, si contre l'exploitant, le gérant il n'existe aucune interdiction de tenir un débit de boissons alcooliques à consommer sur place;
- pour les personnes morales une copie des statuts.

Tous ces documents sont requis afin de vérifier notamment le respect des conditions relatives à l'accès à la profession, au droit de propriété, de la résidence légale et de l'ordre public.

21. Le projet précise encore que les débits hors nombre saisonniers autorisés avant l'entrée en vigueur de la future loi transcrits en licences de cabaretage de catégorie C, ne peuvent être ouverts au public que pendant sept mois au maximum par année civile, la période d'ouverture annuelle comprenant

une période d'au moins six mois consécutifs. Le restant de la période annuelle peut être scindé tout au plus en trois périodes.

Les exploitants d'une licence de cabaretage catégorie C sont tenus de déclarer chaque année et avant la première ouverture la ou les périodes pendant la ou lesquelles ils entendent ouvrir leur débit.

22. Quant aux licences de cabaretage de catégorie D, il est précisé au projet de règlement grand-ducal qu'elles peuvent être accordées si à l'occasion de manifestations locales des débits de boissons alcooliques à consommer sur place sont installés pour servir sur place les visiteurs de la manifestation ou de l'évènement.

23. Relevons aussi que le projet précise que les exploitants d'un débit de boissons alcooliques à consommer sur place couvert par une licence de cabaretage de catégories A, B, ou C peuvent exploiter une extension de leur débit devant leur établissement sans en informer l'administration et sans justifier d'une licence de cabaretage catégorie D. Si le débit se trouve à un autre emplacement que devant l'établissement régulier, l'exploitant doit se procurer une licence de cabaretage catégorie D.

Si à l'occasion de vins d'honneur ou de réceptions similaires des boissons alcooliques sont servies gratuitement aux personnes présentes, une autorisation de cabaretage n'est pas requise.

Il en est de même si à l'occasion de marchés, de foires, de séances de dégustations ou d'évènements similaires des boissons alcooliques sont servies gratuitement aux visiteurs.

N'est pas considéré comme distribution gratuite le fait d'inviter le visiteur à faire une donation pécuniaire. Dans ces cas une licence de cabaretage de catégorie D doit être obtenue.

24. Chaque licence de cabaretage de catégorie A, B ou C n'est accordée que pour un seul débit se trouvant à l'endroit indiqué sur la demande. Toute extension vers des pièces, étages ou locaux supplémentaires, non repris dans la demande initiale, doit être préalablement autorisée par l'administration.

*

25. Etant donné que le présent projet de loi est aussi susceptible de concerner les activités des personnes qui participent à titre bénévole à l'organisation de manifestations publiques dans le cadre des activités légitimes des associations auxquelles elles appartiennent, la CSL estime qu'il appartient au Gouvernement d'informer par le biais de brochures ou de notes explicatives ces personnes sur la législation en matière de cabaretage. Ces citoyens œuvrent en effet en tant qu'acteurs non professionnels. De ce fait, il paraît fondamental que ces personnes puissent agir en connaissance de cause des obligations et responsabilités qu'engendre la législation sur les licences de cabaretage.

26. En dehors de cette remarque, la CSL marque son accord au présent projet de loi.

Luxembourg, le 25 novembre 2010

Pour la Chambre des salariés,

La Direction,
René PIZZAFERRI
Norbert TREMUTH

Le Président,
Jean-Claude REDING

Service Central des Imprimés de l'Etat

6184/02

N° 6184²

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2010-2011

PROJET DE LOI**modifiant la loi du 29 juin 1989 portant réforme
du régime des cabarets**

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DES METIERS

(21.1.2011)

Par sa lettre du 2 novembre 2010, Monsieur le Ministre des Finances a bien voulu demander l'avis de la Chambre des Métiers au sujet du projet de loi repris sous rubrique.

*

1. OBSERVATIONS GENERALES

Le projet de loi sous rubrique a pour objectif „*d'ouvrir et de faciliter l'accès au marché des débits de boissons alcooliques à consommer sur place*“¹ afin de mettre la loi modifiée du 29 juin 1989 portant réforme du régime des cabarets (ci-après „loi de 1989“) en conformité avec la directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur (ci-après: „Directive Services“).

Afin de réaliser cet objectif, le projet de loi propose de supprimer les „*restrictions quantitatives*“ à l'octroi d'une autorisation d'exploiter un débit de boissons alcooliques à consommer sur place (ci-après „un débit“) et d'ériger „*l'autorisation d'exploiter un débit (...) en un droit automatique pour toute personne qui procède à une simple information déclarative et au paiement des taxes fiscales forfaitaires prévues*“².

Pour la mise en place d'un tel droit automatique, il est prévu de limiter les conditions pour l'octroi d'une licence de cabaretage à, d'une part, la transmission à l'administration des douanes et accises d'une „*déclaration d'exploitation et les pièces requises en vertu du règlement grand-ducal portant les mesures d'exécution*“³ et, d'autre part, au paiement d'une „*taxe forfaitaire non remboursable de 15.000 euros*“⁴.

A défaut d'explication par les auteurs du projet de loi sous rubrique, la Chambre des Métiers s'interroge sur le bien-fondé du montant de 15.000 euros précité susceptible de constituer un frein à la création de débits de boissons alcooliques.

Une taxe aussi élevée est en contradiction avec le but affiché d'une libéralisation de l'octroi des licences de cabaretage.

Une seconde interrogation porte sur l'opportunité de vouloir instituer un droit automatique en matière de cabaretage alors que, suivant la Directive Services, un régime d'autorisation administrative est justifié lorsqu'il est nécessité par „*une raison impérieuse d'intérêt général*“⁵.

1 Projet de loi, exposé des motifs.

2 Projet de loi, exposé des motifs.

3 Article 1er (2) du projet de loi sous rubrique.

4 Article 3 (3) du projet de loi sous rubrique.

5 Dans ce cas, le régime d'autorisation ne doit pas être „*discriminatoire à l'égard du prestataire visé*“ et „*l'objectif poursuivi ne peut pas être réalisé par une mesure moins contraignante, notamment parce qu'un contrôle a posteriori interviendrait trop tardivement pour avoir une efficacité réelle.*“ (Article 9.1. de la Directive Services).

Afin de réaliser la réforme des autorisations de cabaretage, le projet de loi sous rubrique propose de ne délivrer pour l'avenir que deux catégories de licences au lieu des différents régimes de licences actuellement en vigueur, soit une autorisation de plein exercice (licence de catégorie A) et une autorisation occasionnelle et temporaire (licence de catégorie D).

Dans cet objectif, quatre catégories de licences, obéissant à quatre régimes juridiques différents, sont dorénavant organisées⁶.

Deux de ces catégories seront en quelque sorte „figées pour l'avenir“ dans la mesure où aucune nouvelle autorisation ne pourra être délivrée: il s'agit en premier lieu des „*privilèges de cabaretage*“⁷ et des cas de „*renonciations qui confèrent à son titulaire une licence volante de cabaretage*“⁸. Le projet de loi prévoit de transcrire de manière automatique ces licences dites „*privilège*“ et „*volante*“ en licences de catégorie B avec la nouveauté que de tels débits pourront être transférés géographiquement sur l'ensemble du territoire national. Il s'agit en second lieu des débits „*hors nombres*“⁹ assortis de „*conditions spéciales d'exploitation*“ qui seront transcrits automatiquement en catégorie C avec leurs conditions spéciales d'exploitation et avec la nouveauté qu'ils ne pourront plus être transférés sur un autre „*endroit*“¹⁰.

Il est constant que – mise à part la catégorie D qui concerne les autorisations temporaires et occasionnelles – les différences de régime juridique résident, d'une part, dans la possibilité ou l'impossibilité de transférer une licence vers un autre „*endroit*“ et, d'autre part, dans l'existence ou l'inexistence de conditions spéciales d'exploitation.

Les disparités suivant les catégories A, B, et C correspondent aux disparités qui sont actuellement prévues dans la loi de 1989 entre les „*débits uniques*“, les „*licences volantes*“, les „*privilèges*“ et les „*débits hors nombres*“.

La Chambre des Métiers est cependant d'avis que des différences de régimes juridiques ne peuvent être justifiées que dans la mesure de leur conformité avec le principe constitutionnel de l'égalité devant la loi¹¹.

Suivant la jurisprudence constante de la Cour constitutionnelle, „*le législateur peut, sans violer le principe constitutionnel d'égalité devant la loi, soumettre certaines catégories de personnes à des régimes légaux différents à la condition que la différence instituée procède de disparités objectives, qu'elle soit rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée par rapport à son but*“¹².

Mise à part la catégorie D pour laquelle la différence de régime juridique est justifiée, se pose la question de savoir si les disparités entre les catégories A, B et C sont, d'une part, objectives et, d'autre part, rationnellement justifiées, adéquates et proportionnées par rapport au but de la loi.

En ce qui concerne tout d'abord le caractère objectif des différentes catégories prévues par le projet de loi, la Chambre des Métiers est d'avis que l'explication des disparités est d'abord d'ordre historique: l'octroi d'une catégorie de licence plutôt qu'une autre dépend en fin de compte de l'époque de l'octroi de l'autorisation d'exploitation du débit.

Or, une telle explication – pourtant reprise et accentuée par le projet de loi sous rubrique – n'est pas satisfaisante pour justifier objectivement des régimes juridiques différents.

En ce qui concerne ensuite la justification des différences par rapport au but de la loi, si l'assortiment de l'autorisation d'une licence à des conditions spéciales peut être justifié pour les licences qui sont „*accessoires*“ à une autre activité (comme tel est par exemple le cas des licences de cabaretage liées à une activité de restauration ou de traiteur), en revanche la possibilité, respectivement l'impossibilité

6 Voir: tableau annexé au présent avis.

7 C'est-à-dire les débits qui peuvent actuellement être „*continué ou repris sans égard au contingentement prévu à l'article 2.*“ (Article 4. I) (1) loi de 1989 précitée).

8 Cette catégorie de licence dite volante est actuellement „*valable sur le territoire de la commune pour laquelle elle a été accordée (même si) le contingentement prévu à l'article 2 est atteint ou même dépassé.*“ (Article 5 loi de 1989 précitée).

9 Ce sont les débits qui peuvent être actuellement autorisés dans „*les communes où les nécessités du tourisme l'exigent ou dans d'autres cas exceptionnels*“ (Article 6. (1) Loi du 29 juin 1989 précitée).

10 Voir Article 5 du projet de loi.

11 L'article 10bis (1) dispose que „*Les Luxembourgeois sont égaux devant la loi*“ et l'article 111 de la loi fondamentale étend cette garantie à des personnes non luxembourgeoises: „*Tout étranger qui se trouve sur le territoire du Grand-Duché jouit de la protection accordée aux personnes et aux biens*“.

12 Formule adoptée par la Cour constitutionnelle depuis son arrêt No 7/99 du 26 mars 1999.

de pouvoir transférer géographiquement une licence n'est pas justifiée, ni adéquate, ni proportionnée par rapport à un but légal.

Etant donné que la loi de 1989 consacre une fragmentation de régimes juridiques dérogatoire telle que l'on ne sait pas où se situe le droit commun en la matière, la Chambre des Métiers considère qu'il serait plus judicieux, au lieu de reproduire les mêmes incertitudes juridiques, de réaliser une véritable réforme en profondeur de la loi de 1989 notamment par une réelle définition des objectifs qui serait en adéquation avec différents régimes juridiques.

Enfin, en ce qui concerne les nouvelles règles de procédure administrative mises en place pour l'octroi d'une licence de cabaretage, la Chambre des Métiers constate que le projet de loi ne prévoit pas le cas du silence de l'administration¹³.

*

2. COMMENTAIRE DES ARTICLES

Ad article 1er

L'article 1er reprend les grandes lignes de l'actuel article 1er de la loi de 1989 en apportant certaines modifications et précisions.

Le paragraphe (1) de l'article 1er du projet sous rubrique précise que l'exploitation d'un débit de boissons alcooliques à consommer sur place peut être le fait de „personnes morales“ et qu'une telle exploitation est soumise à une „*autorisation de cabaretage*“ et non pas à une simple „*déclaration*“ comme mentionnée dans la rédaction actuelle de la loi de 1989.

La Chambre des Métiers approuve cette nouvelle rédaction dans la mesure où elle est plus conforme à un régime d'autorisation administrative justifié par les implications d'intérêt général d'ordre public, de sécurité publique et de santé publique que comporte nécessairement toute ouverture de débit de boisson alcoolique à consommer sur place.

Le paragraphe (2) renvoie à un règlement grand-ducal pour définir les pièces devant être déposées auprès de l'administration des douanes et accises pour „*la déclaration d'exploitation*“.

Cependant, à la lecture du projet de règlement grand-ducal, on remarque qu'il n'y a pas une seule déclaration à effectuer mais quatre déclarations: en plus de la „*déclaration d'exploitation*“ prévue dans le projet de loi, une „*déclaration d'établissement*“, une „*déclaration de gérance*“ (s'il y a lieu) et une „*déclaration de sous-gérance*“ (s'il y a lieu).

Cette lacune du projet de loi n'est pas satisfaisante par rapport à l'article 11 (6) de la Constitution suivant lequel „*la liberté du commerce et de l'industrie (...) sont garantis, sauf les restrictions à établir par la loi*“.

Conformément à l'interprétation de l'article 36 de la Constitution par la Cour constitutionnelle¹⁴, il serait souhaitable que le projet de loi précise, au moins dans les grandes lignes, les différentes déclarations et autorisations à effectuer.

Le paragraphe (3) modifie les dispositions relatives au gérant d'un débit de boissons pour compte d'autrui, notamment en matière de responsabilité. Il prévoit et organise la possibilité de sous-gérants.

Suivant la lecture du projet de loi sous rubrique, associée à la lecture du projet de règlement grand-ducal, la Chambre des Métiers distingue quatre catégories de personnes pouvant intervenir dans la procédure d'autorisation de cabaretage, à savoir:

- a) la personne physique ou morale titulaire de l'autorisation de cabaretage,
- b) la personne physique ou morale titulaire de l'autorisation d'exploitation,
- c) la personne physique qui gère le débit pour le compte de l'exploitant (s'il y a lieu),

¹³ Voir supra: commentaire *ad* article 32.

¹⁴ Suivant cette interprétation: „(...) il est toutefois satisfait à la réserve constitutionnelle si la loi se borne à tracer les grands principes tout en abandonnant au pouvoir réglementaire la mise en oeuvre du détail (...)“. Arrêt No 15/03 du 3 janvier 2003.

d) le sous-gérant (s'il y a lieu).

Il est regrettable que les différentes notions et responsabilités ne soient pas davantage précisées et que la complexité des différents cas de figures envisagés ne soit pas non plus réellement explicitée.

En effet, ce paragraphe prévoit de manière très vague qu' „un débit peut être exploité et géré par une personne autre que le titulaire de l'autorisation d'exploitation“ et que „l'exploitant du débit et, le cas échéant, la personne physique qui gère le débit pour le compte de l'exploitant doit être identifié auprès de l'administration“.

Cependant, le projet de loi ne précise pas qui a compétence pour nommer „la personne physique qui gère le débit pour le compte de l'exploitant“: est-ce exclusivement „l'exploitant personne morale“, „tout exploitant“ ou bien „un gérant personne physique“?

Dans le même ordre d'idées, il est regrettable que le projet de loi sous rubrique ne fasse pas référence à „l'autorisation d'établissement“ du Ministre des Classes moyennes – cette dernière devant obligatoirement reposer sur „la personne chargée de la gestion ou de la direction de l'entreprise“¹⁵ – ce qui permettrait de clarifier les choses¹⁶.

Ce paragraphe prévoit enfin que „le sous-gérant, pendant son service, est solidairement responsable avec la personne exploitant le débit en ce qui concerne l'observation des dispositions légales en vigueur (...)“.

La Chambre des Métiers pense que cette disposition n'est pas suffisante pour plusieurs raisons:

- la responsabilité du sous-gérant – qui peut être nommé indifféremment par la personne exploitant le débit ou „la personne qui gère le débit pour le compte d'autrui“ – doit être également prévue à l'égard de cette dernière et non exclusivement à l'égard de la personne exploitant le débit¹⁷;
- la portée exacte de la responsabilité solidaire du sous-gérant n'est pas explicite: à défaut de précisions, on peut se demander si le sous-gérant est „solidairement responsable“ des manquements de l'exploitant en matière de droit d'établissement ou de paiement de la taxe forfaitaire annuelle par exemple, bien que le projet précise que le sous-gérant n'est responsable que „pendant son service“;
- le texte du projet de loi fait référence à une responsabilité par rapport à un „Chapitre II“ qui n'existe pas.

Dans un souci d'une plus grande clarification, la Chambre des Métiers est d'avis que les différentes définitions et responsabilités sont à prévoir dans un article spécifique.

Les paragraphes (4) (5) et (6) n'apportent pas de commentaires.

Ad Article 2

Le paragraphe (1) dispose que quatre catégories de licences de cabaretage vont dorénavant coexister:

- deux licences de cabaretage „de plein exercice“, respectivement catégories A pour les licences nouvelles et B pour les licences anciennes;
- une licence de cabaretage particulière pour les „débits hors nombres“ – qui n'est pas de plein exercice car cette licence peut être conditionnée à des conditions particulières et/ou saisonnières – sous la catégorie C;
- une licence de cabaretage „temporaire et occasionnelle“, sous la catégorie D.

Les spécificités des différents régimes juridiques pour ces quatre catégories de licences sont prévues par les articles suivants du projet sous rubrique: l'article 3 pour les catégories A, l'article 4 pour les catégories B, les articles 5 et 6 pour les catégories C, et l'article 8 pour la catégorie D.

¹⁵ Loi du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales.

¹⁶ Le projet de règlement grand-ducal prévoit que la „déclaration d'exploitation“ doit comprendre cette „autorisation d'établissement“.

¹⁷ La Chambre des Métiers renvoie également à l'article 9 du projet de loi qui prévoit une responsabilité solidaire de l'exploitant et du titulaire de l'autorisation relativement au paiement de la taxe forfaitaire annuelle, mais pas de responsabilités au niveau du gérant ce qui est surprenant.

Le paragraphe (2) précise que „l'autorisation de cabaretage est délivrée sans préjudice d'autres dispositions légales ou réglementaires prévues à l'article 31 ci-après“ et l'article 31 de la loi de 1989 renvoie aux règlements grand-ducaux concernant „l'hygiène et la sécurité ainsi que les conditions et formalités à remplir pour être admis au service des clients dans un débit“.

Plutôt que de préciser dans la loi que l'autorisation de cabaretage est délivrée „sans préjudice d'autres dispositions“, la Chambre des Métiers considère qu'il serait préférable de subordonner l'autorisation de cabaretage au respect desdites dispositions et en particulier à l'obligation pour toute entreprise de la chaîne alimentaire établie au Grand-duché du Luxembourg d'être enregistrée auprès du Service de la Sécurité Alimentaire¹⁸.

Ad article 3

Cet article réglemente la licence A qui est la seule licence de cabaretage – non temporaire ni occasionnelle – qui pourra être délivrée par l'administration des douanes et accises.

Suivant le paragraphe (3), la licence A sera délivrée „à toute personne qui en formule la demande (...) et moyennant une taxe forfaitaire non remboursable fixée à 15.000 euros“.

Tout en approuvant ce principe de l'acquisition d'une licence de cabaretage pour tout un chacun qui entend faire cette exploitation, la Chambre des Métiers s'interroge sur le bien-fondé du montant de 15.000 euros et regrette que les auteurs du projet de loi n'expliquent ni ne justifient d'aucune façon ce montant: correspond-t-il à une évaluation du prix moyen d'une licence actuelle ou bien à une fixation plus arbitraire?

Suivant le paragraphe (2), la licence de catégorie A sera octroyée de plein droit aux „débits uniques“, c'est-à-dire les débits qui sont établis dans les localités de moins de 250 habitants par exception au contingentement d'un débit pour 500 habitants.

Suivant le paragraphe (1), la licence A „ne peut être transférée à un endroit autre que celui désigné lors de son octroi au titulaire“.

La Chambre des Métiers est d'avis que la notion „d'endroit“ n'est pas satisfaisante dès lors que cette notion peut avoir plusieurs acceptations différentes et notamment une référence à un immeuble, à une localité, ou à une commune.

Ainsi, par exemple si les „débits uniques“ peuvent être transférés à l'intérieur de „la localité“ dans laquelle ils sont établis¹⁹, le projet de réforme prévoit que les déclarations d'établissement pour les nouveaux débits doivent mentionner „la situation topographique communale de l'immeuble“²⁰.

La Chambre des Métiers remarque que les „débits uniques“ seront pénalisés par la réforme si la licence A ne peut pas être transférée à un autre immeuble.

Il est regrettable également que les cas de démolition ou de réaménagement de l'immeuble en cause, pour notamment des raisons d'intérêt public, qui sont prévus à l'actuel article 4 de la loi de 1989 pour les privilèges de cabaretage et pour les débits hors nombre, ne soient pas repris dans le projet de loi sous rubrique.

Ad article 4

Le paragraphe (1) pose le principe du transfert d'office des „licences volantes“ et „privilèges“ en licence B.

Le paragraphe (2) prévoit que les débits des licences B „sont transférables géographiquement par le titulaire de l'autorisation de cabaretage“²¹ et ceci sans limitation, afin „de ne pas préjudicier un droit acquis sous la législation précédente“²².

18 Règlement CE No 178/2002 relatif à la sécurité des denrées alimentaires et règlement CE No 852/2004 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires.

19 Article 3 (3) de la loi de 1989.

20 Article 3 (1) du projet de loi.

21 A cet effet le projet de l'article 7 prévoit que „le transfert géographique d'une licence de cabaretage catégorie B vers un autre immeuble doit être déclaré au préalable à l'administration.“

22 Projet de loi, commentaire ad articles 3 & 4.

La Chambre des Métiers est d'avis que cette possibilité ne porte pas préjudice à un éventuel droit acquis, mais est au contraire constitutive d'un nouveau droit, que ce soit pour les „privilèges“ qui sont traditionnellement attachés à un immeuble²³ ou que ce soit pour les licences „volantes“ qui ne peuvent être actuellement transférées que sur le „territoire de la commune“ pour lequel elles ont été octroyées²⁴.

Ad article 5

Le paragraphe (1) pose le principe d'une transcription d'office des licences „débits hors nombre“ et „débits hors nombre saisonniers“ (ci-après „licences hors nombre“) en licence C.

Le paragraphe (2) qui, suite à une erreur matérielle, n'est pas numéroté comme tel, prévoit que „le régime légal, les conditions, les limitations et les restrictions d'exploitation auxquels ces débits, autorisés avant l'entrée en vigueur de la présente loi, restent applicables à la licence de cabaretage catégorie C.“

La Chambre des Métiers trouve que la terminologie employée prête à confusion.

En effet, par „régime légal“ est normalement compris le régime prévu par la loi à savoir, pour les licences hors nombre, les dispositions de la loi de 1989 concernant la taxe forfaitaire annuelle (article 9), les cas d'extinction (article 10) et les possibilités de renonciation (article 11).

Dans la mesure où ce régime légal est abrogé par le projet de loi, il conviendrait de mentionner à la place les „conditions spéciales (dont) les autorisations pour l'ouverture de débits hors nombre peuvent être subordonnées“ (article 5 (6) de la loi de 1989).

Le second alinéa de cet article 5 (en projet) précise que les licences C „ne peuvent être transférées à un autre endroit“. Cependant, la notion „d'endroit“ n'est juridiquement pas suffisante et devrait être précisée²⁵.

Ad article 6

Cet article prévoit la possibilité pour le titulaire d'une licence C de faire transcrire cette licence en licence A moyennant le paiement d'une taxe forfaitaire dont le montant correspond à la différence entre la taxe antérieurement payée et la taxe à payer pour une nouvelle licence A.

Il est constant que le seul intérêt de transcrire une licence C en licence A est de soustraire la licence C des „conditions spéciales“ dont elle est assortie.

Or, une telle possibilité aura en pratique un intérêt limité si l'on considère:

- que la plupart des „conditions spéciales“ des licences hors nombre ne constituent pas un frein à l'activité des débits concernés, en particulier dans le cas des licences qui ne sont que l'accessoire à une autre activité principale,
- que les licences A ne peuvent pas non plus être transférées vers un autre „endroit“.

Ad article 8

Cet article organise une licence spécifique, la licence D, pour les débits temporaires et occasionnels aux lieu et place du système actuel prévoyant des possibilités de débiter dans un autre endroit et des possibilités de „débits supplémentaires“ prévues respectivement aux articles 10(2) et 16(1) de la loi de 1989.

Suivant le paragraphe (1), toute personne physique ou morale qui souhaite exploiter un débit:

- „à un endroit déterminé et pour une durée déterminée“ et
- „à l'occasion de manifestations et évènements locaux d'ordre associatif, culturel, sportif et similaires“,

doit „demander une licence de cabaretage de catégorie D (...) au moins deux jours ouvrables avant la manifestation“.

Si la Chambre des Métiers approuve l'abandon du système actuel des débits supplémentaires – système qui n'est pas adapté comme impliquant la plupart du temps qu'un exploitant mette son autorisation

²³ Article 4 (1) de la loi de 1989.

²⁴ Article 5 (5) de la loi de 1989.

²⁵ Voir cet avis ad article 3.

de cabaretage à disposition – elle entend faire remarquer qu’aucune disposition dans le projet de loi, ni dans le projet de règlement, ne subordonne l’octroi d’une licence D au respect effectif des obligations relatives notamment à la santé publique, à l’hygiène, à la sécurité et l’ordre public: le paragraphe (1) de l’article 8 du projet de loi sous rubrique se limite à préciser que la demande doit *„être assortie d’une déclaration d’exploitation temporaire et l’indication de la personne physique responsable de l’exploitation (...)“*²⁶.

La Chambre des Métiers regrette qu’il n’y ait pas plus de précisions sur la teneur exacte de *„la déclaration d’exploitation temporaire“* et estime qu’il conviendrait que le demandeur s’engage au respect des obligations susmentionnées afin que l’administration puisse exercer un contrôle a priori conformément à la Directive Services qui précise qu’un *„régime d’autorisation (n’)est admissible (que) lorsqu’un contrôle a posteriori ne serait pas efficace compte tenu (...) des risques et dangers qui résulteraient de l’absence de contrôle a priori“*²⁷.

Ad article 9

Le paragraphe 3 prévoit que *„le titulaire de l’autorisation de cabaretage et l’exploitant du débit sont solidairement tenus au paiement de la taxe forfaitaire annuelle.“*

La Chambre des Métiers est d’avis que le paiement de la taxe annuelle est de la compétence du gérant quand il y en a un comme c’est actuellement prévu dans la loi de 1989.

En effet, si les titulaires de l’autorisation ou de l’exploitation ne sont pas diligents, le gérant sera le premier à être sanctionné par l’extinction de la validité de la licence prévue par l’article 10 (1) c) du projet de loi sous rubrique et par la fermeture consécutive du débit.

Ad article 10

Cet article prévoit les cas d’extinctions de la licence de cabaretage.

La Chambre des Métiers est d’avis que le cas de la fermeture *„volontaire“* d’un débit doit être mentionné dans cet article même si cette hypothèse est implicitement prévue dans le projet d’article 9 paragraphe (2).

Ad article 11

Cet article prévoit que les cas de *„renoncations au profit d’un tiers“* et de *„transferts géographiques“*, doivent faire l’objet de déclarations préalables auprès de l’administration.

En ce qui concerne les cas de *„transferts géographiques“*, la Chambre des Métiers renvoie aux observations générales du présent avis.

En ce qui concerne les cas de *„renoncations au profit d’un tiers“*, le projet de loi sous rubrique non seulement ne reprend plus le principe de *„la création d’un débit nouveau“*²⁸ mais, en plus, ne précise pas quel est le régime juridique y attaché.

Cette lacune du projet de loi est critiquable dans la mesure où elle ouvre la possibilité de transactions de licences existantes sans réel contrôle de l’administration et tend à faire perdurer ad vitam aeternam des régimes dérogatoires au droit commun.

Ad article 32

Cet article constitue un toilettage de l’article 32 avec cependant l’abandon du principe du recours en réformation prévu au dernier alinéa²⁹.

Lorsque la loi ne prévoit pas de recours en réformation, le justiciable doit tenter un recours en annulation pour incompétence, excès ou détournement de pouvoir, violation de la loi ou violation des formes destinées à protéger des intérêts privés³⁰.

26 La Chambre des Métiers est d’avis qu’il s’agit d’un oubli car, suivant les commentaires des auteurs du projet de loi, cette licence *„peut être acquise librement, contre paiement préalable d’une taxe forfaitaire, par toute personne qui, tout en respectant les obligations relatives notamment à la santé publique, à l’hygiène, à la sécurité et l’ordre public, se trouvera autorisée à débiter des boissons alcooliques à consommer sur place pour une durée déterminée“*.

27 Considérant 54 de la directive services.

28 Principe mentionné à l’actuel article 12(1) de la loi de 1989.

29 *„Le Comité du Contentieux statue en dernière instance et comme juge du fond“*.

30 Article 2 (1) de la loi du 7 novembre 1996.

La Chambre des Métiers regrette cet abandon du recours en réformation alors que traditionnellement les contentieux d'autorisation et retraits d'autorisation d'exercice d'activités sont des domaines d'un tel recours, permettant au juge administratif de prendre une décision au lieu et place de l'administration³¹.

De plus, la procédure administrative n'est pas suffisamment explicite comme ne prévoyant pas le cas du silence de l'administration³².

*

Après consultation de ses ressortissants, la Chambre des Métiers ne peut accepter le projet de loi sous avis que sous réserve de la prise en considération des observations formulées.

Luxembourg, le 21 janvier 2011

Pour la Chambre des Métiers,

Le Directeur,
Paul ENSCH

Le Président,
Roland KUHN

*

ANNEXE

| <i>Loi de 1989</i> | | <i>Projet de réforme</i> | | |
|---|--|--------------------------|--|---|
| <i>Catégories</i> | <i>Régime juridique</i> | <i>Catégories</i> | <i>Autorisation administrative</i> | <i>Régime juridique</i> |
| <i>Débts de droit commun</i> „Débts uniques“ | Transfert possible dans la localité | A | Autorisation de cabaretage de plein exercice Transcription automatique des „Débts uniques“. | Transfert impossible à un endroit autre que celui désigné lors de son octroi (art. 3(1)). |
| „Licence volante“ | Transfert possible dans la commune | B | Uniquement transcription automatique des „licences volantes“ et „privilèges“ existants. | Transfert géographique possible et sans aucune restriction (art. 4 (2)). |
| „Privilèges“ | Licence attachée à un immeuble avec des possibilités de translation en cas de travaux d'intérêt général. | | | |
| „Débts hors nombres“ | Licence pouvant être subordonnée à des conditions spéciales Licence attachée à un immeuble avec les possibilités de translation prévues pour les „privilèges“ | C | Uniquement transcription de licences „débit hors nombre“ existantes | Transfert impossible à un autre endroit (art. 5 (1)). |
| Possibilité pour un débitant de débiter dans un autre endroit de la commune au double délai de: 24h consécutif/30 jours par an. Régime de déclaration préalable (art. 10 (2)). Possibilité d'un débit supplémentaire dans la commune 15 jours par an. Régime d'autorisation préalable (art. 16 (1)). | | D | Autorisation préalable de cabaretage temporaire occasionnelle (art. 8). | |

31 Cf Marc Feyreisen, Procédure administrative contentieuse, 2ed 2009, No 120 C et s.

32 En effet, suivant l'article 4 de la loi du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, l'administré doit, en cas de silence de l'administration, attendre trois mois pour pouvoir considérer sa demande rejetée et former un éventuel recours devant le tribunal administratif. Cependant, suivant la Directive Services, le silence de l'administration ne vaut refus implicite que si cela est „justifié par une raison impérieuse d'intérêt général (...)“ Directive 2006/123/CE précitée, article 13 point 4.

6184/03

N° 6184³

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2010-2011

PROJET DE LOI

**modifiant la loi du 29 juin 1989 portant
réforme du régime des cabarets**

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE

**sur le projet de loi et sur le projet de règlement grand-ducal
portant les mesures d'exécution en matière de débits de
boissons alcooliques à consommer sur place**

(15.3.2011)

Jusqu'en 1854, l'ouverture des débits de boissons „alcooliques“ à consommer sur place (ci-après „débit“) n'était soumise à aucune taxe spéciale. Or, vu le nombre toujours croissant des débits et les conséquences néfastes d'une consommation croissante de boissons alcoolisées, le législateur réagit en 1854 pour assujettir les débits à un droit de licence annuel. En 1895 le droit de licence annuel fut sensiblement augmenté et une taxe d'ouverture sur les nouveaux débits fut introduite.

Le législateur poursuivait sa lutte contre l'alcoolisme et la défense de la jeunesse avec la loi du 26 décembre 1908 qui constitue la base historique de notre législation actuelle. La loi de 1908 introduisait pour la première fois un nombre limité de débits en raison de l'importance numérique de la population résidente de chaque section électorale d'une commune, à savoir un débit sur 75 habitants. Le montant de la taxe initiale fut aussi adapté. Le „numerus clausus“ fut encore plusieurs fois relevé pour être finalement porté à un débit pour 500 habitants par la loi modifiée du 29 juin 1989 portant réforme du régime des cabarets (ci-après „la loi du 29 juin 1989“). Le comptage des habitants fut modifié à la même occasion pour ne plus s'appuyer sur la population des sections électorales mais sur celle des communes.

*

RESUME

Le projet de loi sous avis vise à remplacer une partie des articles de la loi du 29 juin 1989. Le projet de règlement grand-ducal y relatif a pour objet de réglementer certaines dispositions d'exécution relatives aux modifications apportées par le prédit projet de loi. Sous le régime actuellement en vigueur, il existe quatre types de concessions de débit:

1. Le „privilège de cabaretage“ qui est l'attribut d'un immeuble précis en vue d'y exploiter un débit de boissons. Il ne peut être transféré dans un autre local, sauf en renonçant au privilège et en le transformant en licence volante.
2. La „licence volante“ donne droit à l'ouverture d'un débit de boissons alcoolisées sur le territoire d'une commune. Elle peut être transférée à tout moment d'un local à un autre local dans la même commune.
3. Le „débit unique“ ne peut être établi que dans une localité de 250 habitants au moins. Ce type de licence a pour objectif de favoriser la vie culturelle et sociale dans les petites localités.
4. Les concessions spéciales, connues sous le nom de „débit hors nombre“ peuvent être octroyées, sous certaines conditions restrictives, par l'Etat, dans un but d'intérêt public et touristique. Les concessions spéciales de plein exercice peuvent être exploitées pendant toute l'année.

Les auteurs du projet de loi sous avis visent à supprimer toute restriction quantitative à l'octroi d'une autorisation d'exploiter un débit, en partant du principe qu'une licence de cabaretage peut être octroyée à toute personne qui en fait la demande et qui paie une taxe forfaitaire non remboursable de 15.000 euros.

Le projet de loi sous avis crée quatre nouvelles catégories de licences de cabaretage, à savoir les licences de cabaretage de catégorie A jusqu'à D. La catégorie A sera réservée aux licences non contingentées, dont l'intéressé pourra faire l'acquisition moyennant le paiement de 15.000 euros. La catégorie B est le réceptacle destiné à rassembler les licences volantes et privilèges de cabaretage, lesquelles ne seront donc pas abrogées mais maintenues sous une autre dénomination, et dans un même temps, soumises à certaines modifications.

Cette réforme touche avant tout les licences volantes, lesquelles font depuis toujours l'objet d'un négoce, de sorte qu'il existe un prix du marché qui est fonction de l'offre et de la demande. D'après les représentants du secteur Horeca et de ses périphéries, les prix pour lesdites licences atteignent généralement des montants bien supérieurs à 15.000 euros. La fixation par le législateur d'un prix largement inférieur au prix du marché actuel aura comme conséquence directe une perte non négligeable pour les détenteurs actuels, qui, dans les faits, ne pourront plus revendre leur licence à un prix supérieur à celui fixé par le législateur, et auront beaucoup plus de mal à céder leur licence à de potentiels acquéreurs, l'intérêt financier étant moindre.

Les auteurs du projet de loi sous avis estiment que les exigences en matière de liberté d'établissement et de liberté de prestation de services retenues par la directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur (ci-après „la Directive“) rendent nécessaires un tel changement de paradigme.

La Chambre de Commerce estime cependant que l'assertion que la loi du 29 juin 1989 soit contraire aux dispositions de la Directive est sujette à caution.

La Chambre de Commerce s'étonne ensuite que les modalités de transfert des licences soient très différentes d'une catégorie à l'autre. Si par exemple les licences de catégorie A ne pourront être transférées à un endroit autre que celui désigné lors de leur octroi, les licences de catégorie B sont transférables sur l'ensemble du territoire national, alors que les licences „volantes“ et „privilèges“ ne le sont point à l'heure actuelle. La Chambre de Commerce estime qu'il y a lieu de soumettre les catégories de licences A, B et C, à l'exception de la catégorie D qui a un caractère temporaire et occasionnel, au même régime juridique.

La Chambre de Commerce constate encore que le projet de loi prévoit deux déclarations à faire en vue d'exploiter un débit, alors que le projet de règlement grand-ducal régleme quatre déclarations différentes. Pour des raisons de constitutionnalité et de sécurité juridique, il y a lieu de modifier un des deux projets.

La Chambre de Commerce insiste encore sur le fait que la responsabilité des différentes personnes pouvant être amenées à exploiter ou à gérer un débit soit clairement précisée.

Finalement la Chambre de Commerce déplore l'imprécision voire l'absence de définition de certaines dispositions des projets sous avis, ceci nuisant sensiblement à la sécurité juridique de l'administré.

Appréciation du projet de loi

| | |
|---|---|
| Compétitivité de l'économie luxembourgeoise | 0 |
| Impact financier sur les entreprises | - |
| Transposition de la directive | 0 |
| Simplification administrative | 0 |
| Impact sur les finances publiques | + |

Légende

| | |
|------|------------------|
| ++ | très favorable |
| + | favorable |
| 0 | neutre |
| - | défavorable |
| -- | très défavorable |
| n.a. | non applicable |

*

Après consultation de ses ressortissants, la Chambre de Commerce ne peut approuver les présents projets de loi et de règlement grand-ducal que sous la réserve expresse de la prise en compte de ses remarques.

*

CONSIDERATIONS GENERALES

Les auteurs du projet de loi sous avis proposent donc de supprimer les „restrictions quantitatives“ à l'octroi d'une autorisation d'exploiter un débit, afin de permettre à „toute personne de débiter à l'endroit choisi, et à partir du moment choisi, des boissons alcooliques à consommer sur place“.

Pour la mise en place d'un tel droit automatique, le projet de loi prévoit de limiter les conditions pour l'octroi d'une autorisation de cabaretage à la transmission à l'administration des douanes et accises d'une „déclaration d'exploitation et les pièces requises en vertu du règlement grand-ducal portant les mesures d'exécution“ d'une part, et au paiement d'une „taxe forfaitaire non remboursable de 15.000 euros“, d'autre part.

**La conformité de la législation de cabaretage
avec la Directive**

Les auteurs du projet de loi sous avis justifient un tel changement de paradigme par le fait que „l'objet du présent projet de loi est d'adapter notre législation relative au cabaretage pour rendre compte des évolutions du droit européen et en particulier de la directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur qui prescrit, à côté de la liberté d'établissement, la mise en œuvre de la liberté de prestation de services“.

La liberté d'établissement et la liberté de prestation transfrontière de services telles qu'énoncées respectivement aux articles 49 et 56 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, sont deux libertés fondamentales, essentielles au bon fonctionnement effectif du Marché Intérieur européen.

Le principe de la liberté d'établissement permet à un opérateur de mener une activité économique de manière stable et continue dans un ou plusieurs Etats membres. Le principe de la libre prestation de services permet à un opérateur économique fournissant ses services dans un Etat membre d'offrir ses services de manière temporaire dans un autre Etat membre, sans devoir y être établi.

Ces dispositions sont d'effet direct. Cela signifie, en pratique, que les Etats membres doivent modifier les lois nationales qui restreignent la liberté d'établissement ou la liberté de prester des services, et qui sont donc incompatibles avec ces principes. Les Etats membres peuvent uniquement maintenir ces restrictions dans des circonstances spécifiques où celles-ci sont justifiées par des raisons impérieuses d'intérêt général, par exemple, pour des raisons d'ordre public, de sécurité publique ou de santé publique.

Aux termes du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, la Commission est garante du respect du droit communautaire, y compris en ce qui concerne les articles 49 et 56. En tant que gardienne du Traité, la Commission a la possibilité d'ouvrir des procédures d'infractions à l'encontre d'un Etat membre qui, à son avis, contrevient au droit communautaire.

La „Directive“, adoptée par le Parlement européen et le Conseil en 2006, vise à créer un cadre juridique pour permettre tant aux prestataires de services ainsi qu'aux consommateurs de profiter plus aisément des libertés fondamentales garanties par les articles 49 et 56 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Les dispositions de la „Directive“ viennent compléter les instruments communautaires existants et se fondent, dans une large mesure, sur la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne.

Les auteurs du projet de loi sous avis n'ont cependant pas précisé quelles sont les dispositions de la Directive qui ont rendu nécessaire, selon eux, une modification de la loi du 29 juin 1989. Or, il n'est pas évident de savoir si la loi du 29 juin 1989 est contraire ou non aux dispositions de la Directive.

Le paragraphe 1er de l'article 9 de la Directive dispose que: „Les Etats membres ne peuvent subordonner l'accès à une activité de service et son exercice à un régime d'autorisation que si les conditions suivantes sont réunies:

- a) le régime d'autorisation n'est pas discriminatoire à l'égard du prestataire visé;
- b) la nécessité d'un régime d'autorisation est justifiée par une raison impérieuse d'intérêt général;
- c) l'objectif poursuivi ne peut pas être réalisé par une mesure moins contraignante, notamment parce qu'un contrôle a posteriori interviendrait trop tardivement pour avoir une efficacité réelle“.

Les paragraphes 1 et 2 de l'article 10 de la Directive retiennent que: „Les régimes d'autorisation doivent reposer sur des critères qui encadrent l'exercice du pouvoir d'appréciation des autorités compétentes afin que celui-ci ne soit pas utilisé de manière arbitraire.

Les critères visés au paragraphe 1 sont:

- a) non discriminatoires;
- b) justifiés par une raison impérieuse d'intérêt général;
- c) proportionnels à cet objectif d'intérêt général;
- d) clairs et non ambigus;
- e) objectifs;
- f) rendus publics à l'avance;
- g) transparents et accessibles“.

Si le contingentement n'est a priori, en tant que tel – et de l'avis de la Chambre de Commerce – pas contraire à la Directive, l'on pourrait pourtant avancer que le contingentement actuel est trop restrictif. Partant de cet argument, ce dernier pourrait être considéré comme ne pas être justifié par une raison impérieuse d'intérêt général et donc être contraire au prédit article 10.

Or, ici au Luxembourg et ailleurs, d'aucuns soutiennent que la lutte contre l'alcoolisme ne serait pas dépourvue de sens de nos jours et continuerait à justifier, dans l'intérêt général, un contrôle et une limite quant à l'établissement de débits, pour ne vouloir que citer la France qui défend ainsi „bec et ongles“ son système de contingentement. Les constats de la Sécurité Routière du Luxembourg quant aux nombreuses personnes sinistrées dans des accidents de la circulation, à l'issue de soirées „arrosées“, plaident plutôt en ce sens. C'est notamment dans cette optique que le secteur Horeca et la majorité des brasseries du Grand-Duché du Luxembourg estiment qu'il n'y a pas lieu de retourner à une situation légale d'avant 1908.

De plus, il y a lieu de relever que la loi du 29 juin 1989 a déjà admis d'importantes exceptions au principe du contingentement, de sorte qu'on peut difficilement parler de nos jours d'un marché cloisonné. C'est l'article 6 de la loi du 29 juin 1989 qui prévoit que dans des communes où le „numerus clausus“ est atteint, mais „où les nécessités du tourisme l'exigent ou dans d'autres cas exceptionnels

justifiés par un intérêt général, le Ministre des Finances peut autoriser l'établissement de débits hors nombre de plein exercice". A noter que les établissements de restauration et d'hébergement ont généralement recours à cette ouverture.

Enfin le paragraphe 5 de l'article 14 de la Directive interdit: „l'application au cas par cas d'un test économique consistant à subordonner l'octroi de l'autorisation à la preuve de l'existence d'un besoin économique ou d'une demande du marché, à évaluer les effets économiques potentiels ou actuels de l'activité ou à évaluer l'adéquation de l'activité avec les objectifs de programmation économique fixés par l'autorité compétente; cette interdiction ne concerne pas les exigences en matière de programmation qui ne poursuivent pas des objectifs de nature économique mais relèvent de raisons impérieuses d'intérêt général“.

De l'avis de la Chambre de Commerce, un tel numerus clausus consistant à exiger dans le cadre de chaque demande d'autorisation d'exploiter un débit, une analyse permettant de définir si la limite de débits par commune est atteinte ou pas, ne s'apparente pas à une „application au cas par cas d'un test économique“. Le fait de vérifier si la limite du contingentement dans une commune donnée est atteinte ou non, ne correspond de l'avis de la Chambre de Commerce en rien à un test économique effectué individuellement pour chaque demande d'autorisation. Une telle vérification ne se fait effectivement pas d'après des critères économiques, consistant à analyser la relation entre l'offre et la demande dans une zone de chalandise déterminée.

La Chambre de Commerce estime dès lors que la loi du 29 juin 1989 n'est à première vue pas contraire aux dispositions de la Directive.

Un enjeu économique important pour deux secteurs économiques

Du fait qu'il est prévu d'octroyer une „licence de cabaretage de catégorie A à toute personne qui en formule la demande auprès de l'administration (...) moyennant paiement d'une taxe forfaitaire non remboursable fixée à 15.000 euros“, la réforme telle que présentée aura un effet négatif sur la partie du tissu économique luxembourgeois constituée par les débitants de boissons alcoolisées et, plus en amont, des producteurs et distributeurs de boissons alcoolisées.

Le secteur Horeca se compose de 2.615 hôtels, restaurants et cafés. A lui tout seul, il occupe 15.600 salariés, ce qui représente 4,25% de l'emploi total intérieur. Selon les estimations de la fédération Horesca, le secteur créera 500 nouveaux emplois en 2011.

L'impact global du secteur brassicole luxembourgeois sur le marché du travail se traduit par 2.500 emplois. Les impôts payés par le même secteur se chiffrent à environ 72 millions d'euros. Si le montant des impôts indirects se situe aux alentours de 30 millions d'euros, celui des impôts directs représente environ 42 millions d'euros.

Sur les quelque 3.000 licences volantes actuellement en circulation dans le pays, un tiers appartient aux entreprises brassicoles et deux tiers à des particuliers, propriétaires et/ou exploitants. Il est important de noter que ces licences représentent une valeur patrimoniale importante pour leurs détenteurs pour les avoir, au fil des années, acquises au prix du marché et ainsi immobilisées avec leur valeur d'acquisition dans leurs bilans.

D'après les représentants du secteur Horeca et des branches connexes, la valeur de marché moyenne d'une licence s'élève à approximativement 35.000 euros, tout en sachant que cette dernière peut considérablement varier (depuis 5.000 euros au nord du pays, jusqu'à 50.000 euros à Luxembourg-Ville). Ceci est avant tout le cas à Luxembourg-Ville et ses environs ainsi que dans le sud du pays, régions dans lesquelles on retrouve toutefois le plus grand nombre des débits. Les licences ainsi acquises par un exploitant sont immobilisées dans son bilan avec leur valeur d'acquisition. Certaines licences ont même changé de propriétaire pour des montants supérieurs. Le projet de loi fixe maintenant la valeur d'acquisition de toute nouvelle licence de cabaretage à 15.000 euros, donc bien en dessous de la valeur moyenne du marché actuel.

Dans la réalité économique, la licence de cabaretage fait, pour les cafetiers, restaurateurs et hôteliers, s'ils en sont propriétaire, partie intégrante de leur fonds de commerce. Par conséquent, la valeur bilantaire du fonds de commerce des établissements en question serait dévaluée si le projet de loi entrerait en vigueur tel quel. En retenant la valeur moyenne invoquée par les représentants du secteur Horeca, la perte s'élèverait donc à 20.000 euros en moyenne. Il s'ensuivrait donc que d'importantes valeurs économiques seraient anéanties par le fait du prince, sans aucune compensation.

De plus, le fonds de commerce est généralement gagé dans l'intérêt des organismes bancaires, la licence de cabaretage en faisant partie intégrante. L'entrée en vigueur du projet de loi sous avis aura donc un effet certain sur la valeur intrinsèque desdites garanties. Les établissements du secteur Horeca se verraient donc contraints à fournir des garanties supplémentaires à leurs organismes bancaires respectifs, ce qui impacterait sans aucun doute la santé financière des établissements débitant des boissons alcoolisées.

Plus en amont des débiteurs de telles boissons, les brasseurs, viticulteurs et autres producteurs de boissons alcoolisées, sans oublier les dépositaires et autres intermédiaires, seront touchés par le projet de loi sous avis. Les brasseries établies sur le territoire national paieraient évidemment la part du lion des frais pour détenir à l'heure actuelle un bon tiers des licences de cabaretage „volantes“.

Le secteur brassicole luxembourgeois se compose outre les microbrasseurs de trois brasseries majeures:

1. La Brasserie Nationale, laquelle produit les marques Bofferding et Battin, est le premier producteur luxembourgeois avec une part de marché des bières produites au Luxembourg de 57% et réalise une production totale de 120.000 hectolitres par an. La Brasserie Nationale est dans les mains d'un actionnariat luxembourgeois et elle détient aussi le plus grand dépositaire luxembourgeois: la société Munhowen.
2. La Brasserie de Luxembourg produit les marques Diekirch et Mousel. La Brasserie de Luxembourg occupe une part de marché des bières produites au Luxembourg de 34% et est à l'origine d'une production totale annuelle de 87.000 hectolitres par an. La Brasserie de Luxembourg est détenue par le groupe international ABInbev, premier groupe brassicole du monde avec une part du marché mondial de 23,7%.
3. Le troisième acteur national est la Brasserie Simon, laquelle est depuis sa création en 1824 dans les mains des descendants de la famille Simon. La Brasserie Simon produit la marque Simon et plusieurs bières spéciales. La Brasserie Simon détient 9% de part de marché des bières produites au Luxembourg.

La bière produite au Luxembourg représente 44% de la consommation nationale, le marché national étant dominé par les bières importées. Dans les autres Etats membres de l'Union Européenne, les bières produites dans le pays dominent le marché national. Il est pourtant vrai que les bières luxembourgeoises dominent dans le secteur Horeca. Les supermarchés et les stations-service lesquelles connaissent surtout une clientèle de passage, vendent par contre plus de produits non luxembourgeois. Finalement, la population portugaise, de plus en plus importante, consomme essentiellement de la bière d'origine lusitanienne. La Chambre de Commerce se doit donc de mettre en évidence la vulnérabilité des brasseries luxembourgeoises à la lumière de ces facteurs (parts de marché et taille). A ceci s'ajoutera maintenant une fragilisation au niveau financier une fois le projet de loi sous avis entré en vigueur. De même que le secteur Horeca, la majorité des entreprises brassicoles verront diminuer les valeurs inscrites à leurs bilans de quelque 20 millions d'euros, et ce, à nouveau sans aucune compensation. Ce constat ne fait toutefois pas l'unanimité en ce que, d'une part, les petites brasseries ne seraient que marginalement touchées par la dévalorisation des licences „volantes“ pour n'en détenir qu'un nombre limité et, d'autre part, que le prix de 15.000 euros pour une licence de cabaretage de type A les désavantagerait en ce que leur capacité financière ne leur permettrait pas de se constituer le stock nécessaire en licences A pour pouvoir développer leur marché. Dans cette logique, ces dernières souhaiteraient que le prix proposé par les auteurs du projet de loi sous avis soit révisé sensiblement vers le bas, voire soit limité à une taxe symbolique.

La Chambre de Commerce a toujours défendu un marché ouvert et de libre concurrence. A lire ses avis en matière de transposition de la Directive et sur le projet de réforme du droit d'établissement, la Chambre de Commerce n'a jamais fléchi au moment de défendre ces principes. Hormis certains raisonnements relevant de la protection des mineurs et de la prévention de l'abus des boissons alcoolisées – que la Chambre de Commerce pourrait considérer de plus près s'il en était question – elle n'a aucun préjugé favorable au maintien d'un régime d'autorisations dans une branche particulière. Or, au-delà des questions de principe, il en va ici de la défense directe des intérêts économiques de ses membres, qui sortiront fortement fragilisés de cette réforme, car du moins en partie „expropriés“ sans compensation.

L'enjeu économique de la majorité de ses membres n'étant aucunement négligeable, la Chambre de Commerce se doit de parer à ce risque dans l'immédiat et ne peut pas se perdre dans des raisonnements de principe de sorte qu'elle ne peut marquer son accord avec la création d'une licence librement acces-

sible contre paiement d'un prix forfaitaire de 15.000 euros, sans qu'il y ait compensation du préjudice prévisible dans le chef de ses membres, relativement à la perte de valeur des licences existantes exploitées par ces derniers.

Un nouveau régime de licences peu convaincant

Indépendamment de ces réflexions d'ordre économique, la Chambre de Commerce a des difficultés à suivre les auteurs du projet sous avis dans leur intention de vouloir créer quatre catégories de licences de cabaretage, à savoir:

- a) la licence de cabaretage de plein exercice, dénommée „licence de cabaretage catégorie A“;
- b) la licence de cabaretage de plein exercice, ancien régime, dénommée „licence de cabaretage catégorie B“;
- c) la licence de cabaretage hors nombre, ancien régime, dénommée „licence de cabaretage catégorie C“;
- d) la licence de cabaretage temporaire occasionnelle dénommée „licence de cabaretage catégorie D“.

Nonobstant ces quatre catégories, l'Administration des douanes et accises ne délivrera dans l'avenir plus que deux catégories de licences au lieu des différents régimes de licences actuellement en vigueur, soit une autorisation de plein exercice (licence de catégorie A) et une autorisation occasionnelle et temporaire (licence de catégorie D). La licence de catégorie A sera la seule licence de cabaretage – non temporaire ni occasionnelle – qui pourra être délivrée „à toute personne qui en formule la demande (...) et moyennant une taxe forfaitaire non remboursable fixée à 15.000 euros“. Le paragraphe 1er de l'article 3 précise que la licence A „ne peut être transférée à un endroit autre que celui désigné lors de son octroi au titulaire“. Le paragraphe 2 du même article retient que la licence de catégorie A sera octroyée de plein droit aux „débits uniques“, c'est-à-dire les débits qui sont établis dans les localités de moins de 250 habitants par exception au contingentement d'un débit pour 500 habitants. Si en vertu de la loi du 29 juin 1989, les „débits uniques“ peuvent être transférés à l'intérieur de „la localité“ dans laquelle ils sont établis, ceci ne sera plus le cas une fois qu'ils se verront octroyés une licence de catégorie A.

Les deux autres catégories seront en quelque sorte figées pour l'avenir, dans la mesure où aucune nouvelle autorisation ne pourra être délivrée. Ainsi les licences „débits hors nombre“ et „débits hors nombre saisonniers“ seront-elles automatiquement transcrites en licences de catégorie C avec leurs conditions spéciales d'exploitation et avec la nouveauté qu'elles ne pourront plus être transférées vers un autre „endroit“. Les licences dites „privilège“ et „volante“ sont, de manière automatique, transcrites en licences de catégorie B, à la différence près que de tels débits pourront être transférés géographiquement sur l'ensemble du territoire national. Cette possibilité est constitutive d'un droit nouveau, que ce soit pour les „privilèges“ qui sont traditionnellement attachés à un immeuble ou que ce soit pour les licences „volantes“ qui ne peuvent être actuellement transférées que sur le territoire de la commune pour lequel elles ont été octroyées.

La Chambre de Commerce se demande cependant pourquoi les auteurs du projet de loi sous avis envisagent de créer deux catégories de licences tellement disparates quant à leurs effets. Les licences de catégorie A ne pourront être transférées à un endroit autre que celui désigné lors de leur octroi, alors que les licences de catégorie B seront maintenant transférables sur l'ensemble du territoire national.

La Chambre de Commerce donne encore à considérer que les différences des régimes juridiques des licences de catégories A, B et C ne sont point conformes au principe constitutionnel de l'égalité devant la loi. La jurisprudence constante de la Cour constitutionnelle retient que „le législateur peut, sans violer le principe constitutionnel d'égalité devant la loi, soumettre certaines catégories de personnes à des régimes légaux différents à la condition que la différence instituée procède de disparités objectives, qu'elle soit rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée par rapport à son but“. Mise à part la catégorie D pour laquelle la différence de régime juridique est justifiée, la possibilité, respectivement l'impossibilité de pouvoir transférer géographiquement une licence ne résulte pas de disparités objectives, n'est pas justifiée, ni adéquate, ni proportionnée par rapport à un but légal.

Au vu de ce qui précède, la Chambre de Commerce est d'avis qu'il y a lieu de soumettre les catégories de licences A, B et C au même régime juridique, respectivement de les regrouper sous une seule catégorie de licence.

Finalement la Chambre de Commerce regrette encore que le projet de loi sous avis vise à modifier la loi du 29 juin 1989, sans pour autant proposer un texte coordonné. Il faudra dorénavant consulter chaque fois les deux textes afin de savoir quel est le régime applicable aux cabarets. Ceci ne fait qu'accentuer l'illisibilité de la loi et est manifestement contraire au principe de simplification administrative.

*

COMMENTAIRE DES ARTICLES

1) Le projet de loi

Concernant l'article 1er

L'article 1er du projet de loi sous avis abroge „les articles 1 à 16 de la loi modifiée du 29 juin 1989 portant réforme du régime des cabarets et qu'ils sont remplacés comme suit“.

Concernant l'article 1er nouveau

Cet article reprend les grandes lignes de l'actuel article 1er de la loi du 29 juin 1989 tout en apportant certaines modifications et précisions. Le paragraphe 1er précise que l'exploitation d'un débit de boissons alcooliques à consommer sur place peut être le fait de „personnes physiques ou morales“ et qu'une telle exploitation est soumise à une „autorisation de cabaretage“ et non pas à une simple „déclaration“ comme retenu par la loi du 29 juin 1989.

La Chambre de Commerce souhaite d'emblée invoquer une réflexion purement sémantique, à savoir qu'il ne lui semble pas opportun de parler de boissons „alcooliques“, mais plutôt de boissons „alcoolisées“.

Sous cette réserve, la Chambre de Commerce approuve cette nouvelle rédaction alors qu'elle reflète plus fidèlement l'essence même d'une licence de cabaretage.

Le paragraphe 2 renvoie à un règlement grand-ducal pour définir les pièces devant être déposées ensemble avec la „déclaration d'exploitation“, préalablement à l'exploitation d'un débit auprès de l'administration des douanes et accises. Or le projet de règlement grand-ducal sous avis ne régleme pas le cas d'une seule, mais de quatre déclarations, à savoir la „déclaration d'exploitation“ prévue dans le projet de loi, une „déclaration d'établissement“, une „déclaration de gérance“ et une „déclaration de sous-gérance“.

Le paragraphe 6 de l'article 11 de la Constitution dispose cependant que „la liberté du commerce et de l'industrie (...) sont garantis, sauf les restrictions à établir par la loi“. Il est donc nécessaire que le projet de loi précise, au moins dans les grandes lignes, les différentes déclarations et autorisations à effectuer.

La Chambre de Commerce renvoie encore à ses remarques faites quant à l'article 3 du projet de règlement grand-ducal.

Le paragraphe 3 de l'article sous avis dispose qu'un „débit peut être exploité et géré par une personne autre que le titulaire de l'autorisation de cabaretage. L'exploitant du débit et, le cas échéant, la personne physique qui gère le débit pour le compte de l'exploitant doit être identifiée auprès de l'administration. Cette obligation s'applique lors de tout remplacement en cours d'exploitation. Hormis le cas de sous-gérance visé ci-après, l'exploitant ou le gérant déclarés doivent être présents dans le débit pendant les heures d'ouverture. La personne exploitant le débit pour son compte propre ou pour le compte d'autrui peut déclarer une ou plusieurs personnes physiques sous-gérant chargé de gérer en son absence et sous sa responsabilité le débit. Le sous-gérant, pendant son service, est solidairement responsable avec la personne exploitant le débit en ce qui concerne l'observation des dispositions légales en vigueur en matière de cabaretage et notamment des articles prévus au chapitre II de la présente loi“.

Le paragraphe 3 de l'article 3 du projet de règlement grand-ducal sous avis dispose que: „Si l'exploitant du débit de boissons alcooliques à consommer sur place diffère du titulaire de la licence de cabaretage, la déclaration d'exploiter visée au paragraphe (2) du présent article doit être munie de l'accord signé du titulaire de la licence de cabaretage“.

La Chambre de Commerce distingue au vu de ce qui précède quatre catégories de personnes pouvant intervenir dans la procédure d'autorisation de cabaretage et pouvant être amenées à respectivement exploiter et gérer un débit, à savoir:

- a) la personne physique ou morale titulaire de l'autorisation de cabaretage,
- b) la personne physique ou morale titulaire de l'autorisation d'exploitation,
- c) la personne physique qui gère le débit pour le compte de l'exploitant,
- d) le sous-gérant.

La Chambre de Commerce regrette, qu'au vu de la complexité des différents cas de figure pouvant se présenter en raison de quatre personnes différentes pouvant être amenées à respectivement exploiter et coexploiter un débit, les obligations et responsabilités de ces dernières, à part celles des sous-gérants, ne soient pas davantage explicitées.

Le même paragraphe prévoit que „le sous-gérant, pendant son service, est solidairement responsable avec la personne exploitant le débit en ce qui concerne l'observation des dispositions légales en vigueur en matière de cabaretage (...)“. Or, il importe encore de savoir, ce qu'il faut comprendre sous la notion „pendant son service“. S'agit-il de toute la période au cours de laquelle le sous-gérant est au service de l'exploitant du débit, ou est ce que sa responsabilité solidaire est limitée aux seules inobservances des dispositions légales ayant eu lieu au cours des heures de travail. Cette précision est nécessaire afin de savoir notamment si le sous-gérant est „solidairement responsable“ des manquements de l'exploitant en matière de droit d'établissement ou de paiement de la taxe forfaitaire annuelle par exemple.

La Chambre de Commerce insiste pour des raisons de sécurité juridique que l'article sous avis soit précisé conformément à ce qui précède.

Finalement le paragraphe 3 de l'article sous avis fait référence à une responsabilité par rapport à un „Chapitre II de la présente loi“ lequel n'existe pas.

Concernant l'article 2 nouveau

L'article sous avis précise que quatre catégories de licences de cabaretage vont dorénavant coexister:

- deux licences de cabaretage „de plein exercice“, respectivement les catégories A pour les licences nouvelles et B pour les licences anciennes;
- une licence de cabaretage particulière pour les „débits hors nombre“ – qui n'est pas de plein exercice car cette licence peut être limitée dans le temps ou soumise à des conditions particulières – sous la catégorie C;
- une licence de cabaretage „temporaire et occasionnelle“, sous la catégorie D.

Les spécificités des différents régimes juridiques pour ces quatre catégories de licences sont prévues par les articles suivants du projet de loi sous avis.

Concernant l'article 3 nouveau

Cet article régleme la licence A qui est la seule licence de cabaretage – non temporaire ni occasionnelle – qui pourra être délivrée par l'administration des douanes et accises „moyennant le paiement d'une taxe forfaitaire non remboursable fixée à 15.000 euros“.

Le paragraphe 2 de l'article sous avis précise que la licence de catégorie A sera octroyée de plein droit aux „débits uniques“, c'est-à-dire les débits qui sont établis dans les localités d'au moins 250 habitants par exception au contingentement d'un débit pour 500 habitants.

Le paragraphe 1er précise que „la licence de cabaretage de catégorie A (...) ne peut être transférée à un endroit autre que celui désigné lors de son octroi au titulaire“.

La Chambre de Commerce regrette cependant l'imprécision de la notion d'„endroit“, notion qui ne fait l'objet d'aucune définition au projet de loi sous avis. S'agit-il d'un immeuble, d'une localité, d'une commune, etc.? L'article 13 du projet de loi sous avis retient que: „Toute autorisation de cabaretage délivrée ne vaut que pour l'exploitation d'un seul débit à l'endroit ou dans le local déclaré à l'administration“. Il en résulte que la notion d'„endroit“ ne fait pas référence à un local, si bien qu'une licence de cabaretage de catégorie A devrait être transférable d'un local vers un autre, à condition de ne pas changer d'endroit. Reste donc à savoir dans quel ordre de grandeur cette possibilité de transfert se situe.

La Chambre de Commerce donne encore à considérer que les „débits uniques“ qui sont sous l'actuelle législation transférables à l'intérieur de „la localité“ dans laquelle ils sont établis, risquent d'être pénalisés en fonction de l'interprétation de la notion d'„endroit“.

Concernant l'article 4 nouveau

Le paragraphe 1er de l'article sous avis dispose que: „Les débits, enregistrés auprès de l'administration sous leur ancienne dénomination „licence volante“ et „privilège“, (...) se voient octroyés d'office une licence de cabaretage catégorie B“.

Le paragraphe 2 retient que les licences de cabaretage de catégorie B sont transférables sur l'ensemble du territoire national. La Chambre de Commerce renvoie quant à ce sujet à ses réflexions formulées dans les considérations générales.

Concernant l'article 5 nouveau

Le paragraphe 1er de l'article sous avis pose le principe d'une transcription d'office des licences „débits hors nombre“ et „débits hors nombre saisonniers“ (ci-après „licences hors nombre“) en licence de cabaretage de catégorie C.

Le paragraphe 2 qui, suite à une erreur matérielle, n'est pas numéroté comme tel, prévoit que „(...) le régime légal, les conditions, les limitations et les restrictions d'exploitation auxquels ces débits, autorisés avant l'entrée en vigueur de la présente loi, restent applicables à la licence de cabaretage de catégorie C (...)“.

Or, étant donné que les articles de la loi du 29 juin 1989 fixant le régime légal des licences de cabaretage de catégorie C seront abrogés par l'article 1er du projet de loi sous avis, la notion de „régime légal“ est à rayer du paragraphe 2 de l'article 5.

La deuxième phrase de l'article 5 précise que les licences de cabaretage de catégorie C „ne peuvent être transférées à un autre endroit“. La Chambre de Commerce réitère ses remarques faites quant à la notion d'endroit, sous l'article 3.

Concernant l'article 6 nouveau

L'article sous avis prévoit la possibilité pour le titulaire d'une licence de cabaretage de catégorie C de faire transcrire cette licence en licence de cabaretage de catégorie A, moyennant le paiement d'une taxe forfaitaire dont le montant correspond à la différence entre la taxe antérieurement payée et la taxe à payer pour une nouvelle licence de cabaretage de catégorie A. Cet article n'appelle pas de commentaires particuliers par la Chambre de Commerce.

Concernant l'article 7 nouveau

La Chambre de Commerce salue le fait que l'article sous avis retient que les „transcriptions des autorisations de cabaretage (...), sont effectuées d'office et sans frais pour les titulaires“.

Concernant l'article 8 nouveau

L'article sous avis organise une licence spécifique, la licence de cabaretage de catégorie D, pour les débits temporaires et occasionnels.

Dorénavant, une licence de cabaretage temporaire occasionnelle peut être acquise librement, contre paiement préalable d'une taxe forfaitaire, par toute personne physique ou morale qui souhaite exploiter un débit:

- „à un endroit déterminé et pour une durée déterminée“ et
- „à l'occasion de manifestations et événements locaux d'ordre associatif, culturel, sportif et similaires“.

L'article sous avis vise donc à remplacer le régime actuel lequel oblige la personne souhaitant débiter temporairement et occasionnellement des boissons alcooliques de trouver un exploitant d'un débit établi qui est d'accord de mettre son autorisation de cabaretage à disposition de l'intéressé.

Les auteurs du projet de loi sous avis retiennent dans leur commentaire des articles qu'une „licence de cabaretage temporaire occasionnelle peut être acquise (...), par toute personne qui, tout en respectant les obligations relatives notamment à la santé publique, à l'hygiène, à la sécurité et l'ordre public, se trouvera autorisée à débiter des boissons alcooliques à consommer sur place pour une durée déterminée“. Or, aucune disposition dans le projet de loi, ni dans le projet de règlement grand-ducal, ne subordonne l'octroi d'une licence de cabaretage de catégorie D au respect effectif des obligations relatives à la santé publique, à l'hygiène, à la sécurité et l'ordre public. Il s'agit vraisemblablement

d'un oubli, qu'il y a lieu de rectifier, notamment en raison du caractère d'intérêt général des prédites obligations.

Concernant l'article 9 nouveau

La loi du 29 juin 1989 oblige de s'acquitter à la fois du paiement de la taxe annuelle variant quant au montant en fonction des habitants résidant dans la commune et d'une taxe d'ouverture due chaque fois qu'il est procédé à un remplacement, en cours d'exploitation, de la personne exploitant le débit. La Chambre de Commerce salue le fait que l'article sous avis prévoit désormais une „seule taxe forfaitaire annuelle qui ne pourra dépasser 500 euros“. Les décisions internes visant à remplacer les responsables d'un débit en cours d'exploitation ne s'accompagneront pas d'une obligation fiscale supplémentaire de payer une taxe. En effet, une simple information en conformité avec l'article 1er du projet de loi sous avis sera suffisante.

Concernant l'article 10 nouveau

L'article sous avis prévoit les cas d'extinction des licences de cabaretage des catégories A, B et C. L'autorisation de cabaretage sera notamment radiée d'office en cas d'inexploitation pendant plus de 12 mois successifs, sauf à bénéficier d'une décision administrative de dispense d'exploitation.

La durée totale de la dispense d'exploitation pouvant être accordée sur demande du titulaire de l'autorisation de cabaretage sera de 2 ans au lieu des 5 ans prévus dans la loi du 29 juin 1989. Le non-paiement de la taxe forfaitaire annuelle est ajouté comme cause d'extinction du droit d'exploiter un débit.

Après consultation des secteurs concernés, la Chambre de Commerce s'oppose à ce que la durée de la dispense soit dorénavant limitée à 2 ans et exige que la période actuelle de 5 ans soit maintenue.

Concernant l'article 11 nouveau

Le paragraphe 1er de l'article sous avis pose comme principe que le titulaire de l'autorisation de cabaretage, à l'exception de la licence de cabaretage de catégorie D, est libre de céder, de louer ou de mettre à disposition, à titre gratuit ou onéreux, son droit à un tiers. La cession d'une autorisation de cabaretage doit être communiquée à l'administration dans le respect de l'article 1er du projet de loi sous avis sous peine d'opposition. Le paragraphe 2 précise que cette obligation vaut aussi en cas de transfert d'une licence de cabaretage de catégorie B d'un endroit à un autre. Cet article n'appelle pas de commentaires particuliers par la Chambre de Commerce.

Concernant l'article 12 nouveau

La dispense légale d'autorisation de cabaretage relative aux cantines, déjà inscrite dans la loi du 29 juin 1989, et régie par la condition de ne servir des boissons alcooliques que pendant les heures de repas et uniquement au personnel y occupé est étendue par l'article sous avis, d'une part, aux buvettes installées dans divers établissements en dehors de la cantine, ouvertes qu'à leurs résidents et leurs visiteurs et, d'autre part, aux buvettes ouvertes lors de manifestations sportives à condition que le débit de boissons alcoolisées soit fermé au plus tard une heure après la manifestation sportive. Dans un souci de cohérence, la Chambre de Commerce suggère que l'heure d'ouverture d'un tel débit de boissons alcoolisées soit également fixée à au plus tôt une heure avant le lancement de la manifestation sportive.

La Chambre de Commerce salue le fait que la dispense légale d'autorisation de cabaretage se trouve en outre étendue aux producteurs de boissons alcoolisées servant leurs produits, à des fins de dégustation, dans un local se trouvant sur le site de production. Ceci favorise la promotion des produits du terroir. Cette promotion peut être étendue à un autre endroit du pays à l'occasion de fêtes locales, foires ou marchés, sous condition que les dégustations soient gratuites.

Concernant l'article 13 nouveau

L'article sous avis dispose que: „Toute autorisation de cabaretage délivrée ne vaut que pour l'exploitation d'un seul débit à l'endroit ou dans le local déclaré à l'administration. Toute extension du débit à des locaux ou des endroits autres que ceux présentant un caractère accessoire, telles que terrasses, jeux de quilles, salles de fête doit être autorisée par l'administration préalablement à son exploitation“.

En l'absence de définition des notions d'endroit et de local dans le projet de loi sous avis, la Chambre de Commerce a du mal à saisir l'envergure de cet article. Elle se questionne notamment sur la différence entre un local et un endroit, différence qui le cas échéant n'est pas anodine. Elle renvoie pour le surplus à ses remarques exposées à ce sujet sous l'article 3. Dans un souci de sécurité juridique, il y a lieu de définir ces deux notions de manière claire et précise.

Concernant l'article 14 nouveau

Cet article reprend le principe de l'interdiction d'installer des appareils automatiques de distribution de boissons alcoolisées. Il prévoit néanmoins deux exceptions à cette interdiction. Si la première figure déjà dans la loi du 29 juin 1989 et concerne les appareils placés dans un hôtel et accessibles aux seuls résidents de ce dernier, la deuxième a été ajoutée afin de s'adapter à l'évolution du marché. Il s'agit d'appareils distributeurs dit „de dégustation“ qui peuvent être installés dans des magasins vendant des produits alcoolisés en vue d'en faire la promotion.

Concernant l'article 15 nouveau

Cet article précise qu'un „règlement grand-ducal détermine les modalités d'application et d'exécution des articles ci-avant“.

Il s'agit du règlement grand-ducal sous avis lequel sera commenté ci-dessous.

Concernant l'article 16 nouveau

Le paragraphe 1er de l'article sous avis dispose que: „A l'exception des cas prévus à l'article 8 (5) toute ouverture d'un débit sans licence de cabaretage adéquate constitue une infraction et l'exploitant de fait du débit est puni d'une amende qui est fixée à 500 euros. (...)“.

Ce paragraphe appelle deux remarques de la part de la Chambre de Commerce.

La première tient au fait que le paragraphe 5 de l'article 12 du projet de loi sous avis retient également des sanctions particulières en cas de non-respect des dispositions de l'article 12. L'article sous avis devrait donc prendre la teneur suivante: „A l'exception des cas prévus aux articles 8 (5) et 12 (5) toute ouverture (...)“.

La deuxième tient au fait que le prédit paragraphe retient que c'est „l'exploitant de fait“ qui est sanctionné en cas d'infraction. Or la notion „d'exploitant de fait“ n'apparaît nulle part ailleurs dans le projet de loi sous avis.

La Chambre de Commerce renvoie à ses commentaires sous l'ad article 1er dans lesquelles elle distingue quatre catégories de personnes pouvant intervenir dans la procédure d'autorisation de cabaretage et pouvant être amenées à exploiter respectivement à gérer un débit. Il s'agit:

- a) de la personne physique ou morale titulaire de l'autorisation de cabaretage,
- b) de la personne physique ou morale titulaire de l'autorisation d'exploitation,
- c) de la personne physique qui gère le débit pour le compte de l'exploitant,
- d) du sous-gérant.

Une ou plusieurs de ces personnes pourront être sanctionnées pénalement uniquement. Afin d'éviter toute insécurité juridique, l'article sous avis est à préciser en ce sens.

Concernant l'article 26 nouveau

Le projet de loi sous avis rend caduque les références aux articles 4 et 5 de la loi du 29 juin 1989 figurant dans l'article 26 de cette dernière dans la mesure où ces articles seront abrogés. L'article sous avis a donc pour objet de les rayer.

Concernant l'article 32 nouveau

Cet article constitue un toilettage de l'article 32 de la loi du 29 juin 1989, avec cependant l'abandon du principe du recours en réformation prévu au dernier alinéa. Lorsque la loi ne prévoit pas de recours en réformation, le justiciable doit intenter un recours en annulation pour incompétence, excès ou détournement de pouvoir, violation de la loi ou violation des formes destinées à protéger des intérêts privés. La Chambre de Commerce regrette cet abandon du recours en réformation, alors que traditionnellement les contentieux d'autorisation et retraits d'autorisation d'exercice d'activités sont des

domaines d'un tel recours, permettant au juge administratif de prendre une décision en lieu et place de l'administration.

Concernant l'article 32ter nouveau

L'article sous avis a pour objet de remplacer les dénominations des anciennes licences de cabaretage par celles des nouvelles licences dans tous les textes légaux et réglementaires. Cet article n'appelle pas de commentaires particuliers par la Chambre de Commerce.

Concernant l'article 5

L'article sous avis dispose que la „présente loi entre en vigueur le 1er janvier 2011“. Il y a lieu de modifier la date pour des raisons évidentes.

2) Le projet de règlement grand-ducal

Concernant l'article 3

Cet article précise les différentes déclarations qui sont nécessaires en vue de l'exploitation effective d'un débit, à savoir:

- une déclaration d'établissement pour les licences A comportant essentiellement le certificat du cadastre constatant la situation topographique communale du débit;
- une déclaration d'exploitation comportant un certain nombre de documents dont l'autorisation d'établissement délivrée par le Ministère des Classes moyennes;
- le cas échéant une déclaration de gérance, comportant un certain nombre de pièces;
- le cas échéant une déclaration de sous-gérance comportant un certain nombre de pièces.

La Chambre de Commerce renvoie à ses commentaires relatifs à l'article 1er nouveau du projet de loi sous avis, à savoir que le projet de loi sous avis ne mentionne uniquement la déclaration d'établissement ainsi que la déclaration d'exploitation. Il est muet quant aux autres déclarations à effectuer et autorisations à obtenir. Le projet de règlement grand-ducal est donc manifestement illégal au vu des articles 11 et 36 de la Constitution. Il y a donc soit lieu de préciser le projet de loi sous avis en ce sens, soit de rayer ces dispositions du projet de règlement grand-ducal sous avis.

En ce qui concerne le point 3° du paragraphe 2, lequel prévoit un certificat de résidence continue de cinq années au Grand-Duché de Luxembourg, la Chambre de Commerce est d'avis, qu'il conviendrait, dans un souci de clarté, de mentionner en début de phrase et non à la fin que ce certificat est exigé exclusivement pour les ressortissants de pays non-membres de l'Union européenne.

La dernière phrase du paragraphe 5, mentionne qu'„aucune déclaration de sous-gérance n'est requise si le remplaçant est le conjoint ou un enfant de l'exploitant“. La Chambre de Commerce a du mal à saisir la portée de cette disposition dans la mesure où la notion de „remplaçant“ n'est définie ni dans le projet de loi, ni dans le projet de règlement grand-ducal sous avis. Les seuls cas du conjoint et de l'enfant sont trop restrictifs, c'est pourquoi la Chambre de Commerce propose que cette possibilité soit étendue également aux ascendants, collatéraux ou alliés jusqu'au troisième degré, à l'instar de ce qui est prévu dans la loi du 28 décembre 1988, réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales au sujet du transfert de l'autorisation d'établissement.

Le paragraphe 6 de l'article sous avis dispose que „dans le cadre de la procédure de déclaration d'établissement, de déclaration d'exploitation, de déclaration de gérance et de déclaration de sous-gérance d'un débit de boissons alcooliques à consommer sur place, l'administration statue sur lesdites déclarations, le cas échéant, après avoir procédé à une vérification des éléments déclarés et une visite des lieux“. Une telle disposition laconique soulève cependant beaucoup d'interrogations. Quels sont les délais dans lesquels l'administration doit réagir, de quelle façon peut elle réagir, quelles sont les recours éventuels en cas de refus, le silence de l'administration vaut-il accord aux vœux de la Directive, etc.? La Chambre de Commerce insiste pour que la procédure administrative des différentes déclarations soit davantage détaillée, dans un souci de sécurité juridique.

Concernant l'article 11

Cet article régit la procédure relative au paiement de la taxe forfaitaire annuelle des licences de cabaretage, prévue à l'article 9 du projet de loi sous avis, et fixée à 250 euros, respectivement 125 euros, si l'ouverture du débit se fait après le 30 juin.

Il retient que les avis d'échéance, respectivement les rappels, ne sont envoyés qu'aux titulaire de la licence de cabaretage et à l'exploitant, lesquels sont solidairement tenus au paiement de la taxe annuelle. La Chambre de Commerce estime qu'il est judicieux que le gérant, lorsqu'il est nommé, soit aussi informé des avis d'échéance concernant le paiement de la taxe annuelle afin de pouvoir intervenir le cas échéant auprès du titulaire de l'autorisation et ou de l'exploitant.

Concernant l'article 13

L'article sous avis dispose que „chaque licence de cabaretage de catégorie A, B ou C n'est accordée que pour un seul débit se trouvant à l'endroit indiqué sur la demande. Toute extension vers des pièces, étages ou locaux supplémentaires, non repris dans la demande initiale, doit être préalablement autorisée par l'administration. (...)“.

La Chambre de Commerce regrette que ces dispositions, au lieu de clarifier et de préciser les dispositions du projet de loi sous avis, ne fassent qu'„embrouiller“ la matière. Au lieu de définir les notions d'endroit et de local figurant dans le projet de loi sous avis, l'article sous avis dispose uniquement que la licence „n'est accordée que pour un seul débit se trouvant à l'endroit indiqué sur la demande“, alors que l'article 13 du projet de loi sous avis retient que „l'autorisation de cabaretage délivrée ne vaut que pour l'exploitation d'un seul débit à l'endroit ou dans le local déclaré à l'administration“. Quid?

L'article sous avis continue que „l'extension vers des pièces, étages ou locaux supplémentaires“ requiert une autorisation supplémentaire. L'article 13 du projet de loi sous avis retient quant à lui qu'une extension vers des locaux ou des endroits „présentant un caractère accessoire, telles que terrasses, jeu de quilles, salles de fêtes“ ne requiert pas d'autorisation supplémentaire. Or, une salle de fête ou un jeu de quilles présuppose une extension vers une nouvelle pièce et/ou le cas échéant vers un autre étage. Quid?

L'article sous avis doit être clarifié au regard de l'article 13 du projet de loi sous avis.

*

Après consultation de ses ressortissants, la Chambre de Commerce ne peut approuver les présents projets de loi et de règlement grand-ducal que sous la réserve expresse de la prise en compte de ses remarques.

Service Central des Imprimés de l'Etat

6184/04

N° 6184⁴

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2010-2011

PROJET DE LOI

**modifiant la loi du 29 juin 1989 portant
réforme du régime des cabarets**

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE

**DEPECHE DU PRESIDENT DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE
AU MINISTRE DES FINANCES**

(14.4.2011)

Monsieur le Ministre,

Par votre lettre du 2 novembre 2010, vous avez bien voulu saisir la Chambre d'Agriculture pour avis sur le projet de loi sous rubrique.

La Chambre d'Agriculture a analysé le projet dont question en assemblée plénière et a décidé de formuler l'avis qui suit.

Le projet de loi sous rubrique se propose d'adapter la législation nationale relative au cabaretage pour rendre compte des évolutions du droit européen et notamment de la directive 2006/123/CE du Parlement Européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur („directive services“).

Actuellement la législation restreint l'accès au marché du commerce de débit de boissons alcooliques à consommer sur place (ci-après „un débit“) en retenant un contingentement des autorisations d'exploiter un débit, limité en fonction de la population d'une commune. Le projet sous avis propose un abandon de ces restrictions quantitatives. L'exploitant pourra dorénavant exploiter un débit au libre choix quant à l'endroit au Grand-Duché et au type de débit. En plus, toute personne physique ou morale sera en droit de se faire délivrer une autorisation de cabaretage contre paiement d'une taxe forfaitaire non remboursable de 15.000 euros.

*

CONSIDERATIONS GENERALES

La Chambre d'Agriculture, si elle déplore certes le retard considérable pris en relation avec l'adaptation de la législation nationale aux dispositions de la „directive services“ précitée, salue néanmoins l'ouverture du marché des débits. Le projet sous avis facilite considérablement l'accès à ce marché et aborde un certain nombre de problèmes qui préoccupent surtout le secteur viticole depuis longtemps, sans pour autant apporter de solution quant au défi principal auquel la viticulture luxembourgeoise se voit confrontée, celui de faire face à une concurrence de plus en plus sévère et ceci à tous les niveaux!

Les deux grandes brasseries du pays (Brasserie Nationale, Brasserie du Luxembourg) posséderaient à elles seules un tiers des licences en propriété directe, à quoi viennent s'ajouter un nombre considérable de licences qu'elles contrôlent indirectement par le biais de contrats avec le détenteur d'une licence, exploitée par contre par un tiers sous forme locative. Dans ces deux constellations, c'est la brasserie qui fixe les règles du jeu, ce qui implique en général que les produits (y compris le vin) que l'exploitant du débit peut commercialiser sont déterminés dès le départ! Partant, les brasseries exercent une position de force énorme de sorte qu'en pratique, l'exploitant d'une licence, s'il n'en est pas le détenteur, risque de n'avoir qu'un choix restreint quant au vin qu'il peut commercialiser. Les imbrications étroites entre brasseries et dépositaires (p. ex. Brasserie Nationale/Munhowen) ne font que consolider leur position de force face aux petits producteurs de boissons alcooliques (vins, crémants, eaux-de-vie, liqueurs).

L'ouverture du marché des débits, dans l'hypothèse d'engendrer une redistribution du moins partielle des „parts de marché“, soit par l'activation de licences „dormantes“ (apparemment assez répandues en milieu rural), soit par l'attribution de nouvelles licences, serait donc susceptible de faciliter aux producteurs luxembourgeois dans une certaine mesure l'accès (en tant que fournisseurs) aux établissements du secteur Horeca. Afin de pouvoir stimuler une telle redistribution des parts de marché, il faut cependant assurer que l'attribution de nouvelles licences puisse se faire à un prix abordable.

*

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Ad Articles 8 et 12

L'article 8 organise une licence spécifique, la licence „D“, pour les débits temporaires et occasionnels lors de manifestations publiques (foires, marchés, etc.). Cette licence peut être acquise librement, contre paiement préalable d'une taxe forfaitaire de 30 euros par jour. Sous le régime actuel, la personne souhaitant exploiter un débit temporaire et occasionnel était obligée de trouver un exploitant d'un débit établi prêt à mettre son autorisation de cabaretage à disposition de l'intéressé. Dans ce sens, le projet sous avis présente l'avantage de faciliter considérablement l'obtention d'une telle autorisation par rapport à la démarche prévue sous le régime actuel.

La Chambre d'Agriculture salue le fait que le paragraphe 3 de l'article 12 accorde une dispense légale d'autorisation de cabaretage aux producteurs de boissons alcooliques servant leurs propres produits, à des fins de dégustation (à titre onéreux ou gratuit), dans un local se trouvant sur le site de production. Notre chambre ne peut que saluer cette dispense, qui correspond à une demande concrète de nos ressortissants. Nous sommes pourtant d'avis qu'il importe de préciser la notion de „site de production“. En effet, une définition trop stricte risque de pénaliser les viticulteurs associés dans une coopérative par rapport aux viticulteurs indépendants. La différence principale entre ces deux types de viticulteurs résidant au niveau du lieu de la vinification, nous sommes d'avis qu'il faut étendre la notion de „site de production“ à l'exploitation viticole des différents membres-producteurs d'une coopérative viticole. Ceci permettrait aux membres-producteurs intéressés d'organiser, à l'instar de leurs collègues indépendants, des dégustations régulières des vins et crémants que la coopérative a élaboré sur base des raisins provenant de leur site de production (c.-à-d. de leurs vignobles).

La dispense légale d'autorisation de cabaretage dont question au paragraphe 3 de l'article 12 peut être étendue dans un autre endroit du pays à l'occasion de fêtes locales, foires et marchés, sous condition que les dégustations y soient gratuites. Dans les autres cas, une autorisation de cabaretage (licence „D“) est requise. Le montant de 30 euros par jour pour une licence „D“ peut certes être qualifié d'insignifiant dans l'hypothèse d'un bal organisé par une association locale (considérant les recettes élevées susceptibles d'être générées au cours d'une soirée)! Par contre, un producteur de boissons alcooliques, se rendant une fois par semaine sur un marché local pour y offrir des dégustations de ces propres produits, aura déjà plus de mal à amortir ces frais! S'il opte pour une dégustation à titre onéreux (pour couvrir du moins une partie des frais relatifs à la dégustation), il doit s'acquitter de la taxe de 30 euros pour chaque marché local auquel il assiste, pour un revenu assez modeste. Pire encore, la charge administrative liée au fait de devoir renouveler systématiquement la licence pour des endroits alternants nous amène à proposer d'accorder une dispense généralisée aux producteurs de boissons alcooliques, pour autant que seuls leurs propres produits fassent l'objet de la dégustation (qu'elle soit à titre onéreux ou non). Après tout, une dispense généralisée est prévue pour les buvettes des associations sportives, qui lors de manifestations sportives officielles peuvent générer des recettes considérables! D'ailleurs, ne faudrait-il pas aussi inclure à l'article 12, paragraphe 1, point c), les associations culturelles? En quoi les associations sportives auraient-elles en fait mérité d'être privilégiées?

La Chambre d'Agriculture n'a pas d'autres observations à formuler.

Veuillez croire, Monsieur le Ministre, à l'expression de notre plus haute considération.

Le Secrétaire général,
Pol GANTENBEIN

Le Président,
Marco GAASCH

6184/05

N° 6184⁵

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2010-2011

PROJET DE LOI

**modifiant la loi du 29 juin 1989
portant réforme du régime des cabarets**

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(7.6.2011)

Par dépêche du Premier Ministre, Ministre d'Etat, du 5 novembre 2010, le Conseil d'Etat a été saisi du projet de loi sous rubrique qui a été élaboré par le ministre des Finances.

Le projet de loi était accompagné d'un exposé des motifs et d'un commentaire des articles.

Les avis de la Chambre des salariés, de la Chambre des métiers, de la Chambre de commerce et de la Chambre d'agriculture ont été transmis au Conseil d'Etat par dépêches respectivement des 2 décembre 2010, 28 janvier 2011, 24 mars 2011 et 16 mai 2011.

*

CONSIDERATIONS GENERALES

Le projet de loi sous examen a pour objet d'adapter la législation relative au cabaretage pour la rendre conforme au droit européen, en particulier à la directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur (ci-après: directive „Services“) qui prescrit, à côté de la liberté d'établissement, la mise en oeuvre de la liberté de prestation de services.

A noter que cette directive comporte, à côté de normes visant à réaliser la liberté d'établissement et la libre circulation des services, une série de dispositions d'harmonisation qui ont pour but de réduire les obstacles administratifs en matière de droit d'établissement et qui exigent dès lors une adaptation de la loi nationale même à l'égard de situations purement internes.

Le projet de loi entend, dans le but d'adapter la législation relative au cabaretage à la directive „Services“, abandonner le système actuel du contingentement des autorisations d'exploitation des débits de boissons alcooliques. Le système des autorisations de cabaretage ne serait pour autant pas abrogé, mais subsisterait à côté des autorisations d'établissement qui sont délivrées par le ministre des Classes moyennes.

Le système de contingentement des autorisations de cabaretage avait à l'époque été justifié par des raisons de santé et de paix publiques. L'objectif était de réduire le nombre des cabarets pour lutter contre l'alcoolisme. Il fallait préserver la paix des ménages et la prospérité des familles, qui, argumentait-on, „dépendent en grande partie des mesures législatives qu'un pays aura su prendre contre les excès de l'alcoolisme. Trop souvent en effet l'argent destiné aux besoins indispensables de la famille prend le chemin du gosier, causant tant la ruine du malheureux père de famille, que de sa femme et de ses enfants“ (proposition de loi Origer, déposée le 4 mars 1926 à la Chambre des députés).

La directive „Services“ prévoit, dans le but d'enrayer les obstacles qui freinent le développement des services dans les Etats membres de l'Union européenne, parmi d'autres mesures, que l'accès à une activité de service ne peut être subordonné à un régime d'autorisation que si la nécessité de ce régime d'autorisation est justifiée par une raison impérieuse d'intérêt général. La sécurité et la santé publiques comptent parmi les justifications que la Cour de Justice de l'Union européenne reconnaît comme des raisons impérieuses d'intérêt général.

Il n'appert toutefois pas du projet de loi sous avis quelles sont les raisons qui pourraient justifier à l'avenir, après abrogation du système de contingentement, le maintien des autorisations de cabaretage au sens des articles 9 et suivants de la directive „Services“, ce qui amène le Conseil d'Etat à soulever la question fondamentale sur la conformité du régime des autorisations de cabaretage avec ladite directive „Services“, cela d'autant plus que les autorisations d'établissement en vue de l'exploitation de débits de boissons, qui sont actuellement délivrées sur le fondement de la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales, sont déjà octroyées sur base de justifications d'honorabilité professionnelle et de qualifications particulières pour les entreprises du secteur de l'Horeca. Il importe de relever que le projet de loi réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales, qui tend à remplacer la loi précitée du 28 décembre 1988, exige expressément en son article 8, paragraphe 2, comme qualification professionnelle pour un exploitant d'un débit de boissons alcooliques et non alcooliques, „l'accomplissement avec succès d'une formation accélérée portant sur la connaissance de règles générales de sécurité des denrées alimentaires ainsi que des modalités de vérifications du respect de ces règles“ (doc. parl. *No 6158*).

Eu égard à ces considérations, le Conseil d'Etat invite les auteurs du projet de loi à l'instruire sur les raisons qui justifient le maintien des autorisations de cabaretage au sens de la directive „Services“, à côté des autorisations d'établissement. A défaut de ce faire, le Conseil d'Etat se verra dans l'impossibilité d'accorder la dispense du second vote constitutionnel concernant le projet de loi sous avis.

Le Conseil d'Etat entend procéder à l'examen du projet de loi sous examen, sous réserve de la question fondamentale en rapport avec la directive „Services“ soulevée ci-avant.

Le Conseil d'Etat a par ailleurs d'autres doutes sérieux quant à la conformité du système envisagé avec le droit européen. Il aura l'occasion de revenir en détail sur ces questions dans l'examen des différents articles.

Enfin, le Conseil d'Etat se demande si la réforme envisagée ne pourrait pas utilement servir à régler toute une série d'autres problèmes qui se posent en matière de débit de boissons alcooliques. Ainsi, le Conseil d'Etat voudrait inviter les auteurs du projet de loi à réfléchir aux solutions à apporter aux multiples nuisances, voire au risque de troubles plus ou moins caractérisés à l'ordre public, liés à l'exploitation des débits de boissons alcooliques, comme p. ex. le tapage nocturne et les troubles de voisinage, et de mettre à disposition des autorités communales les moyens juridiques d'y faire face. Il est en effet peu compréhensible pourquoi l'exploitation d'un débit de boissons alcooliques n'est soumise à aucune autorisation au titre de la législation relative aux établissements classés, même lorsqu'il s'agit d'un débit d'une importante envergure¹. Une autorisation de la classe 2 peut paraître indiquée dans ces cas. Dans le même ordre d'idées, il serait également concevable de limiter les heures d'ouverture des terrasses, même sur terrain privé, à 22 heures par exemple, tout en habilitant le bourgmestre à accorder des dérogations individuelles qu'il pourrait retirer dans les mêmes conditions que les dérogations aux heures normales d'ouverture des débits dont question à l'article 17 de la loi.

*

EXAMEN DES ARTICLES

Article 1er

L'article 1er remplace les articles 1er à 16 de la loi du 29 juin 1989 portant réforme du régime des cabarets (ci-après: loi de 1989). Le Conseil d'Etat se demande dans ce contexte s'il n'aurait pas été plus opportun de proposer une loi nouvelle eu égard à l'ampleur des modifications proposées et des questions soulevées par le Conseil d'Etat.

Article 1er de la loi de 1989

L'article 1er, paragraphe 1er, de la loi de 1989 soumet le droit d'une personne physique ou morale d'exploiter un débit de boissons alcooliques à une autorisation administrative. Le Conseil d'Etat

¹ Le projet de règlement grand-ducal portant nomenclature et classification des établissements et projets dont le Conseil d'Etat a été saisi par dépêche du 16 mai 2011 prévoit d'inclure les débits de boissons dans la nomenclature des établissements classés. Les établissements destinés à recevoir entre 100 et 500 personnes appartiendraient à la classe 2 des établissements classés alors que les établissements appelés à recevoir plus de 500 personnes seraient rangés dans la classe 1 desdits établissements.

approuve cette réforme qui est destinée à placer l'autorisation de cabaretage sous le régime du droit d'établissement. Il approuve également la suppression des limites quantitatives prévues aux articles 2 et 3 de la loi de 1989 et du régime des taxes annuelles à verser à l'Administration des douanes et accises. Le Conseil d'Etat demande que l'autorité compétente pour délivrer l'autorisation soit précisée à l'article 4 qui sera examiné par la suite.

Le paragraphe 2 établit l'obligation d'une déclaration d'exploitation et du dépôt auprès de l'Administration de pièces qui sont détaillées dans un règlement grand-ducal. Cette obligation est justifiée par des considérations de concurrence, de santé publique, d'hygiène, de sécurité et d'ordre public.

Le Conseil d'Etat s'interroge tant sur le bien-fondé de cette procédure que sur le recours à un règlement grand-ducal.

Le Conseil d'Etat a déjà soulevé, dans le cadre des considérations générales, la question de la justification d'un double régime d'autorisation d'établissement, d'un côté, et de cabaretage, de l'autre. Le régime de la déclaration d'exploitation ajoute une troisième procédure administrative dont la portée est difficile à saisir par rapport à l'autorisation d'établissement et l'autorisation de cabaretage. Même si on admet que le domaine du cabaretage exige un mécanisme d'autorisation plus lourd que le régime de droit commun de l'autorisation d'établissement, se pose la question de la justification d'une articulation en autorisation de cabaretage et déclaration d'exploitation. Si la délivrance d'une autorisation administrative est soumise au respect de certaines conditions, il y a lieu de les préciser. Il est évident que l'exploitant d'un cabaret doit respecter la réglementation concernant l'hygiène et la sécurité des denrées alimentaires². Le Conseil d'Etat a du mal à comprendre qu'une autorisation soit délivrée, mais que, préalablement à toute activité, il faille procéder à une déclaration supplémentaire dite d'exploitation. Quel est le lien entre l'autorisation visée au paragraphe 1er et la déclaration d'exploitation au sens du paragraphe 2? Si l'exploitation sur base de l'autorisation est soumise à un deuxième contrôle au titre du paragraphe 2, il faudra le dire clairement dans la loi. Il est évident qu'un tel régime s'écarte des règles normales en matière de droit d'établissement en ce qu'un opérateur économique, titulaire d'une autorisation, ne peut commencer son activité qu'à la suite d'une seconde procédure dite de déclaration, mais qui se résume en réalité à une seconde procédure d'autorisation. Si cette lecture ne correspond pas à l'intention des auteurs du projet, il faudrait soumettre clairement la délivrance de l'autorisation au titre du paragraphe 1er aux conditions visées au paragraphe 2. Le système envisagé ne se conçoit que dans la mesure où les auteurs du projet de loi sous examen entendent maintenir le système actuel des concessions qui permet d'opérer une distinction entre le titulaire de la concession et l'exploitant, ce dernier étant soumis à son tour à un contrôle au titre de la déclaration d'exploitation. Ainsi que le Conseil d'Etat l'a annoncé ci-avant et qu'il le développera ultérieurement, ce système pose de sérieux problèmes de compatibilité par rapport à la directive „Services“.

En ce qui concerne le renvoi à un règlement grand-ducal, le Conseil d'Etat voudrait faire les observations suivantes. L'article 11, paragraphe 6 de la Constitution aux termes duquel la liberté du commerce et de l'industrie sont garantis, sauf les restrictions à établir par la loi, s'applique également en matière de cabaretage. L'article 32, paragraphe 3 de la Constitution dispose que „Dans les matières réservées à la loi par la Constitution, le Grand-Duc ne peut prendre des règlements et arrêtés qu'aux fins, dans les conditions et suivant les modalités spécifiées par la loi“. Or, la disposition de l'article 1er, paragraphe 2 sous examen, qui sans autres précisions confère au pouvoir réglementaire du Grand-Duc la détermination des pièces qui doivent préalablement à l'exploitation d'un débit de boissons être déposées auprès de l'Administration des douanes et accises, a finalement pour effet de confier au Grand-Duc la définition des conditions requises en vue de l'exploitation d'un débit de boissons. Elle ne répond donc pas aux exigences de l'article 32, paragraphe 3 précité. Les conditions d'octroi d'une autorisation de cabaretage de même que les limitations éventuellement apportées à une autorisation de cabaretage déjà délivrée doivent être fixées, du moins pour ce qui est des principes, dans la loi. Sous peine d'opposition formelle, le Conseil d'Etat demande une modification du texte sous examen. Il préconise un régime cohérent et unique d'autorisation avec indication claire des conditions dans la loi. Si d'autres dispositions légales en matière de santé, d'environnement etc. sont à respecter, il faut préciser que l'autorisation est soumise au respect de ces dispositions. Celles-ci ne sauraient pas être rendues applicables en la matière par le truchement d'un règlement grand-ducal.

² Loi modifiée du 25 septembre 1953 ayant pour objet la réorganisation des contrôles des denrées alimentaires, boissons et produits usuels; règlement grand-ducal modifié du 4 juillet 1988 relatif à l'hygiène dans le commerce des denrées alimentaires et règlement grand-ducal du 27 juillet 1997 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires.

Le paragraphe 3 établit un régime très complexe de catégories de personnes intervenant dans la procédure. Le Conseil d'Etat renvoie aux développements dans l'avis de la Chambre des métiers qui distingue quatre catégories de personnes:

- a) la personne physique ou morale titulaire de l'autorisation de cabaretage;
- b) la personne physique ou morale titulaire de l'autorisation d'exploitation;
- c) la personne physique qui gère le débit pour le compte de l'exploitant;
- d) le sous-gérant.

Le Conseil d'Etat rejoint la Chambre des métiers dans sa critique que les différentes notions et responsabilités ne sont pas suffisamment précisées et que la complexité des différents cas de figure envisagés n'est pas explicitée. Le Conseil d'Etat s'interroge, en particulier, sur la distinction entre le titulaire de l'autorisation et le titulaire du droit d'exploitation et renvoie, sur ce point, à ses critiques relatives à l'agencement peu clair entre les paragraphes 1er et 2 de l'article sous examen. Pourquoi est-il nécessaire d'introduire le concept de sous-gérant inconnu dans les autres lois en matière économique et commerciale? Le Conseil d'Etat note que, en relation avec le sous-gérant, la loi introduit le concept de responsabilité qui n'a pas été utilisé auparavant pour le titulaire de l'autorisation ou pour l'exploitant. Le Conseil d'Etat a du mal à saisir l'articulation des responsabilités entre ces différentes catégories de personnes. Le titulaire de l'autorisation n'assume-t-il aucune responsabilité? Si tel est le cas, quel est son rôle? Quelle est la responsabilité de l'exploitant par rapport au gérant? A noter que seule la question de la responsabilité du sous-gérant par rapport à l'exploitant est évoquée. Quelle est la portée du concept de responsabilité solidaire par rapport à des exigences qui sont sanctionnées pénalement? A noter que le texte sous examen renvoie à un chapitre II inexistant. Ni la loi actuelle ni le projet de loi sous examen ne sont articulés en chapitres. Le Conseil d'Etat note encore que, dans les dispositions de la loi de 1989 qui ne font pas l'objet de modifications, est utilisé le concept de „débitant“, en particulier dans les articles 19 et suivants relatifs à la responsabilité pénale. Quelle est la portée de ce concept par rapport aux notions nouvelles de titulaire de l'autorisation, d'exploitant, de gérant ou de sous-gérant? Pour l'ensemble des raisons relevées ci-avant et dans un souci de sécurité juridique, le Conseil d'Etat doit s'opposer formellement au paragraphe 3 sous examen.

Le paragraphe 4 n'est pas sans surprendre en ce qu'il prévoit une amende d'ordre, à prononcer par le directeur de l'administration en cas de non-respect du paragraphe 3. Or, le paragraphe 3 établit comme unique condition, dans le système de responsabilité en cascade, une déclaration du sous-responsable. Le terme d'identification figurant à l'alinéa 2 du paragraphe 3 est d'ailleurs vide de sens par rapport à cette obligation de déclaration. Quelle est la raison d'être de ce régime particulier de sanction administrative par rapport aux dispositions plus générales sanctionnant le respect de la loi? Le Conseil d'Etat relève en outre que le texte sous avis n'institue pas de recours en réformation devant le tribunal administratif contre la décision du directeur de l'Administration des douanes et accises prononçant l'amende d'ordre prévue au paragraphe 4 sous avis. Si la Cour européenne des droits de l'Homme admet en effet que des amendes administratives, assimilables à des sanctions pénales, peuvent être prononcées par des autorités ne réunissant pas toutes les caractéristiques du tribunal visé par l'article 6, paragraphe 1er de la Convention européenne des droits de l'homme, elle exige toutefois que le justiciable dispose contre ces sanctions d'un recours en réformation. Au regard de la jurisprudence constante de la Cour européenne des droits de l'Homme, la décision du directeur de l'Administration des douanes et accises risque en effet de relever de la matière pénale, alors que l'amende d'ordre prévue ne tend pas à la réparation pécuniaire d'un préjudice mais essentiellement à punir pour empêcher la réitération des agissements incriminés au paragraphe 3.³ Sur base de ces considérations, le Conseil d'Etat exige sous peine d'opposition formelle l'introduction d'un recours en réformation.

Le Conseil d'Etat n'a pas d'observation particulière sur les paragraphes 5 et 6.

Article 2 de la loi de 1989

Le paragraphe 1er de l'article 2 nouveau de la loi de 1989 distingue quatre catégories de licences de cabaretage:

³ *Schmautzer c. Autriche*, arrêt de la CEDH du 23 octobre 1995, *Silvester's Horeca Services c. Belgique*, arrêt de la CEDH du 4 mars 2004, requête No 47650/99, voir également l'avis complémentaire du Conseil d'Etat du 2 février 2010 concernant le projet de loi portant approbation de certaines conventions fiscales et avenants à des conventions fiscales en vigueur (doc. parl. No 6072⁶).

- la licence de cabaretage, de plein exercice, dénommée catégorie A;
- la licence de cabaretage de plein exercice, ancien régime, relevant de la catégorie B;
- la licence de cabaretage particulière pour les débits hors nombre, ancien régime, sous la catégorie C;
- la licence de cabaretage dite temporaire et occasionnelle, sous la catégorie D.

Les spécificités des différents régimes de licences sont prévues par les articles suivants du projet sous rubrique: l'article 3 pour la catégorie A, l'article 4 pour la catégorie B, les articles 5 et 6 pour la catégorie C, et l'article 8 pour la catégorie D.

Le Conseil d'Etat note d'abord que l'article sous examen introduit une nouvelle notion, celle de licence qui vient s'ajouter à celles d'autorisation et de droit d'exploitation. Quel est le rapport entre ces concepts? Dans la mesure où l'autorisation est délivrée sous forme d'une des quatre licences, on aboutit à une pluralité de types d'autorisation. La licence est-elle synonyme autorisation ou de droit d'exploitation? En effet, d'après le libellé de l'article 2, il doit s'agir d'une autorisation, alors que le libellé de l'article 3 laisse entendre qu'il s'agit d'une forme de droit d'exploitation. Y aura-t-il juridiquement une pluralité de types d'autorisation? Le Conseil d'Etat relève encore que la loi en projet, qui entend simplifier et uniformiser le régime des débits de boisson, consacre une pluralité de régimes. On peut comprendre la nécessité de régler, à titre transitoire, le sort des licences existant au titre de la loi actuelle. L'absence de limitation dans le temps de ce régime transitoire et la possibilité de céder les licences risquent toutefois de faire perdurer la coexistence de différents régimes juridiques. Quelles sont les raisons qui s'opposent à un remplacement systématique des licences existantes par une autorisation unique au titre de la nouvelle loi? Une telle façon de procéder aurait permis de faire l'économie des articles 4, 5 et 6 de la loi.

Le paragraphe 2 de l'article 2 qui renvoie à l'article 31 de la loi actuelle est superflu et est à omettre. Le Conseil d'Etat note que l'article 31, qui n'est pas modifié par le projet de loi sous avis, prévoit la détermination de conditions d'hygiène et de sécurité par voie de règlement grand-ducal. L'article 31 fait double emploi avec l'article 1er, paragraphe 2 relatif à la déclaration d'exploitation et soulève par ailleurs des problèmes évidents de conformité avec l'article 32, paragraphe 3 de la Constitution. Le Conseil d'Etat renvoie à cet égard à ses développements à l'endroit de l'article 1er, paragraphe 2 ci-avant.

Article 3 de la loi de 1989

L'article 3 nouveau de la loi de 1989 règle la licence de la catégorie A qui est conçue par la loi sous objet comme l'autorisation type. A noter que cette licence est limitée à un endroit et ne peut en principe être transférée à un endroit autre. Le Conseil d'Etat note que les auteurs du projet n'expliquent en rien pourquoi il faut limiter l'autorisation à un endroit. S'agit-il de veiller au respect des conditions faisant l'objet de la déclaration d'exploitation? Si tel est le cas, il y a un argument supplémentaire pour „fusionner“ la procédure d'autorisation et celle de la déclaration articulée en deux étapes successives à l'article 1er. Le Conseil d'Etat rejoint la Chambre des métiers quand elle critique l'absence de précision suffisante du terme „endroit“ et souligne que les „débits uniques“ existant au titre de la loi actuelle seront pénalisés par la réforme envisagée. Le Conseil d'Etat renvoie encore à l'article 10, paragraphes 3 et 4 de la directive „Services“ qui interdit de soumettre un opérateur économique qui dispose d'une autorisation et qui entend ouvrir un nouvel établissement à des conditions supplémentaires faisant double emploi avec celles auxquelles il a déjà répondu.

Le paragraphe 3 soumet l'octroi de la licence de la catégorie A au paiement d'une taxe forfaitaire de 15.000 euros. Le commentaire de l'article reste muet sur les raisons qui ont amené les auteurs à retenir ce montant. La Chambre des métiers se demande si ce montant correspond à une évaluation du prix moyen d'une licence actuelle ou bien à une fixation plus arbitraire. Au-delà de la question du montant exact de cette taxe, se pose le problème plus fondamental de la soumission de la délivrance d'une autorisation de cabaretage au versement d'une taxe qui va largement au-delà de la couverture des frais inhérents à la procédure administrative. Le Conseil d'Etat voudrait rappeler que le présent projet de loi doit être analysé sur la base de la directive „Services“. Cette directive comporte un chapitre III relatif à la liberté d'établissement des prestataires. La section 1re de ce chapitre traite de la question des autorisations. L'article 13, paragraphe 2 de la directive „Services“, qui pose un cadre pour les modalités procédurales liées aux autorisations, indique que „les procédures et formalités d'autorisation ne doivent pas être dissuasives ni compliquer ou retarder indûment la prestation du

service. Elles doivent être facilement accessibles et les charges qui peuvent en découler pour les demandeurs doivent être raisonnables et proportionnées aux coûts des procédures d'autorisation et ne pas dépasser le coût des procédures⁴. Cet article établit donc un lien direct entre l'éventuel montant pouvant être imposé à l'opérateur économique et le coût de la procédure administrative en tant que telle, cette dernière étant le seul critère de référence admis par la directive pour la détermination du montant. Or, pour la délivrance d'une autorisation de cabaretage, qui ne requiert pas une charge administrative importante, il est difficile d'admettre que le montant de 15.000 euros correspond au coût administratif de la procédure. Le versement d'une telle taxe se comprend d'autant moins que l'octroi des autorisations ne sera plus limité quantitativement, de sorte que le titulaire de l'autorisation n'est plus assuré de bénéficier d'une sorte de monopole local ou d'une rente de situation locale. L'instauration d'un système de „vente“ des autorisations avec consécration de la possibilité de les céder, moyennant renonciation au profit d'un tiers, aura pour conséquence de laisser subsister la question de la nature patrimoniale des „concessions de débit de boisson“. La consécration, dans la loi sous examen, de cette logique patrimoniale des concessions de cabaretage, n'est manifestement pas conforme avec la directive „Services“. Le Conseil d'Etat renvoie à la définition du régime d'autorisation prévue à l'article 4, paragraphe 6 de cette directive, qui semble s'opposer à une lecture patrimoniale du droit d'autorisation et ne saurait donc permettre l'instauration d'une taxe fiscale⁴. Le Conseil d'Etat peut concevoir que le passage du régime actuel des concessions vers un système conforme au droit européen puisse poser des problèmes d'ordre financier aux opérateurs „propriétaires“ des licences actuelles, même si le commentaire du projet de loi garde le silence sur cette question. La réponse apportée par le projet de loi sous examen consistant à maintenir ce système par le truchement d'une taxe administrative ou fiscale axée sur le prix actuel d'une concession est toutefois inadmissible au regard du droit européen. Pour l'ensemble des raisons développées ci-dessus, le Conseil d'Etat doit émettre une opposition formelle à la disposition sous examen.

Article 4 de la loi de 1989

Le paragraphe 1er de l'article 4 de la loi de 1989, dans la formulation proposée par les auteurs du projet de loi, prévoit l'échange d'office des licences volantes et des privilèges actuels en licences de la catégorie B. Aux termes du paragraphe 2, ces licences sont transférables géographiquement par le titulaire de l'autorisation. D'après le commentaire, il s'agit de ne pas porter préjudice à un droit acquis sous la législation actuelle. Cette explication est contestée par la Chambre des métiers qui considère que cette possibilité équivaut à l'octroi d'un nouveau droit, que ce soit pour les „privilèges“ qui sont traditionnellement attachés à un immeuble ou pour les licences „volantes“ qui ne peuvent être actuellement transférées que sur le territoire de la commune pour lequel elles ont été octroyées. Ce régime est appelé à perdurer.

La catégorie B est certes une catégorie de licences qui est appelée à disparaître. Le texte sous examen ne prévoit toutefois pas de limite dans le temps du régime transitoire, de sorte que cette catégorie risque de perdurer, ce qui n'est pas conforme à l'objectif de mise en place d'un régime moderne et uniforme d'autorisation de cabaretage.

Article 5 de la loi de 1989

Le paragraphe 1er du nouvel article 5 prévoit la transformation des licences „débits hors nombre“ et „débits hors nombre saisonniers“ actuels en licences de la catégorie C. Il s'agit encore d'une catégorie censée être „transitoire“, mais qui risque de perdurer faute de limitation dans le temps.

La Chambre des métiers émet des critiques à l'encontre du paragraphe 2 qui n'est d'ailleurs pas numéroté comme tel. Selon la chambre professionnelle, la terminologie employée prête à confusion. En effet, les termes de „régime légal“ désignent normalement le régime prévu par la loi, à savoir, pour les licences hors nombre, les dispositions de la loi de 1989 concernant la taxe forfaitaire annuelle (article 9), les cas d'extinction (article 10) et les possibilités de renonciation (article 11). Dans la mesure où ce régime légal sera abrogé par le projet de loi, il conviendra de mentionner les „conditions spéciales (auxquelles) les autorisations pour l'ouverture de débits hors nombre peuvent être subordonnées“

⁴ Directive „Services“, Article 4, paragraphe 6: „régime d'autorisation“, toute procédure qui a pour effet d'obliger un prestataire ou un destinataire à faire une démarche auprès d'une autorité compétente en vue d'obtenir un acte formel ou une décision implicite relative à l'accès à une activité de service ou à son exercice.

(article 5(6) de la loi de 1989). Il faudrait préciser les conditions „spéciales“ qui sont maintenues. Le Conseil d'Etat fait siennes ces critiques de la Chambre des métiers.

La seconde phrase du paragraphe 2 prévoit la possibilité de transférer les licences C à un autre endroit. Le Conseil d'Etat renvoie à ses interrogations quant à l'imprécision de ce concept.

Article 6 de la loi de 1989

L'article 6 de la loi de 1989 en projet prévoit la possibilité de transformer une licence de la catégorie C en licence de la catégorie A moyennant le paiement d'une taxe forfaitaire dont le montant correspond à la différence entre le taux de la taxe antérieurement payée et celui de la taxe à payer pour une nouvelle licence A.

Même si le Conseil d'Etat salue toute disposition destinée à accélérer la mise en place d'un régime uniforme, il relève que la Chambre des métiers met en évidence l'intérêt très limité pour les titulaires de demander cette transformation.

Article 7 de la loi de 1989

Sans observation, sous réserve de la proposition d'utiliser le terme de „transformation“, figurant à l'article 6, de préférence à celui de „transcription“.

Article 8 de la loi de 1989

L'article sous examen crée une licence spécifique, la licence D, pour les débits „temporaires“ et occasionnels, appelée à remplacer le régime actuel permettant de transférer le débit dans un autre endroit et de créer des possibilités de débits supplémentaires (articles 10(2) et 16(1) de la loi de 1989).

Le Conseil d'Etat note que la licence peut être octroyée, à côté des personnes physiques et morales, à des „associations“ et „ententes d'associations“, c'est-à-dire à des groupements de personnes qui peuvent être dépourvus de personnalité juridique. Il faut toutefois désigner une personne physique responsable de l'exploitation du débit occasionnel. Les responsabilités de cette personne physique, par rapport à celle du groupement auquel la licence a pourtant été octroyée, ne sont pas précisées. Qu'en est-il des responsabilités en matière de respect des règles de santé publique, d'hygiène, de sécurité et d'ordre public? La Chambre des métiers relève, à juste titre, une différence entre le texte du projet de loi et le commentaire. Quelle est la portée de la déclaration d'exploitation visée au paragraphe 1er par rapport à celle visée à l'article 1er?

Le Conseil d'Etat s'interroge sur la cohérence juridique d'un système qui octroie une autorisation administrative à une entité qui n'est pas nécessairement dotée de la personnalité juridique, mais qui à son tour doit désigner une personne physique responsable de l'exploitation et qui de surcroît ne précise pas les responsabilités des uns et des autres. Compte tenu des problèmes de sécurité juridique soulevés par un tel système, le Conseil d'Etat doit émettre une opposition formelle à l'égard du texte sous examen.

Le Conseil d'Etat est conscient des problèmes pratiques liés aux débits occasionnels à l'occasion de manifestations d'ordre associatif. Il se demande si une solution ne pourrait pas être utilement trouvée dans le cadre des dispositions relatives à la dispense d'autorisation. On pourrait également envisager un mécanisme dans lequel les autorités communales attribuent le droit de débit à l'occasion de fêtes ou de manifestations.

Le Conseil d'Etat doit encore s'opposer formellement aux dispositions du paragraphe 5 de l'article sous examen qui méconnaît les règles pour la détermination des infractions pénales et l'articulation entre ces règles et le mécanisme de l'avertissement taxé qui met fin aux poursuites pénales. Les auteurs du projet de loi devront, dans un premier temps, déterminer les infractions et fixer les peines correspondantes en respectant les limites des peines de police et des peines correctionnelles prévues au Code pénal. Ensuite, il y aura lieu de déterminer les infractions pour lesquelles un avertissement taxé peut être délivré, les agents compétents pour ce faire et préciser que l'acquiescement de l'avertissement taxé met fin aux poursuites pénales. Le Conseil d'Etat se permet de renvoyer les auteurs aux dispositions correspondantes de l'article 15 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques.

Article 9 de la loi de 1989

Le texte sous examen maintient le régime actuel du paiement d'une taxe forfaitaire annuelle. L'article 9 subordonne en effet l'exploitation d'un débit de boissons au paiement d'une taxe annuelle

ne pouvant dépasser un montant de 500 euros. Eu égard à la disposition de l'article 10, paragraphe 2 du projet de loi, qui subordonne le maintien de la licence de cabaretage au paiement de cette taxe, le Conseil d'Etat se demande si cette disposition est conforme à l'article 11, paragraphe 1er de la directive „Services“⁵. L'article 11, paragraphe 1er, précité interdit en effet l'octroi d'autorisations ouvrant accès à des activités de services, ayant une durée limitée, à moins que cette durée limitée d'autorisation ne soit justifiée par une raison impérieuse d'intérêt général. Le Conseil d'Etat doit en conséquence demander aux auteurs du projet de loi sous avis de lui fournir des justifications au sens de l'article 11, paragraphe 1er de la directive „Services“. A défaut de ce faire, il se verra dans l'impossibilité d'accorder la dispense du second vote constitutionnel.

Par ailleurs, dans l'optique d'une simplification des procédures administratives et de l'abandon du mécanisme des concessions limitées en nombre, le Conseil d'Etat s'interroge sur ce mécanisme. Quels sont les avantages escomptés dans une optique de sauvegarde de l'intérêt général? Au regard du montant réduit, la taxe peut difficilement se justifier par un but fiscal. De toute façon, l'exploitant d'un cabaret est soumis à un impôt commercial comme tout autre commerce. A cela s'ajoute que l'articulation des responsabilités au niveau du paiement de cette taxe entre le titulaire et l'exploitant est loin d'être claire.

La question de conformité par rapport à la directive „Services“, soulevée ci-avant, mise à part, le Conseil d'Etat invite les auteurs du texte à réfléchir sur la nécessité de maintenir ce régime.

Article 10 de la loi de 1989

L'article 10 prévoit, au paragraphe 1er, les cas d'extinction de la validité de la licence d'exploitation. En termes juridiques, il s'agit de fixer un terme à l'autorisation.

La Chambre des métiers critique que la fermeture volontaire n'est pas expressément prévue. Le Conseil d'Etat voudrait ajouter certaines considérations complémentaires. D'abord, il préférerait viser, au paragraphe 1er, la fin de l'autorisation ou de retrait de l'autorisation plutôt que de parler de validité de toute licence, ceci d'autant plus que le terme de validité renvoie à des critères de forme. Ensuite, le Conseil d'Etat note, une nouvelle fois, un mélange des rôles et responsabilités entre le titulaire de l'autorisation et l'exploitant. Aux termes du point a), le titulaire de l'autorisation semble être à l'origine de la décision de non-exploitation et doit demander une dispense d'exploitation. Le Conseil d'Etat renvoie à ses critiques plus fondamentales en ce qui concerne la distinction entre le titulaire de l'autorisation et l'exploitant qui peut en même temps déléguer et sous-déléguer ses responsabilités.

Pourquoi le non-paiement de la taxe annuelle, à supposer que cette taxe soit maintenue, donnerait-il lieu à un retrait de l'autorisation de cabaretage, alors que dans d'autres matières l'absence de versement d'une taxe n'est pas sanctionnée par la perte de l'autorisation? Ce mécanisme semble encore constituer une survivance du régime actuel dans lequel l'objectif est de réduire le nombre de concessions, dont la quantité est de toute façon limitée. Si l'article 9 est omis, la disposition sous examen perd sa raison d'être. Il en va de même du paragraphe 2.

Article 11 de la loi de 1989

Le nouvel article 11, paragraphe 1er de la loi de 1989 en projet autorise le titulaire d'une autorisation de cabaretage des catégories A, B et C à opérer une renonciation au profit d'un tiers. Sous peine d'inaopposabilité de cette renonciation à l'administration, il doit faire une déclaration préalable. Selon le commentaire, le terme de renonciation implique le droit de céder l'autorisation, de la louer, de la mettre à disposition d'un tiers à titre gratuit ou à titre rémunéré.

Le Conseil d'Etat note que le texte du projet vise le terme de renonciation sans préciser qu'il peut s'agir d'une véritable vente. La Chambre des métiers, tout en acceptant cette lecture du terme de renonciation, critique que cette disposition permet des transactions sur des licences existantes sans réel contrôle de l'administration et tend ainsi à faire perdurer des régimes dérogatoires au droit commun.

⁵ Directive „Services“, Article 11, paragraphe 1er: L'autorisation octroyée au prestataire ne doit pas avoir une durée limitée, à l'exception des cas suivants:

- a) l'autorisation fait l'objet d'un renouvellement automatique ou est subordonnée seulement à l'accomplissement continu d'exigences;
- b) le nombre d'autorisations disponibles est limité par une raison impérieuse d'intérêt général; ou
- c) une durée limitée d'autorisation est justifiée par une raison impérieuse d'intérêt général.

Le Conseil d'Etat partage cette interrogation qui rejoint sa critique plus générale quant au maintien de régimes anciens auxquels la loi en projet est censée mettre un terme. Sur un plan plus fondamental, le Conseil d'Etat s'interroge sur la possibilité de vente de licences. Ce mécanisme qui assimile la licence de cabaretage à un bien susceptible de faire l'objet de cessions à titre gratuit ou onéreux pouvait se comprendre dans un système de concessions limitées en nombre qui étaient acquises par un titulaire à l'instar d'une charge de l'Ancien régime et que l'acquéreur était en droit de faire fructifier. L'abolition du système des concessions limitées en nombre et l'application d'un régime d'autorisation administrative conforme aux exigences de la directive „Services“ devrait logiquement entraîner la suppression de la possibilité de céder la licence à titre onéreux. Peut-on admettre, dans une optique moderne du droit d'établissement, que des autorisations administratives délivrées *intuitu personae* soient cédées à titre onéreux à des tiers? Le maintien du mécanisme de cession est d'autant plus difficile à comprendre que l'administration est privée de tout droit de contrôle sur l'identité du nouveau titulaire de l'autorisation; en effet, une simple déclaration de la „renonciation“ suffit pour opérer l'opposabilité à l'administration. Le Conseil d'Etat renvoie à ses considérations sur la nature juridique des licences et sur leur valeur patrimoniale. La cession d'un fonds de commerce ne comporte pas la cession de l'autorisation administrative. Ces interrogations valent même si on admet un double régime d'autorisation, le premier au titre du droit commun d'établissement, le second en vertu d'un régime particulier en matière de cabaretage. Dès lors que l'autorisation de cabaretage n'est plus l'équivalent d'une concession, bien patrimonial librement cessible, mais une autorisation administrative délivrée à une personne juridique en considération de ses qualifications, il est inadmissible de continuer à maintenir un régime de cession. Pour des raisons de respect avec des principes fondamentaux du droit administratif et du droit européen, le Conseil d'Etat doit émettre une opposition formelle à l'encontre du texte sous examen.

Le Conseil d'Etat rappelle que s'il y a lieu de régler des problèmes patrimoniaux inhérents au passage d'un régime de concessions à valeur patrimoniale cessibles à un régime d'autorisation administrative relevant du droit commun imposé par le droit européen, il faut trouver d'autres solutions transitoires.

Le paragraphe 2 de l'article 11 sous examen envisage le transfert géographique des licences de la catégorie B. Le Conseil d'Etat renvoie à ses considérations quant au maintien de régimes de licence dérogatoires au droit commun repris de la législation actuelle.

Le paragraphe 3 interdit la renonciation ou le transfert géographique si la taxe forfaitaire annuelle n'a pas été payée. Le Conseil d'Etat renvoie aux considérations qui précèdent et à celles relatives à la taxe forfaitaire annuelle.

Article 12 de la loi de 1989

L'article sous examen dispense de l'obligation d'autorisation une série de débits. Les différentes catégories envisagées sont soumises à des conditions différentes.

Le Conseil d'Etat, tout en comprenant le souci des auteurs du projet, relève la grande complexité des situations envisagées, le caractère souvent peu précis des définitions retenues et la diversité des conditions qui doivent être remplies. Sans avoir la prétention d'exhaustivité, le Conseil d'Etat signale une série d'incohérences ou de formulations imprécises. Ainsi, le paragraphe 1er vise les restaurants internes des entreprises, mais semble exclure la consommation d'alcool, fût-ce pendant les repas, par des invités. Tant les restaurants des entreprises que ceux des hôpitaux ou des centres pour personnes âgées se voient interdire de servir des boissons alcooliques en dehors des repas, ce qui non seulement est difficile à justifier, mais posera des problèmes réels dans la pratique. La lettre c) vise uniquement les buvettes des associations sportives, en oubliant les théâtres, musées, associations socioculturelles, syndicats etc. Le paragraphe 2 envisage, dans des termes on ne peut plus imprécis, des manifestations „telles que vins d'honneur etc.“ pour parler ensuite de manifestations „similaires“; le paragraphe 3 limite la dispense de l'autorisation aux producteurs des boissons alcooliques „dans le pays“, excluant ainsi les entreprises établies dans d'autres Etats de l'Union européenne, ce qui, à l'évidence, est incompatible avec le principe communautaire de non-discrimination. Les paragraphes 3 et 4 visent les seuls producteurs, ce qui semble exclure les distributeurs et négociants non producteurs. Le paragraphe 4 renvoie à l'obligation, pour le producteur qui fait déguster à titre gratuit lors d'un marché ou d'une foire, de disposer d'un numéro LUACC ou LUDIS, sans que ces conditions soient autrement expliquées dans le texte de loi, ne fût-ce que par renvoi à la loi qui les prévoit. L'extension de cette obligation aux opérateurs économiques établis dans d'autres Etats de l'Union européenne soulève encore des difficultés en termes de libre circulation des marchandises ou des services. Le texte sous examen soulève des questions sérieuses en termes de sécurité juridique et d'égalité de traitement, tant en relation

avec la Constitution qu'avec le droit européen, de sorte que le Conseil d'Etat doit émettre une opposition formelle.

Le paragraphe 5 prévoit une amende correctionnelle et une fermeture d'établissement en cas de non-respect des conditions prévues. Le Conseil d'Etat note, d'abord, que des sanctions sont uniquement prévues en cas de violation des paragraphes 3 et 4; aucune sanction n'est prévue en cas de non-respect des conditions prévues aux paragraphes 1er et 2.

Enfin, le Conseil d'Etat note que la référence aux membres de la Police grand-ducale est parfaitement superflue, alors que ces agents ont de par le droit commun compétence pour constater des infractions. En ce qui concerne les agents de l'Administration des douanes et accises, le Conseil d'Etat rappelle que l'article 15 de la loi du 27 juillet 1993 portant organisation de l'administration des douanes et accises prévoit que „Dans l'accomplissement de leurs fonctions relatives à la recherche, à la constatation et à la répression des infractions aux lois en matière de douane et accises et à d'autres lois fiscales intéressant l'administration des douanes et accises, certains fonctionnaires, ayant au moins le grade de contrôleur adjoint et nominativement désignés par un arrêté des ministres de la Justice et des Finances, ont qualité d'officier de police judiciaire“. Il y a dès lors lieu au paragraphe 5 d'opérer un renvoi à l'article 15 de la loi de 1993.

Article 13 de la loi de 1989

L'article sous examen reprend en substance les dispositions de l'article 13 de la loi actuelle. Le Conseil d'Etat relève que le texte distingue entre endroit et local déclaré, notions qui font défaut à l'article 1er, paragraphe 2. Le Conseil d'Etat note encore que la formulation de l'alinéa 2 n'est pas des plus claires, alors qu'on ne comprend pas si l'extension aux „terrasses, jeux de quilles etc.“ est soumise ou non à autorisation. Le texte de l'article 13, paragraphe 3, actuel est plus clair. Le Conseil d'Etat estime de toute façon que les endroits visés (jeu de quilles, terrasses) font partie intégrante de l'établissement.

Article 14 de la loi de 1989

L'article sous examen remplace, en le complétant, l'article 14 de la loi actuelle.

Les paragraphes 1er à 3 n'appellent pas d'observation.

Le Conseil d'Etat ne peut pas accepter le texte des paragraphes 4 et 5 qui mettent en évidence une confusion dans la procédure d'application de sanctions administratives et de sanctions pénales. Le paragraphe 4 prévoit une amende d'ordre prononcée par le directeur de l'administration; le texte parle toutefois d'infraction. Le paragraphe 5 prévoit l'établissement d'un procès-verbal et la sanction accessoire de la confiscation sans que le non-respect de règles précises ait été érigé en infraction pénale. Le Conseil d'Etat note encore que la saisie décidée par le parquet ou le juge d'instruction précède normalement la peine de la confiscation et n'en est pas la suite comme le laisse entendre le texte du paragraphe 5. Le Conseil d'Etat doit s'opposer formellement au texte tel qu'il est proposé pour être dénué de logique et ne pas se trouver en cohérence avec le droit pénal et la procédure pénale luxembourgeois.

Article 15 de la loi de 1989

L'article 15 prévoit qu'un règlement grand-ducal détermine les modalités d'application des articles ci-avant. Aucune explication ne figure au commentaire.

Le Conseil d'Etat ne comprend pas quels articles sont visés et quelles dispositions nécessitent des mesures d'application ou d'exécution. Il renvoie à ses observations à l'endroit de l'article 1er, paragraphe 2, et rappelle les exigences inhérentes à l'article 11(6) de la Constitution. Le Conseil d'Etat doit émettre une opposition formelle.

Article 16 de la loi de 1989

L'alinéa 1er du paragraphe 1er prévoit une amende administrative, au demeurant assez faible, en cas d'exploitation d'un débit sans autorisation. Au niveau de l'alinéa 2, on passe à une logique de droit pénal sans qu'une infraction pénale soit définie. Le Conseil d'Etat renvoie aux critiques fondamentales qu'il a formulées ci-dessus et réitère son opposition formelle.

Le paragraphe 2 renvoie, pour la perception des taxes, à la procédure de recouvrement des droits d'accises. Le Conseil d'Etat rappelle ses interrogations par rapport au système des taxes. Le renvoi

aux droits d'accises met en évidence que les auteurs du texte continuent à suivre une logique qui n'est pas celle d'un droit d'établissement tel que conçu par la directive „Services“.

Le paragraphe 3 investit les agents de l'administration de la mission de rechercher et de constater les infractions à la loi. Cette disposition à portée générale rend superflues toutes les références ponctuelles aux agents figurant dans d'autres dispositions. Le Conseil d'Etat renvoie à ses observations à l'endroit de l'article 12 pour ce qui est de la détermination des agents de l'administration qui sont investis de la qualité d'officiers de police judiciaire.

Article 2

L'article sous examen modifie l'article 26 de la loi de 1989. Le Conseil d'Etat renvoie à ses observations quant à l'articulation du présent projet de loi dont l'article 1er modifie seize articles de la loi de 1989 et l'article 2 apporte un complément à un seul article. Sur le fond, le Conseil d'Etat n'a pas d'observation à formuler, sauf à relever que l'article 26 range parmi les dispositions qui continuent à utiliser le concept de débitant.

Article 3

L'article sous examen modifie l'article 32 de la loi actuelle en remplaçant la référence à un recours devant le Comité du contentieux du Conseil d'Etat par un recours devant le tribunal administratif et en supprimant la référence à la „proportion de population“. Le Conseil d'Etat approuve ces modifications, même si la loi du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif a prévu à son article 100 que „dans tous les textes de loi et de règlement, la référence au Comité du contentieux ou au Comité du contentieux du Conseil d'Etat ou encore au Conseil d'Etat tout court, si la fonction juridictionnelle du Conseil d'Etat est visée, s'entend comme référence au tribunal administratif, tel qu'il est organisé par la présente loi“.

Le Conseil d'Etat voudrait toutefois porter un éclairage plus général sur le texte de l'article 32. Il relève d'abord qu'il a préconisé la suppression du régime de perception des taxes, ce qui rend l'article 32 superflu. Plus fondamentalement, le Conseil d'Etat considère que l'article 32 de la loi actuelle opère une combinaison de compétences délicate entre le juge administratif normalement compétent pour statuer sur les recours contre une décision ministérielle et le juge judiciaire appelé à statuer, sur demande du procureur d'Etat, sur l'auteur du fait de cabaretage. Dans un souci de cohérence des systèmes de recours, le Conseil d'Etat propose, si le texte sous examen devait être maintenu, de réformer le mécanisme et d'abandonner le renvoi au procureur d'Etat. Dans la pratique, les saisines du tribunal répressif au titre de l'article 32 sont des plus rares.

Article 4

Le Conseil d'Etat estime que cette disposition est contraire aux principes de la séparation des pouvoirs et du parallélisme des formes en vertu desquels seul le Grand-Duc est en droit de modifier les règlements dont il est l'auteur. Sous peine d'opposition formelle, le Conseil d'Etat propose de supprimer les termes „et réglementaires“.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 7 juin 2011.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Georges SCHROEDER

CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

6184/06

N° 6184⁶

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2018-2019

PROJET DE LOI

**modifiant la loi du 29 juin 1989
portant réforme du régime des cabarets**

* * *

**ARRETE GRAND-DUCAL DE RETRAIT DU ROLE DES AFFAIRES
DE LA CHAMBRE DES DEPUTES**

(28.5.2019)

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Arrêtons:

Article unique. – Notre Ministre des Finances est autorisé à demander en Notre nom le retrait du rôle de la Chambre des Députés du projet de loi n° 6184 modifiant la loi du 29 juin 1989 portant réforme du régime des cabarets.

Palais de Luxembourg, le 28 mai 2019

Le Ministre des Finances,
Pierre GRAMEGNA

HENRI

*

Impression: CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

07



CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Session ordinaire 2010-2011

CC/pk

Commission des Finances et du Budget

Procès-verbal de la réunion du 29 octobre 2010

ORDRE DU JOUR :

1. 6200 Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2011
 - Rapporteur: M. Alex Bodry
 - Echange de vues avec
 - Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région - 14.30 heures
 - Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale - 15.30 heures
2. 6182 Projet de loi relative aux garanties du Trésor en matière de droits de succession
 - Désignation d'un rapporteur
3. 6184 Projet de loi modifiant la loi du 29 juin 1989 portant réforme du régime des cabarets
 - Désignation d'un rapporteur
4. 6203 Projet de loi fixant les droits d'accise et taxes assimilées des produits énergétiques, de l'électricité, des produits de tabacs manufacturés, de l'alcool et des boissons alcooliques
 - Désignation d'un rapporteur
5. Approbation des procès-verbaux des réunions des 12, 13, 15, 19 et 20 octobre 2010

*

Présents : M. Jean Huss en remplacement de M. François Bausch, Mme Anne Brasseur en remplacement de M. Xavier Bettel, M. Fernand Boden, M. Alex Bodry, M. Gast Gibéryen, M. Claude Haagen en remplacement de M. Lucien Lux, M. Roger Negri, M. Gilles Roth, M. Lucien Thiel, M. Michel Wolter

M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région
M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale

M. Marc Leonhard, M. Claude Nilles, du Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région

M. Raymond Wagener, du Ministère de la Sécurité sociale

Mme Carole Closener, de l'administration parlementaire

Excusés : M. François Bausch, M. Xavier Bettel, M. Norbert Hauptert, M. Lucien Lux, M. Claude Meisch

*

Présidence : M. Michel Wolter, Président de la Commission

*

1. 6200 Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2011

Echange de vues avec Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région

La situation des finances communales

Ce point est traité par la documentation qui a été distribuée à tous les membres de la Commission en début de réunion (cf. annexe 1).

M. le Ministre indique que les finances communales se portent bien. En 2011 elles devraient poursuivre la hausse entamée en 2010. Ainsi d'après le projet de budget, le revenu disponible devrait s'élever à 1.362 MEUR (par rapport aux 1.228 MEUR inscrits au budget 2010) dont 560 MEUR au titre de l'ICC (impôt commercial communal) et 772 MEUR au titre du FCDF (fonds communal de dotation financière). Ce niveau de revenu s'explique par la hausse des recettes de TVA, de l'impôt retenu sur les traitements et salaires et de l'ICC. Ainsi, d'après le budget 2010, les revenus liés à l'ICC étaient estimés à 500 MEUR. Or, d'après les dernières estimations ils devraient s'élever à 570 MEUR. Cependant il est possible que les recettes en termes d'ICC baissent à partir de 2011 étant donné que les soldes concerneront désormais des années d'imposition touchées par la crise.

Le projet de réforme des finances communales

Deux présentations Powerpoint, élaborées par la BCL, ont été distribuées aux membres de la Commission.

Le document intitulé « Les finances locales européennes » (cf. annexe 2) place les finances communales luxembourgeoises dans le contexte européen.

Le document intitulé « Les recettes ordinaires communales » (cf. annexe 3) établit une analyse de l'existant.

La réforme de la comptabilité communale

En ce qui concerne la réforme de la comptabilité communale, l'objectif est de mettre en application la réforme pour l'année budgétaire 2013.

Le calendrier comporte trois phases :

- la phase de conception qui se termine le 31/12/2010 ;

- la phase test, qui dure du 01/01/2011 au 31/12/2011, et
- la phase de mise en opération qui s'étale du 01/01/2012 au 31/12/2012.

Pour ce qui est de la phase de conception, certaines parties ont d'ores et déjà pu être accomplies. Cela vaut pour l'élaboration du plan comptable uniforme ainsi que pour la codification des différents secteurs et fonctions. D'autres parties, telles que le plan quinquennal, ont pu être finalisées à deux tiers.

Au sujet de la phase test, il est prévu d'y faire participer six communes (Luxembourg, Esch-sur-Alzette, Dudelange, Pétange, Bertrange et Feulen) et trois syndicats de communes.

Echange de vues

De l'échange de vues subséquent, il y a lieu de retenir les éléments suivants :

- Le mot d'ordre de la circulaire du 13 octobre 2010 adressée aux administrations communales est la prudence. En effet, ladite circulaire ne fait pas état des chiffres prévisionnels, mais se base sur les chiffres inscrits au budget 2010 (et inférieurs aux prévisions).
- La référence de la circulaire à la progression des dépenses courantes du budget de l'Etat ne doit pas être interprétée comme une norme pour le développement des dépenses au niveau des communes, mais plutôt comme une orientation.
- En ce qui concerne l'impôt foncier, aucune commune n'a, jusqu'à présent fait usage du découplage des taux. Si le Ministère n'a pas fait de préconisations à ce stade, il paraît établi que, dans un avenir plus ou moins proche, l'impôt foncier soit appelé à jouer un rôle dans les finances communales, au même titre que l'ICC et le FCF.
- La plus-value des recettes communales pour l'exercice 2010 (par rapport au budget voté 2010) est estimée à environ 10%.
- En ce qui concerne l'endettement des communes, la situation au Luxembourg se distingue de celle des pays voisins, en ce que, au Luxembourg, les communes sont les seules structures décentralisées par rapport à l'Etat. Partant, L'Etat veille à ce qu'elles disposent des ressources nécessaires (20% à 25% des recettes de l'Etat) pour accomplir leur mission.
- D'après la dernière notification envoyée à la Commission européenne, la situation des administrations communales devrait être en équilibre en 2010, voire en léger dépassement (0,1%) en 2011. Les calculs concernant la situation des administrations communales sont effectués par l'IGF d'après une méthode qui peut être qualifiée de traditionnelle ou "terre à terre" par opposition aux méthodes scientifiques. Par ailleurs, il convient de préciser que les finances communales doivent être équilibrées et qu'aucun déficit programmé n'est possible.
- Les membres de la Commission demandent un relevé de l'endettement des communes ainsi qu'une comparaison pluriannuelle des niveaux d'endettement. M. le rapporteur souhaite également recevoir une liste des subventions attribuées aux communes.

Echange de vues avec Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale

M. le Ministre indique que le développement positif de l'emploi en 2010 s'est répercuté sur les chiffres de la sécurité sociale. Ce sont surtout les assurances pension et maladie qui sont étroitement liées au développement de l'emploi. Le budget 2011 se base sur un développement de l'emploi plus favorable que prévu il y a encore un an. Toutefois la hausse de l'emploi se limite à quelques secteurs (public, social et intermédiaire). La comparaison du budget 2011 avec le budget 2010 permet de conclure à une hausse des dépenses d'environ 3,5%. Or, cette hausse est nettement moins prononcée entre le budget 2011 et l'exécution probable du budget 2010.

Assurance pension

L'évolution peut être qualifiée de normale dans la mesure où le budget 2011 n'est pas impacté par des modifications législatives concernant ce risque.

Cependant le projet de réforme progresse. L'Inspection générale de la sécurité sociale (« IGSS ») a présenté au mois de février 2009 son rapport à la suite des travaux du groupe de réflexion pensions, institué par décision du Comité de coordination tripartite, sur les mesures envisageables pour garantir la viabilité à long terme du système de pension.

Sur base de ce rapport le Ministère de la Sécurité sociale a entamé les travaux préparatoires à la rédaction d'un avant-projet de loi visant à réformer les dispositions légales de l'assurance pension. Cet avant-projet devrait être finalisé pour la fin de l'année.

Assurance maladie

La réforme de l'assurance maladie est neutre au regard du budget 2011 dont les estimations ont été établies à législation constante.

M. le Ministre rappelle qu'à défaut d'une réforme en profondeur, la situation de l'assurance maladie s'aggraverait et la pérennité du système de santé serait menacée.

Assurance dépendance

Depuis le 1^{er} janvier 2007, la contribution « dépendance » est fixée à 1,4% et la contribution annuelle de l'Etat est plafonnée à 140 MEUR. En considération des contraintes financières auxquelles l'assurance dépendance devra faire face à moyen et à long terme en raison de l'évolution démographique, il a été décidé de maintenir le taux de cotisation actuel pour préserver une réserve solide. Initialement le plafonnement de la contribution de l'Etat devait être maintenu jusqu'en 2009. Compte tenu des contraintes budgétaires actuelles, il a été jugé opportun de maintenir le plafonnement au-delà de 2009, pour les années 2010 et 2011. La participation de l'Etat, initialement de 45%, se situe actuellement à un niveau d'environ 33%.

Assurance Accident

En matière d'assurance accidents, la loi du 12 mai 2010 portant réforme de l'assurance accidents entrera en vigueur au 1er janvier 2011. Cette réforme, qui permettra une indemnisation plus ciblée des préjudices subis par le travailleur, mettra l'accent sur la prévention des accidents et renforcera la solidarité entre les entreprises. Le fait que l'Etat, en tant qu'employeur, participera au financement solidaire, générera des cotisations supplémentaires. Le coût pour l'Etat peut être estimé à 20 MEUR brut (de 14 à 15 MEUR net) En outre, le projet de loi 6177 (déposé le 19 août 2010) vise à introduire un taux de cotisation unique dans l'assurance accidents. Ce taux unique de 1,25% sera applicable à toutes les classes de risque de l'assurance accidents, étant entendu que cette uniformisation

du taux de cotisation basée sur la solidarité entre les entreprises devra être flanquée d'un système de bonus/malus.

Echange de vues

De l'échange de vues subséquent, il y a lieu de retenir les éléments suivants :

- M. le Ministre souligne que, depuis 2004, tous risques confondus, les charges patronales sont restées stables, et ont même baissé pour certains secteurs ou certains risques. En tout état de cause, le niveau des charges au Luxembourg est nettement inférieur à celui des pays voisins (surtout par rapport à l'Allemagne).
- L'IGSS dispose de son propre modèle de projection. Elle travaille en étroite collaboration avec le STATEC, même si son calendrier est différent. Les dernières projections de l'IGSS datent du mois de septembre et ont constitué la base pour le projet de budget 2011. Elles sont par ailleurs cohérentes avec les dernières projections réalisées par le STATEC.
- A priori l'amélioration de la situation économique n'aura pas d'impact sur les chiffres relatifs aux années 2010 et 2011, communiqués dans l'actualisation du pacte de stabilité, qui resteront inchangés. Il est vraisemblable que, grâce aux développements favorables qui ont pu être observés ces derniers mois, la trajectoire décrite dans l'actualisation du pacte de stabilité correspond à la réalité. En ce qui concerne l'assurance maladie, le déficit, initialement estimé à 92 MEUR, se limiterait à environ 45 MEUR en 2010, d'après les dernières estimations. Pour ce qui est des assurances pension et dépendance, l'évolution semble stable.
- En raison de l'évolution démographique, on peut s'attendre à une très forte progression des dépenses de l'assurance dépendance qui a désormais pris le relais des structures familiales traditionnelles. Afin de garantir sa pérennité à moyen et à long terme, il est nécessaire de surveiller son évolution.
- L'assurance dépendance s'est révélée comme un véritable moteur de création d'emplois sur les dix dernières années. Ainsi le nombre d'employés du secteur est passé de 1.500 en 1999 à 10.000 actuellement.
- En termes d'assurance pension, le nombre de bénéficiaires progresse sensiblement et entraîne une hausse des dépenses. De plus, dans les années à venir, le nombre de pensions partielles va baisser considérablement en faveur de pensions complètes. Les réserves restent pour l'instant à un niveau élevé mais ne mettent ce risque pas à l'abri d'une réforme.
- Le nombre des bénéficiaires de l'assurance maladie se développe conformément à la croissance de l'emploi. Toutefois la hausse du nombre de bénéficiaires ne se répercute pas forcément sur le niveau des dépenses.

2. 6182 Projet de loi relative aux garanties du Trésor en matière de droits de succession

Les membres de la Commission désignent à l'unanimité M. Gilles Roth comme rapporteur du projet de loi sous rubrique.

3. 6184 Projet de loi modifiant la loi du 29 juin 1989 portant réforme du régime des

cabarets

Les membres de la Commission désignent à l'unanimité M. Gilles Roth comme rapporteur du projet de loi sous rubrique.

4. 6203 Projet de loi fixant les droits d'accise et taxes assimilées des produits énergétiques, de l'électricité, des produits de tabacs manufacturés, de l'alcool et des boissons alcooliques

Les membres de la Commission désignent à l'unanimité M. Gilles Roth comme rapporteur du projet de loi sous rubrique.

5. Approbation des procès-verbaux des réunions des 12, 13, 15, 19 et 20 octobre 2010

Les procès-verbaux des réunions des 12, 13, 15, 19 et 20 octobre 2010 sont approuvés.

Luxembourg, le 2 novembre 2010

La secrétaire,
Carole Closener

Le Président,
Michel Wolter

Annexes :

Annexe 1 : Documentation préparée pour la Commission des Finances et du Budget ayant à l'ordre du jour le projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat.

Annexe 2 : Les finances locales européennes - BCL

Annexe 3 : Les recettes ordinaires communales - BCL

REVENU DISPONIBLE DES COMMUNES

(EN EUR)

18/01/2010

| année | REVENUS NON AFFECTES | | | | CONTRIBUTIONS SOCIALES | | | | REVENU DISPONIBLE | |
|-------|----------------------|-------------|-------------|---------------|------------------------|---------------|--------------|--------------|-------------------|---------------|
| | IF | ICC | FCDF | TOTAL | FNS | Pens & Rentes | Fonds Emploi | réserve +/- | | TOTAL |
| 1980 | 8 581 764 | 80 256 121 | 97 071 197 | 185 909 082 | 492 376 | 7 359 888 | 1 547 176 | 0 | 9 399 440 | 176 509 642 |
| 1981 | 8 801 240 | 78 167 807 | 107 817 849 | 194 786 896 | 535 326 | 7 813 152 | 1 605 122 | 0 | 9 953 600 | 184 833 296 |
| 1982 | 9 310 218 | 92 664 657 | 118 922 397 | 220 897 272 | 578 620 | 8 265 700 | 1 563 356 | 0 | 10 407 676 | 210 489 596 |
| 1983 | 11 326 196 | 127 383 475 | 133 019 586 | 271 729 257 | 613 858 | 8 876 391 | 3 706 586 | 0 | 13 196 835 | 258 532 422 |
| 1984 | 12 064 148 | 121 669 174 | 140 308 023 | 274 041 345 | 642 206 | 9 564 635 | 6 369 174 | 0 | 16 576 015 | 257 465 330 |
| 1985 | 12 612 595 | 145 426 152 | 144 405 435 | 302 444 182 | 640 441 | 8 724 297 | 7 300 150 | 0 | 16 664 888 | 285 779 294 |
| 1986 | 13 006 232 | 145 574 412 | 156 230 483 | 314 811 127 | 692 589 | 9 725 564 | 8 725 569 | 0 | 19 143 722 | 295 667 405 |
| 1987 | 13 522 641 | 152 860 658 | 170 629 480 | 337 012 779 | 1 345 710 | 10 607 917 | 8 734 465 | 0 | 20 688 092 | 316 324 687 |
| 1988 | 13 299 272 | 165 655 969 | 179 148 736 | 358 103 977 | 1 857 731 | 11 634 275 | 6 114 426 | 0 | 19 606 432 | 338 497 545 |
| 1989 | 13 079 084 | 202 275 973 | 192 955 105 | 408 310 162 | 2 020 860 | 13 304 082 | 6 626 239 | 0 | 21 951 181 | 386 358 981 |
| 1990 | 14 353 653 | 207 147 861 | 212 110 277 | 433 611 791 | 2 327 539 | 15 123 383 | 8 091 039 | 0 | 25 541 961 | 408 069 830 |
| 1991 | 15 206 685 | 225 890 526 | 221 425 104 | 462 522 315 | 2 716 927 | 16 902 953 | 8 285 914 | 0 | 27 905 794 | 434 616 521 |
| 1992 | 15 013 205 | 200 727 700 | 234 944 328 | 450 685 233 | 2 915 758 | 18 912 731 | 4 517 811 | 0 | 26 346 300 | 424 338 933 |
| 1993 | 16 316 192 | 266 053 793 | 260 161 664 | 542 531 649 | 3 364 220 | 20 495 406 | 4 014 554 | 0 | 27 874 180 | 514 657 469 |
| 1994 | 16 783 419 | 289 355 183 | 277 531 887 | 583 670 489 | 3 715 717 | 21 851 256 | 5 321 076 | 0 | 30 888 049 | 552 782 440 |
| 1995 | 17 428 777 | 333 316 112 | 288 092 613 | 638 837 502 | 4 246 798 | 23 323 557 | 5 787 104 | 0 | 33 357 459 | 605 480 043 |
| 1996 | 18 109 922 | 362 785 762 | 317 306 908 | 698 202 592 | 4 499 696 | 24 087 608 | 6 666 322 | 0 | 35 253 626 | 662 948 966 |
| 1997 | 18 557 168 | 362 283 522 | 318 433 394 | 699 274 084 | / | / | 7 255 715 | 0 | 7 255 715 | 692 018 369 |
| 1998 | 20 262 904 | 390 730 254 | 313 902 275 | 724 895 433 | / | / | 7 245 670 | 0 | 7 245 670 | 717 649 763 |
| 1999 | 20 154 595 | 398 657 575 | 351 961 334 | 770 773 504 | / | / | 7 814 605 | 0 | 7 814 605 | 762 958 899 |
| 2000 | 21 044 938 | 460 698 342 | 389 240 503 | 870 983 783 | / | / | 7 973 152 | 0 | 7 973 152 | 863 010 631 |
| 2001 | 21 660 986 | 461 059 752 | 398 105 376 | 880 826 114 | / | / | 0 | 0 | 0 | 880 826 114 |
| 2002 | 21 901 286 | 546 148 405 | 401 319 900 | 969 369 591 | / | / | 0 | 81 148 405 | 81 148 405 | 888 221 186 |
| 2003 | 22 718 105 | 540 428 881 | 429 808 134 | 992 955 120 | / | / | 0 | 45 428 881 | 45 428 881 | 947 526 239 |
| 2004 | 24 093 245 | 455 137 739 | 476 671 606 | 955 902 589 | / | / | 0 | (9 862 261) | (9 862 261) | 965 764 850 |
| 2005 | 25 595 629 | 459 414 038 | 467 318 382 | 952 328 049 | / | / | 0 | (51 429 642) | (51 429 642) | 1 003 757 691 |
| 2006 | 25 763 610 | 482 479 441 | 553 003 581 | 1 061 246 632 | / | / | 0 | (5 000 000) | (5 000 000) | 1 066 246 632 |
| 2007 | 27 177 745 | 538 905 344 | 627 722 678 | 1 193 805 767 | / | / | 0 | 0 | 0 | 1 193 805 767 |
| 2008 | 27 993 077 | 578 108 602 | 691 353 092 | 1 297 454 771 | / | / | 0 | 0 | 0 | 1 297 454 771 |
| 2009 | 28 832 869 | 587 991 976 | 681 174 987 | 1 297 999 832 | / | / | 0 | 0 | 0 | 1 297 999 832 |
| 2010 | 29 697 855 | 500 000 000 | 698 448 000 | 1 228 145 855 | / | / | 0 | 0 | 0 | 1 228 145 855 |
| 2011 | 30 588 791 | 560 000 000 | 772 287 800 | 1 362 876 591 | / | / | 0 | 0 | 0 | 1 362 876 591 |

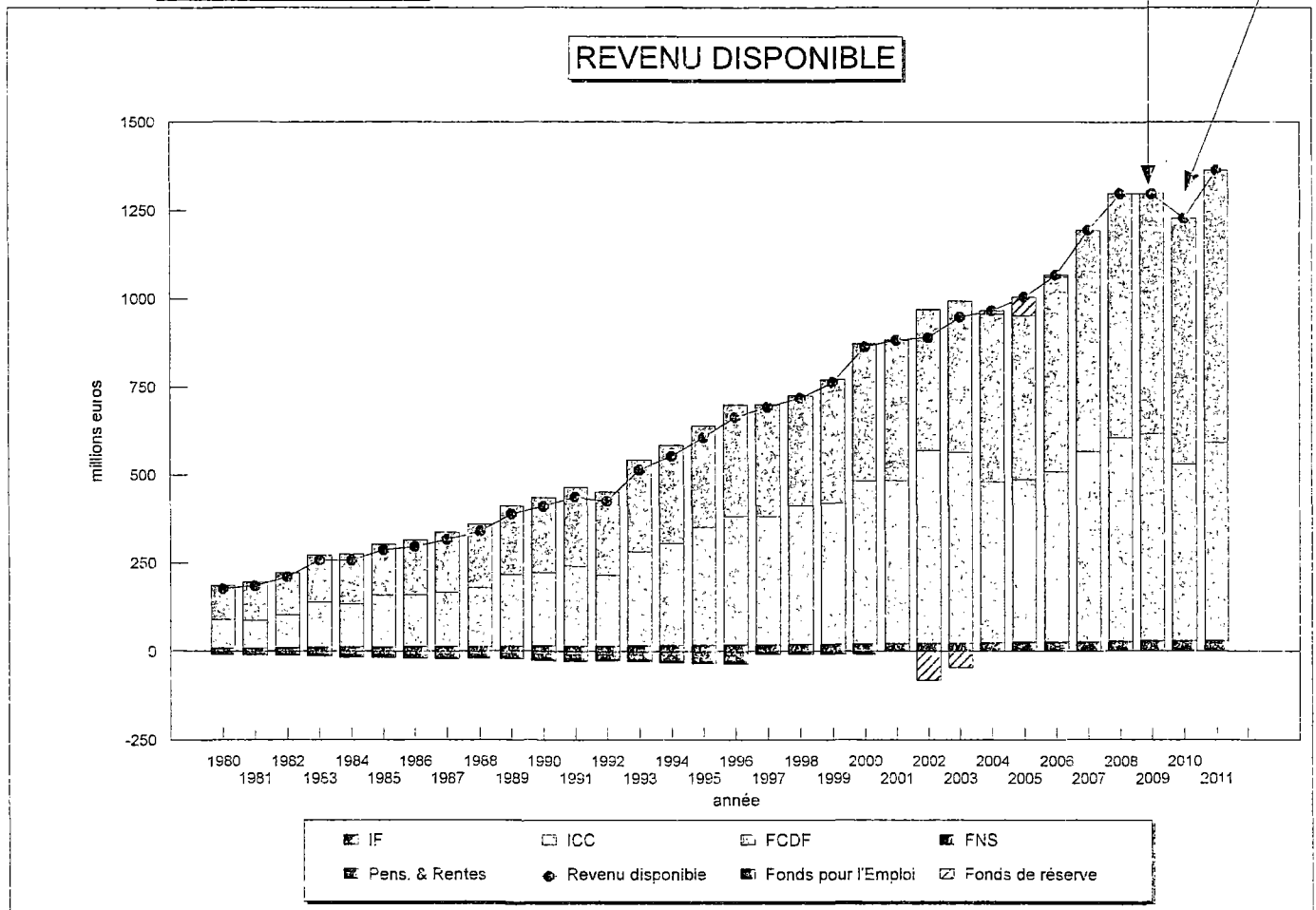
estimations (+3%)

budget

solde fonds de réserve

compte 09

budget 10



Evolution des revenus non affectés ICC et FCDF des communes

| | 2009 | Budget 2010 | Prévision 2010* | Budget 2011 | Variations | | | |
|-----------------------------|---------|-------------|-----------------|-------------|---------------------------|------------------------------|------------------------------|----------------------------|
| | | | | | Budget 2011 / Budget 2010 | Budget 2011 / Prévision 2010 | Prévision 2010 / Budget 2010 | Prévision 2010 / Réel 2009 |
| ICC | 588,0 | 500,0 | 570,0 | 560,0 | 12,0% | -1,8% | 14,0% | -3,1% |
| <i>FCDF</i> | | | | | | | | |
| Montant forfaitaire | 11,7 | 22,8 | 22,8 | 24,2 | 6,3% | 6,3% | 0,0% | 94,9% |
| Impôt s/ trait. et salaires | 359,2 | 369,9 | 378,0 | 406,8 | 10,0% | 7,6% | 2,2% | 5,2% |
| IR pers. phys. assiette | 86,2 | 81,0 | 95,4 | 95,4 | 17,8% | 0,0% | 17,8% | 10,6% |
| TVA nette | 209,6 | 211,2 | 219,2 | 233,4 | 10,5% | 6,5% | 3,8% | 4,6% |
| Taxe sur les véhic. auto. | 14,5 | 13,6 | 12,9 | 12,5 | -8,1% | -3,1% | -5,1% | -10,8% |
| Total FCDF | 681,2 | 698,5 | 728,3 | 772,3 | 10,6% | 6,0% | 4,3% | 6,9% |
| Total ICC et FCDF | 1.269,2 | 1.198,5 | 1.298,3 | 1.332,3 | 11,2% | 2,6% | 8,3% | 2,3% |

* d'après les données disponibles pour les 9 premiers mois de l'année

| FCDF | Exercice 2009 | | | Exercice 2010 | | | Exercice 2010 | | | Exercice 2011 | | | | |
|-----------------------------|------------------|---------------------------|------------------|---------------------------|---------------------------|------------------|----------------------|------------------|---------------------------|--------------------------|--------------------------|------------------|--------------------------|------------------|
| | Budget: | Variation Bn - Cn | Compte: | Variation Bn - Cn-1 | Variation Bn - Bn-1 | Budget: | Variation Bn - Cn | Compte: | prévision après 9 mois | Variation Bn - Cn-1 | Variation Bn - Bn-1 | Budget: | Variation Bn - Cn | Compte: |
| Impôts retenus sur salaires | 2 350 000 000,00 | | 2 474 597 023,13 | | | 2 505 000 000,00 | | 2 505 000 000,00 | 2 630 000 000,00 | | | 2 790 000 000,00 | | 2 790 000 000,00 |
| dont 18,00% | 423 000 000,00 | 5,30% 22 427 464,16 | 445 427 464,16 | 1,23% 5 472 535,84 | 6,60% 27 900 000,00 | 450 900 000,00 | 0,00% 0,00 | 450 900 000,00 | 473 400 000,00 | 11,38% 51 300 000,00 | 11,38% 51 300 000,00 | 502 200 000,00 | 0,00% 0,00 | 502 200 000,00 |
| Taxe sur la valeur ajoutée | 2 462 790 000,00 | | 2 095 875 223,64 | | | 2 111 590 000,00 | | 2 111 590 000,00 | 2 191 600 000,00 | | | 2 333 628 000,00 | | 2 111 590 000,00 |
| dont 10,00% | 246 279 000,00 | -14,90% -36 691 477,64 | 209 587 522,36 | 0,75% 1 571 477,64 | -14,26% -35 120 000,00 | 211 159 000,00 | 0,00% 0,00 | 211 159 000,00 | 219 160 000,00 | 10,52% 22 203 800,00 | 10,52% 22 203 800,00 | 233 362 800,00 | -9,51% -22 203 800,00 | 211 159 000,00 |
| Taxe véhicules automoteurs | 68 750 000,00 | | 72 300 000,00 | | | 68 000 000,00 | | 68 000 000,00 | 64 500 000,00 | | | 62 500 000,00 | | 68 000 000,00 |
| dont 20,00% | 13 750 000,00 | 5,16% 710 000,00 | 14 460 000,00 | -5,95% -860 000,00 | -1,09% -150 000,00 | 13 600 000,00 | 0,00% 0,00 | 13 600 000,00 | 12 900 000,00 | -8,09% -1 100 000,00 | -8,09% -1 100 000,00 | 12 500 000,00 | 8,80% 1 100 000,00 | 13 600 000,00 |
| Montant forfaitaire | 11 700 000,00 | | 11 700 000,00 | 94,78% 11 089 000,00 | 94,78% 11 089 000,00 | 22 789 000,00 | | 22 789 000,00 | 22 789 000,00 | 6,30% 1 436 000,00 | 6,30% 1 436 000,00 | 24 225 000,00 | | 22 789 000,00 |
| Total FCDF | 694 729 000,00 | -1,95% -13 554 013,48 | 681 174 986,52 | 2,54% 17 273 013,48 | 0,54% 3 719 000,00 | 698 448 000,00 | 0,00% 0,00 | 698 448 000,00 | 728 249 000,00 | 10,57% 73 839 800,00 | 10,57% 73 839 800,00 | 772 287 800,00 | -2,92% -22 539 800,00 | 749 748 000,00 |
| ICC | 575 000 000,00 | 2,26% 12 991 976,22 | 587 991 976,22 | -14,96% -87 991 976,22 | -13,04% -75 000 000,00 | 500 000 000,00 | 0,00% 0,00 | 500 000 000,00 | 570 000 000,00 | 12,00% 60 000 000,00 | 12,00% 60 000 000,00 | 560 000 000,00 | 0,00% 0,00 | 560 000 000,00 |
| TOTAL FCDF et ICC | 1 269 729 000,00 | -0,04% -562 037,26 | 1 269 166 962,74 | -5,57% -70 718 962,74 | -5,61% -71 281 000,00 | 1 198 448 000,00 | 0,00% 0,00 | 1 198 448 000,00 | 1 298 249 000,00 | 11,17% 133 839 800,00 | 11,17% 133 839 800,00 | 1 332 287 800,00 | -1,69% -22 539 800,00 | 1 309 748 000,00 |

TAXE VEHICULES AUTOMOTEURS (recettes mensuelles)

Source: Administration des douanes et accises

| 13-10-2010 | 2008 | | | 2009 | | | 2010 | | |
|-------------|----------------|----------|---------|----------------|----------|---------|----------------|------------|---------|
| Janvier | 12.007.091,34 | 16,61% | | 7.700.000,00 | 10,65% | | 5.000.000,00 | | |
| Février | 8.031.788,60 | 11,11% | | 4.500.000,00 | 6,22% | | 5.070.000,00 | | |
| Mars | 7.503.473,63 | 10,38% | | 9.000.000,00 | 12,45% | | 6.400.000,00 | | |
| Avril | 7.500.000,00 | 10,37% | | 7.300.000,00 | 10,10% | | 7.190.000,00 | | |
| Mai | 5.600.000,00 | 7,74% | | 6.280.000,00 | 8,69% | | 6.100.000,00 | | |
| Juin | 4.000.000,00 | 5,53% | | 6.000.000,00 | 8,30% | | 4.600.000,00 | | |
| Juillet | 5.500.000,00 | 7,61% | | 5.600.000,00 | 7,75% | | 5.700.000,00 | | |
| Août | 4.003.033,23 | 5,54% | | 4.500.000,00 | 6,22% | | 4.000.000,00 | | |
| Septembre | 5.500.000,00 | 7,61% | | 5.740.000,00 | 7,94% | | 5.000.000,00 | | |
| Octobre | 6.250.000,00 | 8,64% | | 5.720.000,00 | 7,91% | | | | |
| Novembre | 5.350.000,00 | 7,40% | | 5.380.000,00 | 7,44% | | | | |
| Décembre | 1.063.540,90 | 1,47% | | 4.580.000,00 | 6,33% | | | | |
| COMPTE | 72.308.927,70 | 100,00% | | 72.300.000,00 | 100,00% | | 49.060.000,00 | (9 mois) | |
| Progress. | | | | | | | | | |
| C(t)-C(t-1) | 9.350.466,00 | 14,85% | | 8.927,70 | -0,01% | | 23.240.000,00 | | -32,14% |
| BUDGET | 70.000.000,00 | | | 68.750.000,00 | | | 68.000.000,00 | | |
| Progress. | | | | | | | | | |
| B(t)-B(t-1) | - | 0,00% | | 1.250.000,00 | -1,79% | | 750.000,00 | | -1,09% |
| Réalisat. | 2.308.927,70 | | | 3.550.000,00 | | | 18.940.000,00 | | |
| du budget | | | | | | | | | |
| C(t)-B(t) | 103,30% | | | 105,16% | | | 72,15% | | |
| | | tendance | | | tendance | | | tendance | |
| | recette des 12 | tendance | moyenne | recette des 12 | tendance | moyenne | recette des 12 | tendance | moyenne |
| | derniers mois | en % | 3 mois | derniers mois | en % | 3 mois | derniers mois | en % | 3 mois |
| Janvier | 71.990.825,95 | 14,35% | 76,03% | 68.001.836,36 | -5,96% | -18,45% | 69.600.000,00 | -3,73% | 1,74% |
| Février | 77.177.294,64 | 7,20% | 88,29% | 64.470.047,76 | -5,19% | -27,29% | 70.170.000,00 | 0,82% | 2,54% |
| Mars | 80.753.813,20 | 4,63% | 58,38% | 65.966.574,13 | 2,32% | -22,53% | 67.570.000,00 | -3,71% | -1,19% |
| Avril | 84.966.268,60 | 5,22% | 36,38% | 65.766.574,13 | -0,30% | -15,29% | 67.460.000,00 | -0,16% | -2,60% |
| Mai | 87.071.140,87 | 2,48% | 19,17% | 66.446.574,13 | 1,03% | -3,22% | 67.280.000,00 | -0,27% | -4,60% |
| Juin | 87.425.883,16 | 0,41% | 12,85% | 68.446.574,13 | 3,01% | 1,12% | 65.880.000,00 | -2,08% | -3,24% |
| Juillet | 92.805.948,20 | 6,15% | 10,05% | 68.546.574,13 | 0,15% | 3,69% | 65.980.000,00 | 0,15% | -2,95% |
| Août | 93.689.033,02 | 0,95% | 8,36% | 69.043.540,90 | 0,73% | 3,96% | 65.480.000,00 | -0,76% | -2,46% |
| Septembre | 97.815.378,28 | 4,40% | 9,58% | 69.283.540,90 | 0,35% | 3,10% | 64.740.000,00 | -1,13% | -2,20% |
| Octobre | 92.514.131,02 | -5,42% | 6,25% | 68.753.540,90 | -0,76% | 1,79% | | | |
| Novembre | 91.317.831,34 | -1,29% | 2,82% | 68.783.540,90 | 0,04% | 0,38% | | | |
| Décembre | 72.308.927,70 | -20,82% | -9,91% | 72.300.000,00 | 5,11% | 1,43% | | | |

| | recettes cumulées | différence | recettes cumulées | différence | recettes cumulées | différence |
|-------------------|-------------------|-----------------|-------------------|-----------------|-------------------|-----------------|
| | 3/6/9 mois | p.r.à année n-1 | 3/6/9 mois | p.r.à année n-1 | 3/6/9 mois | p.r.à année n-1 |
| Janvier-Mars | 27.542.353,57 | 182,57% | 21.200.000,00 | -23,03% | 16.470.000,00 | -22,31% |
| Janvier-Juin | 44.642.353,57 | 121,28% | 40.780.000,00 | -8,65% | 34.360.000,00 | -15,74% |
| Janvier-Septembre | 59.645.386,80 | 140,62% | 56.620.000,00 | -5,07% | 49.060.000,00 | -13,35% |

IMPOT COMMERCIAL COMMUNAL (recettes mensuelles)

Source: Administration des contributions

| 13-10-2010 | 2008 | | | 2009 | | | 2010 | | |
|-------------|------------------------------|-----------------------|-------------------------|------------------------------|-----------------|-------------------------|------------------------------|---------------|-------------------------|
| Janvier | 11.255.505,64 | 1,95% | 9.311.166,69 | 1,58% | 6.484.270,77 | | | | |
| Février | 103.427.787,44 | 17,89% | 88.807.626,45 | 15,10% | 91.974.016,09 | | | | |
| Mars | 30.519.885,02 | 5,28% | 14.814.074,19 | 2,52% | 43.982.467,54 | | | | |
| Avril | 20.099.614,84 | 3,48% | 18.489.864,02 | 3,14% | 29.555.626,33 | | | | |
| Mai | 107.750.461,33 | 18,64% | 108.378.800,84 | 18,43% | 104.158.484,76 | | | | |
| Juin | 20.403.125,77 | 3,53% | 56.892.795,04 | 9,68% | 20.779.194,29 | | | | |
| Juillet | 33.315.531,39 | 5,76% | 33.840.948,29 | 5,76% | 24.258.774,60 | | | | |
| Août | 109.751.125,83 | 18,98% | 99.330.413,06 | 16,89% | 107.820.908,17 | | | | |
| Septembre | 14.074.791,40 | 2,43% | 18.113.688,27 | 3,08% | 20.311.121,17 | | | | |
| Octobre | 10.787.777,43 | 1,87% | 34.958.062,20 | 5,95% | | | | | |
| Novembre | 110.587.658,03 | 19,13% | 96.699.403,38 | 16,45% | | | | | |
| Décembre | 6.135.338,08 | 1,06% | 8.355.133,79 | 1,42% | | | | | |
| COMPTE | 578.108.602,20 | 100,00% | 587.991.976,22 | 100,00% | 449.324.863,72 | (9 mois) | | | |
| Progress. | | < contrôle fiche 2008 | | < contrôle fiche 2009 | | < contrôle fiche 2010 | | | |
| C(t)-C(t-1) | 39.203.258,35 | 7,27% | 9.883.374,02 | 1,71% | -138.667.112,50 | -23,58% | | | |
| BUDGET | 520.000.000,00 | | 575.000.000,00 | | 500.000.000,00 | | | | |
| Progress. | | | | | | | | | |
| B(t)-B(t-1) | 55.000.000,00 | 11,83% | 55.000.000,00 | 10,58% | -75.000.000,00 | -13,04% | | | |
| Réalisat. | 58.108.602,20 | | 12.991.976,22 | | -50.675.136,28 | | | | |
| du budget | | | | | | | | | |
| C(t)-B(t) | 111,17% | | 102,26% | | 89,86% | | | | |
| | recette des 12 derniers mois | tendance en % | tendance moyenne 3 mois | recette des 12 derniers mois | tendance en % | tendance moyenne 3 mois | recette des 12 derniers mois | tendance en % | tendance moyenne 3 mois |
| Janvier | 537.995.571,52 | -0,17% | 1,36% | 576.164.263,25 | -0,34% | 0,52% | 573.337.367,33 | -0,83% | 0,36% |
| Février | 549.469.149,85 | 2,13% | 2,52% | 561.544.102,26 | -2,54% | -1,41% | 561.883.595,98 | -2,00% | -1,56% |
| Mars | 565.831.196,46 | 2,98% | 3,73% | 545.838.291,43 | -2,80% | -3,34% | 575.346.178,50 | 2,40% | -1,79% |
| Avril | 516.375.371,61 | -8,74% | 1,45% | 544.228.540,61 | -0,29% | -5,03% | 584.802.189,99 | 1,64% | -0,82% |
| Mai | 533.224.464,81 | 3,26% | -0,67% | 544.856.880,12 | 0,12% | -4,71% | 581.210.213,42 | -0,61% | 1,64% |
| Juin | 544.379.451,30 | 2,09% | -3,59% | 581.346.549,39 | 6,70% | -0,78% | 581.586.281,94 | 0,06% | 2,16% |
| Juillet | 562.866.894,96 | 3,40% | 0,54% | 581.871.966,29 | 0,09% | 3,42% | 572.529.525,15 | -1,56% | 0,77% |
| Août | 574.487.366,75 | 2,06% | 4,10% | 571.451.253,52 | -1,79% | 6,10% | 570.599.307,49 | -0,34% | -0,96% |
| Septembre | 576.810.993,52 | 0,40% | 7,54% | 575.490.150,39 | 0,71% | 3,49% | 576.835.637,26 | 1,09% | -1,58% |
| Octobre | 578.765.354,96 | 0,34% | 5,46% | 599.660.435,16 | 4,20% | 2,26% | | | |
| Novembre | 584.852.476,94 | 1,05% | 3,49% | 585.772.180,51 | -2,32% | 1,51% | | | |
| Décembre | 578.108.602,20 | -1,15% | 1,61% | 587.991.976,22 | 0,38% | 2,58% | | | |

| | recettes cumulées 3/6/9 mois | différence p.r.à année n-1 | recettes cumulées 3/6/9 mois | différence p.r.à année n-1 | recettes cumulées 3/6/9 mois | différence p.r.à année n-1 |
|-------------------|------------------------------|----------------------------|------------------------------|----------------------------|------------------------------|----------------------------|
| Janvier-Mars | 145.203.178,10 | 22,77% | 112.932.867,33 | -22,22% | 142.440.754,40 | 26,13% |
| Janvier-Juin | 293.456.380,04 | 1,90% | 296.694.327,23 | 1,10% | 296.934.059,78 | 0,08% |
| Janvier-Septembre | 450.597.828,66 | 9,18% | 447.979.376,85 | -0,58% | 449.324.863,72 | 0,30% |

**IMPOTS SUR LES TRAITEMENTS ET SALAIRES
IMPOTS SUR LE REVENU DES PERSONNES PHYSIQUES**

Source: Administration des contributions

| 13-10-2010 | 2008 | | | 2009 | | | 2010 | | |
|--------------------|------------------------------|----------------------------|-------------------------|------------------------------|----------------------------|-------------------------|------------------------------|----------------------------|-------------------------|
| Impôt total | | | | | | | | | |
| Janvier | 269.856.336,08 | | 10,69% | 271.587.619,32 | | 10,98% | 273.748.617,28 | | |
| Février | 167.159.248,76 | | 6,62% | 169.285.139,43 | | 6,84% | 167.546.993,09 | | |
| Mars | 240.746.380,20 | | 9,53% | 244.677.651,21 | | 9,89% | 286.132.788,40 | | |
| Avril | 233.512.640,67 | | 9,25% | 195.062.046,24 | | 7,88% | 187.126.162,44 | | |
| Mai | 179.613.932,16 | | 7,11% | 164.625.010,17 | | 6,65% | 184.912.674,02 | | |
| Juin | 214.814.527,42 | | 8,51% | 221.989.006,70 | | 8,97% | 239.176.938,02 | | |
| Juillet | 193.365.057,89 | | 7,66% | 195.371.990,36 | | 7,90% | 200.331.169,39 | | |
| Août | 148.635.436,24 | | 5,89% | 153.231.061,32 | | 6,19% | 168.074.567,24 | | |
| Septembre | 223.812.558,75 | | 8,86% | 215.040.609,73 | | 8,69% | 243.536.192,18 | | |
| Octobre | 191.482.375,61 | | 7,58% | 172.590.606,04 | | 6,97% | | | |
| Novembre | 182.795.269,61 | | 7,24% | 188.132.134,52 | | 7,60% | | | |
| Décembre | 279.557.159,15 | | 11,07% | 283.004.148,09 | | 11,44% | | | |
| COMPTE | 2.525.350.922,54 | | 100,00% | 2.474.597.023,13 | | 100,00% | 1.950.586.102,06 | (9 mois) | |
| Progress. | 2.531.357.052,37 | >contrôle fiche | | 2.480.603.152,96 | >contrôle fiche | | 1.957.781.570,62 | >contrôle fiche | |
| C(t)-C(t-1) | 267.109.961,37 | | 11,83% | 50.753.899,41 | | -2,01% | 524.010.921,07 | | -21,18% |
| BUDGET | 2.370.000.000,00 | | | 2.350.000.000,00 | | | 2.505.000.000,00 | | |
| Progress. | | | | | | | | | |
| B(t)-B(t-1) | 165.000.000,00 | | 7,48% | 20.000.000,00 | | -0,84% | 155.000.000,00 | | 6,60% |
| Réalisé | 155.350.922,54 | | | 124.597.023,13 | | | 554.413.897,94 | | |
| du budget | | | | | | | | | |
| C(t)-B(t) | | 106,55% | | | 105,30% | | | 77,87% | |
| | recette des 12 derniers mois | tendance en % | tendance moyenne 3 mois | recette des 12 derniers mois | tendance en % | tendance moyenne 3 mois | recette des 12 derniers mois | tendance en % | tendance moyenne 3 mois |
| Janvier | 2.307.770.445,53 | 2,19% | 3,09% | 2.527.082.205,78 | 0,07% | 2,45% | 2.529.243.203,74 | 0,15% | 2,48% |
| Février | 2.312.635.679,51 | 0,21% | 2,98% | 2.529.208.096,45 | 0,08% | 2,30% | 2.529.630.948,07 | 0,02% | 2,34% |
| Mars | 2.291.110.319,14 | -0,93% | 2,69% | 2.533.139.367,46 | 0,16% | 1,39% | 2.575.017.356,27 | 1,79% | 1,98% |
| Avril | 2.368.016.707,12 | 3,36% | 2,20% | 2.494.688.773,03 | -1,52% | 0,31% | 2.528.630.878,04 | -1,80% | 1,29% |
| Mai | 2.385.759.113,03 | 0,75% | 2,42% | 2.479.699.851,04 | -0,60% | -0,98% | 2.533.929.619,90 | 0,21% | 0,70% |
| Juin | 2.395.183.953,33 | 0,40% | 3,44% | 2.486.874.330,32 | 0,29% | -1,69% | 2.558.292.030,50 | 0,96% | -0,17% |
| Juillet | 2.413.182.253,89 | 0,75% | 3,19% | 2.488.881.262,79 | 0,08% | -1,34% | 2.565.258.142,00 | 0,27% | 0,32% |
| Août | 2.423.992.346,59 | 0,45% | 2,66% | 2.493.476.887,87 | 0,18% | -0,51% | 2.584.697.273,00 | 0,76% | 0,93% |
| Septembre | 2.450.643.770,62 | 1,10% | 1,94% | 2.484.704.938,85 | -0,35% | 0,08% | 2.604.420.906,43 | 0,76% | 1,75% |
| Octobre | 2.478.900.586,16 | 1,15% | 2,22% | 2.465.813.169,28 | -0,76% | -0,15% | | | |
| Novembre | 2.481.425.034,05 | 0,10% | 2,47% | 2.471.150.034,19 | 0,22% | -0,64% | | | |
| Décembre | 2.525.350.922,54 | 1,77% | 2,71% | 2.474.597.023,13 | 0,14% | -0,74% | | | |
| Impôt total | recettes cumulées 3/6/9 mois | différence p.r.à année n-1 | | recettes cumulées 3/6/9 mois | différence p.r.à année n-1 | | recettes cumulées 3/6/9 mois | différence p.r.à année n-1 | |
| Janvier-Mars | 677.761.965,04 | 5,10% | | 685.550.409,96 | 1,15% | | 727.428.398,77 | 6,11% | |
| Janvier-Juin | 1.305.703.065,29 | 11,72% | | 1.267.226.473,07 | -2,95% | | 1.338.644.173,25 | 5,64% | |
| Janvier-Septembre | 1.871.516.118,17 | 11,46% | | 1.830.870.134,48 | -2,17% | | 1.950.586.102,06 | 6,54% | |

**IMPOTS SUR LES TRAITEMENTS ET SALAIRES
IMPOTS SUR LE REVENU DES PERSONNES PHYSIQUES**

Source: Administration des contributions

| 13-10-2010 | 2008 | | | 2009 | | | 2010 | | | | |
|---------------------------|------------------------------|------------------------------|---------------|-------------------------|------------------------------|------------------------------|------------------|-------------------------|------------------------------|----------------------------|--------|
| Imp./trait.et sal. | | | | | | | | | | | |
| Janvier | 251.655.327,61 | | 11,84% | 251.732.729,67 | | 12,62% | 252.236.685,96 | | | | |
| Février | 160.374.493,42 | | 7,55% | 153.738.489,35 | | 7,70% | 153.189.774,83 | | | | |
| Mars | 169.924.381,87 | | 8,00% | 164.616.481,62 | | 8,25% | 190.507.226,22 | | | | |
| Avril | 224.039.463,60 | | 10,54% | 178.188.029,86 | | 8,93% | 174.363.714,64 | | | | |
| Mai | 168.174.714,20 | | 7,91% | 155.788.605,63 | | 7,81% | 173.802.051,61 | | | | |
| Juin | 147.508.360,74 | | 6,94% | 144.177.483,63 | | 7,23% | 147.806.651,85 | | | | |
| Juillet | 175.711.129,74 | | 8,27% | 174.047.197,62 | | 8,72% | 175.632.580,58 | | | | |
| Août | 142.424.686,22 | | 6,70% | 137.168.524,24 | | 6,87% | 154.917.170,42 | | | | |
| Septembre | 146.580.639,10 | | 6,90% | 135.247.786,96 | | 6,78% | 146.343.040,41 | | | | |
| Octobre | 167.059.100,39 | | 7,86% | 145.961.727,62 | | 7,31% | | | | | |
| Novembre | 173.448.416,44 | | 8,16% | 167.471.004,26 | | 8,39% | | | | | |
| Décembre | 198.295.374,64 | | 9,33% | 187.287.090,09 | | 9,39% | | | | | |
| COMPTE | 2.125.196.087,97 | | 100,00% | 1.995.425.150,55 | | 100,00% | 1.568.798.896,52 | (9 mois) | | | |
| Progress. | 2.129.242.544,94 | >contrôle fiche | | 1.999.471.607,52 | >contrôle fiche | | 1.573.588.078,02 | >contrôle fiche | | | |
| C(t)-C(t-1) | 263.201.067,12 | | 14,14% | 129.770.937,42 | | -6,11% | 426.626.254,03 | | -21,38% | | |
| BUDGET | 1.930.709.382,15 | | | 1.955.000.000,00 | | | 2.055.000.000,00 | | | | |
| Progress. | | | | | | | | | | | |
| B(t)-B(t-1) | 155.709.382,15 | | 8,77% | 24.290.617,85 | | 1,26% | 100.000.000,00 | | 5,12% | | |
| Réalisat. | 194.486.705,82 | | | 40.425.150,55 | | | 486.201.103,48 | | | | |
| du budget | | | | | | | | | | | |
| C(t)-B(t) | | 110,07% | | | 102,07% | | | 76,34% | | | |
| | | recette des 12 derniers mois | tendance en % | tendance moyenne 3 mois | | recette des 12 derniers mois | tendance en % | tendance moyenne 3 mois | | | |
| Janvier | 1.909.548.952,60 | | 2,55% | 3,36% | 2.125.273.490,03 | | 0,00% | 2,73% | 2.125.777.446,32 | 0,03% | 2,74% |
| Février | 1.923.375.610,61 | | 0,72% | 3,28% | 2.118.637.485,96 | | -0,31% | 2,45% | 2.118.592.727,73 | -0,34% | 2,46% |
| Mars | 1.906.536.645,19 | | -0,88% | 3,28% | 2.113.329.585,71 | | -0,25% | 1,12% | 2.139.175.572,08 | 0,97% | 1,54% |
| Avril | 1.981.022.465,34 | | 3,91% | 3,09% | 2.067.478.151,97 | | -2,17% | -0,56% | 2.089.499.823,12 | -2,32% | 0,19% |
| Mai | 1.995.977.988,36 | | 0,75% | 3,31% | 2.055.092.043,40 | | -0,60% | -2,09% | 2.095.127.160,53 | 0,27% | -0,72% |
| Juin | 2.001.757.122,91 | | 0,29% | 4,17% | 2.051.761.166,29 | | -0,16% | -2,88% | 2.095.425.451,64 | 0,01% | -1,62% |
| Juillet | 2.019.191.579,80 | | 0,87% | 3,54% | 2.050.097.234,17 | | -0,08% | -2,26% | 2.095.346.902,48 | 0,00% | -0,97% |
| Août | 2.034.361.872,02 | | 0,75% | 2,92% | 2.044.841.072,19 | | -0,26% | -1,43% | 2.107.839.386,68 | 0,60% | -0,40% |
| Septembre | 2.054.964.164,66 | | 1,01% | 2,17% | 2.033.508.220,95 | | -0,55% | -0,74% | 2.107.601.787,99 | -0,01% | 0,49% |
| Octobre | 2.077.191.656,22 | | 1,08% | 2,49% | 2.012.410.847,28 | | -1,04% | -1,08% | | | |
| Novembre | 2.084.513.282,93 | | 0,35% | 2,66% | 2.006.433.435,10 | | -0,30% | -1,53% | | | |
| Décembre | 2.125.196.087,97 | | 1,95% | 2,92% | 1.995.425.150,55 | | -0,55% | -1,86% | | | |
| Imp./trait.et sal. | recettes cumulées 3/6/9 mois | différence p.r.à année n-1 | | | recettes cumulées 3/6/9 mois | différence p.r.à année n-1 | | | recettes cumulées 3/6/9 mois | différence p.r.à année n-1 | |
| Janvier-Mars | 581.954.202,90 | 8,29% | | | 570.087.700,64 | -2,04% | | | 595.933.687,01 | 4,53% | |
| Janvier-Juin | 1.121.676.741,44 | 14,23% | | | 1.048.241.819,76 | -6,55% | | | 1.091.906.105,11 | 4,17% | |
| Janvier-Septembre | 1.586.393.196,50 | 13,85% | | | 1.494.705.328,58 | -5,78% | | | 1.568.798.896,52 | 4,96% | |

**IMPOTS SUR LES TRAITEMENTS ET SALAIRES
IMPOTS SUR LE REVENU DES PERSONNES PHYSIQUES**

Source: Administration des contributions

| 13-10-2010 | 2008 | | | 2009 | | | 2010 | | |
|-----------------------------|------------------------------|----------------------------|-------------------------|------------------------------|----------------------------|-------------------------|------------------------------|----------------------------|-------------------------|
| Imp. / rev. p. phys. | | | | | | | | | |
| Janvier | 18.201.008,47 | | 4,55% | 19.854.889,65 | | 4,14% | 21.511.931,32 | | |
| Février | 6.784.755,34 | | 1,70% | 15.546.650,08 | | 3,24% | 14.357.218,26 | | |
| Mars | 70.821.998,33 | | 17,70% | 80.061.169,59 | | 16,71% | 95.625.562,18 | | |
| Avril | 9.473.177,07 | | 2,37% | 16.874.016,38 | | 3,52% | 12.762.447,80 | | |
| Mai | 11.439.217,96 | | 2,86% | 8.836.404,54 | | 1,84% | 11.110.622,41 | | |
| Juin | 67.306.166,68 | | 16,82% | 77.811.523,07 | | 16,24% | 91.370.286,17 | | |
| Juillet | 17.653.928,15 | | 4,41% | 21.324.792,74 | | 4,45% | 24.698.588,81 | | |
| Août | 6.210.750,02 | | 1,55% | 16.062.537,08 | | 3,35% | 13.157.396,82 | | |
| Septembre | 77.231.919,65 | | 19,30% | 79.792.822,77 | | 16,65% | 97.193.151,77 | | |
| Octobre | 24.423.275,22 | | 6,10% | 26.628.878,42 | | 5,56% | | | |
| Novembre | 9.346.853,17 | | 2,34% | 20.661.130,26 | | 4,31% | | | |
| Décembre | 81.261.784,51 | | 20,31% | 95.717.058,00 | | 19,98% | | | |
| COMPTE | 400.154.834,57 | | 100,00% | 479.171.872,58 | | 100,00% | 381.787.205,54 | (9 mois) | |
| Progress. | 402.114.507,43 | >contrôle fiche | | 481.131.545,44 | >contrôle fiche | | 384.193.492,60 | >contrôle fiche | |
| C(t)-C(t-1) | 3.908.894,25 | | 0,99% | 79.017.038,01 | | 19,75% | 97.384.667,04 | | -20,32% |
| BUDGET | 439.290.617,85 | | | 395.000.000,00 | | | 450.000.000,00 | | |
| Progress. | | | | | | | | | |
| B(t)-B(t-1) | 9.290.617,85 | | 2,16% | 44.290.617,85 | | -10,08% | 55.000.000,00 | | 13,92% |
| Réalisat. | 39.135.783,28 | | | 84.171.872,58 | | | 68.212.794,46 | | |
| du budget | | | | | | | | | |
| C(t)-B(t) | | 91,09% | | | 121,31% | | | 84,84% | |
| | recette des 12 derniers mois | tendance en % | tendance moyenne 3 mois | recette des 12 derniers mois | tendance en % | tendance moyenne 3 mois | recette des 12 derniers mois | tendance en % | tendance moyenne 3 mois |
| Janvier | 398.221.492,93 | 0,50% | 1,81% | 401.808.715,75 | 0,41% | 1,00% | 403.465.757,42 | 0,83% | 1,14% |
| Février | 389.260.068,90 | -2,25% | 1,59% | 410.570.610,49 | 2,18% | 1,53% | 411.038.220,34 | 1,88% | 1,70% |
| Mars | 384.573.673,95 | -1,20% | -0,14% | 419.809.781,75 | 2,25% | 2,79% | 435.841.784,19 | 6,03% | 4,30% |
| Avril | 386.994.241,78 | 0,63% | -2,00% | 427.210.621,06 | 1,76% | 4,90% | 439.131.054,92 | 0,75% | 7,12% |
| Mai | 389.781.124,67 | 0,72% | -1,89% | 424.607.807,64 | -0,61% | 4,87% | 438.802.459,37 | -0,07% | 8,16% |
| Juin | 393.426.830,42 | 0,94% | -0,16% | 435.113.164,03 | 2,47% | 4,44% | 462.866.578,86 | 5,48% | 7,23% |
| Juillet | 393.990.674,09 | 0,14% | 1,41% | 438.784.028,62 | 0,84% | 3,25% | 469.911.239,52 | 1,52% | 6,65% |
| Août | 389.630.474,57 | -1,11% | 1,35% | 448.635.815,68 | 2,25% | 4,00% | 476.857.886,32 | 1,48% | 7,30% |
| Septembre | 395.679.605,96 | 1,55% | 0,78% | 451.196.718,80 | 0,57% | 4,02% | 496.819.118,44 | 4,19% | 7,67% |
| Octobre | 401.708.929,94 | 1,52% | 0,83% | 453.402.322,00 | 0,49% | 4,21% | | | |
| Novembre | 396.911.751,12 | -1,19% | 1,47% | 464.716.599,09 | 2,50% | 3,54% | | | |
| Décembre | 400.154.834,57 | 0,82% | 1,65% | 479.171.872,58 | 3,11% | 4,38% | | | |
| Imp. / rev. p. phys. | recettes cumulées 3/6/9 mois | différence p.r.à année n-1 | | recettes cumulées 3/6/9 mois | différence p.r.à année n-1 | | recettes cumulées 3/6/9 mois | différence p.r.à année n-1 | |
| Janvier-Mars | 95.807.762,14 | -10,86% | | 115.462.709,32 | 20,51% | | 131.494.711,76 | 13,89% | |
| Janvier-Juin | 184.026.323,85 | -1,51% | | 218.984.653,31 | 19,00% | | 246.738.068,14 | 12,67% | |
| Janvier-Septembre | 285.122.921,67 | -0,20% | | 336.164.805,90 | 17,90% | | 381.787.205,54 | 13,57% | |

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

Source: Ministère des Finances

| 13-10-2010 | 2008 | | | 2009 | | | 2010 | | |
|------------------|------------------------------|-----------------|-------------------------|------------------------------|-----------------|-------------------------|------------------------------|-----------------|-------------------------|
| TVA-nette | | | | | | | | | |
| Janvier | 207.385.044,61 | 9,59% | | 219.898.543,38 | 10,49% | | 210.690.310,98 | | |
| Février | 128.252.294,35 | 5,93% | | 147.385.635,38 | 7,03% | | 126.636.974,80 | | |
| Mars | 207.456.065,88 | 9,60% | | 172.193.367,56 | 8,22% | | 240.369.700,03 | | |
| Avril | 312.522.726,51 | 14,46% | | 168.279.670,26 | 8,03% | | 236.190.297,35 | | |
| Mai | 133.825.003,78 | 6,19% | | 142.304.390,82 | 6,79% | | 161.200.593,21 | | |
| Juin | 152.117.656,24 | 7,04% | | 124.845.098,09 | 5,96% | | 165.540.369,91 | | |
| Juillet | 216.114.063,23 | 10,00% | | 258.011.131,74 | 12,31% | | 231.090.080,15 | | |
| Août | 162.780.272,30 | 7,53% | | 160.857.886,33 | 7,67% | | 118.314.910,79 | | |
| Septembre | 182.447.720,12 | 8,44% | | 176.959.327,36 | 8,44% | | 154.880.596,33 | | |
| Octobre | 180.447.361,71 | 8,35% | | 209.686.973,44 | 10,00% | | | | |
| Novembre | 111.079.491,82 | 5,14% | | 133.885.558,74 | 6,39% | | | | |
| Décembre | 166.963.699,64 | 7,72% | | 181.567.640,54 | 8,66% | | | | |
| COMPTÉ | 2.161.391.400,19 | 100,00% | | 2.095.875.223,64 | 100,00% | | 1.644.913.833,55 | (9 mois) | |
| Progress. | 2.161.391.400,19 | >contrôle fiche | | 2.095.875.223,64 | >contrôle fiche | | - | >contrôle fiche | |
| C(t)-C(t-1) | 310.145.271,39 | 16,75% | | 65.516.176,55 | -3,03% | | 450.961.390,09 | | -21,52% |
| BUDGET | 1.761.810.000,00 | | | 2.462.790.000,00 | | | 2.111.590.000,00 | | |
| Progress. | | | | | | | | | |
| B(t)-B(t-1) | 261.020.000,00 | 17,39% | | 700.980.000,00 | 39,79% | | 351.200.000,00 | | -14,26% |
| Réalisé. | 399.581.400,19 | | | 366.914.776,36 | | | 466.676.166,45 | | |
| du budget | | | | | | | | | |
| C(t)-B(t) | 122,68% | | | 85,10% | | | 77,90% | | |
| | recette des 12 derniers mois | tendance en % | tendance moyenne 3 mois | recette des 12 derniers mois | tendance en % | tendance moyenne 3 mois | recette des 12 derniers mois | tendance en % | tendance moyenne 3 mois |
| Janvier | 1.841.285.519,55 | -0,54% | 1,85% | 2.173.904.898,96 | 0,58% | 1,19% | 2.164.696.666,56 | 0,15% | 1,05% |
| Février | 1.865.904.824,52 | 1,34% | 0,54% | 2.193.038.239,99 | 0,88% | 2,43% | 2.163.081.347,01 | -0,07% | 1,82% |
| Mars | 1.895.987.087,47 | 1,61% | 0,61% | 2.157.775.541,67 | -1,61% | 1,90% | 2.195.994.981,16 | 1,52% | 1,89% |
| Avril | 2.026.829.333,08 | 6,90% | 4,07% | 2.013.532.485,42 | -6,68% | -1,18% | 2.119.662.552,00 | -3,48% | 0,74% |
| Mai | 2.024.569.645,12 | -0,11% | 7,00% | 2.022.011.872,46 | 0,42% | -5,13% | 2.147.038.141,43 | 1,29% | -0,41% |
| Juin | 2.015.311.019,82 | -0,46% | 8,27% | 1.994.739.314,31 | -1,35% | -7,58% | 2.160.460.855,10 | 0,63% | -1,48% |
| Juillet | 2.011.435.956,89 | -0,19% | 4,54% | 2.036.636.382,82 | 2,10% | -4,89% | 2.175.436.872,02 | 0,69% | 0,06% |
| Août | 2.095.757.708,54 | 4,19% | 2,94% | 2.034.713.996,85 | -0,09% | -2,05% | 2.130.971.510,51 | -2,04% | 0,06% |
| Septembre | 2.131.902.157,68 | 1,72% | 2,84% | 2.029.225.604,09 | -0,27% | 1,17% | 2.103.404.386,72 | -1,29% | -0,27% |
| Octobre | 2.136.657.652,34 | 0,22% | 5,17% | 2.058.465.215,82 | 1,44% | 1,14% | | | |
| Novembre | 2.104.791.637,01 | -1,49% | 4,10% | 2.081.271.282,74 | 1,11% | 1,70% | | | |
| Décembre | 2.161.391.400,19 | 2,69% | 2,62% | 2.095.875.223,64 | 0,70% | 2,21% | | | |

| TVA-nette | recettes cumulées 3/6/9 mois | différence p.r.à année n-1 | recettes cumulées 3/6/9 mois | différence p.r.à année n-1 | recettes cumulées 3/6/9 mois | différence p.r.à année n-1 |
|-------------------|------------------------------|----------------------------|------------------------------|----------------------------|------------------------------|----------------------------|
| Janvier-Mars | 543.093.404,84 | 8,98% | 539.477.546,32 | -0,67% | 577.696.985,81 | 7,08% |
| Janvier-Juin | 1.141.558.791,37 | 16,78% | 974.906.705,49 | -14,60% | 1.140.628.246,28 | 17,00% |
| Janvier-Septembre | 1.702.900.847,02 | 19,73% | 1.570.735.050,92 | -7,76% | 1.644.913.833,55 | 4,72% |

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

Source: Ministère des Finances

| 13-10-2010 | 2008 | | | 2009 | | | 2010 | | |
|-------------------|------------------------------|----------------------------|-------------------------|------------------------------|----------------------------|-------------------------|------------------------------|----------------------------|-------------------------|
| TVA-brute | | | | | | | | | |
| Janvier | 240.055.664,95 | 9,97% | | 241.265.759,30 | 10,21% | | 241.106.277,40 | | |
| Février | 176.516.728,33 | 7,33% | | 196.055.725,14 | 8,29% | | 183.312.492,38 | | |
| Mars | 231.390.393,21 | 9,61% | | 193.783.089,73 | 8,20% | | 252.310.706,41 | | |
| Avril | 336.457.053,84 | 13,98% | | 189.869.392,43 | 8,03% | | 248.131.303,73 | | |
| Mai | 148.415.347,30 | 6,16% | | 155.258.224,12 | 6,57% | | 180.306.203,41 | | |
| Juin | 164.102.225,00 | 6,82% | | 152.807.588,77 | 6,46% | | 175.093.175,01 | | |
| Juillet | 226.824.115,80 | 9,42% | | 266.787.242,54 | 11,29% | | 250.206.993,03 | | |
| Août | 176.875.669,35 | 7,35% | | 180.604.135,63 | 7,64% | | 138.559.563,57 | | |
| Septembre | 198.892.350,01 | 8,26% | | 192.317.521,26 | 8,14% | | 178.309.351,92 | | |
| Octobre | 187.973.366,74 | 7,81% | | 239.157.537,14 | 10,12% | | | | |
| Novembre | 132.975.187,90 | 5,52% | | 156.578.864,41 | 6,62% | | | | |
| Décembre | 187.039.839,62 | 7,77% | | 199.463.193,46 | 8,44% | | | | |
| COMPTÉ | 2.407.517.942,05 | 100,00% | | 2.363.948.273,93 | 100,00% | | 1.847.336.066,86 | (9 mois) | |
| Progress. | 2.407.517.942,05 | >contrôle fiche | | 2.363.948.273,93 | >contrôle fiche | | | >contrôle fiche | |
| C(t)-C(t-1) | 280.975.968,74 | 13,21% | | 43.569.668,12 | -1,81% | | 516.612.207,07 | | -21,85% |
| BUDGET | 2.035.000.000,00 | | | 2.716.000.000,00 | | | 2.326.000.000,00 | | |
| Progress. | | | | | | | | | |
| B(t)-B(t-1) | 280.000.000,00 | 15,95% | | 681.000.000,00 | 33,46% | | 390.000.000,00 | | -14,36% |
| Réalisat. | 372.517.942,05 | | | 352.051.726,07 | | | 478.663.933,14 | | |
| du budget | | | | | | | | | |
| C(t)-B(t) | | 118,31% | | | 87,04% | | | 79,42% | |
| | recette des 12 derniers mois | tendance en % | tendance moyenne 3 mois | recette des 12 derniers mois | tendance en % | tendance moyenne 3 mois | recette des 12 derniers mois | tendance en % | tendance moyenne 3 mois |
| Janvier | 2.145.573.461,65 | 0,89% | 5,15% | 2.408.728.036,40 | 0,05% | -0,96% | 2.408.568.554,50 | 0,04% | -0,96% |
| Février | 2.160.502.279,08 | 0,70% | 4,30% | 2.428.267.033,21 | 0,81% | 0,08% | 2.415.364.318,55 | 0,28% | -0,11% |
| Mars | 2.202.561.684,86 | 1,95% | 3,45% | 2.390.659.729,73 | -1,55% | 0,34% | 2.436.284.631,75 | 0,87% | 0,80% |
| Avril | 2.341.395.345,12 | 6,30% | 5,19% | 2.244.072.068,32 | -6,13% | -1,88% | 2.347.958.881,64 | -3,63% | 0,02% |
| Mai | 2.341.768.816,18 | 0,02% | 7,04% | 2.250.914.945,14 | 0,30% | -4,95% | 2.379.849.737,75 | 1,36% | -0,93% |
| Juin | 2.338.516.167,39 | -0,14% | 7,88% | 2.239.620.308,91 | -0,50% | -6,82% | 2.390.840.687,76 | 0,46% | -1,95% |
| Juillet | 2.331.805.627,73 | -0,29% | 4,59% | 2.279.583.435,65 | 1,78% | -4,15% | 2.414.223.564,99 | 0,98% | -0,20% |
| Août | 2.410.636.618,93 | 3,38% | 2,84% | 2.283.311.901,93 | 0,16% | -1,21% | 2.375.907.459,21 | -1,59% | 0,24% |
| Septembre | 2.443.639.540,46 | 1,37% | 2,34% | 2.276.737.073,18 | -0,29% | 1,56% | 2.355.324.461,12 | -0,87% | 0,38% |
| Octobre | 2.413.627.113,45 | -1,23% | 3,65% | 2.327.921.243,58 | 2,25% | 1,74% | | | |
| Novembre | 2.381.799.859,78 | -1,32% | 2,23% | 2.351.524.920,09 | 1,01% | 2,26% | | | |
| Décembre | 2.407.517.942,05 | 1,08% | 0,23% | 2.363.948.273,93 | 0,53% | 2,98% | | | |
| TVA-brute | recettes cumulées 3/6/9 mois | différence p.r.à année n-1 | | recettes cumulées 3/6/9 mois | différence p.r.à année n-1 | | recettes cumulées 3/6/9 mois | différence p.r.à année n-1 | |
| Janvier-Mars | 647.962.786,49 | 13,29% | | 631.104.574,17 | -2,60% | | 676.729.476,19 | 7,23% | |
| Janvier-Juin | 1.296.937.412,63 | 19,54% | | 1.129.039.779,49 | -12,95% | | 1.280.260.158,34 | 13,39% | |
| Janvier-Septembre | 1.899.529.547,79 | 20,04% | | 1.768.748.678,92 | -6,88% | | 1.847.336.066,86 | 4,44% | |

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

Source: Ministère des Finances

| 13-10-2010 | 2008 | | | 2009 | | | 2010 | | |
|-------------------|------------------------------|----------------------------|-------------------------|------------------------------|----------------------------|-------------------------|------------------------------|----------------------------|-------------------------|
| TVA-partEU | | | | | | | | | |
| Janvier | 32.670.620,34 | | 13,27% | 21.367.215,92 | | 7,97% | 30.415.966,42 | | |
| Février | 48.264.433,98 | | 19,61% | 48.670.089,76 | | 18,16% | 56.675.517,58 | | |
| Mars | 23.934.327,33 | | 9,72% | 21.589.722,17 | | 8,05% | 11.941.006,38 | | |
| Avril | 23.934.327,33 | | 9,72% | 21.589.722,17 | | 8,05% | 11.941.006,38 | | |
| Mai | 14.590.343,52 | | 5,93% | 12.953.833,30 | | 4,83% | 19.105.610,20 | | |
| Juin | 11.984.568,76 | | 4,87% | 27.962.490,68 | | 10,43% | 9.552.805,10 | | |
| Juillet | 10.710.052,57 | | 4,35% | 8.776.110,80 | | 3,27% | 19.116.912,88 | | |
| Août | 14.095.397,05 | | 5,73% | 19.746.249,30 | | 7,37% | 20.244.652,78 | | |
| Septembre | 16.444.629,89 | | 6,68% | 15.358.193,90 | | 5,73% | 23.428.755,59 | | |
| Octobre | 7.526.005,03 | | 3,06% | 29.470.563,70 | | 10,99% | | | |
| Novembre | 21.895.696,08 | | 8,90% | 22.693.305,67 | | 8,47% | | | |
| Décembre | 20.076.139,98 | | 8,16% | 17.895.552,92 | | 6,68% | | | |
| COMPTE | 246.126.541,86 | | 100,00% | 268.073.050,29 | | 100,00% | 202.422.233,31 | (9 mois) | |
| Progress. | 246.126.541,86 | >contrôle fiche | | 268.073.050,29 | >contrôle fiche | | | >contrôle fiche | |
| C(t)-C(t-1) | - 29.169.302,65 | | -10,60% | - 21.946.508,43 | | 8,92% | - 65.650.816,98 | | -24,49% |
| BUDGET | 273.190.000,00 | | | 253.210.000,00 | | | 214.410.000,00 | | |
| Progress. | | | | | | | | | |
| B(t)-B(t-1) | 18.980.000,00 | | 7,47% | - 19.980.000,00 | | -7,31% | - 38.800.000,00 | | -15,32% |
| Réalisat. | 27.063.458,14 | | | 14.863.050,29 | | | 11.987.766,69 | | |
| du budget | | | | | | | | | |
| C(t)-B(t) | | 90,09% | | | 105,87% | | | 94,41% | |
| | recette des 12 derniers mois | tendance en % | tendance moyenne 3 mois | recette des 12 derniers mois | tendance en % | tendance moyenne 3 mois | recette des 12 derniers mois | tendance en % | tendance moyenne 3 mois |
| Janvier | 304.287.942,10 | 10,53% | 35,10% | 234.823.137,44 | -4,59% | -16,12% | 243.871.887,94 | -0,92% | -15,12% |
| Février | 294.597.454,56 | -3,18% | 36,75% | 235.228.793,22 | 0,17% | -17,27% | 252.282.971,54 | 3,45% | -14,26% |
| Mars | 306.574.597,39 | 4,07% | 25,41% | 232.884.188,06 | -1,00% | -12,14% | 240.289.650,59 | -4,75% | -7,96% |
| Avril | 314.566.012,04 | 2,61% | 12,83% | 230.539.582,90 | -1,01% | -7,82% | 228.296.329,64 | -4,99% | -6,02% |
| Mai | 317.199.171,06 | 0,84% | 7,34% | 228.903.072,68 | -0,71% | -3,33% | 232.811.596,32 | 1,98% | -5,51% |
| Juin | 323.205.147,57 | 1,89% | 5,47% | 244.880.994,60 | 6,98% | 0,20% | 230.379.832,66 | -1,04% | -6,10% |
| Juillet | 320.369.670,84 | -0,88% | 4,92% | 242.947.052,83 | -0,79% | 2,59% | 238.786.692,97 | 3,65% | -2,62% |
| Août | 314.878.910,39 | -1,71% | 2,14% | 248.597.905,08 | 2,33% | 6,37% | 244.935.948,70 | 2,58% | 1,81% |
| Septembre | 311.737.382,78 | -1,00% | -0,84% | 247.511.469,09 | -0,44% | 4,93% | 251.920.074,40 | 2,85% | 6,39% |
| Octobre | 276.969.461,11 | -11,15% | -5,95% | 269.456.027,76 | 8,87% | 6,81% | | | |
| Novembre | 277.008.222,77 | 0,01% | -9,68% | 270.253.637,35 | 0,30% | 6,90% | | | |
| Décembre | 246.126.541,86 | -11,15% | -15,51% | 268.073.050,29 | -0,81% | 9,30% | | | |
| TVA-partEU | recettes cumulées 3/6/9 mois | différence p.r.à année n-1 | | recettes cumulées 3/6/9 mois | différence p.r.à année n-1 | | recettes cumulées 3/6/9 mois | différence p.r.à année n-1 | |
| Janvier-Mars | 104.869.381,65 | 42,50% | | 91.627.027,85 | -12,63% | | 99.032.490,38 | 8,08% | |
| Janvier-Juin | 155.378.621,26 | 44,58% | | 154.133.074,00 | -0,80% | | 139.631.912,06 | -9,41% | |
| Janvier-Septembre | 196.628.700,77 | 22,75% | | 198.013.628,00 | 0,70% | | 202.422.233,31 | 2,23% | |

SCHEMA DE FONCTIONNEMENT DU FONDS COMMUNAL DE DOTATION FINANCIERE

Fonds gérant les dotations non affectées au secteur communal (Budget 2011)

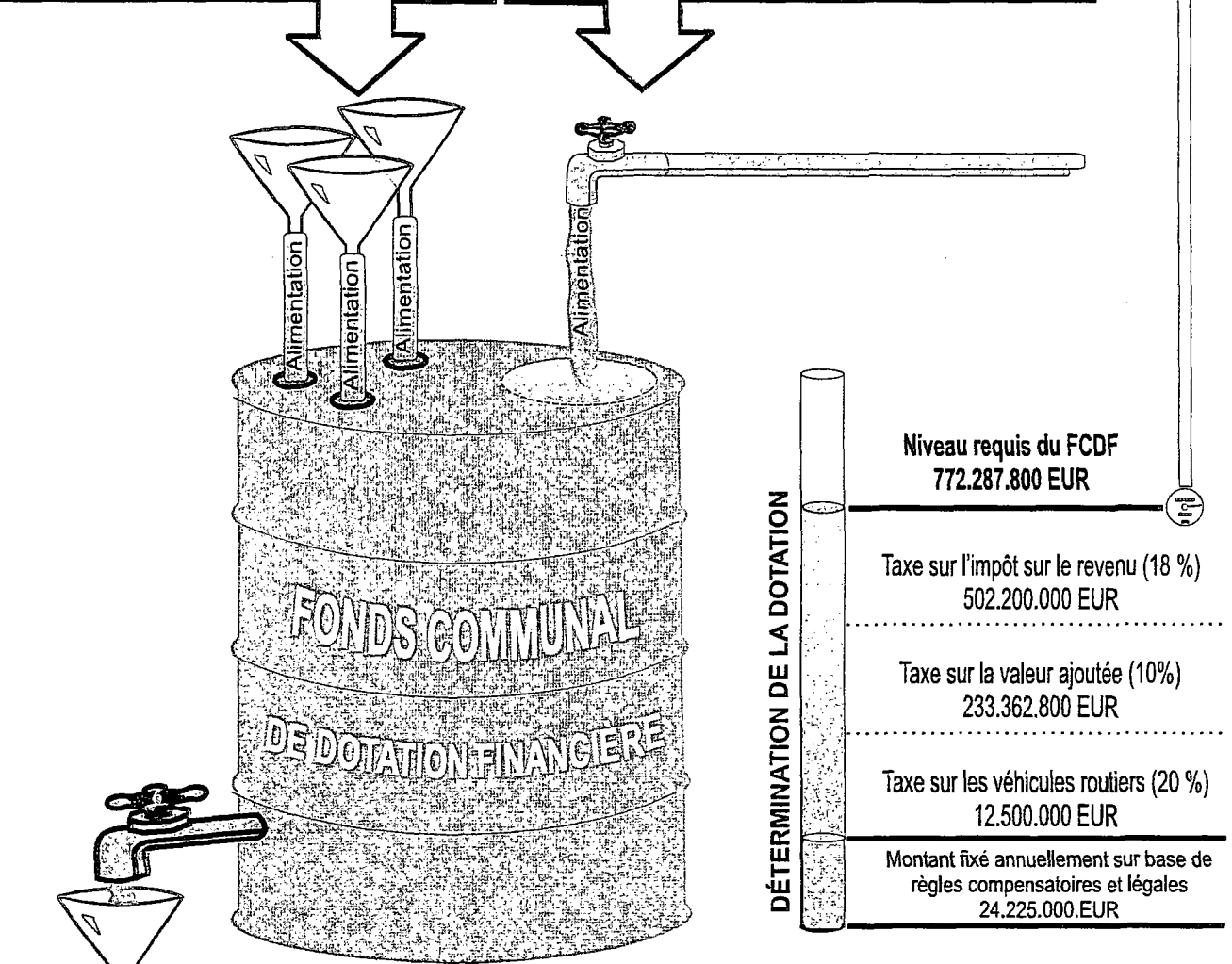
ALIMENTATION DE LA DOTATION

Alimentation via les 3 articles budgétaires du budget pour ordre

TCA (100 %) : 19.950.000 EUR
 TVA [hors UE] (10 %) : 233.362.800 EUR
 TVR (20 %) : 12.500.000 EUR

Alimentation via l'article budgétaire du Ministère de l'Intérieur

Ce montant se calcule par la différence entre le niveau requis du FCDF et les trois taxes du budget pour ordre : 506.475.000 EUR
 (y compris la contribution des communes aux traitements des enseignants qui s'élève à pour 2011 à 143.764.000 EUR et qui sera retenue)
 Crédit budgétaire pour 2011 : 362.711.000 EUR

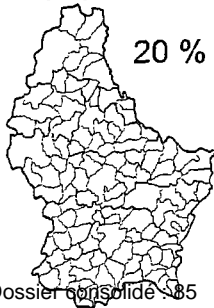


REPARTITION DE LA DOTATION

Dotation administrative de base (Préciput)



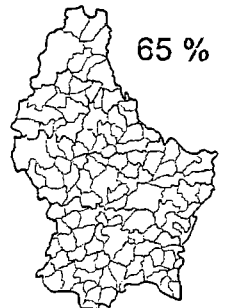
Densité de la population



Superficie verte



Population





Circulaire no. : 2679

Domaine : Budgets / Comptes

Circulaire

aux administrations communales

par l'intermédiaire de Messieurs les Commissaires de district
à Luxembourg, Diekirch et Grevenmacher

Objet : Elaboration des budgets pour 2011

Comme chaque année à pareille époque, je voudrais inviter les communes à élaborer leurs budgets pour l'exercice à venir en respectant scrupuleusement les règles ci-après:

1) La politique budgétaire générale

Pour ce qui est des orientations fondamentales de la politique budgétaire publique, le Gouvernement issu des élections législatives du 7 juin 2009 rappelle l'engagement de garder les conditions d'équilibre actuelles de nos finances publiques qui constituent un fondement solide pour l'action du Gouvernement.

Dans ce contexte, il préconise que le programme de stabilité luxembourgeois devra s'inscrire dans l'environnement européen de surveillance et de coordination des politiques économiques, en définissant les lignes de forces suivantes:

- la capacité de financement du secteur public devra rester excédentaire;
- le solde budgétaire de l'Etat central devra rester en équilibre;
- la croissance des dépenses courantes de l'Etat devra être inférieure à la croissance du budget total.

Aux yeux du Gouvernement, il importe donc de respecter ces règles de conduite et de poursuivre une politique budgétaire rigoureuse afin de conserver les atouts favorables actuels de notre situation financière.

Il est donc important d'opter pour une stricte discipline budgétaire afin d'atteindre les objectifs inscrits dans le programme du Gouvernement, à savoir:

"... le Gouvernement veillera à maintenir la solidité actuelle des finances publiques et continuera à mener une politique budgétaire prudente qui vise notamment à maintenir la progression du total des dépenses de l'Etat dans les limites de la croissance économique dans une optique du moyen terme. Le Gouvernement s'engage à respecter les objectifs du pacte de stabilité et de croissance arrêté au

niveau de l'Union européenne.... Le Gouvernement maintiendra la dette publique à un bas niveau afin de ne pas accroître outre mesure les charges d'intérêts et d'amortissement."

Comme il l'a déjà été signalé ces dernières années, les **communes** font partie du secteur public et assument comme tel également une certaine responsabilité non seulement quant au respect des critères de Maastricht, mais également en matière de gestion de la situation financière conjoncturelle plus difficile. Elles voudront donc se faire leur ces préceptes et poursuivre une politique de gestion financière prudente, qui cadre notamment avec la politique budgétaire gouvernementale plus amplement décrite au projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2011.

Il y a lieu de se référer également au programme gouvernemental annexé à la déclaration gouvernementale de Monsieur le Premier Ministre faite le 29 juillet 2009 à la Chambre des Députés :

....

« 1. Finances publiques

Des finances publiques saines avec, sur le long terme, un solde budgétaire excédentaire et un faible taux d'endettement sont, de l'avis du Gouvernement, les conditions pour assurer la prospérité du pays sur le moyen et le long terme. Le Gouvernement continuera de ce fait à mener une politique budgétaire prudente qui respecte les objectifs du pacte de stabilité et de croissance de l'Union européenne.» ...

Les budgets doivent être présentés en équilibre réel tant au service ordinaire qu'au service extraordinaire. Aucune dépense extraordinaire ne saurait être inscrite au budget si son financement n'est pas assuré. Il en est d'ailleurs de même en cours d'année lorsque des crédits supplémentaires sont votés par le conseil communal. En outre, aucun financement d'une dépense du budget ordinaire ne saurait être admis moyennant des plus-values de recettes extraordinaires respectivement des moins-values de dépenses du budget extraordinaire.

L'inscription d'un emprunt ne sera acceptée que si le remboursement de l'emprunt est garanti à long terme par une situation financière saine, compte tenu également des charges récurrentes liées aux investissements réalisés et à réaliser (article 118 de la loi communale).

L'acceptation d'un emprunt au budget ne garantit pas automatiquement l'approbation de la délibération afférente du conseil communal. En effet, le vote effectif d'un emprunt par le conseil communal qui définit également les conditions-cadre (montant, durée, rythme de remboursement....), n'est justifié que si à ce moment, la nécessité du recours à un emprunt nouveau est reconnue, c'est-à-dire si à ce moment, le rythme de l'exécution du budget extraordinaire pèse sur la situation de trésorerie et si la commune n'a pas bénéficié de plus-values de recettes non budgétisées.

Afin de maintenir le recours à l'emprunt nouveau en 2011 au niveau du stricte nécessaire, les communes sont invitées à ne délibérer sur le recours à l'emprunt nouveau qu'après avoir tenu compte du résultat effectif de l'année 2010, c'est-à-dire après le mois d'avril 2011. A ce moment, le crédit inscrit à l'article pour l'emprunt nouveau tiendra compte des plus- et moins-values des recettes et des dépenses et sera adapté en conséquence (avant de délibérer au conseil communal sur un nouvel emprunt).

Quant à l'**évolution future** à court et à moyen terme, il est évident que si les communes ne peuvent pas présenter le budget annuel en déséquilibre, il n'est pourtant pas garanti que l'équilibre annuel du budget ordinaire soit un équilibre structurel, garanti à court et moyen terme. Voilà pourquoi je fais appel aux communes pour qu'elles aient cure de leur situation financière et qu'elles évitent d'ores et déjà toute initiative comportant des charges récurrentes pouvant hypothéquer l'avenir de l'équilibre financier. Elles pourront par ailleurs vérifier leurs engagements actuels en distinguant entre l'utile, le

nécessaire et l'indispensable. Pour des raisons de prudence il est chaudement recommandé aux communes de procéder à une projection pluriannuelle de leur situation financière en établissant un programme pluriannuel d'investissement et de financement, couvrant une période d'au moins quatre années et incluant notamment les charges récurrentes.

2) La structure budgétaire

Afin de permettre un traitement informatisé et rapide des prévisions budgétaires par l'autorité de tutelle et de garantir l'enregistrement des données aux niveaux national et européen, les communes voudront fournir les fichiers ci-après contenant les données du budget rectifié 2010 et du budget 2011, tels qu'ils ont été votés par le conseil communal :

- 1) **Abuddet.txt**
- 2) **Abudimstr.txt**

Les données budgétaires informatisées contenues dans ces fichiers doivent impérativement être identiques à celles figurant dans la version papier.

Le format des fichiers en question a été décrit en détail dans l'annexe B de la circulaire ministérielle du 1^{er} octobre 1997 portant sur les budgets de l'exercice 1998.

Les communes voudront également fournir un fichier dénommé :

« **EMPRUNTS_2011_nomcommune.xls** »

Ce fichier doit contenir toutes les données du tableau de la situation des emprunts au 31.12.2010, à l'image du formulaire imprimé.

Les fichiers en question seront à envoyer **uniquement par e-mail**, directement après le vote du budget par le conseil communal, au Service de contrôle de la comptabilité des communes à l'adresse « **comcontrol@mi.etat.lu** ».

Il y lieu de rappeler que **les codes-détail à 3 chiffres sont obligatoires au service extraordinaire**, même au cas où le budget ne prévoit qu'un seul article sous un code comptable déterminé (x/yyyy/zzzz/nnn). Ce code-détail doit être maintenu pour toute la durée des travaux.

o o o

Dans un souci de transparence, les budgets communaux voudront renseigner sur la charge des communes respectives dans les **emprunts engagés par leurs syndicats**.

Les communes concernées voudront donc émarger à la page 5 de la formule budgétaire sub "Engagements financiers de la Commune":

- le montant initial de l'emprunt contracté par le syndicat, respectivement la quote-part communale;
- la durée d'amortissement;
- la charge d'intérêts inscrite à l'article 3/1310/6530 et sa part dans le remboursement du capital de l'emprunt inscrite à l'article 3/1410/6912.

Dans ce contexte, il est renvoyé aux principales dispositions financières décrites dans ma circulaire du 2 avril 2001 relative à l'application de la loi concernant les syndicats des communes du 23 février 2001 et dont l'extrait principal concernant la participation des communes lors des emprunts contractés par les syndicats est rappelé, à savoir:

"Le recours à l'emprunt"

L'article 23 ouvre aux syndicats ayant pour objet la fourniture d'eau potable, l'assainissement d'eaux, la gestion des déchets ou la construction et l'exploitation d'un crématoire la possibilité de recourir à l'emprunt pour financer leurs dépenses d'investissement en relation avec ces fonctions. L'emprunt est à inscrire au budget extraordinaire à titre de recette extraordinaire.

Le 2^e alinéa de l'article 23 définit le mécanisme du recours à l'emprunt par les syndicats concernés.

La question du recours à l'emprunt au niveau du syndicat se pose lorsque le budget extraordinaire du syndicat ne peut plus être équilibré. A ce moment le syndicat procède à une ventilation des besoins en capitaux sur les communes membres conformément aux règles préétablies en leur demandant de faire leur apport en capital.

Les communes ont l'obligation de faire de suite un apport à raison de 35 % de leur quote-part. En ce qui concerne les 65 % qui restent à fournir, le syndicat informe chaque commune membre de sa quote-part dans le recours à l'emprunt. Le conseil communal de chaque commune dispose d'un délai de trois mois à partir de cette communication pour décider de renoncer à l'emprunt et de verser sa quote-part en capital. A défaut de se prononcer dans les trois mois, le conseil communal accepte automatiquement que le syndicat recourt à l'emprunt pour financer les 65 % restant de ses apports nécessaires à l'équilibre budgétaire.

Le remboursement de l'emprunt sera facturé aux seules communes membres qui n'ont pas fait leur apport en capital des 65 % du besoin de financement leur incombant."

Quant à la mise en pratique des dispositions relatives aux recours à l'emprunt contenu dans la loi du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes, il y a lieu de préciser ce qui suit:

Le syndicat facturera le service de la dette (intérêts et capital) aux communes en soldant progressivement le compte de tiers "membres" et en neutralisant au niveau du compte d'exploitation du syndicat la charge d'intérêt due au préfinancement des quotes-parts du capital des communes qui ont opté pour l'emprunt au niveau du syndicat.

Au niveau de la comptabilité camérale des communes, le capital et les intérêts figureront au budget des charges ordinaires aux articles budgétaires réservés à ce type de dépense, à savoir:

- l'article n° 3/1310/6530: libellé: Part dans les intérêts d'emprunts de syndicats intercommunaux
- l'article n° 3/1410/6912: libellé: Part formée par l'amortissement d'emprunts de syndicats intercommunaux.

3) La détermination de certaines prévisions budgétaires

A) Recettes

Remarque préliminaire:

Il est précisé que les montants servant de base aux évaluations des recettes de la dotation de l'Etat (FCDF) et de l'impôt commercial communal (ICC) pour l'année à venir sont, comme par le passé, extraits **du seul document officiel** pouvant servir de référence, disponible au moment de la rédaction de la présente circulaire, à savoir le projet de budget de l'Etat pour l'exercice 2011, tel qu'il a été déposé à la Chambre des Députés le 5 octobre 2010.

En ce qui concerne le **budget rectifié 2010**, il y a lieu de signaler que les plus récentes estimations des administrations fiscales compétentes pour l'année entière ne laissent pas prévoir de moins-value globale de recettes par rapport au budget initial 2010.

Il est même probable qu'il y ait de légères plus-values en 2010 dont une prévision globale et fiable ne peut cependant être donnée. Voilà pourquoi, et pour des raisons de prudence, il y a lieu de ne pas changer au budget rectifié les recettes FCDF ET ICC prévues au budget 2010.

Au cas où les communes seront néanmoins gratifiées de plus-values lors des décomptes pour 2010 du FCDF et de l'ICC au début de l'année 2011, ces plus-values seront à reporter au financement du budget extraordinaire et l'emprunt éventuel y inscrit serait à réduire en conséquence. Si jamais l'une ou l'autre commune subissait néanmoins une moins-value, celle-ci serait à résorber au budget de fonctionnement en ayant le cas échéant (au cas où le compte ordinaire deviendrait négatif) recours au fonds de réserve constitué à cette fin.

a) Le fonds communal de dotation financière (FCDF)

L'évolution du fonds se présente de la façon suivante:

| 2009 | 2010 | 2011 |
|-------------------------|---|-----------------------------------|
| <i>Compte de l'Etat</i> | <i>Budget de l'Etat</i> | <i>Projet de budget de l'Etat</i> |
| 681.174.986 | 698.448.000 | 772.287.800 |
| Compte des communes | <i>Compte prévisionnel budget rectifié des communes</i> | Budget des communes |
| 681.174.986 | 698.448.000 | 772.287.800 |
| ↑ (+13,37 %) | | |

Les communes voudront inscrire au budget rectifié de 2010 une recette d'un ordre de grandeur égal à leur budget initial 2010 (maintien du crédit prévu au budget).

La recette à inscrire pour l'exercice 2011 sera par rapport à la recette effective de 2009 d'un ordre de grandeur dépassant le compte de 2009 de 13,37 %.

Ces chiffres sont à inscrire à l'article 2/1390/7611 du budget rectifié 2010 respectivement du budget 2011.

b) Impôt commercial communal (ICC)

| 2009 | 2010 | 2011 |
|-------------------------|---|-----------------------------------|
| <i>Compte de l'Etat</i> | <i>Budget de l'Etat</i> | <i>Projet de budget de l'Etat</i> |
| 578.991.976 | 500.000.000 | 560.000.000 |
| Compte des communes | <i>Compte prévisionnel budget rectifié des communes</i> | Budget des communes |
| 578.991.976 | 500.000.000 | 560.000.000 |
| ↑ (-3,28%) | | |

Les communes voudront maintenir au budget rectifié de 2010 une recette d'un ordre de grandeur ne dépassant pas la recette budgétaire prévue à leur budget initial 2010.

La recette à inscrire pour l'exercice 2011 par rapport à la recette effective de 2009 sera diminuée de - 3,28%.

Ces chiffres sont à inscrire à l'article 2/1390/7420 du budget rectifié 2010 respectivement du budget 2011.

o o o

Globalement les recettes FCDF et ICC sont en progression par rapport à 2009 de 72.120.838€ soit de 5,72%.

On peut dire que les recettes non affectées des communes pour 2011, à savoir les recettes provenant du FCDF et de l'ICC sont en progression par rapport au compte 2009 de 72.120.838€ soit de 5,72%. Par rapport au budget rectifié de 2010 (inchangé par rapport au budget) la progression s'élève à + 133.839.800 € soit à 11,17%.

Même si le budget 2011 laisse donc prévoir une évolution des recettes non affectées (sans l'impôt foncier) très favorable de + 11,17% (FCDF et ICC) par rapport au budget rectifié 2010, les communes sont néanmoins invitées à prévoir une évolution maximale de leurs dépenses de fonctionnement ne dépassant pas les 5.9% à l'instar de celle prévue au projet de budget l'Etat pour 2011.

Les communes voudront donc rester très prudentes en ce qui concerne l'évolution de leurs dépenses de fonctionnement par rapport à 2010 et vérifier si elles doivent effectivement épuiser l'intégralité de la marge de progression de 5,9%. Le solde positif au budget ordinaire que les communes parviendront de cette manière à libérer devra servir soit à renforcer le « Fonds de réserve budgétaire » pouvant servir ultérieurement à une compensation d'un déchet éventuel de recettes, soit au transfert au budget extraordinaire pour réduire d'autant le recours éventuel à l'emprunt. De cette manière les communes garantissent des investissements à haut niveau sans recours supplémentaire à l'endettement.

Dans ce même ordre d'idées, les communes veilleront soigneusement à ce que les dépenses d'investissements nouveaux ainsi que de remplacements d'équipements existants figurent toutes au chapitre des dépenses extraordinaires pour dégager de cette manière un excédent supplémentaire au niveau du budget de fonctionnement pouvant être utilisé à des dépenses supplémentaires sans dépasser la marge des 5,9%.

o o o

A titre de rappel, je voudrais également signaler que la perspective d'une diminution des recettes en matière d'impôt commercial communal (ICC) à partir de l'année 2004 avait fait l'objet de deux circulaires ministérielles n° 2347 du 27 novembre 2002 et n° 2363 du 27 mars 2003. Compte tenu cependant des perspectives de plus-values exceptionnelles pour les années 2002 et 2003, les communes avaient été invitées à l'époque dans ce même contexte à créer un "Fonds de réserve budgétaire" et à prévoir au budget rectifié 2002 et au budget 2003 des dotations à ce Fonds en vue de pouvoir faire face à des moins-values importantes de recettes pendant les exercices ultérieurs.

Si au départ le recours au fonds de réserve était destiné à maintenir les recettes de l'ICC jusqu'en 2006 au niveau de 465.000.000 €, il a été par la suite laissé aux bons soins des administrations communales de procéder suivant leurs capacités financières individuelles à d'éventuelles dotations supplémentaires du et/ou à d'éventuels recours devenus nécessaires au "Fonds de réserve budgétaire", dans le respect d'une politique budgétaire prudente.

Ainsi par deux circulaires successives (N° 2691 du 7 mars 2008 et N° 2751 du 16 décembre 2008), j'avais invité chaudement les communes à profiter de cet outil pour se constituer des réserves budgétaires en v portant les plus-values de recettes par rapport aux budgets votés en 2007 et en 2008 pour pouvoir v recourir en période de recettes moins fastes.

Il est rappelé également dans ce contexte que le « Fonds de réserve budgétaire » sert en principe à atténuer des éventuelles fluctuations de recettes ordinaires non affectées, des fluctuations résultant directement des fluctuations des impôts auxquels les communes sont intéressés, à savoir l'ICC et les impôts à la base du FCDF. Si ces fluctuations vers la hausse ou vers la baisse paraissent plus prononcées que par le passé, il faut relever que les communes disposent depuis 2002 avec l'institution du « Fonds de réserve budgétaire » d'un outil financier permettant de gérer de façon professionnelle ces fluctuations au niveau communal dans le but de pouvoir garantir une certaine stabilité dans l'évolution de la politique des dépenses de fonctionnement.

Il est renvoyé également au point 4) de la présente circulaire budgétaire relatif au "Fonds de réserve budgétaire".

B) Dépenses

a) Progression des dépenses ordinaires au budget 2011

Globalement, comme il l'a été exposé ci-avant, les communes contiendront donc la progression de leurs dépenses ordinaires pour 2011 dans la marge de progression de 5,9% par rapport au budget 2010.

b) Nombre indice et valeur du point indiciaire

Le nombre indice moyen de l'échelle mobile des salaires s'est élevé pour 2009 à 699,44.

En exécution des directives pour la préparation du projet de budget de l'Etat pour l'exercice 2011 et suite aux accords conclus récemment entre le Gouvernement et les syndicats, les dépenses liées à l'échelle mobile des salaires sont à fixer en principe selon la cote d'application ci-après :

- de 711,07 points au budget rectifié de 2010 (+ 1,56 % par rapport à 2009)
- de 724,34 points au budget de 2011 (+ 3,56 % par rapport à 2009)

La valeur annuelle du point indiciaire (au N.I. 100) à mettre en compte est la suivante :

- fonctionnaires et employés communaux bénéficiant du régime de pension des fonctionnaires (Pi 1):

| | |
|-------|------------------------------|
| 2009: | 27,9642€ |
| 2010: | 27,9642 € (identique à 2009) |
| 2011: | 27,9642 € (identique à 2009) |

- personnel ne bénéficiant pas du régime de pension des fonctionnaires (Pi 2):

| | |
|-------|------------------------------|
| 2009: | 26,4794 € |
| 2010: | 26,4794 € (identique à 2009) |
| 2011: | 26,4794 € (identique à 2009) |

c) Introduction d'un statut unique - rappel

A partir du 1^{er} janvier 2009, la loi du 13 mai 2008 a introduit le statut unique. La circulaire 2730 du 25 septembre 2008 établie conjointement par le SYVICOL et le Ministère de l'Intérieur (Service du Personnel) analyse les incidences de la nouvelle législation sur les employeurs et salariés communaux.

d) Participation dans les budgets d'exploitation ou d'investissement de syndicats ou établissements publics

Les syndicats de communes et les établissements publics placés sous la surveillance des communes ont été invités à signaler aux communes membres respectivement à leurs communes tutrices les montants que celles-ci auront à inscrire dans leurs budgets à titre de contributions ordinaires et extraordinaires servant au financement des syndicats et établissements publics.

Ces contributions constituent des dépenses obligatoires auxquelles les communes ne peuvent pas se soustraire.

Les syndicats à vocations multiples devront, comme dans le passé, ventiler leurs demandes d'apports suivant les différents domaines concernés. Ainsi les communes pourront intégrer ces dépenses dans les différentes fonctions dans le but de garantir une transparence au niveau de la lecture des budgets des communes et des statistiques à en déduire.

e) Elections communales 2011

Les communes voudront prévoir les crédits nécessaires pour les opérations relatives aux élections communales du 9 octobre 2011, notamment aux articles 3/0112/6131-003 (Indemnités) et 3/0112/6194 (Frais divers).

4) Fonds de réserve budgétaire (Annexe 1)

Il est laissé aux bons soins des administrations communales de procéder suivant leurs capacités financières et leurs besoins individuels à une dotation du "Fonds de réserve budgétaire" créé par les communes suivant les recommandations de ma circulaire du 27 novembre 2002. L'article du budget des dépenses ordinaires à utiliser pour l'opération de dotation est libellé "Dotation au fonds de réserve budgétaire" et a le code 3/1390/6920.

Un recours partiel ou total devenant éventuellement nécessaire pour compenser des moins-values de recettes respectivement pour équilibrer le budget ordinaire est à imputer à l'article 2/1390/7920 libellé "Recours au fonds de réserve budgétaire".

Il y a lieu de joindre au document budgétaire 2011 le tableau ci-annexé dûment rempli de la situation du "Fonds de réserve budgétaire" au 31.12.2010, indiquant toutes les opérations d'alimentation et de recours effectuées jusqu'au 31.12.2010 et renseignant le montant total de la réserve à cette date. (Annexe 1)

Ce montant est à comptabiliser au Journal auxiliaire communal à un compte spécifique et exclusif libellé "Fonds de réserve budgétaire": en contrepartie, le compte bancaire à terme spécial doit impérativement figurer dans l'encaisse du receveur communal dans les comptes financiers.

Une concordance parfaite entre le compte bancaire spécial et l'inscription spécifique au Journal auxiliaire doit être maintenue à tout moment. Les soldes effectifs doivent tenir évidemment compte de toute dotation du et de tout recours au "Fonds de réserve budgétaire" ainsi que des intérêts créditeurs.

Il est rappelé que la décision de procéder à un recours définitif à une partie ou à la totalité de l'avoir du "Fonds" appartient toujours au Conseil communal, soit dans le cadre du vote du budget, soit par le vote d'une délibération spéciale, soit par l'approbation du titre de recette en question.

Un recours temporaire pour faire face à des problèmes momentanés de la trésorerie est admis et relève de la compétence du Collège échevinal (ma circulaire 2484 du 22 mars 2005). Il est évident qu'un tel recours temporaire ne constitue pas une recette budgétaire !

5) Pacte au Logement (Mécanisme) - rappel

Il est renvoyé à la circulaire no 2749 du 12 décembre 2008 sur les dispositions relatives aux contributions financières de l'Etat aux communes introduites par la législation afférente du pacte logement (loi du 22 octobre 2008).

Pour 2010 et 2011, la participation financière de l'Etat est à prévoir au chapitre des recettes extraordinaires (article 1/0710/1440/001); elle est à porter également en dépense au chapitre des dépenses extraordinaires (article 4/0710/2701/001) en vue d'en doter le « Fonds de réserve pacte logement ».

Si un recours au « Fonds » est envisagé afin de contribuer au financement des frais liés à la création de nouveaux logements et des équipements collectifs induits par l'accroissement de la population, il est à inscrire en recettes extraordinaires sous la/les section(s) budgétaire(s) correspondant à l'objet à financer (article 1/code fonctionnel/2701/001 - libellé « Aide en capital pacte logement »).

6) Fonds de réserve pacte logement (Annexe 2) - rappel

Les règles en vigueur pour le « Fonds de réserve budgétaire » (point 4 ci-dessus/Annexe 1) sont en principe aussi valable pour le « Fonds de réserve pacte logement »

Tout montant qui fait l'objet d'une dotation du « Fonds » (voir point 5 ci-dessus) est à comptabiliser au Journal auxiliaire communal à un compte spécifique et exclusif libellé « Fonds de réserve pacte logement » ; en contrepartie, un compte bancaire à terme spécial doit être ouvert et figurer impérativement dans l'encaisse du receveur communal dans les comptes financiers.

Une concordance parfaite entre le compte bancaire spécial et l'inscription spécifique au Journal auxiliaire doit être maintenue à tout moment. Les soldes effectifs doivent tenir évidemment compte de toute dotation du et de tout recours au « Fonds de réserve pacte logement » ainsi que des intérêts créditeurs.

La décision de procéder à un recours d'une partie ou de la totalité de l'avoir du « Fonds » appartient toujours au Conseil communal, soit dans le cadre du vote du budget soit par le vote d'une délibération spéciale soit par l'approbation du titre de recette en question. Il est évident qu'un recours ne peut se faire que pour contribuer au paiement de factures relatives à des projets d'investissement communaux figurant au Pacte logement conclu avec l'Etat.

Il y a lieu de joindre au document budgétaire 2011 le tableau ci-annexé dûment rempli de la situation du "Fonds de réserve pacte logement " au 31.12.2010, indiquant toutes les opérations d'alimentation et de recours effectuées jusqu'au 31.12.2010 et renseignant le montant total de la réserve à cette date (Annexe 2).

7) Loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau

Tarifification de l'eau

A partir de l'exercice 2010, les communes, responsables de la fourniture d'eau et de l'évacuation des eaux usées sur leur territoire, sont obligées de par la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau (art. 12 à 14) à répercuter l'intégralité des coûts des services liés à l'utilisation de l'eau au consommateur final par le biais d'une tarification fixant des redevances basées sur les principes de l'utilisateur-payeur et du pollueur-payeur.

Parmi les coûts à prendre en considération pour la fixation des redevances, il y a en premier lieu les participations des communes aux charges de fonctionnement de leurs syndicats de communes actifs soit dans le secteur de l'alimentation en eau potable soit dans celui de l'évacuation et de l'épuration des eaux usées (cf. circulaire budgétaire aux syndicats de communes du 23 septembre 2010 N° 2874).

Ensuite, les communes compléteront ces charges par leurs propres charges en la matière ainsi que par la taxe de prélèvement d'eau (art. 15 de la loi) et par la taxe de rejet des eaux usées (art. 16), pour autant que les communes procèdent elles-mêmes respectivement à des prélèvements d'eau dans une eau de surface et/ou dans une eau souterraine, ou bien à des déversements d'eaux usées dans les eaux de surface et/ou souterraines (cf. circulaires relatives au schéma de calcul du coût de l'eau du 14 octobre 2009 N°2821 et celle du 23 septembre 2010 N°2877 relative à la tarification de l'eau)

En ce qui concerne les taxes de prélèvement d'eau et de rejet des eaux usées (pour autant que la commune est concernée), les modalités de la fixation de ces taxes sont définies aux articles 15 et 16 précités. Ces taxes sont à régler par la commune au profit du receveur de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines de l'arrondissement du redevable (donc de la commune en question).

Les modalités de l'établissement et du recouvrement des taxes sont fixées à l'article 17.

La taxe de prélèvement est actuellement fixée à 0,10 € par m³ (article 15(3)) prévoyant une recette pour l'Etat de l'ordre de 3.500.000 €. La taxe de rejet est définie annuellement par règlement grand-ducal (cf. art. 16 (4)) et a été fixée pour 2010 à 0,15 € par m³ (règlement grand-ducal du 26 juin 2010).

A noter par ailleurs que les 2 taxes en question contribuent au niveau de l'Etat au financement du Fonds pour la Gestion de l'eau où elles seront portées en recette (article 17 (5)).

Pour faire droit aux exigences de la loi en question, les communes sont donc invitées à prévoir, tant au budget rectificatif 2010 qu'au budget 2011, au niveau de leur budget de fonctionnement une « provision » pour régler les taxes en question – un règlement qui, compte tenu de la procédure prévue par la loi sur l'eau, n'interviendra en principe pas dans l'année-même de leur perception, mais au cours de l'année suivante. Comme les taxes en question font néanmoins partie des coûts de l'exercice de leur perception, il y a lieu de les « provisionner » par des montants adéquats.

Concrètement, cela se fera par la définition au budget ordinaire de la commune de deux articles de dotation de deux provisions distinctes.

Chaque commune concernée devra prévoir à partir du budget rectificatif 2010 un article 3/0740/6464 libellé "Dotation de la provision relative au paiement de la taxe de prélèvement d'eau" qui renseignera la dépense annuelle totale prévisible de la taxe en question. Etant donné que la commune doit le montant de la taxe (qui fait partie intégrante du coût de l'eau) à l'Etat, il est à transférer à un compte de la classe 4 du Journal Auxiliaire (compte 491 000 libellé "Provision relative au paiement à l'Etat de la taxe de prélèvement d'eau"), pour être versé au cours de l'année suivante au profit de l'Administration de l'Enregistrement.

En outre, toute commune concernée devra également prévoir à partir du budget rectificatif 2010 un article 3/0733/6465 libellé "Dotation de la provision relative au paiement de la taxe de rejet des eaux usées" qui renseignera la dépense annuelle totale prévisible de la taxe en question. Etant donné que la commune doit le montant de la taxe (qui fait partie intégrante du coût de l'évacuation de l'eau) à l'Etat, il est à transférer à un compte de la classe 4 du Journal Auxiliaire (compte 492 000 libellé "Provision relative au paiement à l'Etat de la taxe de rejet des eaux usées"), pour être versé au cours de l'année suivante au profit de l'Administration de l'Enregistrement.

Si le montant exact et précis de l'une ou de l'autre des 2 taxes en question est connu avant la clôture de l'exercice en question, rien ne s'oppose à ce que la commune puisse le verser à l'Administration de l'Enregistrement par imputation à l'exercice budgétaire de son prélèvement sans passer par une dotation à la provision adéquate du journal auxiliaire.

8) Enseignement fondamental

Il est renvoyé à la nouvelle législation relative à l'enseignement fondamental, et notamment aux trois lois du 6 février 2009 et les règlements grand-ducaux afférents.

L'article 1^{er} de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental a la teneur suivante :

« Art. 1^{er}. L'enseignement fondamental comprend neuf années de scolarité, réparties en quatre cycles d'apprentissage. Le premier cycle comprend une année d'éducation précoce dont la fréquentation est facultative et deux années d'éducation préscolaire faisant partie de l'obligation scolaire.

Les deuxième, troisième et quatrième cycles suivants constituent l'enseignement primaire. Chaque cycle d'apprentissage a une durée de deux ans. »

Vu que la loi prévoit toujours l'éducation précoce, l'éducation préscolaire et l'enseignement primaire (regroupés sous le terme global « enseignement fondamental »), les fonctions 0423, 0421, 0422 et 0420 sont dès lors à maintenir.

9) Participation des communes dans les rémunérations du personnel enseignant (nouvelles lois)

La nouvelle législation sur l'enseignement fondamental est en vigueur depuis la rentrée scolaire 2009/2010. En ce qui concerne la participation des communes dans les rémunérations du personnel enseignant (art.76), il y a lieu de tenir compte des précisions ci-après et de respecter les modalités de comptabilisation y relatives tant pour le budget rectifié 2010 que pour le budget 2011.

Le principe de la participation des communes à 1/3 des rémunérations du personnel enseignant affecté à leurs écoles est maintenu. **La procédure comptable est cependant changée.**

Pour l'exercice 2009 déjà, lors du versement aux communes des quotes-parts des communes dans le FCDF, l'Etat a retenu à titre de participation des communes dans les rémunérations du personnel enseignant 1/3 de l'année 2009 (4 mois allant de septembre à décembre 2009), sans préjudice des participations des communes aux rémunérations inscrites au budget 2009 selon l'ancienne législation (dépenses relatives à l'année 2008).

Pour l'exercice 2010, la commune se verra opérer une retenue de 1/3 des rémunérations couvrant toute l'année 2010 (2 années scolaires différentes).

La retenue effectuée pour 2010 sur les versements du FCDF de 2010 sera à imputer au budget de l'année 2011, en passant par la comptabilisation d'une charge (dépense ordinaire) payée d'avance au Journal Auxiliaire de 2010 (compte 495 000).

Pour l'exercice 2011, la procédure sera la même. L'article 3/0420/6361 du budget 2011 comportera les crédits nécessaires pour y imputer la charge payée d'avance figurant au Journal Auxiliaire de 2010 et qui se rapportera aux années scolaires 2009/2010 et 2010/2011 (de janvier à août 2010 et de septembre à décembre 2010) (nouvelle législation).

La retenue qui sera faite dans le cadre des versements du FCDF en 2011 concernant l'année 2011 (années scolaires 2010/2011 et 2011/2012 - nouvelle loi) est avancée par la caisse de la commune pour être imputée à des crédits prévus au budget 2012, en passant par sa comptabilisation au compte 495 000 du Journal Auxiliaire de 2011.

Le compte 495 000 du Journal Auxiliaire a le libellé suivant "Participation des communes dans les rémunérations du personnel enseignant – charges payées d'avance (loi du 6.2.2009)".

En ce qui concerne les recettes des communes provenant du FCDF, elles seront portées dans leur intégralité à l'article budgétaire y prévu pour 2010, c'est-à-dire sans y défalquer la quote-part de la commune dans les rémunérations du personnel enseignant retenue lors des versements. Il en est de même pour l'année 2011 et pour les années subséquentes.

En effet, le principe de l'universalité du budget communal ne permet pas une compensation entre recettes et dépenses au niveau de leur imputation aux budgets et aux comptes.

10) Offices sociaux – nouvelle législation

Le 1^{er} janvier 2011, la loi du 18 décembre 2009 concernant l'aide sociale entre en vigueur, ce qui implique que les 116 offices sociaux actuels vont cesser leurs activités le 31 décembre 2010. Ils voudront présenter un budget rectificatif 2010 qui est à transmettre, conformément à ma circulaire budgétaire du 23 septembre 2010 N° 2874, à la commune tutrice dans un délai tel qu'il puisse être soumis au vote du conseil communal ensemble avec le budget 2011 de la commune.

Pour ce qui est des nouveaux offices sociaux créés à partir du 1.1.2011 en vertu de la loi du 18 décembre 2009 concernant l'aide sociale et en application du projet de règlement grand-ducal portant exécution de la loi qui vous a été transmis par ma circulaire 2868 du 16 juillet 2010, le budget de 2011 est à voter en principe lors de la première réunion du futur conseil d'administration du nouvel office social. Ensuite, il est transmis à la commune siège pour y être voté par le Conseil communal avant d'être soumis à l'approbation définitive du Ministre de l'Intérieur. A noter aussi que l'article 23 (3) de la loi prévoit, du moins pour les exercices budgétaires à venir, un projet de budget à approuver par les communes membres au plus tard pour le 15 novembre de l'année en cours.

Il est à signaler qu'une circulaire conjointe du Ministère de la Famille et de l'Intégration ainsi que du Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région sur les incidences de la nouvelle législation parviendra au secteur communal dans les meilleurs délais. Elle portera, entre autres, sur les conventions à passer entre les communes, les nouveaux offices sociaux et le Ministère de la Famille ainsi que sur le projet de budget 2011 à présenter par ceux-ci, en application de l'article 23 (3) de la loi concernant l'aide sociale.

La loi dispose que les nouveaux offices sociaux sont des établissements publics placés sous la surveillance de leur commune de tutelle ou de leur commune siège. Le titre 4 « De la comptabilité communale » de la loi communale leur est donc applicable, conformément à l'article 170 de cette loi.

Si une commune seule institue un office social placé sous sa surveillance, celui-ci succède à tous les biens, droits, charges et obligations de l'Office social dissous. La dissolution n'entraîne alors pas de répercussions sur le budget communal.

Pour les communes adhérant à un Office social commun (donc en cas de fusion d'anciens Offices sociaux), la commune de tutelle concernée succède à tous les biens, droits, charges et obligations de l'Office social dissous. Ces communes devront prévoir dans leur document budgétaire 2011 les crédits nécessaires pour la reprise des actifs et des passifs de leur office social dissous, à savoir les articles budgétaires suivants :

- 2/0620/7045-002: Prise en recettes du boni de l'Office social dissous (budget rectificatif 2010) – création d'un code comptable nouveau
- 2/0620/7620-002: Part de l'Etat dans les frais de l'assistance publique de l'Office social dissous (budget rectificatif 2010 et éventuellement 2011)
- 2/0620/7020-002: Recettes diverses de l'Office social dissous (budget rectificatif 2010 et éventuellement budget 2011)
- 3/0620/6331-002: Prise en charge du déficit de l'Office social dissous (budget rectificatif 2010)
- 3/0620/6333-002: Dépenses diverses de l'Office social dissous (budget rectificatif 2010 et éventuellement budget 2011)

En outre, l'article 6 (3) de la loi concernant l'aide sociale prévoit que toutes les communes du pays dotent leur nouvel Office social d'un Fonds de roulement. La dotation des communes s'élève à 5 Euros minimum par habitant et la population de résidence la plus récente calculée par le STATEC est mise en compte. Il est à noter que pour les années à venir, l'Office social procédera à un recalcul du fonds de roulement à chaque nouvelle publication par le STATEC de la statistique sur la population de résidence. Les communes voudront inscrire le montant ainsi calculé au budget 2011 à l'article 4/0620/2470-001 libellé « Dotation du fonds de roulement de l'Office social ».

A partir du budget 2011 et de l'entrée en vigueur de la loi concernant l'aide sociale, l'Etat et les communes prendront en charge à parts égales le déficit de la gestion ordinaire annuel de leur office social (article 23 (1)). Les dépenses non prises en charge par l'Etat sont à financer intégralement par la ou les commune(s) membre(s). Les frais résultant d'un service fourni dans l'intérêt d'une partie seulement des communes membres, tel que convenu d'avance avec ces communes dans le cadre des conventions à conclure (article 23 (3)) est à financer exclusivement par ces communes.

Dans l'intérêt de garantir la liquidité des offices sociaux, il est souhaitable que les communes procèdent en cours d'exercice budgétaire à la liquidation d'avances sur la quote-part communale dans la prise en charge prévue pour l'exercice en question au même rythme que l'Etat. L'intégralité de la part communale au déficit annuel de leur Office social est à imputer à l'article 3/0620/6331 du budget de 2011.

11) Les rappels de certaines directives constantes à observer lors de l'élaboration des budgets

A) L'inscription aux budgets des aides à l'investissement

En principe, seuls les aides pour lesquels il existe un **engagement ferme** seront admises aux budgets. Exceptionnellement, **des aides certaines mais non encore confirmées par écrit**, peuvent figurer aux budgets en recettes avec une justification appropriée au commentaire budgétaire. Il en est de même quand un investissement spécifique ne sera fait que sous la condition expresse de l'octroi d'une aide en capital (p.ex. construction d'une piscine).

Les aides figurent au budget des recettes extraordinaires en contrepartie et proportionnellement aux dépenses inscrites au budget des dépenses extraordinaires et auxquelles elles se réfèrent.

Le **commentaire budgétaire** indiquera la date de l'engagement de l'aide à l'investissement, le montant total de l'aide engagée, le montant liquidé avant 2010, les montants prévus pour les années 2010 et 2011 et les tranches des aides restant à liquider après 2011. Il renseignera en outre sur l'état d'avancement des travaux, à savoir sur le montant total du/des devis approuvé(s) ou restant à approuver et sur la répartition des crédits sur les différents exercices budgétaires passés et à venir.

Au cas où la liquidation échelonnée des aides en capital ne suit pas le rythme des travaux, il peut en résulter des problèmes de trésorerie. Dans cette éventualité, les communes sont autorisées à ventiler le montant de l'aide en inscrivant d'une part le montant effectif de l'aide pour l'exercice en question et d'autre part la quote-part de l'aide annuelle restant due proportionnellement aux dépenses prévues jusqu'à fin 2011. La quote-part de l'aide restant due globalement s'inscrit à l'article de recette afférent à titre de **quote-part de l'aide à préfinancer pour compte de l'Etat** (code 1440).

Si, en cours d'exercice, le préfinancement d'une aide étatique rend effectivement nécessaire un **recours à des capitaux étrangers** au niveau de la gestion de la trésorerie, la commune devra, au moment où elle sollicitera l'autorisation requise, disposer d'un échéancier de liquidation de l'aide établi par le département ministériel concerné. La durée du recours à un compte de préfinancement spécifique sera alors égale à la durée prévisionnelle de liquidation de l'aide et les tranches de l'aide à l'investissement restant à verser serviront à restituer au compte bancaire les sommes préfinancées.

B) L'inscription aux budgets des crédits pour dépenses extraordinaires

"Il n'est porté au budget extraordinaire que les crédits relatifs aux dépenses à engager effectivement dans le cours de l'année du budget. Le budget ne peut donc prévoir le coût global de travaux s'échelonnant sur plusieurs exercices, mais seulement le crédit nécessaire à l'exécution de la partie des travaux à réaliser pendant l'année du budget". (Instruction ministérielle sur le budget des communes du 5.5.1962)

"Dans le cas de travaux s'étendant sur plusieurs exercices, le budget annuel ne prévoit que la tranche de crédit nécessaire au règlement de la dépense prévue pour l'exercice du budget" (article 154 du règlement grand-ducal du 3 août 2009 portant exécution de la loi du 25 juin 2009 sur les marchés publics).

Les travaux nouveaux que la commune se propose d'entamer au cours de l'exercice budgétaire à venir sont à doter d'un crédit initial réaliste tenant compte des délais d'élaboration et d'approbation des dossiers y relatifs et de la date probable de la mise sur chantier des travaux.

Pour tous les travaux inscrits au budget extraordinaire, le commentaire budgétaire renseignera le montant total du/des devis approuvé(s) ou restant à approuver et la répartition des crédits sur les différents exercices budgétaires passés et à venir.

C) Le commentaire budgétaire

Le commentaire budgétaire fait partie intégrante du document budgétaire. Il doit être joint au dossier à mettre à la disposition des conseillers communaux au moment de leur convocation pour la réunion du conseil communal ayant pour objet le budget communal.

Il fournit au conseiller communal et à l'autorité supérieure les renseignements leur permettant de statuer sur le budget en toute connaissance de cause.

Il est rappelé que le commentaire budgétaire renseignera sur l'état d'avancement des travaux extraordinaires, à savoir sur le montant total du/des devis approuvé(s) ou restant à approuver et sur la répartition des crédits sur les différents exercices budgétaires passés et à venir.

Il sera également indiqué la date de l'engagement de l'aide(étatique ou autre) à l'investissement éventuellement accordée, le montant total de l'aide engagée, le montant liquidé avant 2010, les montants prévus pour les années 2010 et 2011 et les tranches de l'aide restant à liquider après 2010.

D) La présentation

Afin de faciliter l'archivage des documents budgétaires devenus volumineux, il est recommandé de les présenter en version "recto-verso".

12) Remarques finales

A) Il est précisé que l'autorisation et l'approbation des recettes et des dépenses dans le cadre de la procédure budgétaire ne sauraient dispenser les autorités communales des procédures d'autorisation spécifiques (p.ex. devis, marchés etc.) prévues dans les différentes matières, et ne préjugent d'aucune manière de la décision qui sera prise par l'autorité de tutelle au niveau de l'instruction spécifique de ces dossiers.

B) A toutes fins utiles, je voudrais profiter de la présente circulaire budgétaire pour informer les communes du fait qu'un nouveau plan comptable, en principe applicable à tout le secteur communal (communes, syndicats, établissements publics), est à l'étude.

Il devrait être compatible avec le plan comptable général (cf. plan comptable des associations conventionnées) et les exigences du SEC 95 (système comptable européen), cela dans le respect des règles de transparence et de la présentation budgétaire actuelle.

- C) Comme pour toutes les années, les 5 tableaux suivants font partie intégrante du document budgétaire 2011 et sont à remplir et à joindre aux budgets :
- Renseignements statistiques
 - Taxes d'hygiène et de salubrité publique
 - Relevé du personnel communal (Emploi salarié)
 - Situation des emprunts
 - Engagements financiers de la Commune

Messieurs les Commissaires de district voudront porter la présente circulaire à la connaissance des administrations communales. Ils voudront veiller à ce que les budgets soient votés par les conseils communaux avant le début de l'exercice financier 2011 en conformité avec l'article 122 de la loi communale.

Tout retard apporté au vote et à l'approbation du budget annuel est de nature à entraver la bonne et saine gestion des affaires communales.

Aussi voudrais-je inviter les responsables communaux à faire entamer en temps utile les travaux d'élaboration du budget rectifié de 2010 et du budget de 2011 afin de pouvoir les soumettre au vote du conseil communal pour la mi-décembre au plus tard en sorte que le budget 2011 puisse être instruit, contrôlé et devenir exécutoire au 1^{er} janvier 2011.

Le receveur communal est invité à surseoir à tout paiement de dépense non obligatoire en l'absence d'un crédit budgétaire dûment autorisé par l'autorité supérieure et ceci en conformité avec l'article 134 de la loi communale.

La présente circulaire est à adresser en double à chaque commune, un exemplaire étant destiné au receveur communal.

**Le Ministre de l'intérieur
et à la Grande Région,**



Jean-Marie HALSDORF

- Annexes:**
- Fonds de réserve budgétaire (article 144 de la loi communale)
 - Fonds de réserve pacte logement (article 144 de la loi communale - loi du pacte logement du 12.12.2008)

Annexe I

Administration communale de _____

FONDS DE RESERVE BUDGETAIRE (article 144 loi communale)**Dotation (D) du Fonds (article 3/1390/6920), Recours (R) au Fonds (article 2/1390/7920) ou Intérêts créditeurs (I)**

| Dotation (D), Recours (R) ou Intérêts créditeurs (I) | date | - mandat (M) ou titre (T) + art. budgétaire - intérêts créditeurs (I) | montant | montant cumulé |
|--|------|--|---------|----------------|
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

Compte bancaire: _____

Banque: _____

Situation du Fonds au 31.12.2010: _____

Article du Journal auxiliaire: _____

Date.....

Signature du receveur communal

Annexe 2

Administration communale de _____

FONDS DE RESERVE PACTE LOGEMENT
(article 144 loi communale; loi pacte logement du 12.12.2008)

Dotation (D) du Fonds (article 4/0710/2701/001), Recours (R) au Fonds (article 1/code fonctionnel/2701/001) ou Intérêts créditeurs (I)

| Dotation (D), Recours (R) ou Intérêts créditeurs (I) | date | - mandat (M) ou titre (T) + art. budgétaire - intérêts créditeurs (I) | montant | montant cumulé |
|--|------|--|---------|----------------|
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

Compte bancaire: _____

Banque: _____

Situation du Fonds au 31.12.2010: _____

Article du Journal auxiliaire: _____

Date.....

Signature du receveur communal

| 2009 | ICC (en euro) | Bases calculées de l'année | Taux de l'année | PROPRE (de chaque commune) | VENTILATION (de chaque commune) | TOTAL IMPOT PRODUIT DANS LA COMMUNE | contribution au fonds de péréquation financière (en %) | (en euros) | PART NETTE DE LA COMMUNE (en euros) | participation au fonds Part I 45% | Part II 55% | TOTAL FONDS (Total Parts I et II) | REVENU TOTAL (total fonds + part nette) | | |
|-----------------|------------------|----------------------------------|-----------------------|----------------------------------|---------------------------------------|---|--|----------------|---|---|----------------|--------------------------------------|---|----------------|----------------|
| Rang | COMMUNE (1) | (2) | (3) | (4) | (5) | [(4)+(5)=(6)] | (7) | [(6)*(7)=(8)] | [(6)-(8)=(9)] | (10) | (11) | [(10)+(11)=(12)] | [(9)+(12)=(13)] | | |
| 93 | SANEM | 490 860,56 | 275 | 819 840,26 | 530 026,29 | 1 349 866,55 | 42,00 | 566 943,95 | 782 922,60 | 5 158 037,48 | 5 923 636,47 | 11 081 673,95 | 11 864 596,55 | | |
| 94 | SCHIEREN | 69 551,48 | 300 | 166 821,39 | 41 833,04 | 208 654,43 | 42,00 | 87 634,86 | 121 019,57 | 541 084,77 | 633 296,12 | 1 174 379,89 | 1 295 399,46 | | |
| 95 | SCHIFFLANGE | 461 419,60 | 300 | 1 068 770,29 | 315 488,52 | 1 384 258,81 | 42,16 | 583 603,51 | 800 655,30 | 3 020 043,36 | 3 504 316,12 | 6 524 359,48 | 7 325 014,78 | | |
| 96 | SCHUTTRANGE | 2 610 339,79 | 225 | 4 992 579,75 | 880 684,78 | 5 873 264,53 | 67,00 | 3 935 087,24 | 1 938 177,29 | 773 122,99 | 1 429 485,05 | 2 202 608,04 | 4 140 785,33 | | |
| 97 | SEPTFONTAINES | 4 894,28 | 300 | 11 954,90 | 2 727,95 | 14 682,85 | 42,00 | 6 166,80 | 8 516,05 | 326 778,72 | 325 374,07 | 652 152,79 | 660 668,84 | | |
| 98 | STADTBREDIMUS | 146 592,98 | 250 | 347 065,52 | 19 416,93 | 366 482,45 | 43,86 | 160 739,20 | 205 743,25 | 457 490,21 | 592 571,42 | 1 050 061,63 | 1 255 804,88 | | |
| 99 | STEINFORT | 781 176,12 | 250 | 1 737 807,83 | 215 132,47 | 1 952 940,30 | 46,51 | 908 312,53 | 1 044 627,77 | 1 161 711,02 | 1 830 488,86 | 2 992 199,88 | 4 036 827,65 | | |
| 100 | STEINSEL | 625 583,36 | 300 | 1 645 261,30 | 231 488,77 | 1 876 750,07 | 44,96 | 843 786,83 | 1 032 963,24 | 2 465 279,48 | 1 944 764,55 | 4 410 044,03 | 5 443 007,27 | | |
| 101 | STRASSEN | 5 598 847,88 | 250 | 11 162 992,61 | 2 834 127,08 | 13 997 119,69 | 67,00 | 9 378 070,19 | 4 619 049,50 | 1 668 344,70 | 2 904 264,84 | 4 572 609,54 | 9 191 659,04 | | |
| 102 | TROISVIERGES | 549 688,99 | 275 | 659 530,38 | 852 114,34 | 1 511 644,72 | 47,08 | 711 682,33 | 799 962,39 | 945 885,08 | 1 180 987,36 | 2 126 872,44 | 2 926 834,83 | | |
| 103 | TUNTANGE | 25 409,25 | 300 | 77 036,05 | (808,30) | 76 227,75 | 42,00 | 32 015,65 | 44 212,10 | 358 696,64 | 487 853,33 | 846 549,97 | 890 762,07 | | |
| 104 | USELDANGE | 18 925,31 | 235 | 53 216,70 | (8 742,23) | 44 474,47 | 42,00 | 18 679,28 | 25 795,19 | 385 548,23 | 580 520,53 | 966 068,76 | 991 863,95 | | |
| 105 | VIANDEN | 113 582,86 | 300 | 218 392,00 | 122 356,59 | 340 748,59 | 42,58 | 145 090,75 | 195 657,84 | 676 355,96 | 708 509,31 | 1 384 865,27 | 1 580 523,11 | | |
| 106 | VICHTEN | 3 653,78 | 250 | (1 074,37) | 10 208,82 | 9 134,45 | 42,00 | 3 836,47 | 5 297,98 | 272 568,92 | 418 456,82 | 691 025,74 | 696 323,72 | | |
| 107 | WAHL | 11 175,84 | 300 | 13 699,00 | 19 828,51 | 33 527,51 | 42,00 | 14 081,55 | 19 445,96 | 179 348,32 | 345 320,37 | 524 668,69 | 544 114,65 | | |
| 108 | WALDBILLIG | 50 896,06 | 250 | 100 393,99 | 26 846,16 | 127 240,15 | 42,00 | 53 440,86 | 73 799,29 | 286 248,03 | 592 155,87 | 878 403,90 | 952 203,19 | | |
| 109 | WALDBREDIMUS | 22 107,69 | 280 | 55 824,90 | 6 076,63 | 61 901,53 | 42,00 | 25 998,64 | 35 902,89 | 319 179,22 | 377 317,57 | 696 496,79 | 732 399,68 | | |
| 110 | WALFERDANGE | 484 061,00 | 260 | 584 683,60 | 673 874,99 | 1 258 558,59 | 42,63 | 536 523,53 | 722 035,06 | 1 933 820,76 | 2 957 454,98 | 4 891 275,73 | 5 613 310,79 | | |
| 111 | WEILER-LA-TOUR | 152 548,07 | 300 | 58 792,10 | 398 852,11 | 457 644,21 | 43,28 | 198 068,41 | 259 575,80 | 481 808,63 | 734 273,28 | 1 216 081,91 | 1 475 657,71 | | |
| 112 | WEISWAMPACH | 518 689,12 | 250 | 982 788,63 | 313 934,18 | 1 296 722,81 | 54,58 | 707 751,31 | 588 971,50 | 357 176,74 | 532 732,51 | 889 909,25 | 1 478 880,75 | | |
| 113 | WELLENSTEIN | 48 571,08 | 300 | 72 964,01 | 72 749,24 | 145 713,25 | 42,00 | 61 199,56 | 84 513,69 | 413 413,08 | 622 490,88 | 1 035 903,96 | 1 120 417,65 | | |
| 114 | WILTZ | 569 650,99 | 275 | 975 505,61 | 591 034,60 | 1 566 540,21 | 44,46 | 696 483,78 | 870 056,43 | 1 550 805,69 | 1 980 917,23 | 3 531 722,92 | 4 401 779,35 | | |
| 115 | WILWERWILTZ | 0,00 | - | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 42,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | |
| 116 | WINCRANGE | 208 587,05 | 300 | 121 390,94 | 504 370,21 | 625 761,15 | 42,22 | 264 196,36 | 361 564,79 | 1 057 851,12 | 1 532 125,41 | 2 589 976,53 | 2 951 541,32 | | |
| 117 | WINSELER | 135 546,48 | 300 | 186 413,30 | 220 226,13 | 406 639,43 | 44,64 | 181 523,84 | 225 115,59 | 293 340,90 | 451 700,66 | 745 041,56 | 970 157,15 | | |
| 118 | WORMELDANGE | 160 634,35 | 250 | 309 704,84 | 91 881,04 | 401 585,88 | 42,60 | 171 075,58 | 230 510,30 | 756 404,08 | 991 912,99 | 1 748 317,07 | 1 978 827,37 | | |
| 119 | KIISCHPELT | 12 034,06 | 250 | 20 303,00 | 9 782,15 | 30 085,15 | 42,00 | 12 635,76 | 17 449,39 | 254 836,74 | 394 770,58 | 649 607,32 | 667 056,71 | | |
| 120 | TANDEL | 37 857,28 | 275 | 88 454,68 | 15 652,85 | 104 107,53 | 42,00 | 43 725,16 | 60 382,37 | 466 609,62 | 703 522,73 | 1 170 132,35 | 1 230 514,72 | | |
| Rec. avant 1970 | | | | | | 1 115,53 | | 1 115,53 | | | | | | | |
| 118 communes | | | | | | 248 253 866,58 | 484 625 470,61 | 103 365 390,08 | 587 990 860,69 | 372 859 870,30 | 215 132 105,92 | 167 786 941,63 | 205 072 928,67 | 372 859 870,30 | 587 991 976,22 |
| Taux pondérés | | | | | | | | | 63,41 | | | | | | |
| calc contrôle | | | | | | 248 253 866,58 | 484 625 470,61 | 103 365 390,08 | 587 990 860,69 | 372 859 870,30 | 215 132 105,92 | 167 786 941,63 | 205 072 928,67 | 372 859 870,30 | 587 991 976,22 |
| | | | | | | 236,85 | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | contrôle: | 215 132 105,92 | | | | 372 859 870,30 | 587 991 976,22 |

| 2009 | | ICC | | | DONNEES STATISTIQUES | | | | Taux ICC en 2009 (C18) |
|------|----------------|-----------------------------|--------------------|-----------------|----------------------|--------------------------------|--------------------|----------------|------------------------------|
| Rang | COMMUNE (1) | effets de la redistribution | | | Population | Nombre de salariés au 01.01.03 | | Total (C17) | |
| | | bénéficiaires nets | contribuables nets | | 01.01.09 (C14) | Indigènes (C15) | Etrangers (C16) | | |
| 1 | BASCHARAGE | 4 478 448,57 | 4 478 448,57 | 0,00 | 7244 | 1824 | 0 | 1 824 | 275 |
| 2 | BASTENDORF | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 3 | BEAUFORT | 1 474 462,53 | 1 474 462,53 | 0,00 | 2035 | 475 | 0 | 475 | 270 |
| 4 | BECH | 678 968,43 | 678 968,43 | 0,00 | 1003 | 209 | 0 | 209 | 260 |
| 5 | BECKERICH | 1 340 536,63 | 1 340 536,63 | 0,00 | 2255 | 520 | 0 | 520 | 300 |
| 6 | BERDORF | 1 016 577,24 | 1 016 577,24 | 0,00 | 1582 | 301 | 0 | 301 | 260 |
| 7 | BERG (COLMAR-) | (318 418,71) | 0,00 | (318 418,71) | 1888 | 536 | 0 | 536 | 300 |
| 8 | BERTRANGE | (2 207 338,11) | 0,00 | (2 207 338,11) | 6383 | 1501 | 0 | 1 501 | 300 |
| 9 | BETTBOORN | 988 360,68 | 988 360,68 | 0,00 | 1360 | 288 | 0 | 288 | 300 |
| 10 | BETTEMBOURG | 5 552 752,68 | 5 552 752,68 | 0,00 | 9722 | 2279 | 0 | 2 279 | 300 |
| 11 | BETTENDORF | 1 919 357,96 | 1 919 357,96 | 0,00 | 2516 | 645 | 0 | 645 | 275 |
| 12 | BETZDORF | (10 493 808,71) | 0,00 | (10 493 808,71) | 3135 | 575 | 0 | 575 | 250 |
| 13 | BISSEN | 2 077 451,89 | 2 077 451,89 | 0,00 | 2676 | 745 | 0 | 745 | 300 |
| 14 | BIWER | 711 237,44 | 711 237,44 | 0,00 | 1640 | 337 | 0 | 337 | 300 |
| 15 | BOEVANGE s/A. | 1 409 978,95 | 1 409 978,95 | 0,00 | 1930 | 457 | 0 | 457 | 275 |
| 16 | BOULAIDE | 648 577,51 | 648 577,51 | 0,00 | 902 | 138 | 0 | 138 | 400 |
| 17 | BOURSCHEID | 770 635,33 | 770 635,33 | 0,00 | 1323 | 283 | 0 | 283 | 240 |
| 18 | BOUS | 913 489,81 | 913 489,81 | 0,00 | 1292 | 276 | 0 | 276 | 300 |
| 19 | BURMERANGE | 815 256,28 | 815 256,28 | 0,00 | 1016 | 265 | 0 | 265 | 300 |
| 20 | CLEMENCY | 1 587 180,91 | 1 587 180,91 | 0,00 | 2137 | 501 | 0 | 501 | 300 |
| 21 | CLERVAUX | 525 444,40 | 525 444,40 | 0,00 | 1908 | 400 | 0 | 400 | 300 |
| 22 | CONSDORF | 1 266 757,14 | 1 266 757,14 | 0,00 | 1769 | 409 | 0 | 409 | 275 |
| 23 | CONSTHUM | 267 427,19 | 267 427,19 | 0,00 | 477 | 94 | 0 | 94 | 250 |
| 24 | CONTERN | 736 734,37 | 736 734,37 | 0,00 | 3343 | 643 | 0 | 643 | 300 |
| 25 | DALHEIM | 1 373 222,18 | 1 373 222,18 | 0,00 | 1993 | 407 | 0 | 407 | 300 |
| 26 | DIEKIRCH | 3 832 628,33 | 3 832 628,33 | 0,00 | 6318 | 1512 | 0 | 1 512 | 350 |
| 27 | DIFFERDANGE | 17 637 147,18 | 17 637 147,18 | 0,00 | 20979 | 5824 | 0 | 5 824 | 350 |
| 28 | DIPPACH | 2 559 153,71 | 2 559 153,71 | 0,00 | 3469 | 862 | 0 | 862 | 270 |
| 29 | DUDELANGE | 13 617 116,25 | 13 617 116,25 | 0,00 | 18278 | 4618 | 0 | 4 618 | 325 |
| 30 | ECHTERNACH | 2 584 167,85 | 2 584 167,85 | 0,00 | 4877 | 1362 | 0 | 1 362 | 275 |
| 31 | ELL | 692 515,26 | 692 515,26 | 0,00 | 1055 | 204 | 0 | 204 | 300 |
| 32 | ERMSDORF | 648 018,72 | 648 018,72 | 0,00 | 955 | 175 | 0 | 175 | 300 |
| 33 | ERPELDANGE | 1 278 238,71 | 1 278 238,71 | 0,00 | 2223 | 530 | 0 | 530 | 300 |
| 34 | ESCH s/ALZETTE | 18 594 972,84 | 18 594 972,84 | 0,00 | 29853 | 7916 | 0 | 7 916 | 275 |
| 35 | ESCH s/SURE | 153 266,60 | 153 266,60 | 0,00 | 293 | 73 | 0 | 73 | 200 |
| 36 | ESCHWEILER | 587 035,62 | 587 035,62 | 0,00 | 836 | 171 | 0 | 171 | 300 |
| 37 | ETTELBRUCK | 5 296 283,58 | 5 296 283,58 | 0,00 | 7714 | 2180 | 0 | 2 180 | 265 |
| 38 | FEULEN | 1 130 814,39 | 1 130 814,39 | 0,00 | 1536 | 394 | 0 | 394 | 275 |
| 39 | FISCHBACH | 520 428,42 | 520 428,42 | 0,00 | 774 | 147 | 0 | 147 | 300 |
| 40 | FLAXWEILER | 1 136 085,42 | 1 136 085,42 | 0,00 | 1743 | 316 | 0 | 316 | 300 |
| 41 | FOUHREN | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 42 | FRISANGE | 2 388 691,90 | 2 388 691,90 | 0,00 | 3641 | 829 | 0 | 829 | 280 |
| 43 | GARNICH | 1 144 695,18 | 1 144 695,18 | 0,00 | 1718 | 337 | 0 | 337 | 275 |
| 44 | GOESDORF | 752 868,95 | 752 868,95 | 0,00 | 1243 | 200 | 0 | 200 | 250 |
| 45 | GREVENMACHER | 2 523 242,94 | 2 523 242,94 | 0,00 | 4225 | 1003 | 0 | 1 003 | 260 |
| 46 | GROSBOUS | 658 879,45 | 658 879,45 | 0,00 | 857 | 182 | 0 | 182 | 350 |

| 2009 | | ICC | | | DONNEES STATISTIQUES | | | | |
|------|----------------|-----------------------------|--------------------|------------------|-----------------------|-----------|----------|---------|-----|
| | | (en euro) | | | 01.01.03 | | | | |
| Rang | COMMUNE | effets de la redistribution | | Population | Nombre de salariés au | | Taux ICC | | |
| | (1) | bénéficiaires nets | contribuables nets | 01.01.09 | Indigènes | Etrangers | Total | en 2009 | |
| | | | | (C14) | (C15) | (C16) | (C17) | (C18) | |
| 47 | HEFFINGEN | 638 870,99 | 638 870,99 | 0,00 | 1016 | 227 | 0 | 227 | 240 |
| 48 | HEIDERSCHIED | 992 429,03 | 992 429,03 | 0,00 | 1405 | 298 | 0 | 298 | 300 |
| 49 | HEINERSCHIED | 544 521,68 | 544 521,68 | 0,00 | 1133 | 199 | 0 | 199 | 300 |
| 50 | HESPERANGE | (4 208 351,63) | 0,00 | (4 208 351,63) | 12786 | 2921 | 0 | 2 921 | 250 |
| 51 | HOBSCHEID | 2 165 877,27 | 2 165 877,27 | 0,00 | 2982 | 662 | 0 | 662 | 300 |
| 52 | HOSCHIED | 405 405,02 | 405 405,02 | 0,00 | 566 | 122 | 0 | 122 | 275 |
| 53 | HOSINGEN | 1 128 793,33 | 1 128 793,33 | 0,00 | 1827 | 371 | 0 | 371 | 300 |
| 54 | JUNGLINSTER | 3 539 047,06 | 3 539 047,06 | 0,00 | 6143 | 1291 | 0 | 1 291 | 250 |
| 55 | KAUTENBACH | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0 | 0 | 0 | 0 | - |
| 56 | KAYL | 5 624 065,99 | 5 624 065,99 | 0,00 | 7794 | 1899 | 0 | 1 899 | 275 |
| 57 | KEHLEN | 3 496 078,41 | 3 496 078,41 | 0,00 | 4887 | 1138 | 0 | 1 138 | 300 |
| 58 | KOERICH | (96 701,81) | 0,00 | (96 701,81) | 2075 | 383 | 0 | 383 | 300 |
| 59 | KOPSTAL | 2 138 675,28 | 2 138 675,28 | 0,00 | 3131 | 726 | 0 | 726 | 285 |
| 60 | LAC HAUTE-SURE | 1 127 765,83 | 1 127 765,83 | 0,00 | 1527 | 334 | 0 | 334 | 300 |
| 61 | LAROCLETTE | 1 461 215,23 | 1 461 215,23 | 0,00 | 1977 | 517 | 0 | 517 | 285 |
| 62 | LENNINGEN | 945 277,76 | 945 277,76 | 0,00 | 1617 | 325 | 0 | 325 | 250 |
| 63 | LEUDELANGE | (4 283 945,96) | 0,00 | (4 283 945,96) | 2097 | 473 | 0 | 473 | 250 |
| 64 | LINTGEN | 1 922 694,48 | 1 922 694,48 | 0,00 | 2473 | 642 | 0 | 642 | 300 |
| 65 | LORENTZWEILER | 2 325 001,82 | 2 325 001,82 | 0,00 | 3182 | 710 | 0 | 710 | 300 |
| 66 | LUXEMBOURG | (189 516 341,25) | 0,00 | (189 516 341,25) | 88586 | 25675 | 0 | 25 675 | 225 |
| 67 | MAMER | 4 113 558,69 | 4 113 558,69 | 0,00 | 7263 | 1700 | 0 | 1 700 | 300 |
| 68 | MANTERNACH | 1 051 719,35 | 1 051 719,35 | 0,00 | 1703 | 310 | 0 | 310 | 250 |
| 69 | MEDERNACH | 855 141,54 | 855 141,54 | 0,00 | 1172 | 303 | 0 | 303 | 250 |
| 70 | MERSCH | 5 075 820,79 | 5 075 820,79 | 0,00 | 7513 | 2090 | 0 | 2 090 | 260 |
| 71 | MERTERT | 1 925 596,65 | 1 925 596,65 | 0,00 | 3556 | 852 | 0 | 852 | 300 |
| 72 | MERTZIG | 1 306 488,79 | 1 306 488,79 | 0,00 | 1695 | 415 | 0 | 415 | 300 |
| 73 | MOMPACH | 498 318,34 | 498 318,34 | 0,00 | 1022 | 181 | 0 | 181 | 260 |
| 74 | MONDERCANGE | 3 687 916,19 | 3 687 916,19 | 0,00 | 6153 | 1411 | 0 | 1 411 | 300 |
| 75 | MONDORF-BAINS | 2 964 688,73 | 2 964 688,73 | 0,00 | 4447 | 1042 | 0 | 1 042 | 310 |
| 76 | MUNSHAUSEN | 498 219,99 | 498 219,99 | 0,00 | 1089 | 194 | 0 | 194 | 280 |
| 77 | NEUNHAUSEN | 183 265,70 | 183 265,70 | 0,00 | 329 | 32 | 0 | 32 | 350 |
| 78 | NIEDERANVEN | (14 940 001,81) | 0,00 | (14 940 001,81) | 5507 | 1133 | 0 | 1 133 | 225 |
| 79 | NOMMERN | 809 970,38 | 809 970,38 | 0,00 | 1104 | 255 | 0 | 255 | 275 |
| 80 | PETANGE | 10 565 189,70 | 10 565 189,70 | 0,00 | 15398 | 3741 | 0 | 3 741 | 275 |
| 81 | PUTSCHEID | 602 779,89 | 602 779,89 | 0,00 | 934 | 144 | 0 | 144 | 320 |
| 82 | RAMBROUCH | 2 664 090,32 | 2 664 090,32 | 0,00 | 3770 | 869 | 0 | 869 | 280 |
| 83 | RECKANGE | 1 257 029,20 | 1 257 029,20 | 0,00 | 2059 | 427 | 0 | 427 | 300 |
| 84 | REDANGE | 1 494 523,65 | 1 494 523,65 | 0,00 | 2438 | 487 | 0 | 487 | 300 |
| 85 | REISDORF | 647 252,11 | 647 252,11 | 0,00 | 1017 | 161 | 0 | 161 | 280 |
| 86 | REMERSCHEN | 866 776,79 | 866 776,79 | 0,00 | 1527 | 326 | 0 | 326 | 300 |
| 87 | REMICH | 1 848 921,01 | 1 848 921,01 | 0,00 | 3166 | 751 | 0 | 751 | 260 |
| 88 | ROESER | 3 201 152,83 | 3 201 152,83 | 0,00 | 5147 | 1256 | 0 | 1 256 | 300 |
| 89 | ROSPORT | 1 220 786,42 | 1 220 786,42 | 0,00 | 2022 | 378 | 0 | 378 | 250 |
| 90 | RUMELANGE | 3 228 757,00 | 3 228 757,00 | 0,00 | 4896 | 1040 | 0 | 1 040 | 300 |
| 91 | SAEUL | 424 607,59 | 424 607,59 | 0,00 | 695 | 97 | 0 | 97 | 300 |
| 92 | SANDWEILER | (2 566 032,19) | 0,00 | (2 566 032,19) | 3099 | 679 | 0 | 679 | 225 |

| 2009 Rang | ICC (en euro) COMMUNE (1) | effets de la redistribution | | | DONNEES STATISTIQUES | | | | Taux ICC en 2009 (C18) |
|-----------------|------------------------------------|-----------------------------|--------------------|------------------|---------------------------------|---|---|----------------|------------------------------|
| | | bénéficiaires nets | contribuables nets | | Population 01.01.09 (C14) | Nombre de salariés au 01.01.03 Indigènes (C15) Etrangers (C16) | | Total (C17) | |
| 93 | SANEM | 10 514 730,00 | 10 514 730,00 | 0,00 | 14255 | 3702 | 0 | 3 702 | 275 |
| 94 | SCHIEREN | 1 086 745,03 | 1 086 745,03 | 0,00 | 1524 | 356 | 0 | 356 | 300 |
| 95 | SCHIFFLANGE | 5 940 755,97 | 5 940 755,97 | 0,00 | 8433 | 1987 | 0 | 1 987 | 300 |
| 96 | SCHUTTRANGE | (1 732 479,20) | 0,00 | (1 732 479,20) | 3440 | 678 | 0 | 678 | 225 |
| 97 | SEPTFONTAINES | 645 985,99 | 645 985,99 | 0,00 | 783 | 215 | 0 | 215 | 300 |
| 98 | STADTBREDIMUS | 889 322,43 | 889 322,43 | 0,00 | 1426 | 361 | 0 | 361 | 250 |
| 99 | STEINFORT | 2 083 887,35 | 2 083 887,35 | 0,00 | 4405 | 917 | 0 | 917 | 250 |
| 100 | STEINSEL | 3 566 257,20 | 3 566 257,20 | 0,00 | 4680 | 1622 | 0 | 1 622 | 300 |
| 101 | STRASSEN | (4 805 460,65) | 0,00 | (4 805 460,65) | 6989 | 1317 | 0 | 1 317 | 250 |
| 102 | TROISVIERGES | 1 415 190,11 | 1 415 190,11 | 0,00 | 2842 | 679 | 0 | 679 | 275 |
| 103 | TUNTANGE | 814 534,32 | 814 534,32 | 0,00 | 1174 | 236 | 0 | 236 | 300 |
| 104 | USELDANGE | 947 389,48 | 947 389,48 | 0,00 | 1397 | 324 | 0 | 324 | 235 |
| 105 | VIANDEN | 1 239 774,52 | 1 239 774,52 | 0,00 | 1705 | 445 | 0 | 445 | 300 |
| 106 | VICHTEN | 687 189,27 | 687 189,27 | 0,00 | 1007 | 215 | 0 | 215 | 250 |
| 107 | WAHL | 510 587,14 | 510 587,14 | 0,00 | 831 | 118 | 0 | 118 | 300 |
| 108 | WALDBILLIG | 824 963,04 | 824 963,04 | 0,00 | 1425 | 226 | 0 | 226 | 250 |
| 109 | WALDBREDIMUS | 670 498,15 | 670 498,15 | 0,00 | 908 | 225 | 0 | 225 | 280 |
| 110 | WALFERDANGE | 4 354 752,20 | 4 354 752,20 | 0,00 | 7117 | 1468 | 0 | 1 468 | 260 |
| 111 | WEILER-LA-TOUR | 1 018 013,50 | 1 018 013,50 | 0,00 | 1767 | 317 | 0 | 317 | 300 |
| 112 | WEISWAMPACH | 182 157,94 | 182 157,94 | 0,00 | 1282 | 282 | 0 | 282 | 250 |
| 113 | WELLENSTEIN | 974 704,40 | 974 704,40 | 0,00 | 1498 | 272 | 0 | 272 | 300 |
| 114 | WILTZ | 2 835 239,14 | 2 835 239,14 | 0,00 | 4767 | 1113 | 0 | 1 113 | 275 |
| 115 | WILWERWILTZ | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0 | 0 | 0 | 0 | - |
| 116 | WINCRANGE | 2 325 780,17 | 2 325 780,17 | 0,00 | 3687 | 696 | 0 | 696 | 300 |
| 117 | WINSELER | 563 517,72 | 563 517,72 | 0,00 | 1087 | 193 | 0 | 193 | 300 |
| 118 | WORMELDANGE | 1 577 241,49 | 1 577 241,49 | 0,00 | 2387 | 597 | 0 | 597 | 250 |
| 119 | KIISCHPELT | 636 971,56 | 636 971,56 | 0,00 | 950 | 201 | 0 | 201 | 250 |
| 120 | TANDEL | 1 126 407,19 | 1 126 407,19 | 0,00 | 1693 | 335 | 0 | 335 | 275 |
| Rec. avant 1970 | | (1 115,53) | 0,00 | (1 115,53) | 493 500 | 121 227 | 0 | 121 227 | 32 765 |
| 118 communes | | (0,00) | 235 169 995,56 | (235 169 995,56) | | | | | |
| Taux pondérés | | | | | | | | | |

calc contrôle

| 2009 | FCDF | DOTATION | POPULATION | TERRAIN VERT | | DENSITE | TOTAL | | |
|--------------|-------------------------|----------------------------------|-----------------------|-------------------------------|-------------------------------|-----------------------|-----------------------|----------------------|---------------|
| Rang | (EUR) Commune (1) | ADMINISTRATIVE DE BASE (2) | PART 65% (3) | PART 1:(65%) 9,75% (4a) | PART 2:(35%) 5,25% (4b) | PART 20% (5) | 100% (6) | Total avances (7) | solde (8) |
| 93 | SANEM | 247 893,00 | 12 460 395,97 | 459 250,61 | 221 950,16 | 3 032 344,97 | 16 421 834,71 | 14 981 330,00 | 1 440 504,71 |
| 94 | SCHIEREN | 136 341,00 | 1 332 139,14 | 263 001,52 | 143 055,01 | 81 284,37 | 1 955 821,04 | 1 731 919,00 | 223 902,04 |
| 95 | SCHIFFLANGE | 210 709,00 | 7 371 344,74 | 116 546,98 | 55 410,79 | 3 361 306,77 | 11 115 318,28 | 9 920 029,00 | 1 195 289,28 |
| 96 | SCHUTTRANGE | 173 525,00 | 3 006 928,25 | 420 401,61 | 205 065,99 | 267 842,07 | 4 073 762,92 | 3 707 326,00 | 366 436,92 |
| 97 | SEPTFONTAINES | 99 157,00 | 684 425,82 | 294 450,71 | 215 656,97 | 14 949,65 | 1 308 640,15 | 1 182 076,00 | 126 564,15 |
| 98 | STADTBREDIMUS | 136 341,00 | 1 246 476,65 | 448 767,54 | 136 454,84 | 72 870,84 | 2 040 910,87 | 1 791 944,00 | 248 966,87 |
| 99 | STEINFORT | 173 525,00 | 3 850 441,55 | 304 162,96 | 143 208,51 | 581 506,56 | 5 052 844,58 | 4 572 519,00 | 480 325,58 |
| 100 | STEINSEL | 173 525,00 | 4 090 820,99 | 532 015,39 | 295 780,06 | 365 953,49 | 5 458 094,93 | 4 966 101,00 | 491 993,93 |
| 101 | STRASSEN | 173 525,00 | 6 109 134,16 | 235 252,24 | 111 128,57 | 1 661 983,71 | 8 291 023,68 | 7 283 003,00 | 1 008 020,68 |
| 102 | TROISVIERGES | 136 341,00 | 2 484 212,23 | 796 250,21 | 535 535,35 | 77 738,17 | 4 030 076,96 | 3 626 798,00 | 403 278,96 |
| 103 | TUNTANGE | 136 341,00 | 1 026 201,67 | 415 776,73 | 270 300,30 | 26 770,30 | 1 875 390,00 | 1 651 412,00 | 223 978,00 |
| 104 | USELDANGE | 136 341,00 | 1 221 127,55 | 892 756,05 | 342 748,76 | 29 760,23 | 2 622 733,59 | 2 347 415,00 | 275 318,59 |
| 105 | VIANDEN | 136 341,00 | 1 490 352,52 | 112 384,59 | 117 575,26 | 109 584,40 | 1 966 237,77 | 1 753 493,00 | 212 744,77 |
| 106 | VICHTEN | 99 157,00 | 880 225,80 | 429 959,70 | 178 972,26 | 30 107,90 | 1 618 422,66 | 1 433 957,00 | 184 465,66 |
| 107 | WAHL | 99 157,00 | 726 382,96 | 449 384,20 | 289 026,39 | 12 724,58 | 1 576 675,13 | 1 406 391,00 | 170 284,13 |
| 108 | WALDBILLIG | 136 341,00 | 1 245 602,54 | 557 914,72 | 330 469,36 | 31 776,69 | 2 302 104,31 | 2 070 894,00 | 231 210,31 |
| 109 | WALDBREDIMUS | 99 157,00 | 793 689,20 | 415 160,08 | 180 046,71 | 23 919,44 | 1 511 972,43 | 1 355 872,00 | 156 100,43 |
| 110 | WALFERDANGE | 210 709,00 | 6 221 019,86 | 121 634,35 | 72 755,45 | 2 614 450,15 | 9 240 568,81 | 8 136 429,00 | 1 104 139,81 |
| 111 | WEILER/TOUR | 136 341,00 | 1 544 547,15 | 547 585,82 | 237 606,40 | 66 682,39 | 2 532 762,76 | 2 147 936,00 | 384 826,76 |
| 112 | WEISWAMPACH | 136 341,00 | 1 120 605,24 | 620 504,76 | 509 902,10 | 16 966,11 | 2 404 319,21 | 2 139 676,00 | 264 643,21 |
| 113 | WELLENSTEIN | 136 341,00 | 1 309 412,36 | 790 237,87 | 96 239,80 | 110 210,20 | 2 442 441,23 | 2 166 507,00 | 275 934,23 |
| 114 | WILTZ | 173 525,00 | 4 166 868,30 | 319 579,22 | 245 281,02 | 427 490,41 | 5 332 743,95 | 4 825 618,00 | 507 125,95 |
| 115 | WILWERWILTZ | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 116 | WINCRANGE | 173 525,00 | 3 222 832,69 | 2 473 694,27 | 1 655 416,67 | 43 666,88 | 7 569 135,51 | 6 786 157,00 | 782 978,51 |
| 117 | WINSELER | 99 157,00 | 950 154,36 | 393 423,14 | 449 579,55 | 14 184,78 | 1 906 498,83 | 1 704 990,00 | 201 508,83 |
| 118 | WORMELDANGE | 136 341,00 | 2 086 493,51 | 1 223 897,47 | 227 168,91 | 120 362,05 | 3 794 262,94 | 3 415 489,00 | 378 773,94 |
| 119 | KIISCHPELT | 136 341,00 | 830 401,69 | 402 981,23 | 477 361,69 | 9 804,20 | 1 856 889,81 | 1 659 364,00 | 197 525,81 |
| 120 | TANDEL | 173 525,00 | 1 479 863,22 | 1 249 950,97 | 611 821,14 | 25 031,98 | 3 540 192,31 | 3 177 979,00 | 362 213,31 |
| TOTAL | | 17 526 020,00 | 431 371 828,24 | 64 705 774,24 | 34 841 570,74 | 132 729 793,30 | 681 174 986,52 | 607 887 875,00 | 73 287 111,52 |

| 2009 Rang | FCDF (EUR) Commune (1) | dot. base dotation TERRAIN "vert" : dotation population | | | | |
|--------------|---------------------------------|--|-----------------------|-----------------------|------------------------|------------------------------|
| | | Nbre cons.CONC | sup. verte 2006 ok | bases IF A 2006 ok | pop.résid. 01.01.09 | Superficie ok(en ha) - ok |
| 1 | BASCHARAGE | 13 | 1420 | 3166,00 | 7244 | 1914 |
| 2 | BASTENDORF | 0 | 0 | 0,00 | 0 | 0 |
| 3 | BEAUFORT | 9 | 1206 | 1829,00 | 2035 | 1374 |
| 4 | BECH | 7 | 2167 | 4949,00 | 1003 | 2331 |
| 5 | BECKERICH | 9 | 2643 | 5726,00 | 2255 | 2841 |
| 6 | BERDORF | 9 | 2050 | 3507,00 | 1582 | 2193 |
| 7 | BERG (COLMAR-) | 9 | 798 | 1944,00 | 1888 | 1231 |
| 8 | BERTRANGE | 11 | 1377 | 3240,00 | 6383 | 1739 |
| 9 | BETTORN | 9 | 1449 | 2899,00 | 1360 | 1560 |
| 10 | BETTEMBOURG | 13 | 1654 | 3830,00 | 9722 | 2149 |
| 11 | BETTENDORF | 9 | 2138 | 5457,00 | 2516 | 2324 |
| 12 | BETZDORF | 9 | 2345 | 4738,00 | 3135 | 2608 |
| 13 | BISSEN | 9 | 1784 | 3141,00 | 2676 | 2075 |
| 14 | BIWER | 9 | 2112 | 5281,00 | 1640 | 2315 |
| 15 | BOEVANGEA. | 9 | 1735 | 3444,00 | 1930 | 1887 |
| 16 | BOULAIDE | 7 | 3122 | 3790,00 | 902 | 3213 |
| 17 | BOURSCHEID | 9 | 3350 | 4208,00 | 1323 | 3686 |
| 18 | BOUS | 9 | 1428 | 3487,00 | 1292 | 1543 |
| 19 | BURMERANGE | 7 | 1243 | 3181,00 | 1016 | 1337 |
| 20 | CLEMENCY | 9 | 1317 | 3247,00 | 2137 | 1453 |
| 21 | CLERVAUX | 9 | 2270 | 2461,00 | 1908 | 2549 |
| 22 | CONSDORF | 9 | 2445 | 4867,00 | 1769 | 2572 |
| 23 | CONSTHUM | 7 | 1384 | 1579,00 | 477 | 1495 |
| 24 | CONTERN | 11 | 1740 | 3915,00 | 3343 | 2055 |
| 25 | DALHEIM | 9 | 1789 | 5127,00 | 1993 | 1898 |
| 26 | DIEKIRCH | 13 | 980 | 2019,00 | 6318 | 1242 |
| 27 | DIFFERDANGE | 17 | 1562 | 2503,00 | 20979 | 2218 |
| 28 | DIPPACH | 11 | 1553 | 4644,00 | 3469 | 1742 |
| 29 | DUDELANGE | 17 | 1394 | 2036,00 | 18278 | 2138 |
| 30 | ECHTERNACH | 11 | 1663 | 2589,00 | 4877 | 2049 |
| 31 | ELL | 7 | 2012 | 3276,00 | 1055 | 2155 |
| 32 | ERMSDORF | 7 | 2256 | 4472,00 | 955 | 2409 |
| 33 | ERPELDANGE | 9 | 1482 | 2789,00 | 2223 | 1797 |
| 34 | ESCHVALZETTE | 19 | 605 | 798,00 | 29853 | 1435 |
| 35 | ESCHISURE | 7 | 621 | 439,00 | 293 | 676 |
| 36 | ESCHWEILER | 7 | 1923 | 2048,00 | 836 | 1988 |
| 37 | ETTELBRUCK | 13 | 1247 | 2823,00 | 7714 | 1518 |
| 38 | FEULEN | 9 | 2115 | 4115,00 | 1536 | 2276 |
| 39 | FISCHBACH | 7 | 1851 | 3082,00 | 774 | 1961 |
| 40 | FLAXWEILER | 9 | 2784 | 6578,00 | 1743 | 3017 |
| 41 | FOUHREN | 0 | 0 | 0,00 | 0 | 0 |
| 42 | FRISANGE | 9 | 1660 | 4345,00 | 3641 | 1843 |
| 43 | GARNICH | 9 | 1875 | 4854,00 | 1718 | 2095 |
| 44 | GOESDORF | 9 | 2759 | 2684,00 | 1243 | 2941 |
| 45 | GREVENMACHER | 11 | 1313 | 2794,00 | 4225 | 1648 |
| 46 | GROSBOUS | 7 | 1912 | 3190,00 | 857 | 2011 |

| 2009 Rang | FCDF (EUR) Commune (1) | dot. base dotation TERRAIN "vert" : dotation population | | | | |
|--------------|---------------------------------|--|-----------------------|-----------------------|------------------------|------------------------------|
| | | Nbre cons.CONS | sup. verte 2006 ok | bases IF A 2006 ok | pop.résid. 01.01.09 | Superficie ok(en ha) - ok |
| 47 | HEFFINGEN | 7 | 1238 | 2829,00 | 1016 | 1334 |
| 48 | HEIDERSCHIED | 9 | 3047 | 4291,00 | 1405 | 3265 |
| 49 | HEINERSCHIED | 7 | 3260 | 4490,00 | 1133 | 3399 |
| 50 | HESPERANGE | 15 | 2062 | 4468,00 | 12786 | 2722 |
| 51 | HOBSCHEID | 9 | 1582 | 2386,00 | 2982 | 1755 |
| 52 | HOSCHIED | 7 | 995 | 1035,00 | 566 | 1042 |
| 53 | HOSINGEN | 9 | 4173 | 4122,00 | 1827 | 4528 |
| 54 | JUNGLINSTER | 11 | 4985 | 10711,00 | 6143 | 5538 |
| 55 | KAUTENBACH | 0 | 0 | 0,00 | 0 | 0 |
| 56 | KAYL | 13 | 936 | 1919,00 | 7794 | 1486 |
| 57 | KEHLEN | 11 | 2536 | 5710,00 | 4887 | 2818 |
| 58 | KOERICH | 9 | 1706 | 3813,00 | 2075 | 1888 |
| 59 | KOPSTAL | 11 | 642 | 1026,00 | 3131 | 790 |
| 60 | LAC H/SURE | 9 | 4530 | 4812,00 | 1527 | 4850 |
| 61 | LAROCHETTE | 9 | 1474 | 2260,00 | 1977 | 1540 |
| 62 | LENNINGEN | 9 | 1798 | 4151,00 | 1617 | 2035 |
| 63 | LEUDELANGE | 9 | 1059 | 1924,00 | 2097 | 1357 |
| 64 | LINTGEN | 9 | 1367 | 2370,00 | 2473 | 1525 |
| 65 | LORENTZWEILER | 9 | 1523 | 3036,00 | 3182 | 1745 |
| 66 | LUXEMBOURG | 27 | 2361 | 1014,00 | 88586 | 5146 |
| 67 | MAMER | 13 | 2266 | 5261,00 | 7263 | 2754 |
| 68 | MANTERNACH | 9 | 2593 | 6652,00 | 1703 | 2761 |
| 69 | MEDERNACH | 7 | 1472 | 3041,00 | 1172 | 1564 |
| 70 | MERSCH | 13 | 4396 | 8198,00 | 7513 | 4974 |
| 71 | MERTERT | 11 | 1217 | 2534,00 | 3556 | 1525 |
| 72 | MERTZIG | 9 | 1008 | 2132,00 | 1695 | 1110 |
| 73 | MOMPACH | 7 | 2595 | 5017,00 | 1022 | 2758 |
| 74 | MONDERCANGE | 13 | 1655 | 4265,00 | 6153 | 2140 |
| 75 | MONDORF/BAINS | 11 | 1106 | 2387,00 | 4447 | 1366 |
| 76 | MUNSHAUSEN | 7 | 2384 | 2275,00 | 1089 | 2557 |
| 77 | NEUNHAUSEN | 7 | 1110 | 1080,00 | 329 | 1185 |
| 78 | NIEDERANVEN | 11 | 3546 | 6704,00 | 5507 | 4136 |
| 79 | NOMMERN | 7 | 2068 | 4251,00 | 1104 | 2244 |
| 80 | PETANGE | 15 | 695 | 1278,00 | 15398 | 1193 |
| 81 | PUTSCHEID | 7 | 2520 | 2359,00 | 934 | 2713 |
| 82 | RAMBROUCH | 11 | 7361 | 8485,00 | 3770 | 7909 |
| 83 | RECKANGE | 9 | 1897 | 4632,00 | 2059 | 2042 |
| 84 | REDANGE | 9 | 2951 | 6775,00 | 2438 | 3195 |
| 85 | REISDORF | 7 | 1337 | 2653,00 | 1017 | 1484 |
| 86 | REMERSCHEN | 9 | 923 | 4749,00 | 1527 | 1063 |
| 87 | REMICH | 9 | 404 | 1472,00 | 3166 | 529 |
| 88 | ROESER | 11 | 2051 | 4816,00 | 5147 | 2380 |
| 89 | ROSPORT | 9 | 2725 | 5924,00 | 2022 | 2949 |
| 90 | RUMELANGE | 11 | 501 | 507,00 | 4896 | 683 |
| 91 | SAEUL | 7 | 1416 | 2460,00 | 695 | 1486 |
| 92 | SANDWEILER | 9 | 552 | 1198,00 | 3099 | 773 |

| 2009 | FCDF (EUR) Commune (1) | dot. base dotation TERRAIN "vert" : dotation population | | | | |
|--------------|---------------------------------|--|-----------------------|-----------------------|------------------------|------------------------------|
| | | Nbre cons.CONS | sup. verte 2006 ok | bases IF A 2006 ok | pop.résid. 01.01.09 | Superficie ok(en ha) - ok |
| 93 | SANEM | 15 | 1446 | 2979,00 | 14255 | 2442 |
| 94 | SCHIEREN | 9 | 932 | 1706,00 | 1524 | 1041 |
| 95 | SCHIFFLANGE | 13 | 361 | 756,00 | 8433 | 771 |
| 96 | SCHUTTRANGE | 11 | 1336 | 2727,00 | 3440 | 1610 |
| 97 | SEPTFONTAINES | 7 | 1405 | 1910,00 | 783 | 1496 |
| 98 | STADTBREDIMUS | 9 | 889 | 2911,00 | 1426 | 1017 |
| 99 | STEINFORT | 11 | 933 | 1973,00 | 4405 | 1216 |
| 100 | STEINSEL | 11 | 1927 | 3451,00 | 4680 | 2181 |
| 101 | STRASSEN | 11 | 724 | 1526,00 | 6989 | 1071 |
| 102 | TROISVIERGES | 9 | 3489 | 5165,00 | 2842 | 3786 |
| 103 | TUNTANGE | 9 | 1761 | 2697,00 | 1174 | 1874 |
| 104 | USELDANGE | 9 | 2233 | 5791,00 | 1397 | 2392 |
| 105 | VIANDEN | 9 | 766 | 729,00 | 1705 | 967 |
| 106 | VICHTEN | 7 | 1166 | 2789,00 | 1007 | 1226 |
| 107 | WAHL | 7 | 1883 | 2915,00 | 831 | 1974 |
| 108 | WALDBILLIG | 9 | 2153 | 3619,00 | 1425 | 2328 |
| 109 | WALDBREDIMUS | 7 | 1173 | 2693,00 | 908 | 1257 |
| 110 | WALFERDANGE | 13 | 474 | 789,00 | 7117 | 706 |
| 111 | WEILER/TOUR | 9 | 1548 | 3552,00 | 1767 | 1707 |
| 112 | WEISWAMPACH | 9 | 3322 | 4025,00 | 1282 | 3525 |
| 113 | WELLENSTEIN | 9 | 627 | 5126,00 | 1498 | 742 |
| 114 | WILTZ | 11 | 1598 | 2073,00 | 4767 | 1937 |
| 115 | WILWERWILTZ | 0 | 0 | 0,00 | 0 | 0 |
| 116 | WINCRANGE | 11 | 10785 | 16046,00 | 3687 | 11336 |
| 117 | WINSELER | 7 | 2929 | 2552,00 | 1087 | 3042 |
| 118 | WORMELDANGE | 9 | 1480 | 7939,00 | 2387 | 1725 |
| 119 | KIISCHPELT | 9 | 3110 | 2614,00 | 950 | 3358 |
| 120 | TANDEL | 11 | 3986 | 8108,00 | 1693 | 4172 |
| TOTAL | | 1136 | 226992 | 419724 | 493500 | 258636 |

| 2007 Rang | IMPOT FONCIER (en euros) COMMUNE | A | | | B | | | B1 | | | B2 | | | B3 | | |
|---------------------|--|--------------------|--------------|---------------------|--------------------|--------------|---------------------|--------------------|--------------|----------------------|--------------------|------------|-------------------|--------------------|--------------|---------------------|
| | | Bases calculées | Taux | Produit | Bases calculées | Taux | Produit | Bases calculées | Taux | Produit | Bases calculées | Taux | Produit | Bases calculées | Taux | Produit |
| 105 | VIANDEN | 597 | 450 | 2 687,70 | 0 | 0 | 0,00 | 5 595 | 600 | 33 570,00 | 0 | 0 | 0,00 | 1 625 | 450 | 7 312,50 |
| 106 | VICHTEN | 2 780 | 340 | 9 452,70 | 6 043 | 340 | 20 546,30 | 0 | 0 | 0,00 | 0 | 0 | 0,00 | 0 | 0 | 0,00 |
| 107 | WAHL | 2 899 | 350 | 10 146,00 | 4 899 | 350 | 17 147,10 | 0 | 0 | 0,00 | 0 | 0 | 0,00 | 0 | 0 | 0,00 |
| 108 | WALDBILLIG | 3 600 | 300 | 10 798,60 | 10 777 | 300 | 32 331,40 | 0 | 0 | 0,00 | 0 | 0 | 0,00 | 0 | 0 | 0,00 |
| 109 | WALDBREDIMUS | 2 693 | 380 | 10 234,40 | 6 749 | 380 | 25 647,20 | 0 | 0 | 0,00 | 0 | 0 | 0,00 | 0 | 0 | 0,00 |
| 110 | WALFERDANGE | 788 | 400 | 3 153,70 | 0 | 0 | 0,00 | 11 506 | 600 | 69 037,30 | 0 | 0 | 0,00 | 3 565 | 400 | 14 259,30 |
| 111 | WEILER-LA-TOUR | 3 546 | 300 | 10 638,60 | 13 706 | 300 | 41 117,40 | 0 | 0 | 0,00 | 0 | 0 | 0,00 | 0 | 0 | 0,00 |
| 112 | WEISWAMPACH | 3 981 | 500 | 19 902,50 | 0 | 0 | 0,00 | 4 888 | 800 | 39 103,90 | 0 | 0 | 0,00 | 896 | 500 | 4 478,60 |
| 113 | WELLENSTEIN | 5 114 | 400 | 20 454,80 | 10 643 | 400 | 42 571,90 | 0 | 0 | 0,00 | 0 | 0 | 0,00 | 0 | 0 | 0,00 |
| 114 | WILTZ | 2 074 | 400 | 8 295,50 | 0 | 0 | 0,00 | 20 606 | 650 | 133 940,20 | 0 | 0 | 0,00 | 5 121 | 400 | 20 485,10 |
| 115 | WILWERWILTZ | 0 | 0 | 0,00 | 0 | 0 | 0,00 | 0 | 0 | 0,00 | 0 | 0 | 0,00 | 0 | 0 | 0,00 |
| 116 | WINCRANGE | 16 096 | 450 | 72 434,10 | 0 | 0 | 0,00 | 10 995 | 600 | 65 972,30 | 0 | 0 | 0,00 | 2 269 | 450 | 10 212,50 |
| 117 | WINSELER | 2 566 | 400 | 10 263,40 | 12 719 | 400 | 50 876,60 | 0 | 0 | 0,00 | 0 | 0 | 0,00 | 0 | 0 | 0,00 |
| 118 | WORMELDANGE | 7 882 | 300 | 23 647,40 | 20 309 | 300 | 60 926,80 | 0 | 0 | 0,00 | 0 | 0 | 0,00 | 0 | 0 | 0,00 |
| 119 | KIISCHPELT | 2 630 | 500 | 13 148,00 | 7 092 | 500 | 35 459,90 | 0 | 0 | 0,00 | 0 | 0 | 0,00 | 0 | 0 | 0,00 |
| 120 | TANDEL | 8 107 | 275 | 22 294,20 | 9 766 | 275 | 26 856,20 | 0 | 0 | 0,00 | 0 | 0 | 0,00 | 0 | 0 | 0,00 |
| 116 communes | | 419 617 | 347,4 | 1 457 769,12 | 535 465 | 352,8 | 1 889 036,70 | 2 319 005 | 678,3 | 15 729 232,15 | 118 253 | 250 | 295 632,90 | 408 389 | 459,5 | 1 876 686,75 |

note méthodologique: les séries statistiques de l'impôt foncier ont été constituées sur base des rôles rendus exécutoires. Une différence éventuelle avec le budget communal résulte d'un déphasage d'imputation au niveau communal

date: 21.01.2010 réf.:fonc07M.wk4

(FICHIER ORIGINAL)

| | | | | | | | | | | | | | | | |
|--------------|---------|-----|--------------|---------|-----|--------------|-----------|-----|---------------|---------|-----|------------|---------|-----|--------------|
| somme vert. | 419 617 | 347 | 1 457 769,12 | 535 465 | 353 | 1 889 036,70 | 2 319 005 | 678 | 15 729 232,15 | 118 253 | 250 | 295 632,90 | 408 389 | 460 | 1 876 686,75 |
| somme horiz. | | | | | | | | | | | | | | | |
| (contrôle) | | | | | | | | | | | | | | | |

| 2007 Rang | IMPOT FONCIER (en euros) COMMUNE | B4 | | | | | | TOTAL B | | | TOTAL IMPOT FONCIER (A+B) | | |
|---------------------|--|--------------------|------|---------------------|-----------------|--------------------|---------------------|--------------------|-------------------|----------------------|---------------------------|-------------------|----------------------|
| | | Bases calculées | Taux | Produit brut | Abattem. | (taux effectif) | Produit net | Bases calculées | Taux pond.moy. | Produit net | Bases calculées | Taux pond.moy. | Produit |
| 105 | VIANDEN | 7 776 | 220 | 17 107,00 | 0,00 | 200 | 17 107,00 | 14 996 | 386,7 | 57 989,50 | 15 593 | 389,13 | 60 677,20 |
| 106 | VICHTEN | 0 | 0 | 0,00 | 0,00 | 0 | 0,00 | 6 043 | 340 | 20 546,30 | 8 823 | 340,01 | 29 999,00 |
| 107 | WAHL | 0 | 0 | 0,00 | 0,00 | 0 | 0,00 | 4 899 | 350 | 17 147,10 | 7 798 | 350 | 27 293,10 |
| 108 | WALDBILLIG | 0 | 0 | 0,00 | 0,00 | 0 | 0,00 | 10 777 | 300 | 32 331,40 | 14 377 | 299,99 | 43 130,00 |
| 109 | WALDBREDIMUS | 0 | 0 | 0,00 | 0,00 | 0 | 0,00 | 6 749 | 380 | 25 647,20 | 9 442 | 380,02 | 35 881,60 |
| 110 | WALFERDANGE | 51 210 | 200 | 102 419,70 | 0,00 | 200 | 102 419,70 | 66 281 | 280,2 | 185 716,30 | 67 069 | 281,61 | 188 870,00 |
| 111 | WEILER-LA-TOUR | 0 | 0 | 0,00 | 0,00 | 0 | 0,00 | 13 706 | 300 | 41 117,40 | 17 252 | 300 | 51 756,00 |
| 112 | WEISWAMPACH | 6 300 | 290 | 18 269,80 | 0,00 | 290 | 18 269,80 | 12 084 | 511,9 | 61 852,30 | 16 065 | 508,9 | 81 754,80 |
| 113 | WELLENSTEIN | 0 | 0 | 0,00 | 0,00 | 0 | 0,00 | 10 643 | 400 | 42 571,90 | 15 757 | 399,99 | 63 026,70 |
| 114 | WILTZ | 25 007 | 200 | 50 014,10 | 0,00 | 145 | 50 014,10 | 50 734 | 403 | 204 439,40 | 52 808 | 402,85 | 212 734,90 |
| 115 | WILWERWILTZ | 0 | 0 | 0,00 | 0,00 | 0 | 0,00 | 0 | 0 | 0,00 | 0 | 0 | 0,00 |
| 116 | WINCRANGE | 16 298 | 220 | 35 855,30 | 0,00 | 220 | 35 855,30 | 29 562 | 379 | 112 040,10 | 45 658 | 404,03 | 184 474,20 |
| 117 | WINSELER | 0 | 0 | 0,00 | 0,00 | 0 | 0,00 | 12 719 | 400 | 50 876,60 | 15 285 | 400 | 61 140,00 |
| 118 | WORMELDANGE | 0 | 0 | 0,00 | 0,00 | 0 | 0,00 | 20 309 | 300 | 60 926,80 | 28 191 | 300 | 84 574,20 |
| 119 | KIISCHPELT | 0 | 0 | 0,00 | 0,00 | 0 | 0,00 | 7 092 | 500 | 35 459,90 | 9 722 | 499,98 | 48 607,90 |
| 120 | TANDEL | 0 | 0 | 0,00 | 0,00 | 0 | 0,00 | 9 766 | 275 | 26 856,20 | 17 873 | 275 | 49 150,40 |
| 116 communes | | 2 761 051 | | 5 936 901,03 | 7 513,77 | 214,8 | 5 929 387,26 | 6 142 163 | 418,7 | 25 719 975,76 | 6 561 780 | 414,18 | 27 177 744,88 |

| | | | | | | | | | | | |
|--------------|-----------|--------------|----------|-----|--------------|-----------|-----|---------------|-----------|-----|---------------|
| sonne vert. | 2 761 051 | 5 936 901,03 | 7 513,77 | 215 | 5 929 387,26 | 6 142 163 | 419 | 25 719 975,76 | 6 561 780 | 414 | 27 177 744,88 |
| sonne horiz. | | | | | | | | | | | 27 177 744,88 |
| (contrôle) | | | | | | | | | | | |

| UNITE | | 2 007 | 2 008 | 2 009 | 2 009 | 2 010 | 2 010 | 2 011 | 2 011 | Variat./ BV | 2 010 | Variat./ C | 2 010 |
|-------------------------------|--|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|---|--------|----------------|--------|
| | | Budget-Compte | Budget-Compte | projet de budget | Budget-Compte | projet de budget | Budget-Compte | projet de budget | Budget-Compte | | | | |
| I. DOTATION | | | | | | | | | | [Loi budgétaire annuelle: détermine le montant global.] | | | |
| 1° Personnes physiques | | | | | | | | | | [Depuis 1966.] | | | |
| | 64.0.37.010 Assiette | 396 245 940,32 | 400 154 834,57 | 395 000 000 | 479 171 872,58 | 450 000 000 | 450 000 000,00 | 530 000 000 | 530 000 000,00 | 80 000 000,0 | 17,78% | 80 000 000,0 | 17,78% |
| + | 64.0.37.011 Salaires dont Boni pour enfants | 1 861 995 020,85 | 2 125 196 087,97 | 1 955 000 000 | 1 995 425 150,55 | 2 055 000 000 | 2 055 000 000,00 | 2 260 000 000 | 2 260 000 000,00 | 205 000 000,0 | 9,98% | 205 000 000,0 | 9,98% |
| = | Base totale | 2 258 240 961,17 | 2 525 350 922,54 | 2 350 000 000 | 2 474 597 023,13 | 2 505 000 000 | 2 505 000 000,00 | 2 790 000 000 | 2 790 000 000,00 | 285 000 000,0 | 11,38% | 285 000 000,0 | 11,38% |
| x | Taux | 18% | 18% | 18% | 18% | 18% | 18% | 18% | 18% | | | | |
| = | Participation communale | 406 483 373,01 | 454 563 166,06 | 423 000 000 | 445 427 464,16 | 450 900 000 | 450 900 000,00 | 502 200 000 | 502 200 000,00 | 51 300 000,0 | 11,38% | 51 300 000,0 | 11,38% |
| 2° TVA | | | | | | | | | | [Depuis 1966: Impôt CHIDA; dès 1970: TVA] | | | |
| | Recettes pour ordre 5 | 2 126 541 973,31 | 2 407 517 942,05 | 2 716 000 000 | 2 363 948 273,93 | 2 326 000 000 | 2 326 000 000,00 | 2 608 000 000 | 2 608 000 000,00 | 282 000 000,0 | 12,12% | 282 000 000,0 | 12,12% |
| - | Budget CE (D.p.o.5): TVA | 0,00 | 0,00 | (51 780 000) | (51 780 000,00) | (46 940 000) | (46 940 000,00) | (43 806 900) | (43 806 900,00) | 3 133 100,0 | -6,67% | 3 133 100,0 | -6,67% |
| - | Budget CE (D.p.o.5): PNB | (275 295 844,51) | (246 126 541,86) | (201 430 000) | (216 293 050,29) | (167 470 000) | (167 470 000,00) | (230 565 100) | (230 565 100,00) | (63 095 100,0) | 37,68% | (63 095 100,0) | 37,68% |
| = | Base totale | 1 851 246 128,80 | 2 161 391 400,19 | 2 462 790 000 | 2 095 875 223,64 | 2 111 590 000 | 2 111 590 000,00 | 2 333 628 000 | 2 333 628 000,00 | 222 038 000,0 | 10,52% | 222 038 000,0 | 10,52% |
| x | Taux | 10% | 10% | 10% | 10% | 10% | 10% | 10% | 10% | | | | |
| = | Participation communale | 185 124 612,88 | 216 139 140,02 | 246 279 000 | 209 587 522,36 | 211 159 000 | 211 159 000,00 | 233 362 800 | 233 362 800,00 | 22 203 800,0 | 10,52% | 22 203 800,0 | 10,52% |
| 3° Véhicules | | | | | | | | | | [Depuis 1967.] | | | |
| | 64.5.36.020 Taxe véhic. | 62 958 461,70 | 72 308 927,70 | 68 750 000 | 72 300 000,00 | 68 000 000 | 68 000 000,00 | 62 500 000 | 62 500 000,00 | (5 500 000,0) | -8,09% | (5 500 000,0) | -8,09% |
| x | Taux | 20% | 20% | 20% | 20% | 20% | 20% | 20% | 20% | | | | |
| = | Participation communale | 12 591 692,34 | 14 461 785,54 | 13 750 000 | 14 460 000,00 | 13 600 000 | 13 600 000,00 | 12 500 000 | 12 500 000,00 | (1 100 000,0) | -8,09% | (1 100 000,0) | -8,09% |

| UNITE | 2 007 | 2 008 | 2 009 | 2 009 | 2 010 | 2 010 | 2 011 | 2 011 | Variat./ BV | 2 010 | Variat./ C | 2 010 |
|--|---------------|---------------|------------------|---------------|------------------|---------------|------------------|---------------|-------------|-------------|------------|-------|
| | Budget-Compte | Budget-Compte | projet de budget | Budget-Compte | projet de budget | Budget-Compte | projet de budget | Budget-Compte | | | | |
| 4° Allocation forfaitaire | | | | | | | | | | | | |
| Compensation déchet ITS | | | | | | | | | | | | |
| Montant en t - 1 | | | 63 176 000 | | 66 272 000 | | 72 303 000 | | | | | |
| + Masse salariale pers. actif Etat | | | 4,90% | | 9,10% | | 5,00% | | | | | |
| = Montant en t | | | 66 271 624 | | 72 302 752 | | 75 918 150 | | | | | |
| (forfait) arrondi à | | | 66 272 000 | | 72 303 000 | | 75 918 000 | | | 3 615 000,0 | 5,00% | |
| + Ancien Fonds communal forfait | | | 1 859 201 | | 1 859 000 | | 1 859 000 | | | | | |
| + Déchet ICC (1987) forfait | | | 11 650 996 | | 11 650 996 | | 11 650 996 | | | | | |
| + (1991) forfait | | | 2 478 935 | | 2 478 935 | | 2 478 935 | | | | | |
| = total | | | 14 129 931 | | 14 130 000 | | 14 130 000 | | | | | |
| + Pers.phys.: (crédit impôts) déchet en t-1 | | | | | 98 000 000 | | 104 463 830 | | | | | |
| impôt IR en t-1 | | | | | 2 350 000 000 | | 2 505 000 000 | | | | | |
| impôt IR en t | | | | | 2 505 000 000 | | 2 790 000 000 | | | | | |
| base en t (mesure-abol.abatt.) | | | 98 000 000 | | 104 463 830 | | 116 348 936 | | | | | |
| x Taux | | | 18% | | 18% | | 18% | | | | | |
| (forfait) arrondi à | | | 17 640 000 | | 18 803 000 | | 20 943 000 | | | | | |
| - Abattements | | | | | | | | | | | | |
| * Pers.phys.: sécur.soc. Base (forfait) | | | 3 222 616 | | 3 222 616 | | 3 222 616 | | | | | |
| x Taux | | | 18% | | 18% | | 18% | | | | | |
| = abattement | | | 580 071 | | 580 000 | | 580 000 | | | | | |
| * TVA: taxe transport Base (forfait) | | | 2 478 935 | | 2 478 935 | | 2 478 935 | | | | | |
| x Taux | | | 10% | | 10% | | 10% | | | | | |
| = abattement | | | 247 894 | | 248 000 | | 248 000 | | | | | |
| * TVA: sidérurgie Montant en t - 1 | | | 343 167 874 | | 458 006 853 | | 392 240 037 | | | | | |
| : TVA p.o. t - 1 | | | 2 035 000 000 | | 2 716 000 000 | | 2 326 000 000 | | | | | |
| x TVA p.o. t | | | 2 716 000 000 | | 3 326 000 000 | | 2 608 000 000 | | | | | |
| = Montant en t | | | 458 006 853 | | 392 240 037 | | 439 794 504 | | | | | |
| x Taux | | | 10% | | 10% | | 10% | | | | | |
| = abattement | | | 45 800 685 | | 39 224 004 | | 43 979 450 | | | | | |
| (forfait) arrondi à | | | 45 800 685 | | 39 224 000 | | 43 979 000 | | | | | |
| * Conjoncturel (forfait) | | | 2 478 935 | | 2 479 000 | | 2 479 000 | | | | | |
| * CNPF: (boni pour enfants) Montant en t - 1 | | | | | 95 135 000 | | 99 027 000 | | | | | |
| : impôt IR en t-1 | | | | | 220 000 000 | | 229 000 000 | | | | | |
| x impôt IR en t | | | 220 000 000 | | 229 000 000 | | 208 140 092 | | | | | |
| = Montant en t | | | 95 135 000 | | 99 027 000 | | 90 007 000 | | | | | |
| x Taux | | | 18% | | 18% | | 18% | | | | | |
| = Forfait | | | 17 124 000 | | 17 825 000 | | 16 201 000 | | | | | |
| Total: abattements | | | 66 231 585 | | 60 356 000 | | 63 487 000 | | | 3 131 000,0 | 5,19% | |

| UNITE | 2 007 | 2 008 | 2 009 | 2 009 | 2 010 | 2 010 | 2 011 | 2 011 | Variat./ BV | 2 010 | Variat./ C | 2 010 |
|--|----------------|----------------|---|----------------|---|----------------------------|---|----------------------------|-------------|-------|------------|--|
| | Budget-Compte | Budget-Compte | projet de budget | Budget-Compte | projet de budget | Budget-Compte | projet de budget | Budget-Compte | | | | |
| - 09.0.33.010 (musique) | | | 0 | | 0 | | 0 | | | | | [Indemnisation UGDA depuis 1988.] |
| - 09.0.43.003 (musique) écoles + cours = Total | | | 0 0 0 | | 0 0 0 | | 0 0 0 | | | | | [Clé transformée en subside en 1991.] [Clé transformée en subside en 1991.] |
| - enseignement musical Montant en t - 1 + Masse salariale pers. actif Etat = Montant en t (forfait) arrondi à | | | 8 679 000 4,90% 9 104 271 9 104 000 | | 9 104 000 9,10% 9 932 464 9 932 000 | | 9 932 000 5,00% 10 428 600 10 429 000 | | | | | [à partir de 1998, loi du 28/4 ens. mus.] [1/3 par ttes les com. ;190=année pleine 98] [Taux du projet de budget.] 497 000,0 5,00% |
| - enseignement musical | | | 0 | | 0 | | 0 | | | | | [Restant budget99 de l'ex98 -budget 01 de l'ex00] |
| - 09.0.43.004 (berges) | | | 198 315 | | 198 000 | | 198 000 | | | | | [Clé transformée en subside en 1991.] |
| - 01.2.35.000 (ress.propr.) Crédit x Taux = total (forfait) arrondi à | | | 0 10% 0 0 | | 0 10% 0 0 | | 0 10% 0 0 | | | | | [Contribution PNB à CE depuis 1989.] [Taux de l. 2°.] |
| - enseignement complémentaire Montant en t - 1 + Masse salariale pers. actif Etat = Montant en t (forfait) arrondi à | | | 12 073 647 4,90% 12 665 256 12 665 256 | | 12 665 256 9,10% 13 817 794 13 820 000 | | 13 820 000 5,00% 14 511 000 14 511 000 | | | | | [Depuis 1995: décharge du secteur communal] [Taux du projet de budget.] 691 000,0 5,00% 1 en 2010 adaptation du fichier p.r. à celui de IGF I |
| = Montant forfaitaire (forfait) arrondi à | 23 523 000,00 | 6 189 000,00 | 11 701 976 11 700 000 | 11 700 000,00 | 22 789 000 22 789 000 | 22 789 000,00 | 24 225 000 24 225 000 | 24 225 000,00 | | | | 1 436 000,0 6,30% |
| TOTAL 1° à 4° | 627 722 678,23 | 691 353 091,62 | 694 729 000 | 681 174 986,52 | 698 448 000 | 698 448 000,00 | 772 287 800 | 772 287 800,00 | | | | 73 839 800,0 10,57% 73 839 800,0 10,57% |
| TOTAL arrondi à: | | | 694 729 000 | | 698 448 000 | | 772 287 800 | | | | | [arrondi pour cohérence avec l'alimentation] |
| crédit MEN trait. enseignants dont 1/3 imputable aux communes | | 0 | 334 204 700 37 134 000 | 46 013 942,70 | 367 679 137 122 559 500 | 367 679 137 122 559 500 | 431 291 600 143 764 000 | 431 291 600 143 764 000 | | | | [Depuis budget 2009 - année scolaire 09/10: retenue de 1/3 des rémunérations du contingent d'enseignants attribués] |

| UNITE | | 2 007 | 2 008 | 2 009 | 2 009 | 2 010 | 2 010 | 2 011 | 2 011 | Variat./ BV | 2 010 | Variat./ C | 2 010 |
|-------------------------|---|----------------|----------------|------------------|-----------------|------------------|------------------|------------------|----------------|---|---------------|------------|----------------------|
| | | Budget-Compte | Budget-Compte | projet de budget | Budget-Compte | projet de budget | Budget-Compte | projet de budget | Budget-Compte | | | | |
| II. ALIMENTATION | | | | | | | | | | | | | |
| 1° | TCA nette | | | | | | | | | [Depuis 1987] | | | |
| | TCA brute (R.p.o. 11) | 21 510 694,71 | 21 167 402,52 | 20 000 000 | 21 526 889,39 | 20 000 000 | 20 000 000,00 | 20 000 000 | 20 000 000,00 | 0,0 | 0,00% | 0,0 | 0,00% |
| | - Restitutions | 0,00 | (28 234,11) | (50 000) | 0,00 | (50 000) | (50 000,00) | (50 000) | (50 000,00) | 0,0 | 0,00% | 0,0 | 0,00% |
| | = TCA nette(D.p.o.11) | 21 510 694,71 | 21 139 168,41 | 19 950 000 | 21 526 889,39 | 19 950 000 | 19 950 000,00 | 19 950 000 | 19 950 000,00 | 0,0 | 0,00% | 0,0 | 0,00% |
| 2° | TVA (D.p.o. 5) | 185 124 612,88 | 216 139 140,02 | 246 279 000 | 209 587 522,36 | 211 159 000 | 211 159 000,00 | 233 362 800 | 233 362 800,00 | [Depuis 1990] | 22 203 800,0 | 10,52% | 22 203 800,0 10,52% |
| 3° | TVAM (D.p.o X) | 12 591 692,34 | 14 461 785,54 | 13 750 000 | 14 460 000,00 | 13 600 000 | 13 600 000,00 | 12 500 000 | 12 500 000,00 | [Depuis 2007] | (1 100 000,0) | -8,09% | (1 100 000,0) -8,09% |
| 4° | 09.0.93.000 Complément Complément - brut | 408 495 678,30 | 439 612 997,65 | 414 750 000 | 435 600 574,77 | 453 739 000 | 453 739 000,00 | 506 475 000 | 506 475 000,00 | [Depuis 1988] | 52 736 000,0 | 11,62% | 52 736 000,0 11,62% |
| | -1/3 rémun. enseignants | | 0 | (37 134 000) | (46 013 942,70) | (122 559 500) | (122 559 500,00) | (143 764 000) | (143 764 000) | [Depuis budget 2008 - année scolaire 08/09: retenue de 1/3 des rémunérations du contingent d'enseignants attribués] | | | |
| | Complément - net | 408 495 678,30 | 439 612 997,65 | 377 616 000 | 389 586 632,07 | 331 179 500 | 331 179 500,00 | 362 711 000 | 362 711 000,00 | | | | |
| | Total contrôle alimentation brute | 627 722 678,23 | 691 353 091,62 | 694 729 000 | 681 174 988,52 | 698 448 000 | 698 448 000,00 | 772 287 800 | 772 287 800,00 | | | | |
| | Total contrôle alimentation nette | | 691 353 091,62 | 657 595 000 | 635 161 043,82 | 575 888 500 | 575 888 500,00 | 628 523 800 | 628 523 800,00 | | | | |

| UNITE | 2 007 | 2 008 | 2 009 | 2 009 | 2 010 | 2 010 | 2 011 | 2 011 | Variat./ BV | 2 010 | Variat./ C | 2 010 |
|-----------------------------------|-----------------|-----------------|------------------|------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|--|--------|--------------|--------|
| | Budget-Compte | Budget-Compte | projet de budget | Budget-Compte | projet de budget | Budget-Compte | projet de budget | Budget-Compte | | | | |
| III. REPARTITION | | | | | | | | | | | | |
| (1) Répartition par préciput | 17 526 020,00 | 17 526 020,00 | 17 526 020 | 17 526 020,00 | 17 526 020 | 17 526 020,00 | 17 526 020 | 17 526 020,00 | 0,0 | 0,00% | 0,0 | 0,00% |
| 1° Conseillers communaux | 17 526 020,00 | 17 526 020,00 | 17 526 020 | 17 526 020,00 | 17 526 020 | 17 526 020,00 | 17 526 020 | 17 526 020,00 | 0,0 | 0,00% | 0,0 | 0,00% |
| dont: | | | | | | | | | | | | |
| Conseillers N° 1 à 7 | 11 502 212 | 11 502 212 | 11 502 212 | 11 502 212 | 11 502 212 | 11 502 212 | 11 502 212 | 11 502 212 | 0,0 | 0,00% | 0,0 | 0,00% |
| (118 forfaits de:) | 99 157 | 99 157 | 99 157 | 99 157 | 99 157 | 99 157 | 99 157 | 99 157 | [Depuis 88: 0,75 /com.; -> 90:3,0; -> 92:4,0] | | | |
| Conseillers N° 8 + s. | 6 023 808 | 6 023 808 | 6 023 808 | 6 023 808 | 6 023 808 | 6 023 808 | 6 023 808 | 6 023 808 | 0,0 | 0,00% | 0,0 | 0,00% |
| (nombre fois forfait de:) | 18 592 | 18 592 | 18 592 | 18 592 | 18 592 | 18 592 | 18 592 | 18 592 | [Depuis 1988: 0,75 / (conseiller >7)] | | | |
| 2° Ecoles musique | 0,00 | 0,00 | 0 | 0,00 | 0 | 0,00 | 0 | 0,00 | [Clé transformée en subside en 1991.] | | | |
| 3° Cours musique | 0,00 | 0,00 | 0 | 0,00 | 0 | 0,00 | 0 | 0,00 | [Clé transformée en subside en 1991.] | | | |
| 4° Berges Haute-Sûre | 0,00 | 0,00 | 0 | 0,00 | 0 | 0,00 | 0 | 0,00 | [Clé transformée en subside en 1991.] | | | |
| 5° Impôt commercial 1987 | 0,00 | 0,00 | 0 | 0,00 | 0 | 0,00 | 0 | 0,00 | [Clé intégrée dans ICC en 1992] | | | |
| 6° Impôt commercial 1991 | 0,00 | 0,00 | 0 | 0,00 | 0 | 0,00 | 0 | 0,00 | [Clé intégrée dans ICC en 1992] | | | |
| (2) Répartition du solde | 610 196 658,23 | 673 827 071,62 | 677 202 980 | 663 648 966,52 | 680 921 980 | 680 921 980,00 | 754 761 780 | 754 761 780,00 | 73 839 800,0 | 10,84% | 73 839 800,0 | 10,84% |
| 1° Population part | 65,00% | 65,00% | 65,00% | 65,00% | 65,00% | 65,00% | 65,00% | 65,00% | [Dès 1988: 67%; depuis 1992 65%] | | | |
| montant | 396 627 827,85 | 437 987 596,55 | 440 181 937 | 431 371 828,24 | 442 599 287 | 442 599 287,00 | 490 595 157 | 490 595 157,00 | 47 995 870,0 | 10,84% | 47 995 870,0 | 10,84% |
| 2° Terrain vert part | 15,00% | 15,00% | 15,00% | 15,00% | 15,00% | 15,00% | 15,00% | 15,00% | [Dès 1988: 18%; depuis 1992 15,00%] | | | |
| montant | 91 529 498,73 | 101 074 060,74 | 101 580 447 | 99 547 344,98 | 102 138 297 | 102 138 297,00 | 113 214 267 | 113 214 267,00 | 11 075 970,0 | 10,84% | 11 075 970,0 | 10,84% |
| dont: | | | | | | | | | | | | |
| a) bases IF A part | 9,75% | 9,75% | 9,75% | 9,75% | 9,75% | 9,75% | 9,75% | 9,75% | [Dès 1988: 18%; depuis 1992 9,75%] | | | |
| montant | 59 494 174,18 | 65 698 139,48 | 66 027 291 | 64 705 774,24 | 66 389 893 | 66 389 893,05 | 73 589 274 | 73 589 273,55 | 7 199 381,0 | 10,84% | 7 199 380,5 | 10,84% |
| b) surface IF A part | 5,25% | 5,25% | 5,25% | 5,25% | 5,25% | 5,25% | 5,25% | 5,25% | [depuis 1992 5,25%] | | | |
| montant | 32 035 324,56 | 35 375 921,26 | 35 553 156 | 34 841 570,74 | 35 748 404 | 35 748 403,95 | 39 624 993 | 39 624 993,45 | 3 876 589,0 | 10,84% | 3 876 589,5 | 10,84% |
| 3° Densité part | 20,00% | 20,00% | 20,00% | 20,00% | 20,00% | 20,00% | 20,00% | 20,00% | [Dès 1988: 15%; depuis 1992 20,00%] | | | |
| montant | 122 039 331,65 | 134 765 414,32 | 135 440 596 | 132 729 793,30 | 136 184 396 | 136 184 396,00 | 150 952 356 | 150 952 356,00 | 14 767 960,0 | 10,84% | 14 767 960,0 | 10,84% |
| | 627 722 678,23 | 691 353 091,62 | 694 729 000,00 | 681 174 986,52 | 698 448 000,00 | 698 448 000,00 | 772 287 600,00 | 772 287 600,00 | | | | |
| | | | contrôle | | contrôle | | | | | | | |
| (3) Versement aux communes | | | | | | | | | | | | |
| 31.03. t 25 % | 146 125 500,00 | 155 742 500,00 | 173 682 250,00 | 173 682 250,00 | 174 612 000,00 | 174 612 000,00 | 193 071 950,00 | 193 071 950,00 | 18 459 950,0 | 10,57% | 18 459 950,0 | 10,57% |
| 30.06. t 25 % | 146 125 500,00 | 155 742 500,00 | 173 682 250,00 | 173 682 250,00 | 174 612 000,00 | 174 612 000,00 | 193 071 950,00 | 193 071 950,00 | 18 459 950,0 | 10,57% | 18 459 950,0 | 10,57% |
| 30.09. t 25 % | 146 125 500,00 | 155 742 500,00 | 173 682 250,00 | 173 682 250,00 | 174 612 000,00 | 174 612 000,00 | 193 071 950,00 | 193 071 950,00 | 18 459 950,0 | 10,57% | 18 459 950,0 | 10,57% |
| 31.12. t 12,5 % | 73 062 750,00 | 77 871 250,00 | 86 841 125,00 | 86 841 125,00 | 87 306 000,00 | 87 306 000,00 | 96 535 975,00 | 96 535 975,00 | 9 229 975,0 | 10,57% | 9 229 975,0 | 10,57% |
| xx.01. t+1 solde brut | 116 283 428,230 | 146 254 341,620 | 86 841 125,000 | 73 287 111,520 | 87 306 000,000 | 87 306 000,000 | 96 535 975,000 | 96 535 975,000 | 9 229 975,0 | 10,57% | 9 229 975,0 | 10,57% |
| retenue rém. enseignants | | 0,000 | (37 134 000,000) | (46 013 942,700) | (122 559 500,000) | (122 559 500,000) | (143 764 000,000) | (143 764 000,000) | | | | |
| xx.01. t+1 solde net a-dernier 8e | | 77 871 250,000 | 86 841 125,000 | 86 841 125,000 | 26 026 250,000 | 26 026 250,000 | 24 653 975,000 | 24 653 975,000 | | | | |
| xx.01. t+1 solde net dernier 8e | | 146 254 341,620 | 49 707 125,000 | 27 273 168,820 | 26 026 250,000 | 26 026 250,000 | 24 653 975,000 | 24 653 975,000 | | | | |
| Total contrôle versements | | 691 353 091,620 | 657 595 000,000 | 835 161 043,820 | 575 888 500,000 | 575 888 500,000 | 628 523 800,000 | 628 523 800,000 | | | | |
| Total contrôle dotation | 627 722 678,230 | 691 353 091,620 | 694 729 000,000 | 681 174 986,520 | 698 448 000,000 | 698 448 000,000 | 772 287 600,000 | 772 287 600,000 | | | | |



BANQUE CENTRALE DU LUXEMBOURG

EUROSYSTEME

Les finances locales européennes

Comparaisons et expériences de réformes



Plan

- I. Introduction et Méthodologie
- II. Situation budgétaire des pouvoirs locaux
 - 1. Les recettes
 - 2. Les dépenses
 - 3. Les soldes et l'endettement
- III. Expériences de réformes éventuellement transposables au Luxembourg
 - 1. Côté recettes
 - 2. Côté dépenses
- IV. Conclusion
- V. Questions

I. Introduction et Méthodologie

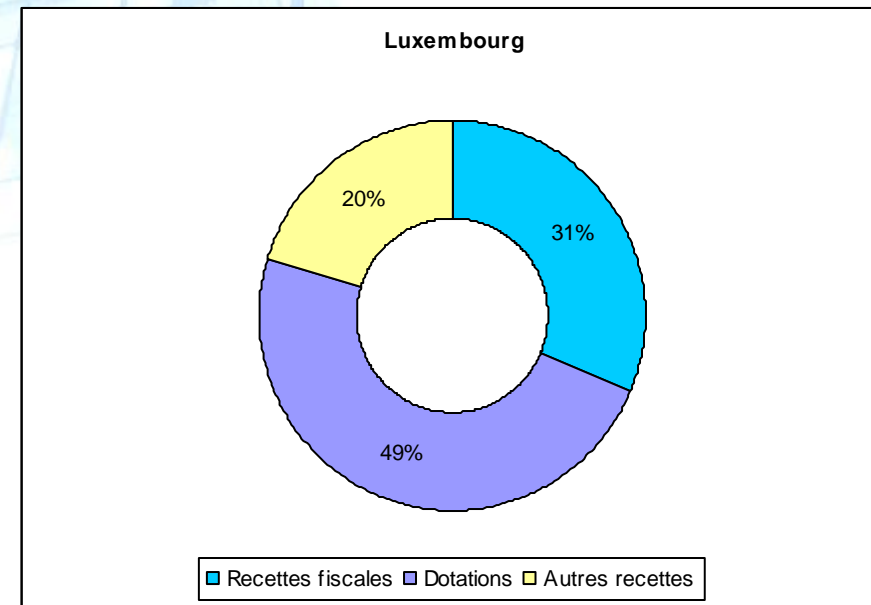
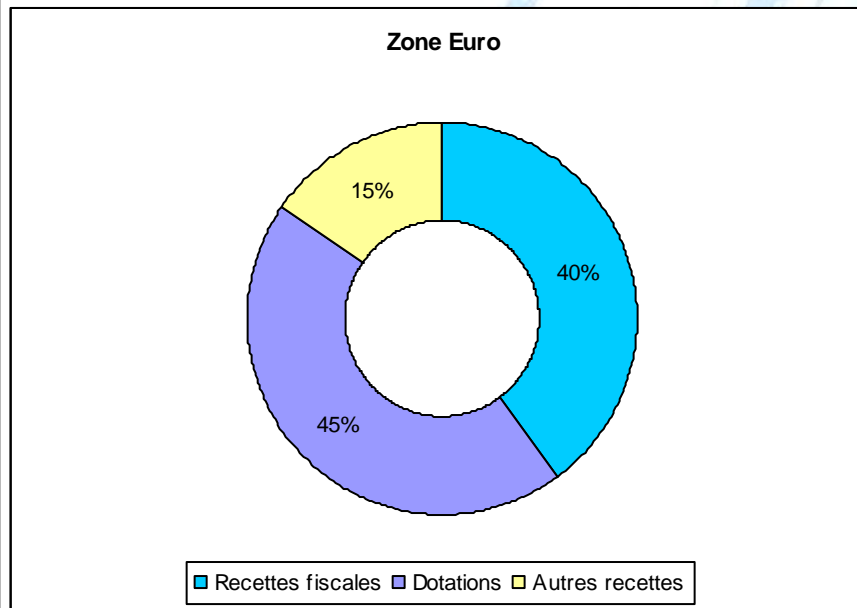
- Données SEC95 d'Eurostat de 2008
- Neutralisation des différences de niveau de prix entre les pays (parité de pouvoir d'achat), PPP
- Pas de comparaisons par rapport au PIB car indicateur biaisé pour le Luxembourg
- L'organisation des pays de l'Union européenne est très différente notamment en ce qui concerne l'attribution des compétences aux pouvoirs locaux
- le contenu du secteur « administrations locales » n'est pas identique dans tous les pays.



II. Situation budgétaire des pouvoirs locaux

1. Les recettes

Graphique 1: Structure des recettes des administrations locales de la zone euro et du Luxembourg en 2008 (En % du total des recettes)

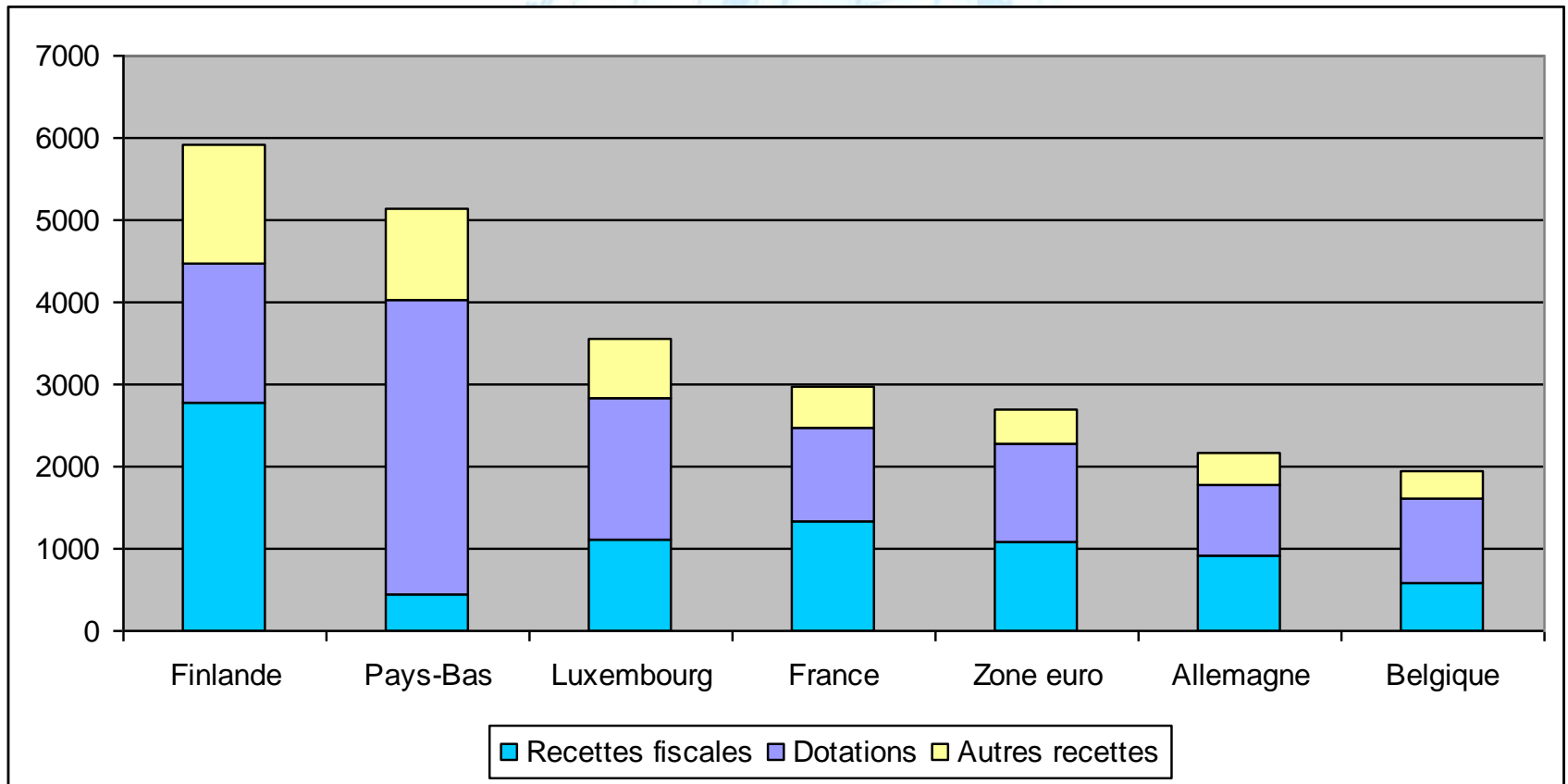


Sources: Eurostat, calculs BCL

6184 - Dossier consolidé - 129

II. Situation budgétaire des pouvoirs locaux

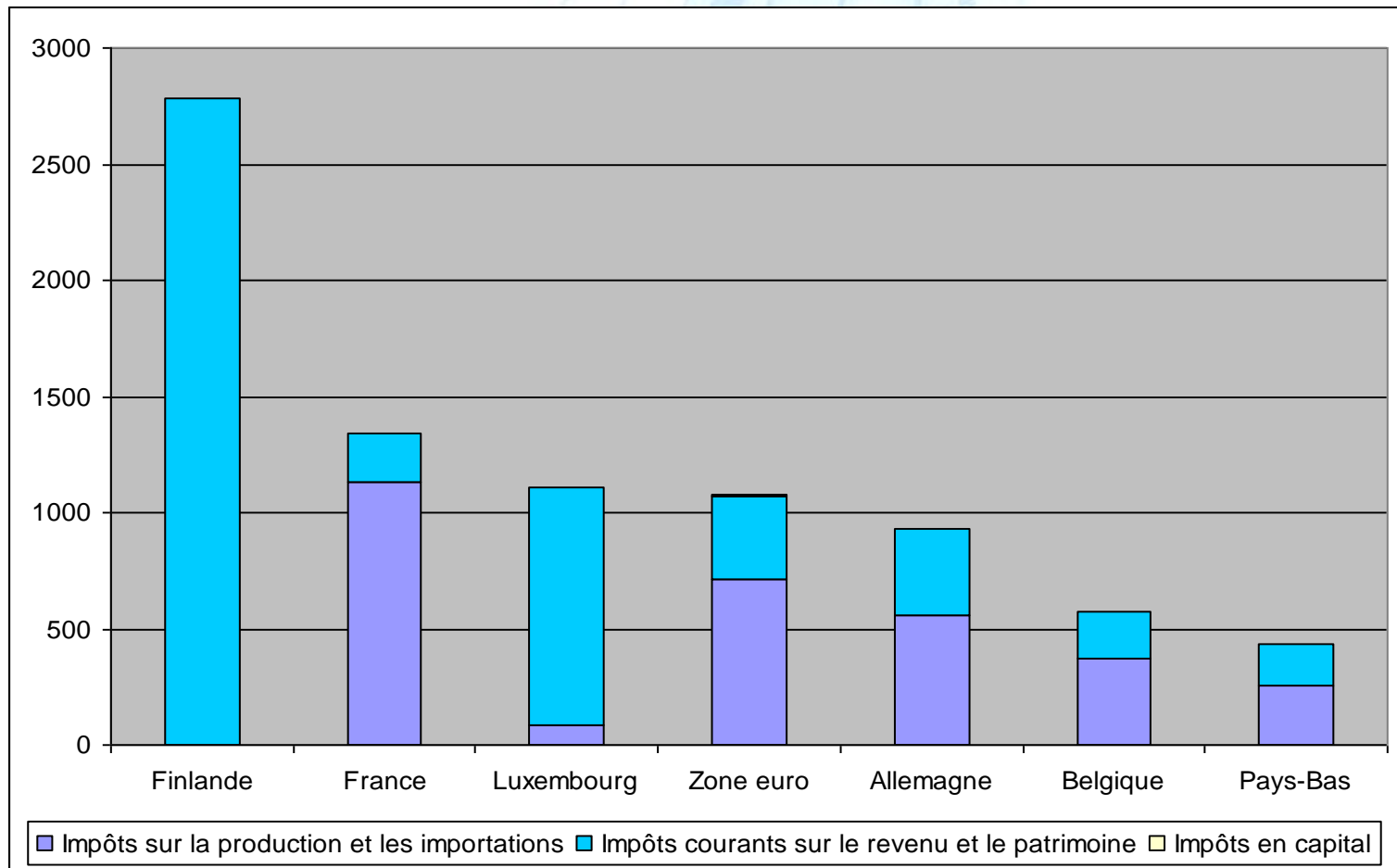
Graphique 2: Recettes des administrations locales en 2008
(En €/hab. et en standards de pouvoir d'achat)



Sources: Eurostat, calculs BCL
6184 - Dossier consolidé - 130

II. Situation budgétaire des pouvoirs locaux

Graphique 3: Recettes fiscale des administrations locales en 2008
(En €/hab. et en standards de pouvoir d'achat)

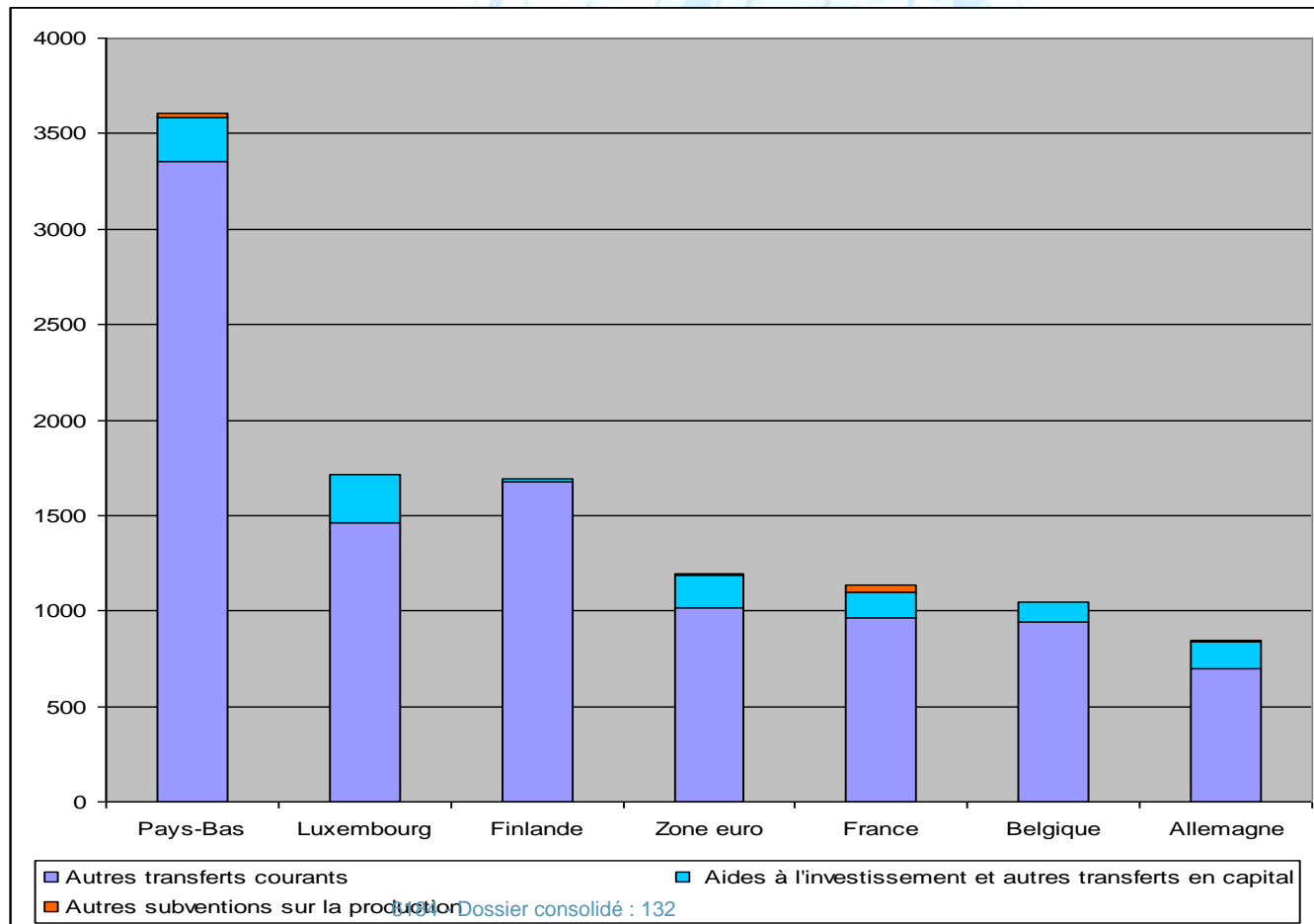


6184 - Dossier consolidé : 131

Sources: Eurostat, calculs BCL

II. Situation budgétaire des pouvoirs locaux

Graphique 4: Dotations des administrations locales en 2008
(En €/hab. et en standards de pouvoir d'achat)



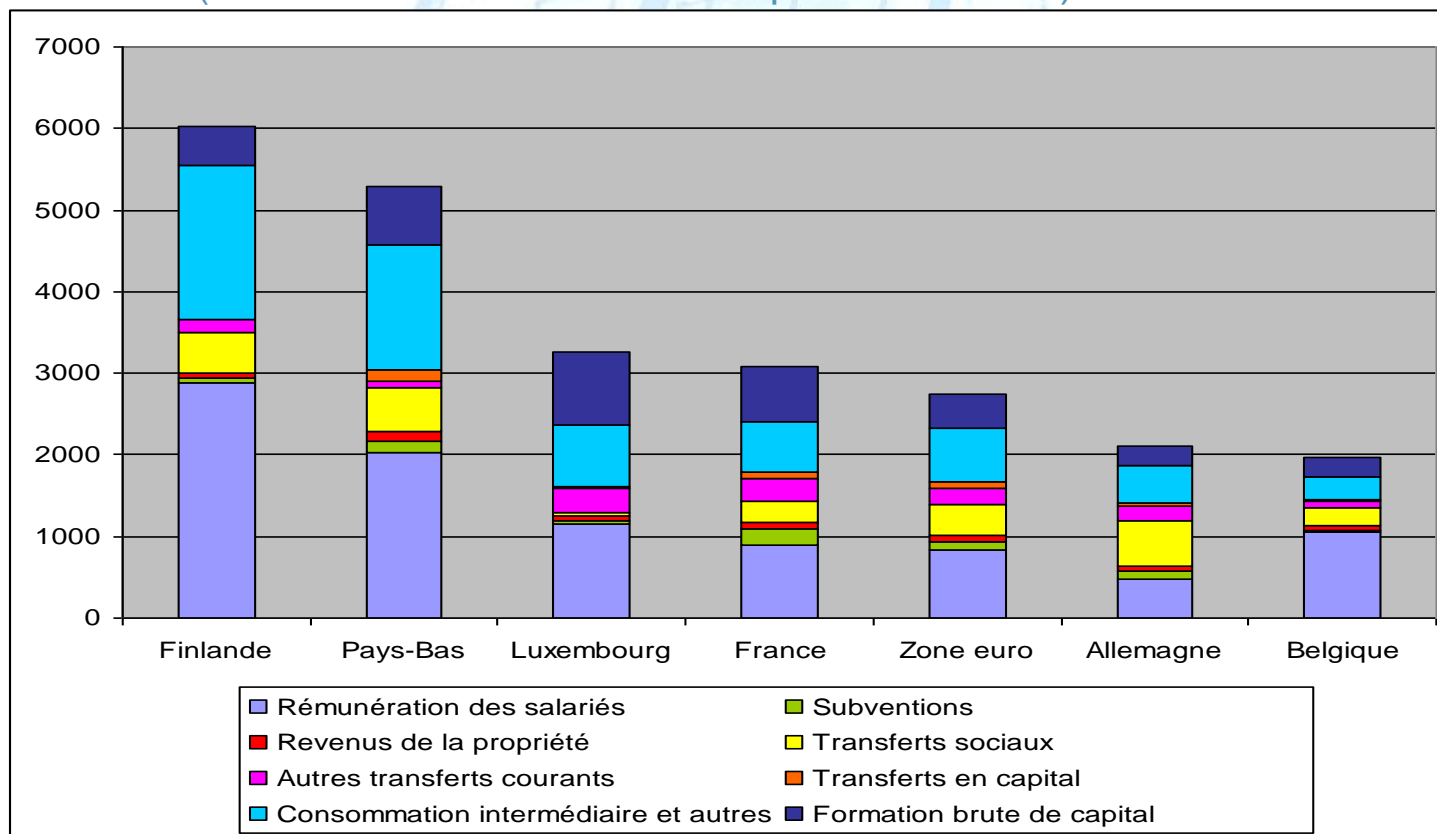
Dossier consolidé : 132

Sources: Eurostat, calculs BCL

II. Situation budgétaire des pouvoirs locaux

2. Les dépenses

Graphique 5: Dépenses du secteur local en 2008 selon la classification économique
(En €/hab. et en standards de pouvoir d'achat)

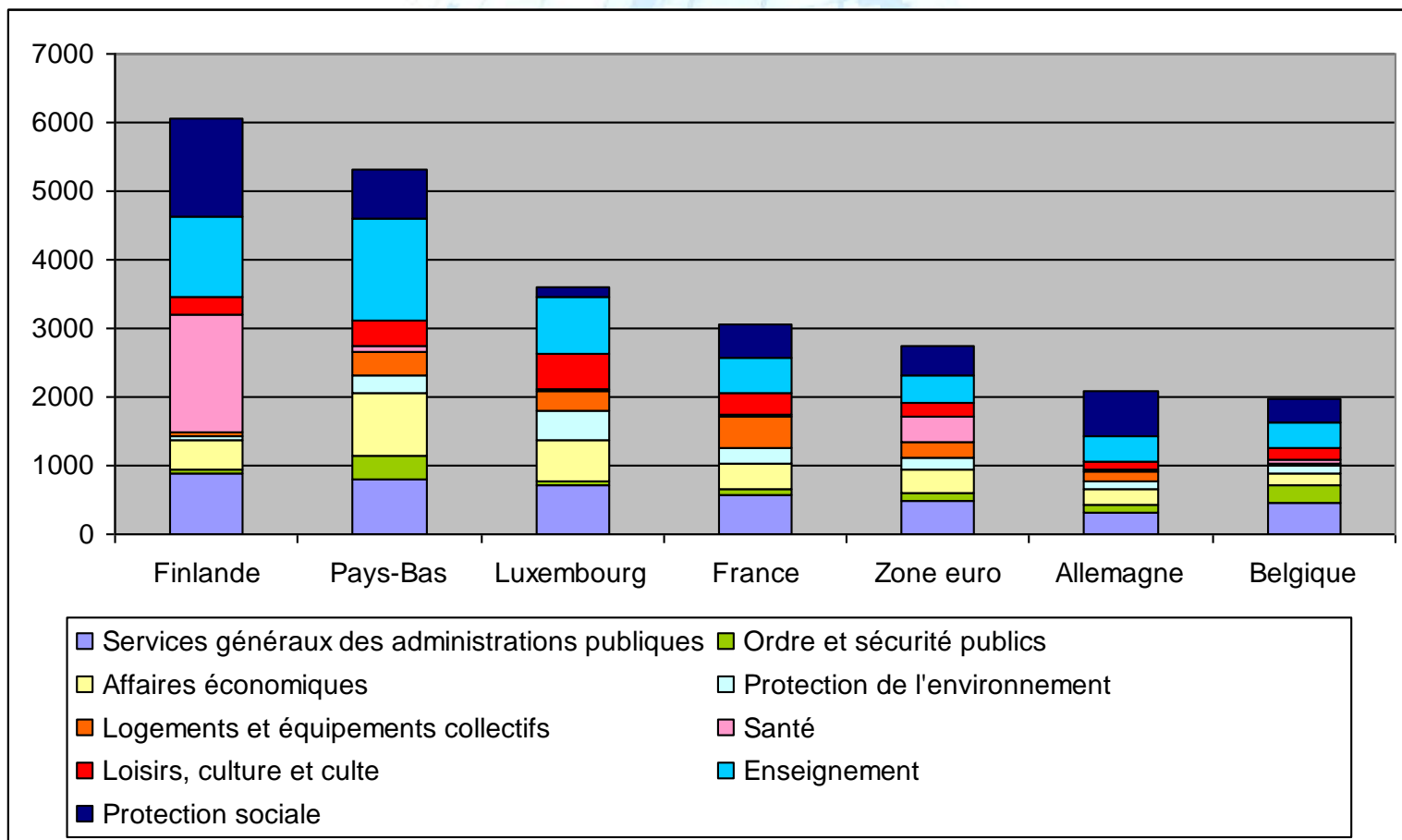


6184 - Dossier consolidé : 133

Sources: Eurostat, calculs BCL

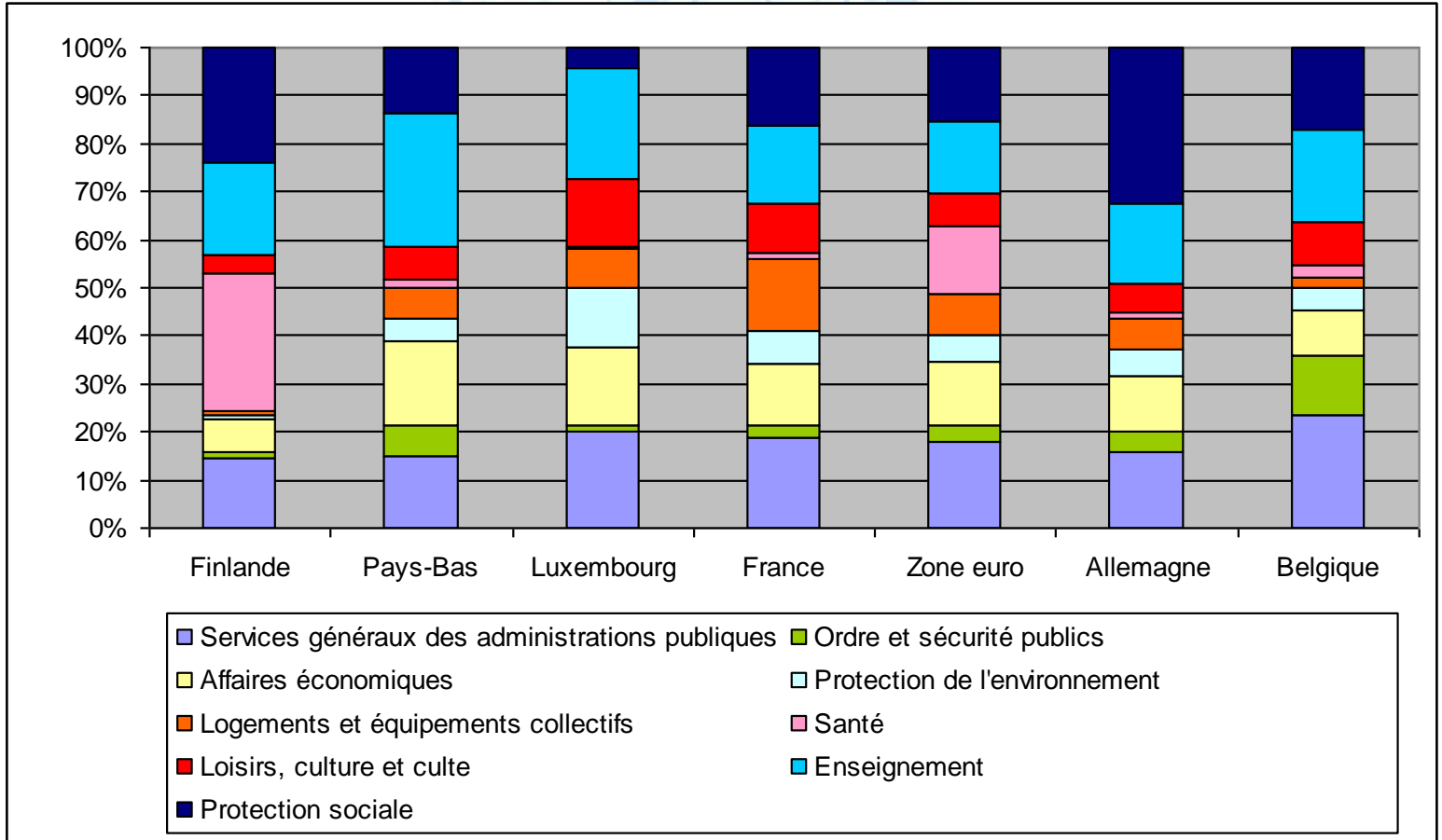
II. Situation budgétaire des pouvoirs locaux

Graphique 6: Dépenses du secteur local en 2008 selon la classification COFOG
(En €/hab. et en standards de pouvoir d'achat)



II. Situation budgétaire des pouvoirs locaux

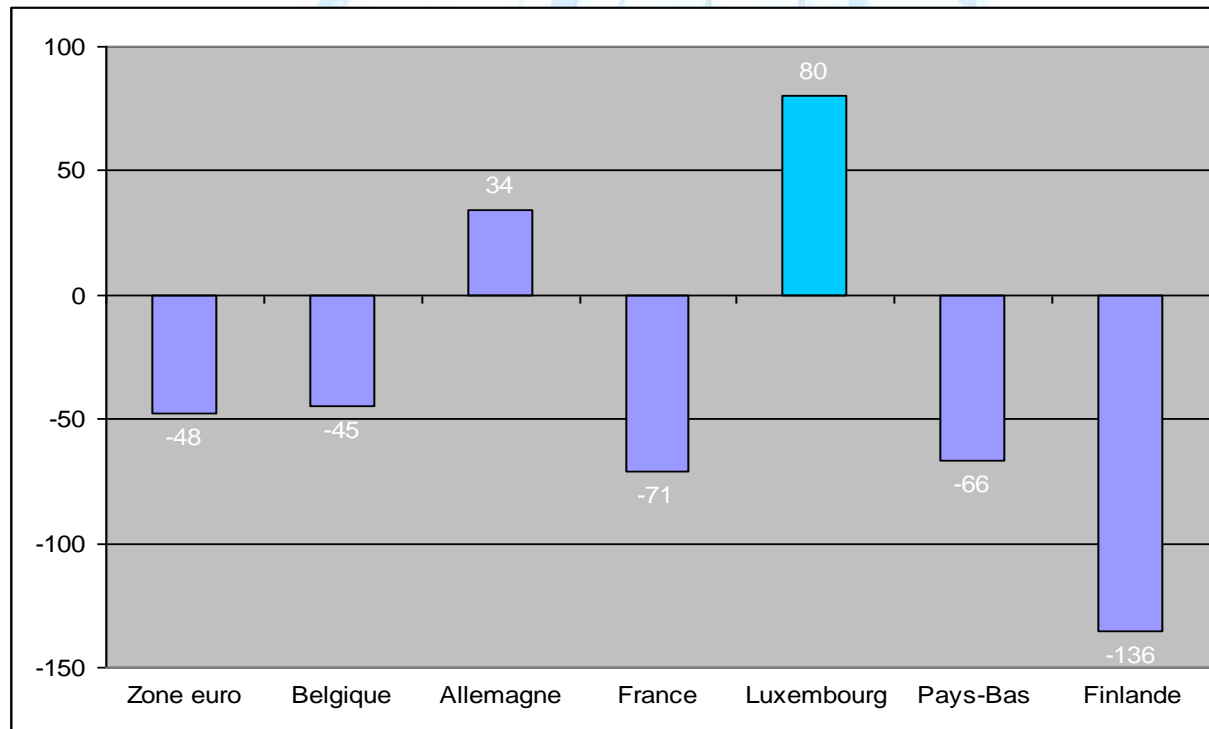
Graphique 7: Dépenses du secteur local en 2008 selon la classification COFOG
(En % du total des dépenses locales)



II. Situation budgétaire des pouvoirs locaux

3. Les soldes et l'endettement

Tableau 8: Capacité et besoin de financement des administrations locales
(Moyenne de 2004 à 2008 en €/hab. et en standards de pouvoir d'achat)

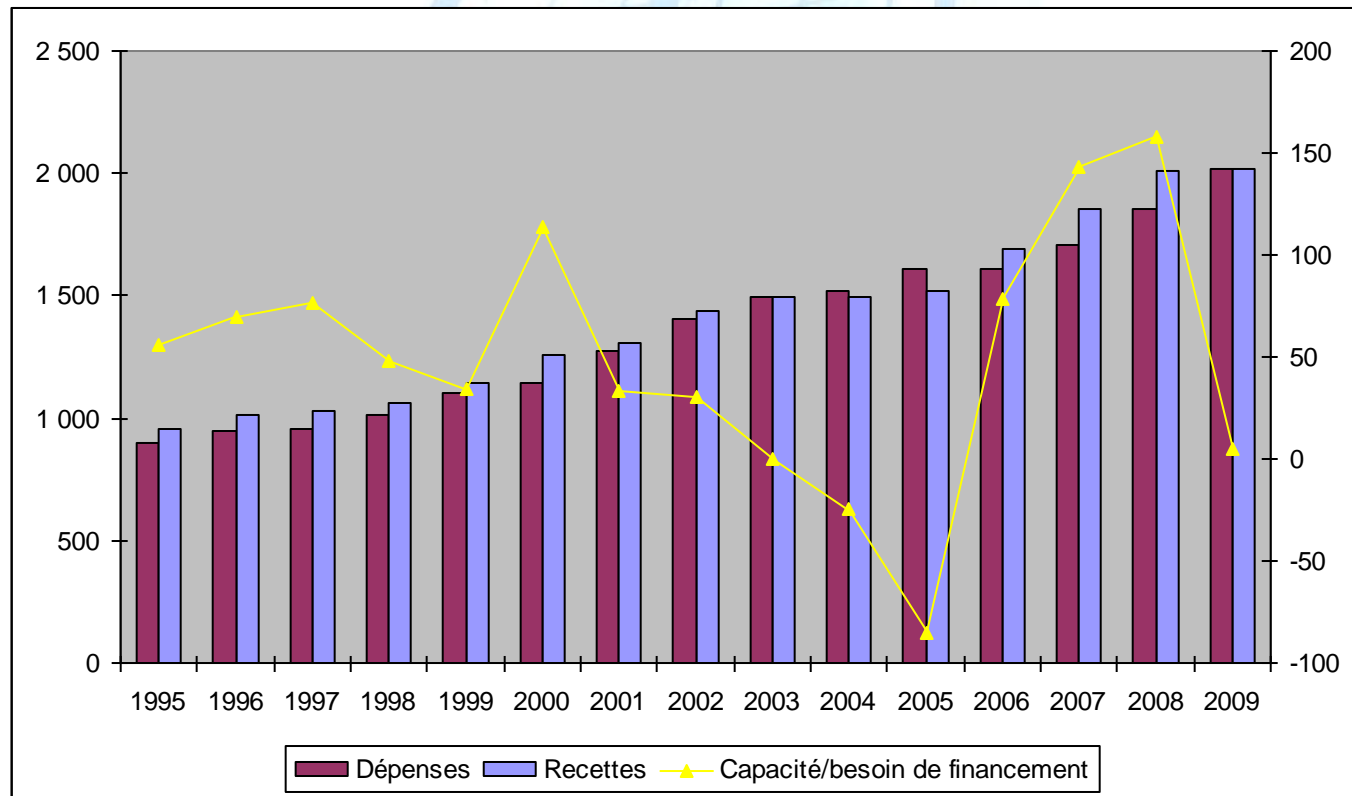


Sources: Eurostat, calculs BCL

6184 - Dossier consolidé : 136

II. Situation budgétaire des pouvoirs locaux

Tableau 9: Evolution des recettes, dépenses et soldes budgétaires des communes luxembourgeoises (En Mio d'EUR)

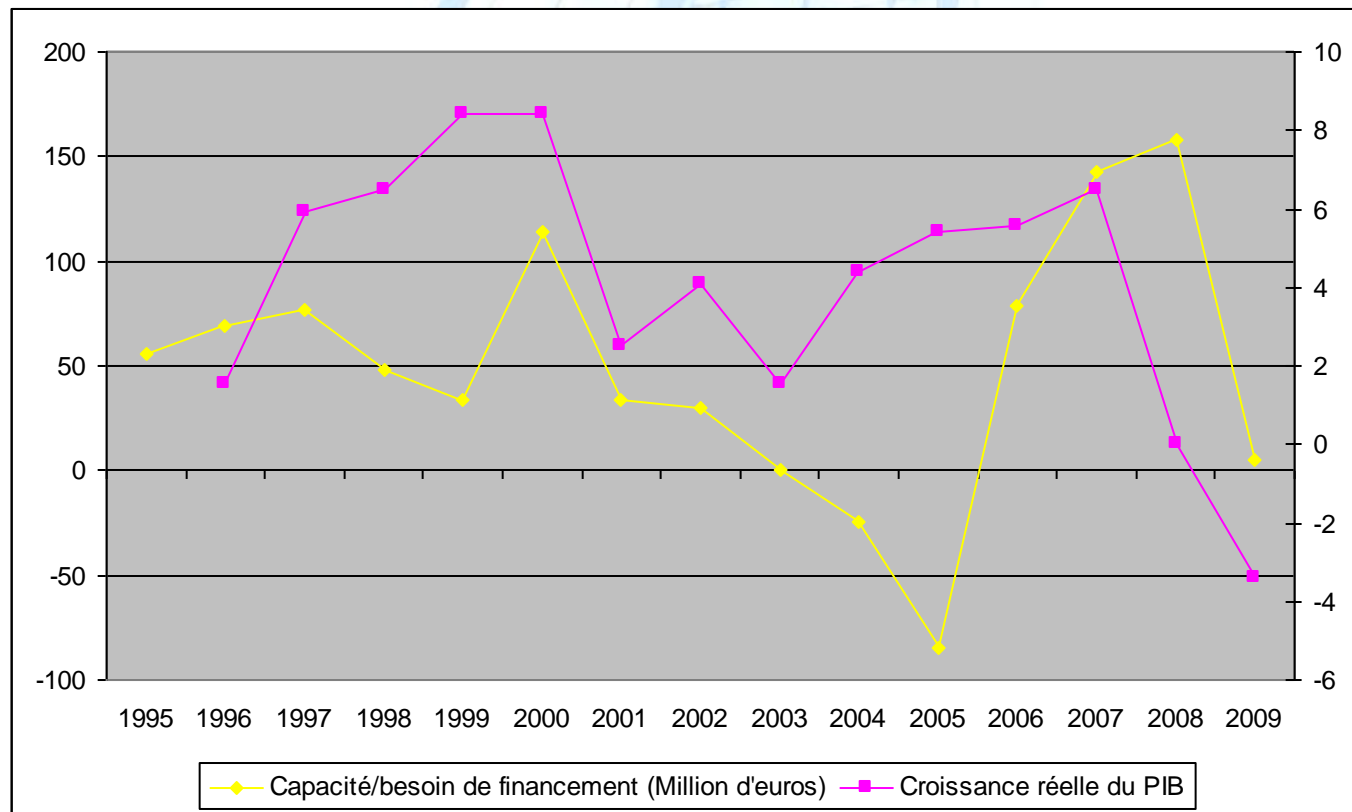


Sources: Statec, calculs BCL

6184 - Dossier consolidé : 137

II. Situation budgétaire des pouvoirs locaux

Tableau 10: Evolution des soldes budgétaires des communes luxembourgeoises et du taux de croissance réel du PIB



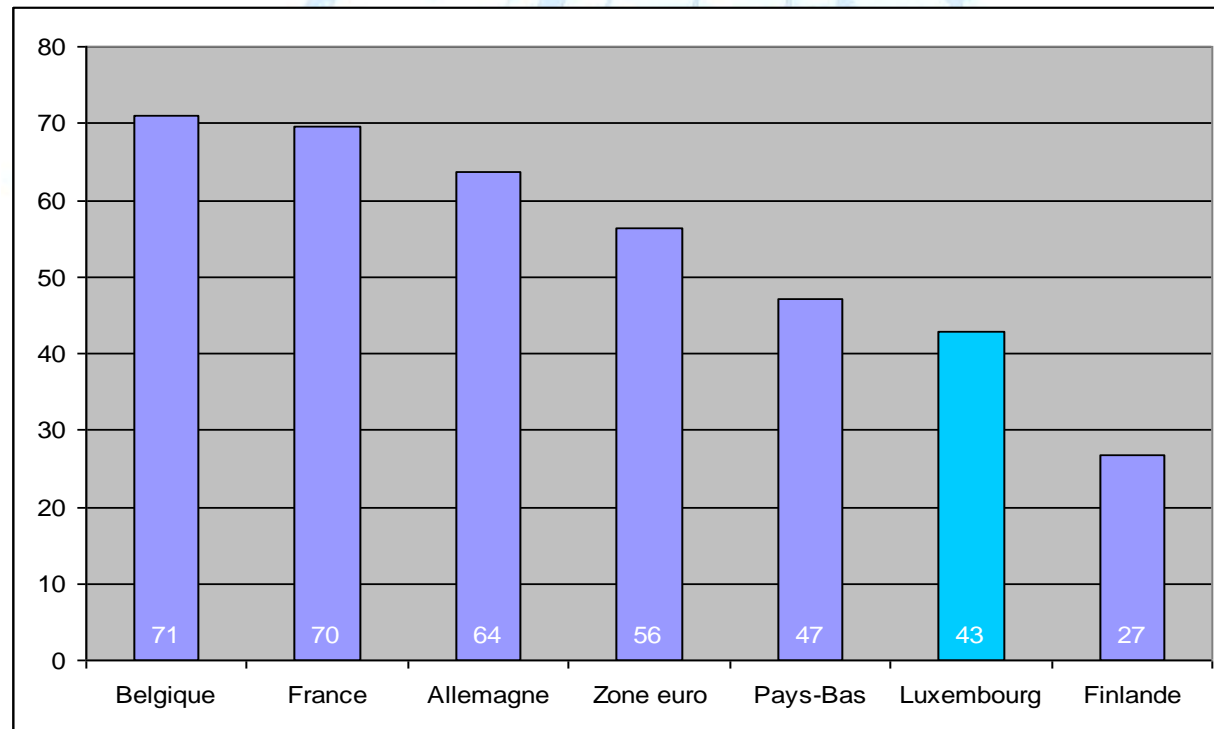
Sources: Statec, calculs BCL

6184 - Dossier consolidé : 138

II. Situation budgétaire des pouvoirs locaux

3. Les soldes et l'endettement

Graphique 11 : Dette brute des administrations locales en 2008
(En pourcentage des recettes locales)



Sources: Eurostat, calculs BCL

6184 - Dossier consolidé : 139

III. Expériences de réformes éventuellement transposables au Luxembourg

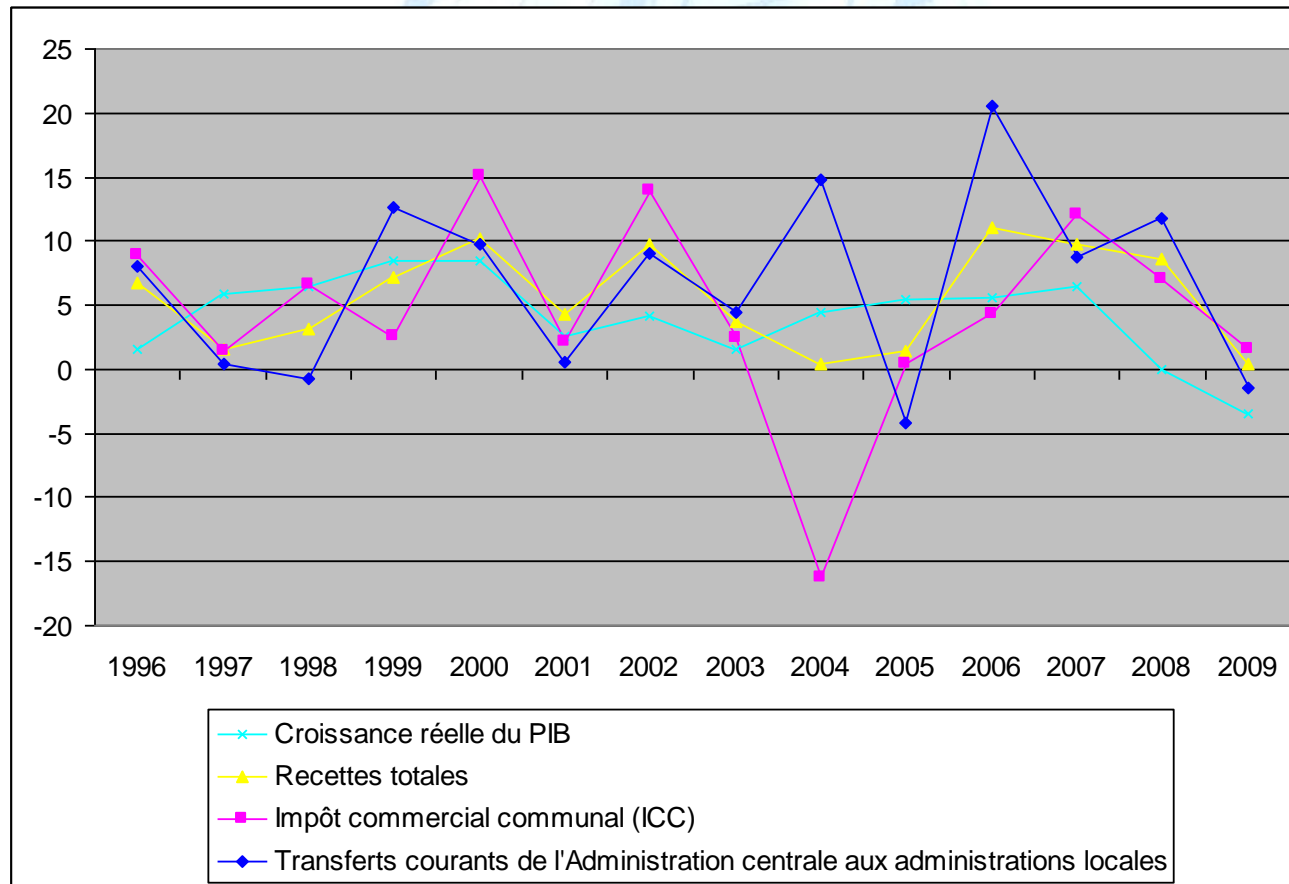
1. Côté recettes

Un objectif essentiel:

- Stabiliser les recettes par rapport au cycle conjoncturel

III. Expériences de réformes éventuellement transposables au Luxembourg

Graphique 12: Variations des recettes totales locales, ICC et FCDF entre 1995 et 2009 comparées au taux de croissance réel du PIB



III. Expériences de réformes éventuellement transposables au Luxembourg

Méthodes:

- Réformes paramétriques
- Repenser le système de péréquation financière
- Mise en place de fonds de stabilisation au niveau national et/ou communal

III. Expériences de réformes éventuellement transposables au Luxembourg

2. Côté dépenses

Objectifs principaux:

- Réaliser des économies d'échelle
- Améliorer l'efficacité et l'efficacité des dépenses

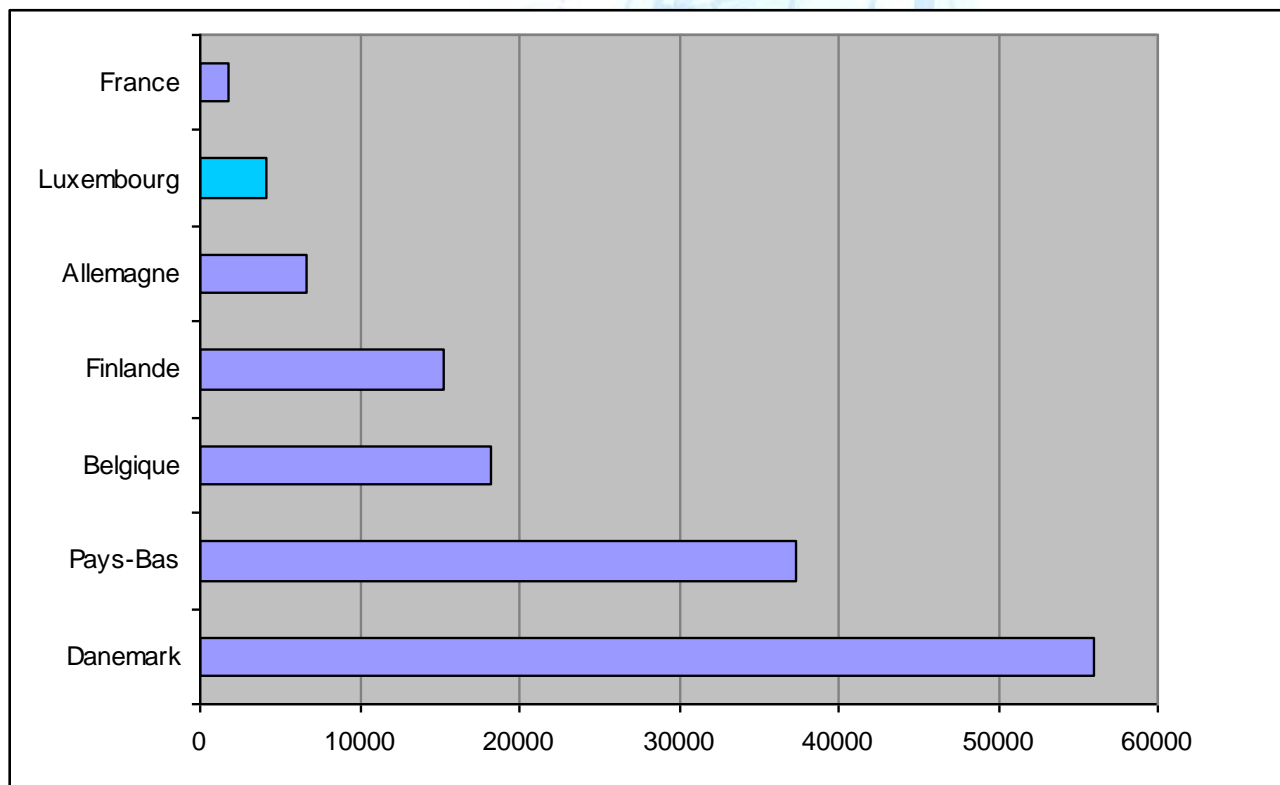
III. Expériences de réformes éventuellement transposables au Luxembourg

Possibles méthodes:

- Repenser la structure optimale des pouvoirs locaux
- Mise en place d'indicateurs de performance

III. Expériences de réformes éventuellement transposables au Luxembourg

Graphique 13: Nombre moyen d'habitants par commune en 2008

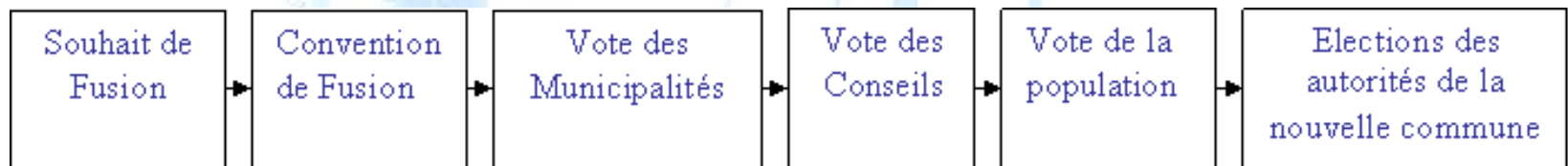


Sources: CCRE et Dexia, calculs BCL

III. Expériences de réformes éventuellement transposables au Luxembourg

Fusions de communes: Exemple du Canton de Vaud

- L'Etat encourage et favorise les fusions notamment par des incitations financières
=> fusion volontaire
- Pas de fusion sans l'accord des électeurs
- 18 mois de délais de procédure



- 5 projets de fusions sont déjà aboutis et d'ici la fin 2010, 12 projets devraient être terminés, 5 fusions sont projetées pour 2012 et 6 sont au stade d'avant-projet

III. Expériences de réformes éventuellement transposables au Luxembourg

Fusions de communes

- Autres exemples: Belgique, Danemark,...
- Idéalement sur base volontaire
- Recherche d'une taille optimale
- Difficultés
- Une alternative à la fusion est le renforcement de mécanismes de coopération entre les communes

III. Expériences de réformes éventuellement transposables au Luxembourg

Indicateurs de performance

- Pas seulement « rapport qualité-prix »
- Bonne gouvernance
- Identification des bonnes pratiques
- Avantages et inconvénients
- Difficultés
- Différents types d'indicateurs (indicateur d'activité, de satisfaction, de productivité,...)

IV. Conclusion

- Comparaisons difficiles car organisation institutionnelle et décentralisation des compétences très différentes entre les pays européens
- Un certain nombre de réformes pourrait être étudié et proposé pour le Luxembourg

IV. Conclusion

Merci pour votre attention

V. Questions



Séance questions/réponses



BANQUE CENTRALE DU LUXEMBOURG

EUROSYSTEME

Les recettes ordinaires communales

Réunion CSFC du 19 juillet 2010



Plan

1. Méthodologie
2. Evolution et composition des recettes ordinaires
3. Les recettes non affectées
4. Les recettes affectées
5. Volatilité des recettes ordinaires
6. Suite du projet

1. Méthodologie

- Données comptes de gestion 1998-2008
- Données 2009 comptes de gestion rectifiés mais pas définitifs
- Budgets 2010
 - => Pour 2009 et 2010 il s'agit d'estimations
- Recettes ordinaires propres à l'exercice

2. Evolution et composition des recettes ordinaires

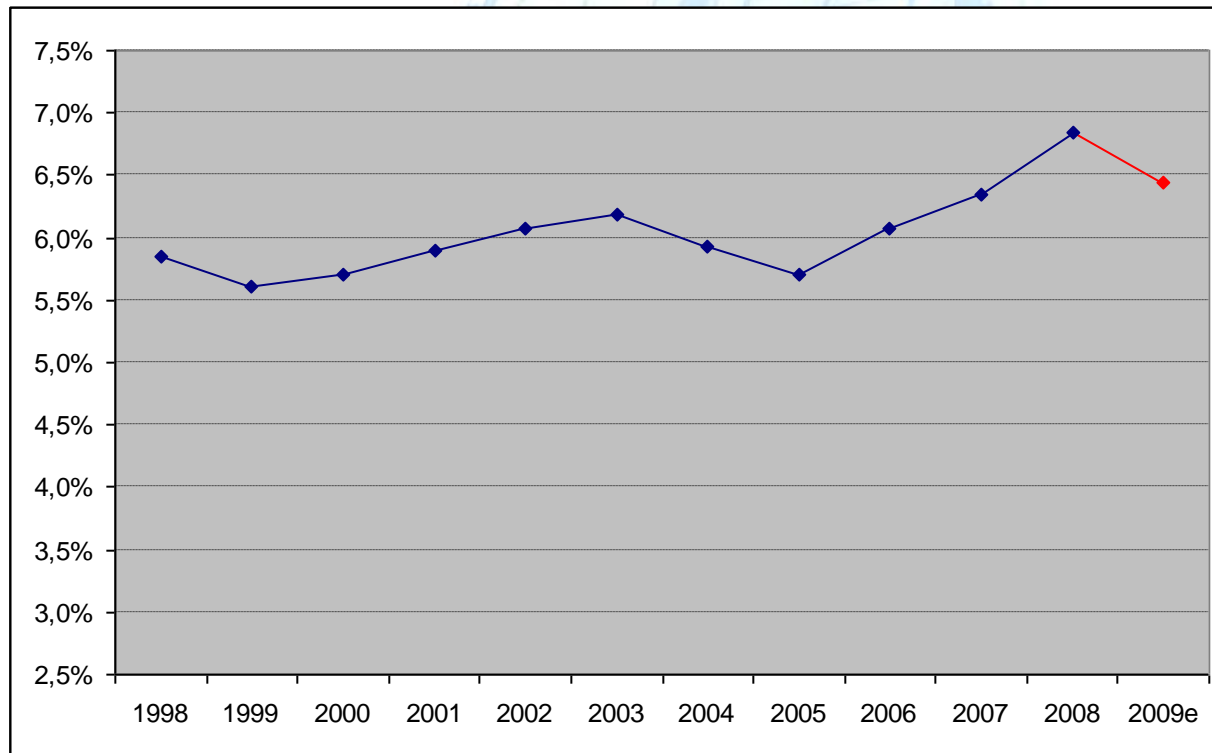
Graphique 1 : Evolution des recettes ordinaires en €/hab. 1998-2008

| | Niveau en €/hab | | Taux de croissance | |
|------------------------------------|-----------------|-------------|------------------------|-------------|
| | 1998 | 2008 | Moyen annuel 1998-2008 | 2007-2008 |
| Recettes ordinaires totales | 2587 | 4178 | 3,8% | 5,8% |
| Recettes non affectées | 1710 | 2673 | 3,6% | 6,3% |
| Recettes affectées | 877 | 1505 | 4,2% | 5,0% |

Source : Données Ministère de l'Intérieur, calculs BCL.

2. Evolution et composition des recettes ordinaires

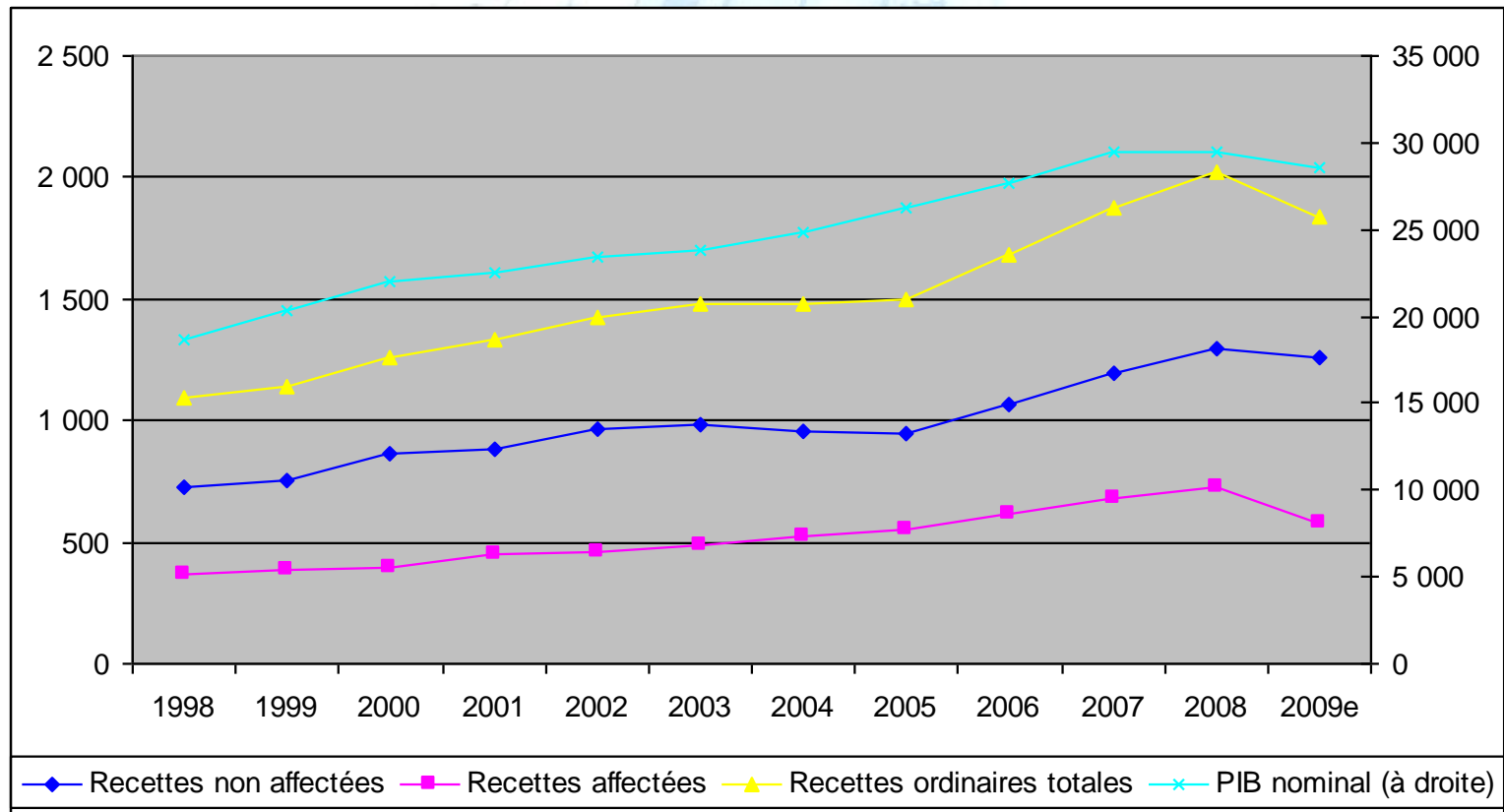
Graphique 2 : Evolution des recettes ordinaires, 1998-2009 (en % du PIB)



Source : Données Ministère de l'Intérieur et Statec, calculs BCL.

2. Evolution et composition des recettes ordinaires

Graphique 3 : Evolution des recettes ordinaires 1998-2009e (En millions)

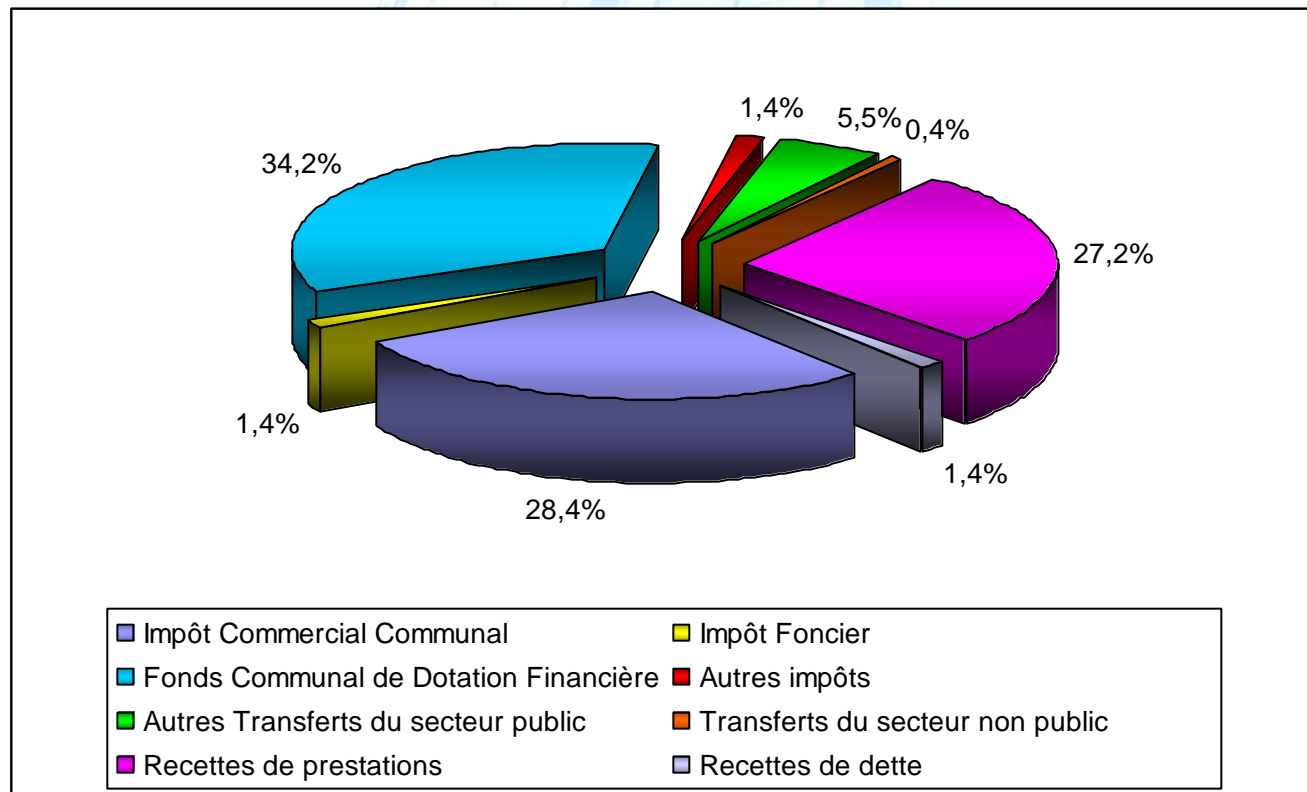


Source : Données Ministère de l'Intérieur, calculs BCL.

6184 - Dossier consolidé : 157

2. Evolution et composition des recettes ordinaires

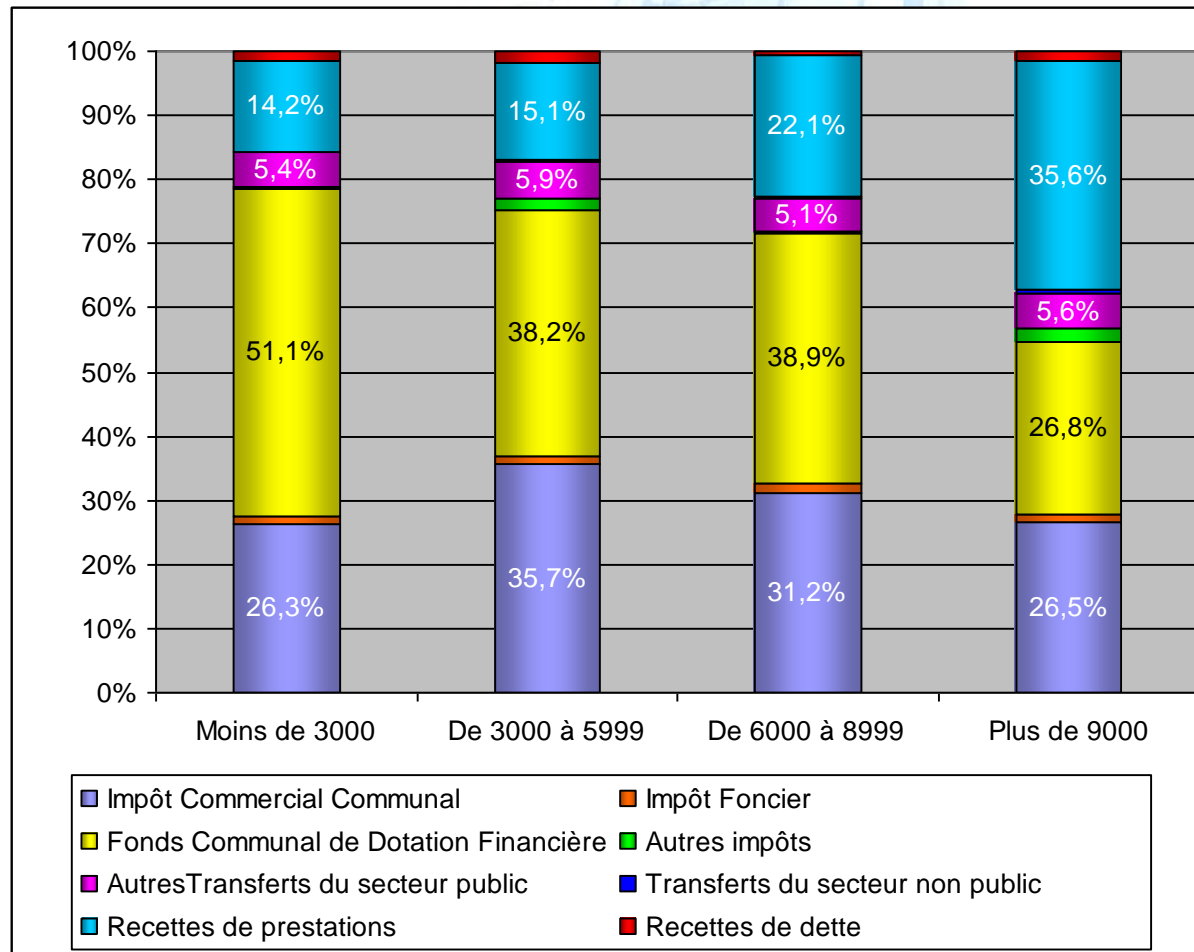
Graphique 4 : Composition des recettes ordinaires en 2008 (en %)



Source : Données Ministère de l'Intérieur, calculs BCL.

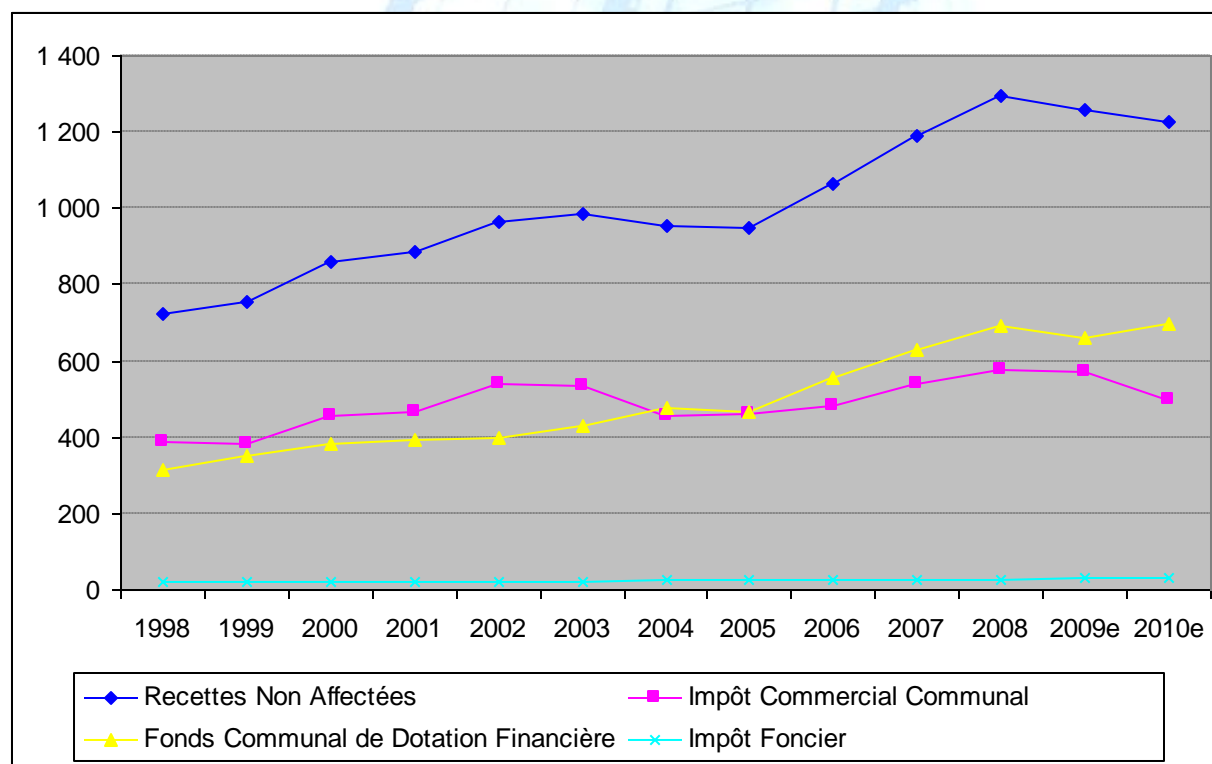
2. Evolution et composition des recettes ordinaires

Graphique 5 : Structure des recettes ordinaires par catégorie de population en 2008 (en %)



3. Les recettes non affectées

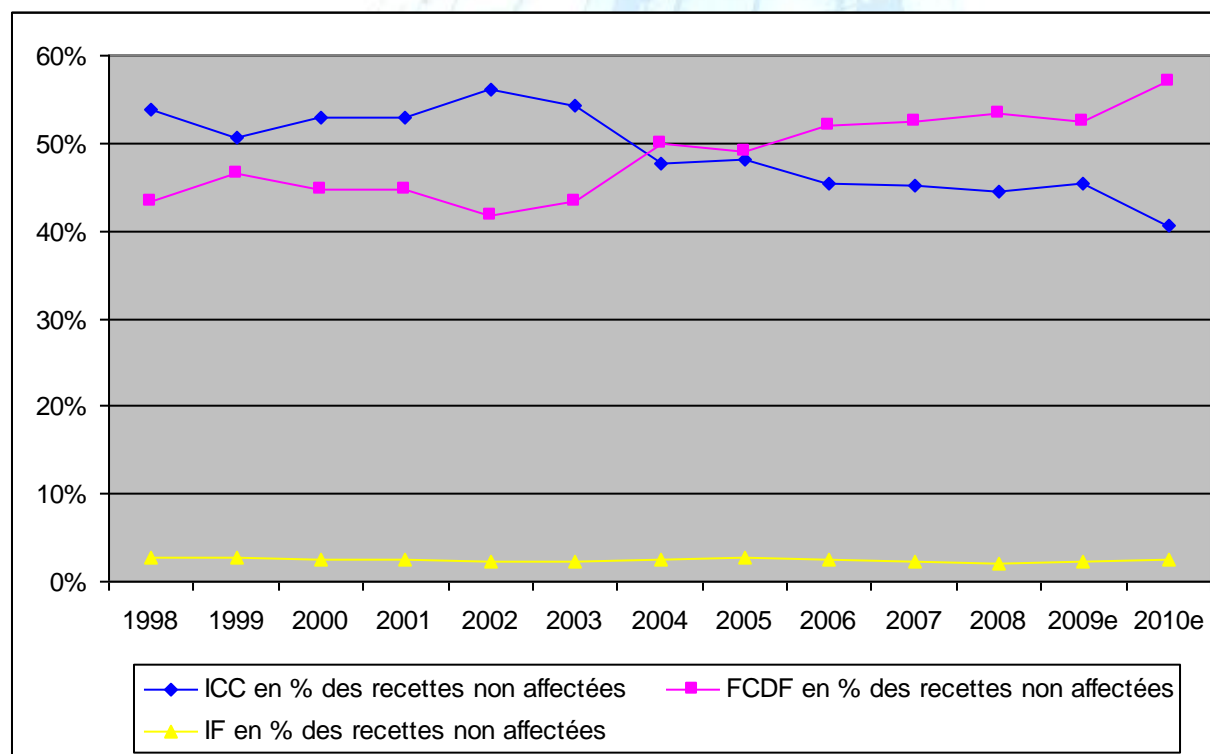
Graphique 6 : Evolution des recettes non affectées (en Millions)



Source : Données Ministère de l'Intérieur, calculs BCL.

3. Les recettes non affectées

Graphique 7: Evolution des recettes non affectées (en % des Recettes non affectées)



Source : Données Ministère de l'Intérieur et Statec, calculs BCL.

3. Les recettes non affectées

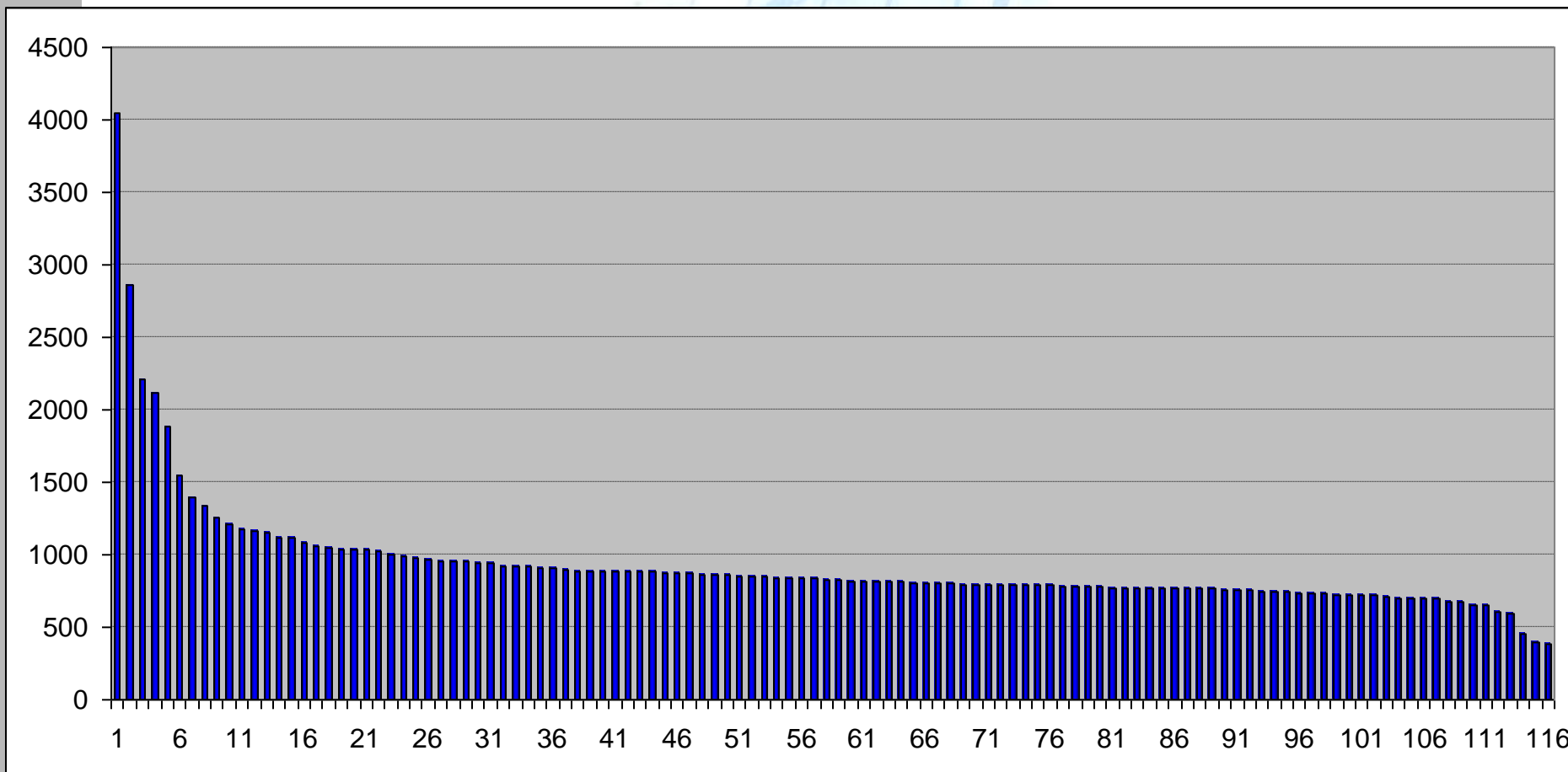
Graphique 8 : Evolution des recettes non affectées

| | Niveau en €/hab | | Taux de croissance | |
|-------------------------------|-----------------|--------------|------------------------|-------------|
| | 1998 | 2008 | Moyen annuel 1998-2008 | 2007-2008 |
| Recettes non affectées | 1 710 | 2 673 | 3,60% | 6,3% |
| ICC | 919 | 1 187 | 2,26% | 4,75% |
| IF | 48 | 57 | 1,62% | -0,02% |
| FCDF | 743 | 1 429 | 4,80% | 7,82% |

Source : Données Ministère de l'Intérieur, calculs BCL.

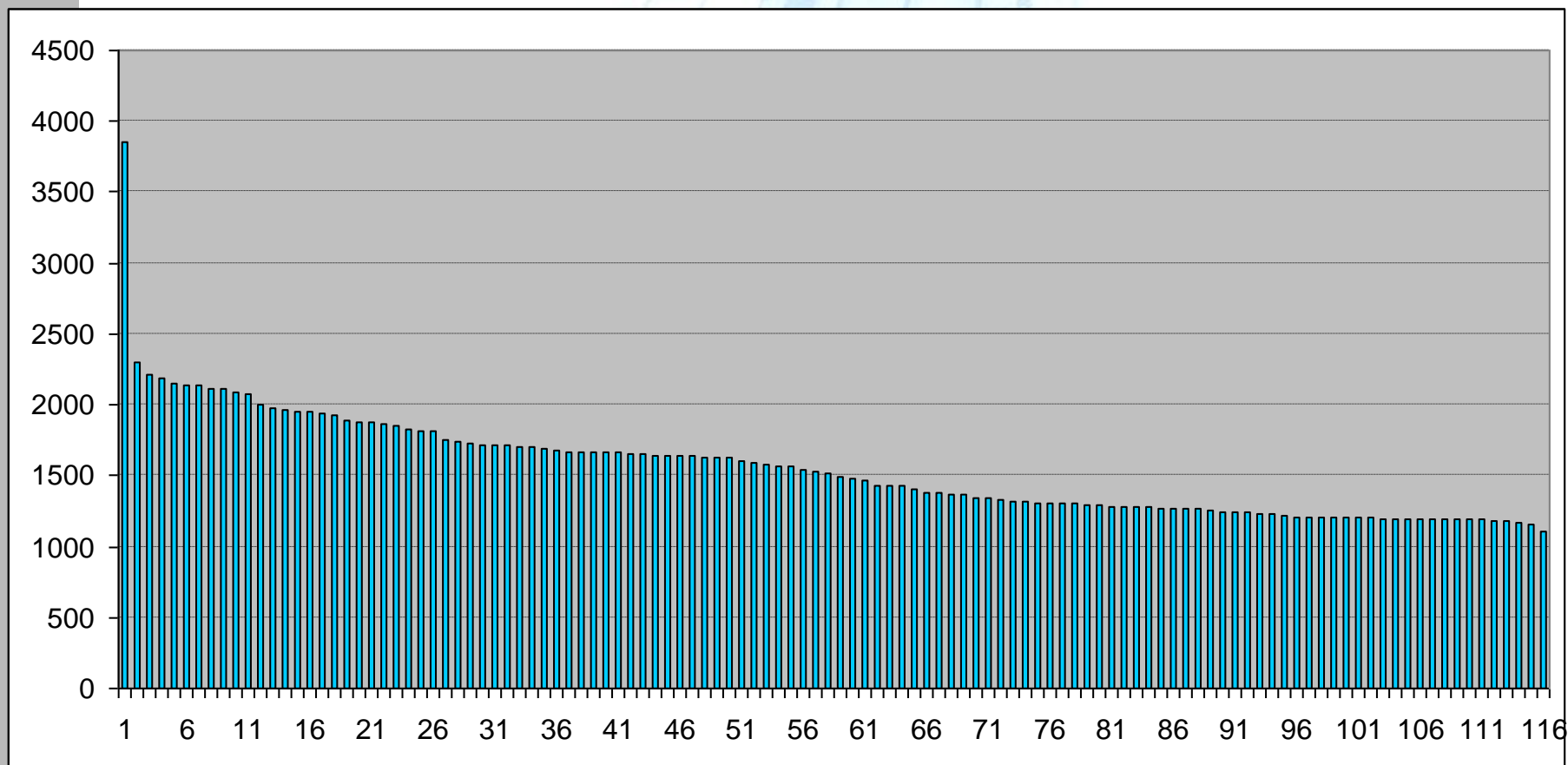
3. Les recettes non affectées

Graphique 9 : Recettes ICC par commune en 2008 (en € par habitant)



3. Les recettes non affectées

Graphique 10 : Recettes FCDF par commune en 2008 (en € par habitant)

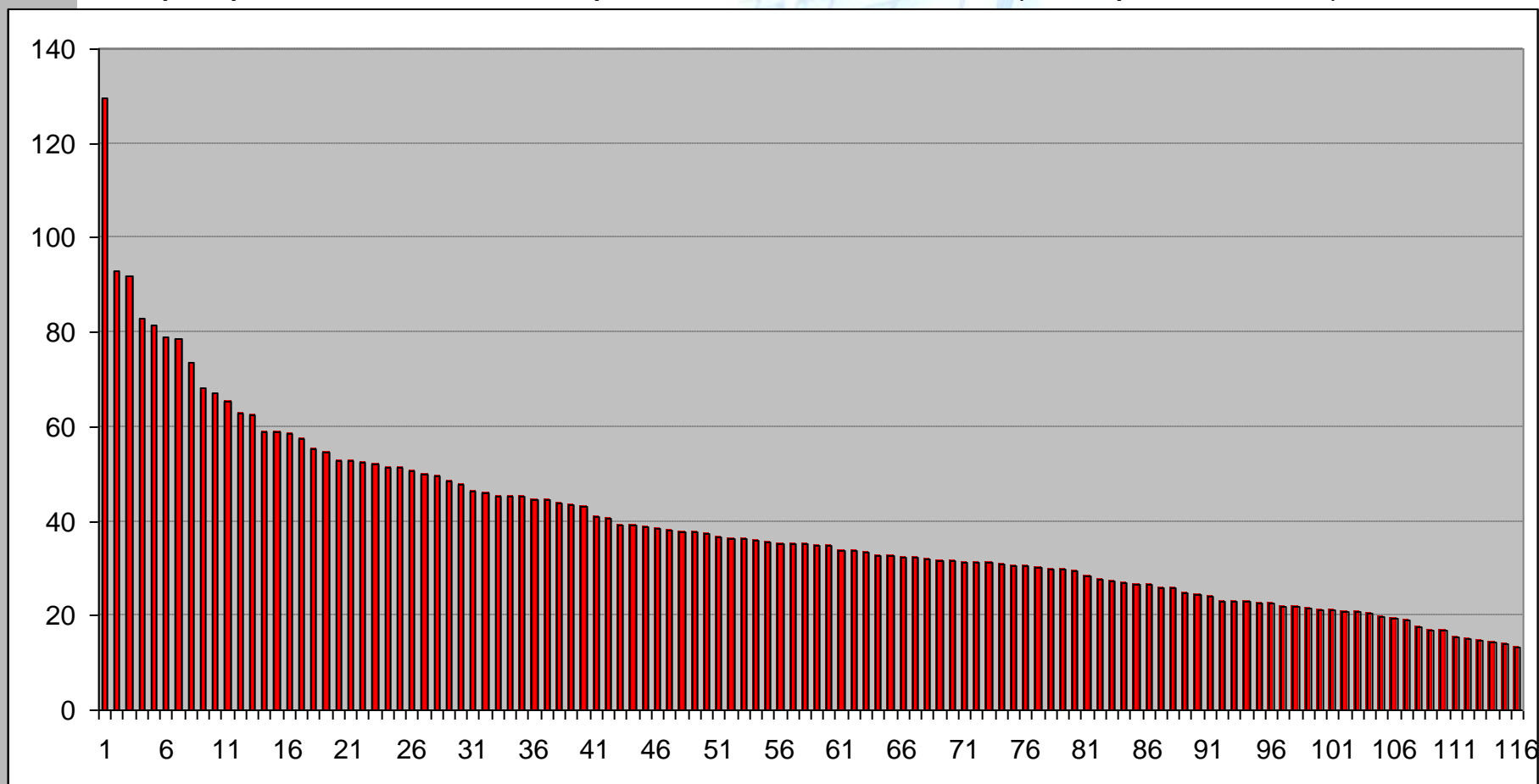


Source : Données Ministère de l'Intérieur, calculs BCL.

6184 - Dossier consolidé : 164

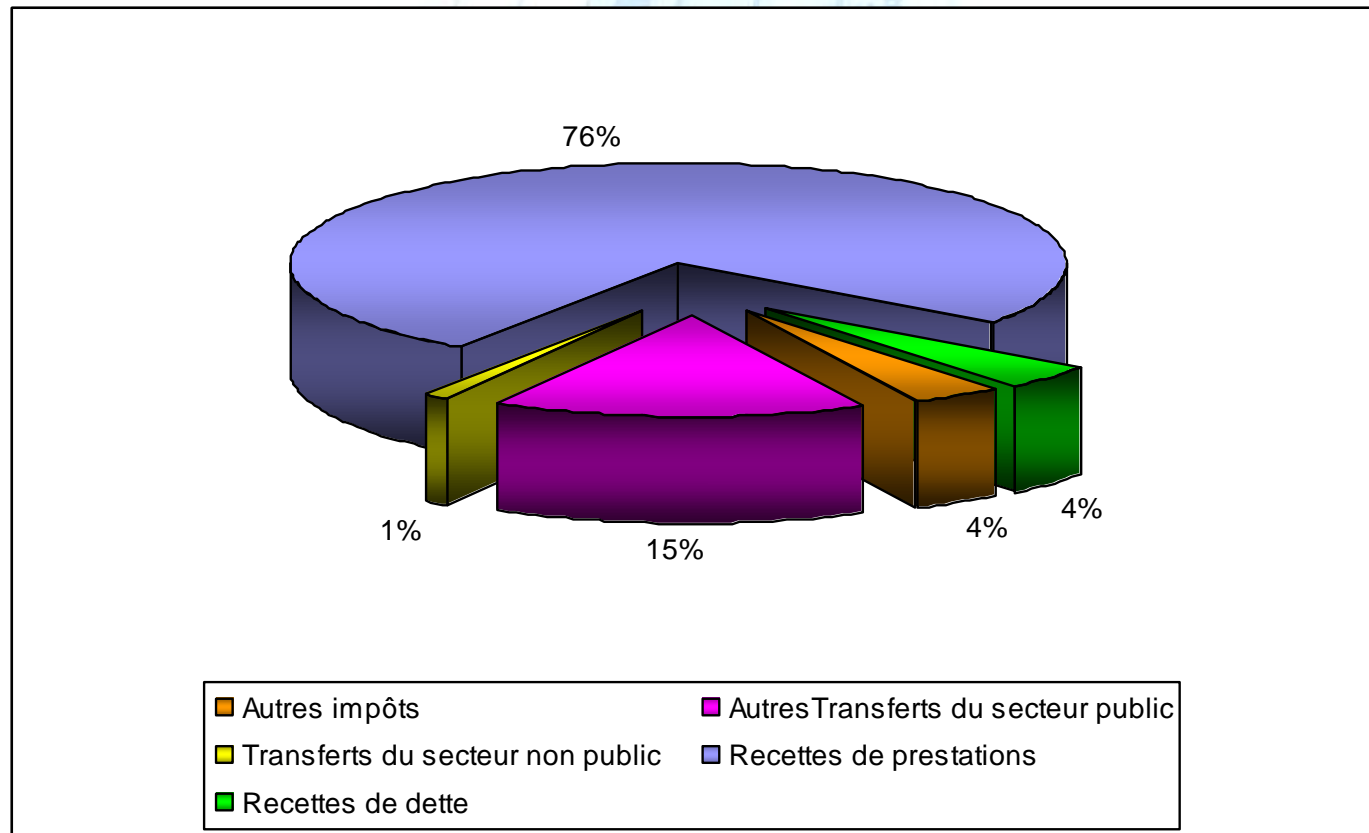
3. Les recettes non affectées

Graphique 11 : Recettes IF par commune en 2008 (en € par habitant)



4. Les recettes affectées

Graphique 12: Composition des recettes affectées en 2008 (en %)

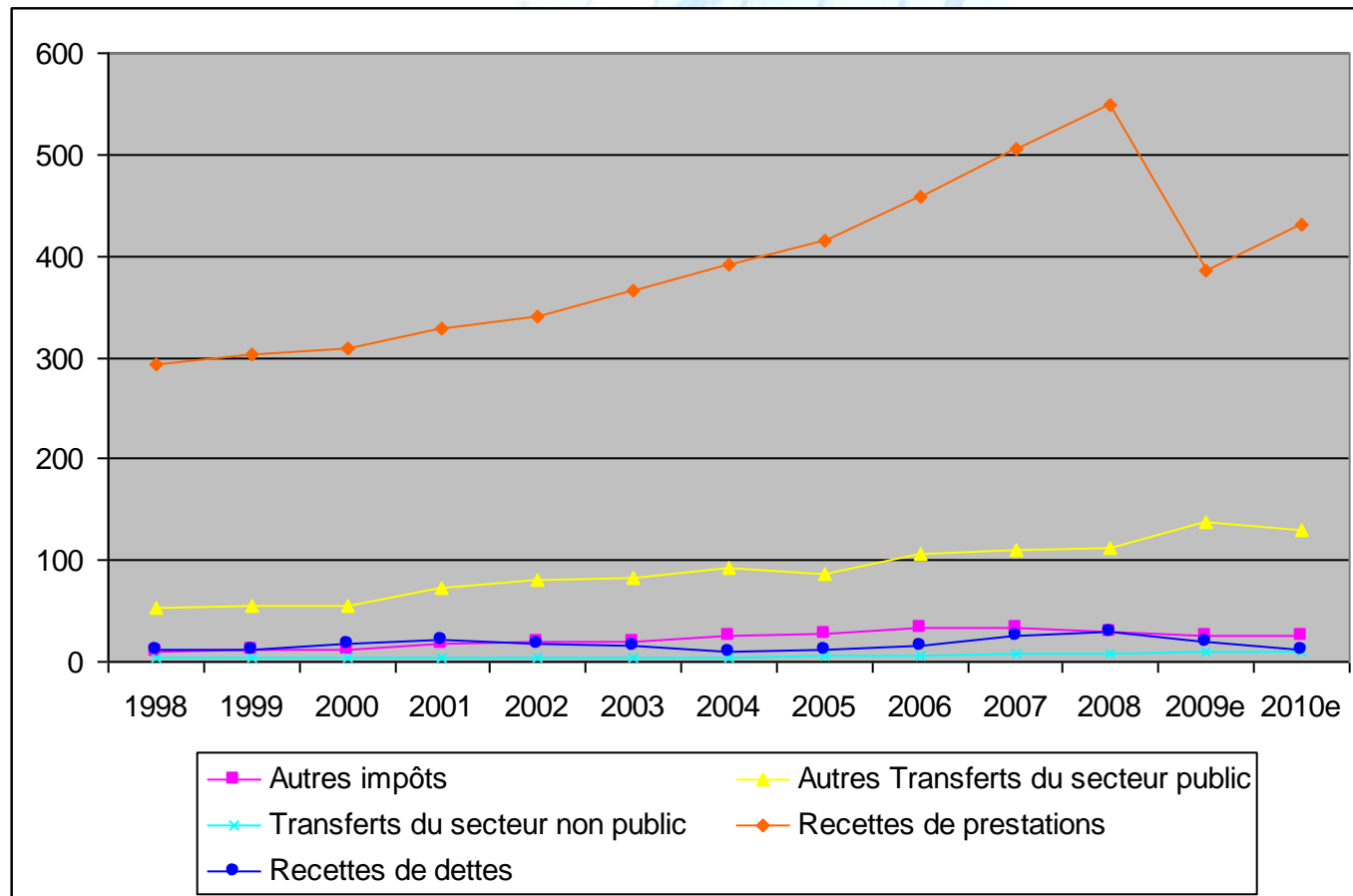


Source : Données Ministère de l'Intérieur, calculs BCL.

6184 - Dossier consolidé : 166

4. Les recettes affectées

Graphique 13 : Evolution des recettes affectées 1998-2010 (En Millions)



Source : Données Ministère de l'Intérieur, calculs BCL.

4. Les recettes affectées

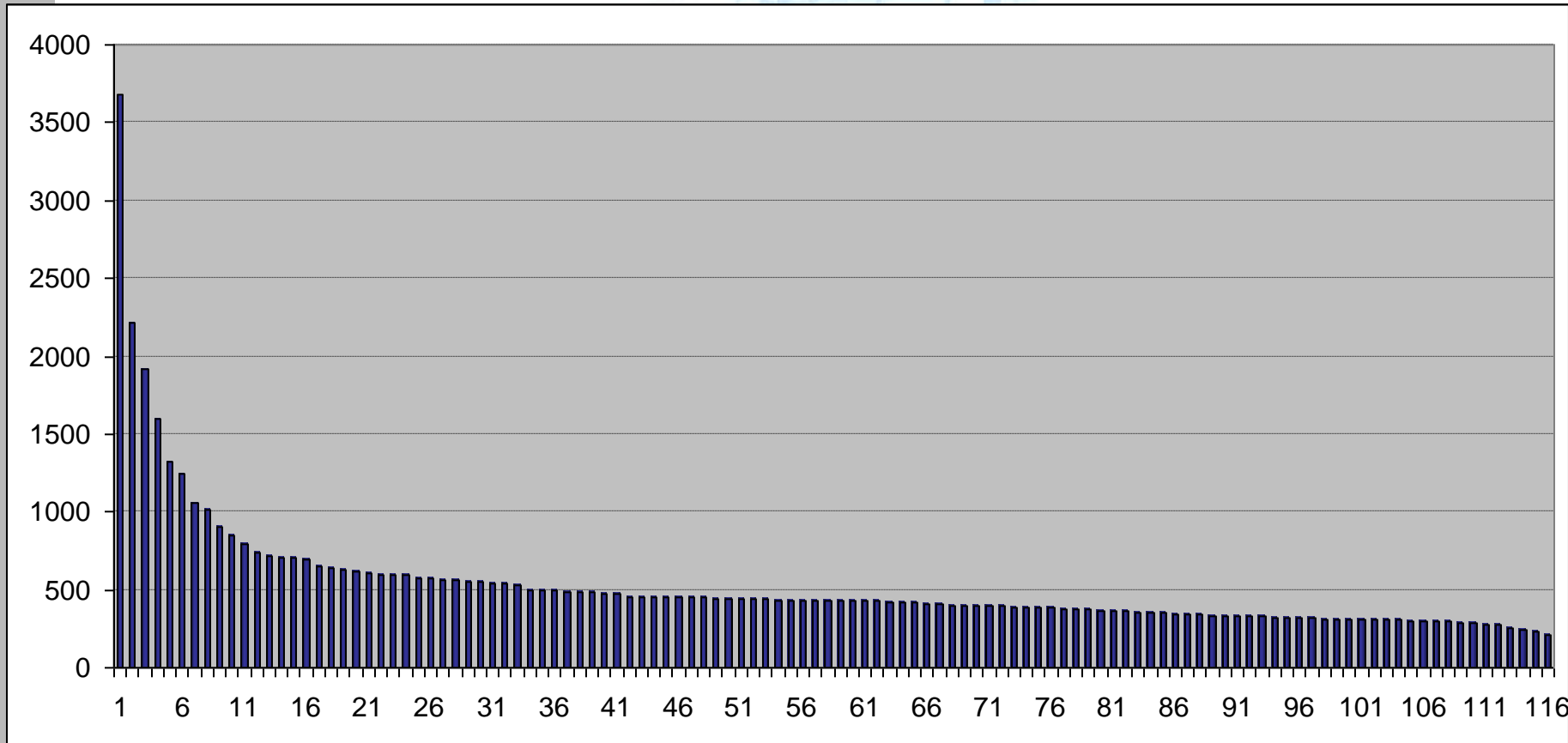
Graphique 14 : Evolution des recettes affectées 1998-2008

| | Niveau en €/hab | | Taux de croissance | |
|----------------------------------|-----------------|--------------|------------------------|-------------|
| | 1998 | 2008 | Moyen annuel 1998-2008 | 2007-2008 |
| Recettes affectées | 877 | 1 505 | 4,17% | 5,0% |
| Autres impôts | 21 | 60 | 6,45% | -15,2% |
| Transferts du secteur public | 127 | 231 | 4,53% | 0,3% |
| Transferts du secteur non public | 8 | 18 | 5,68% | 9,8% |
| Recettes de prestations | 692 | 1 136 | 3,90% | 6,6% |
| Recettes de dette | 29 | 60 | 5,17% | 11,9% |

Source : Données Ministère de l'Intérieur, calculs BCL.

4. Les recettes affectées

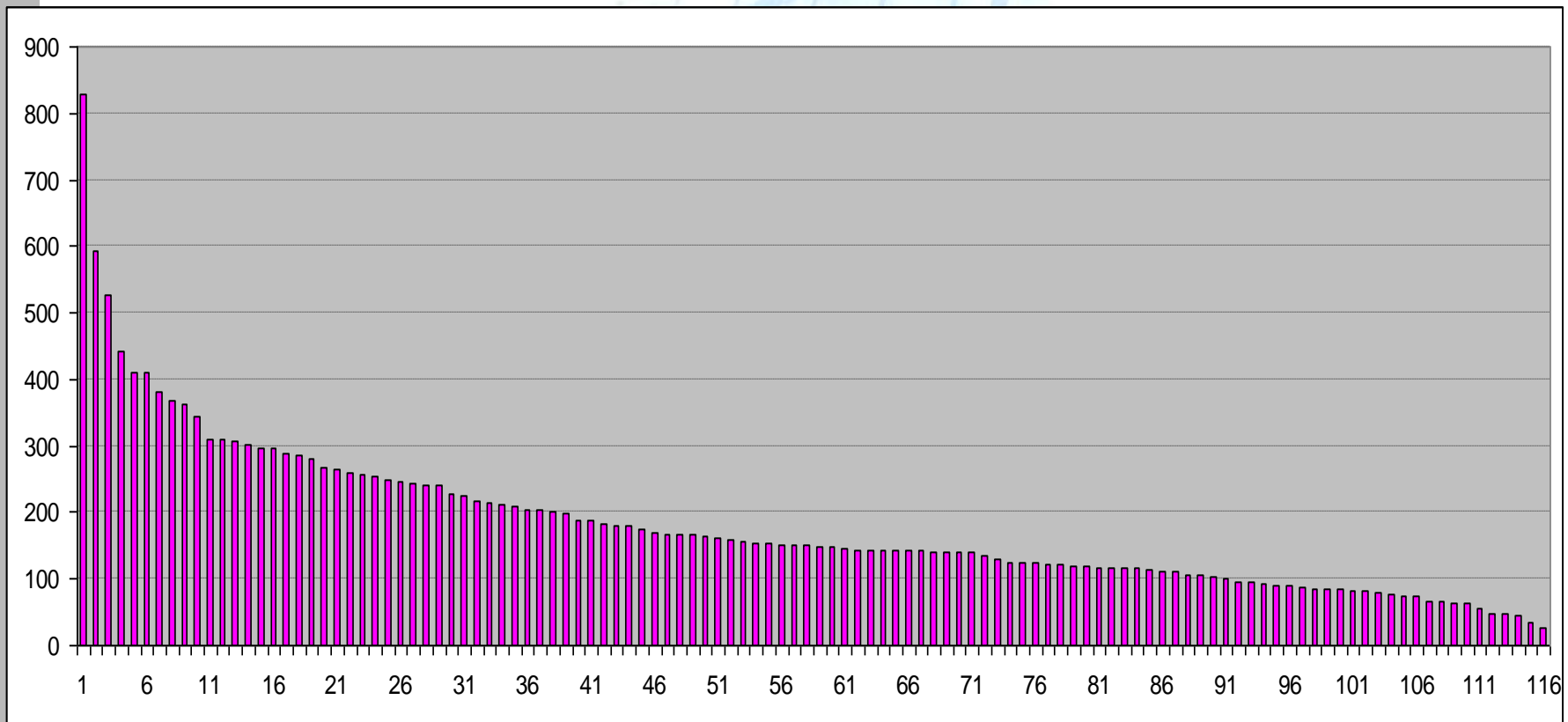
Graphique 15 : Recettes de prestations par commune en 2008 (en € par habitant)



Source : Données Ministère de l'Intérieur, calculs BCL.

4. Les recettes affectées

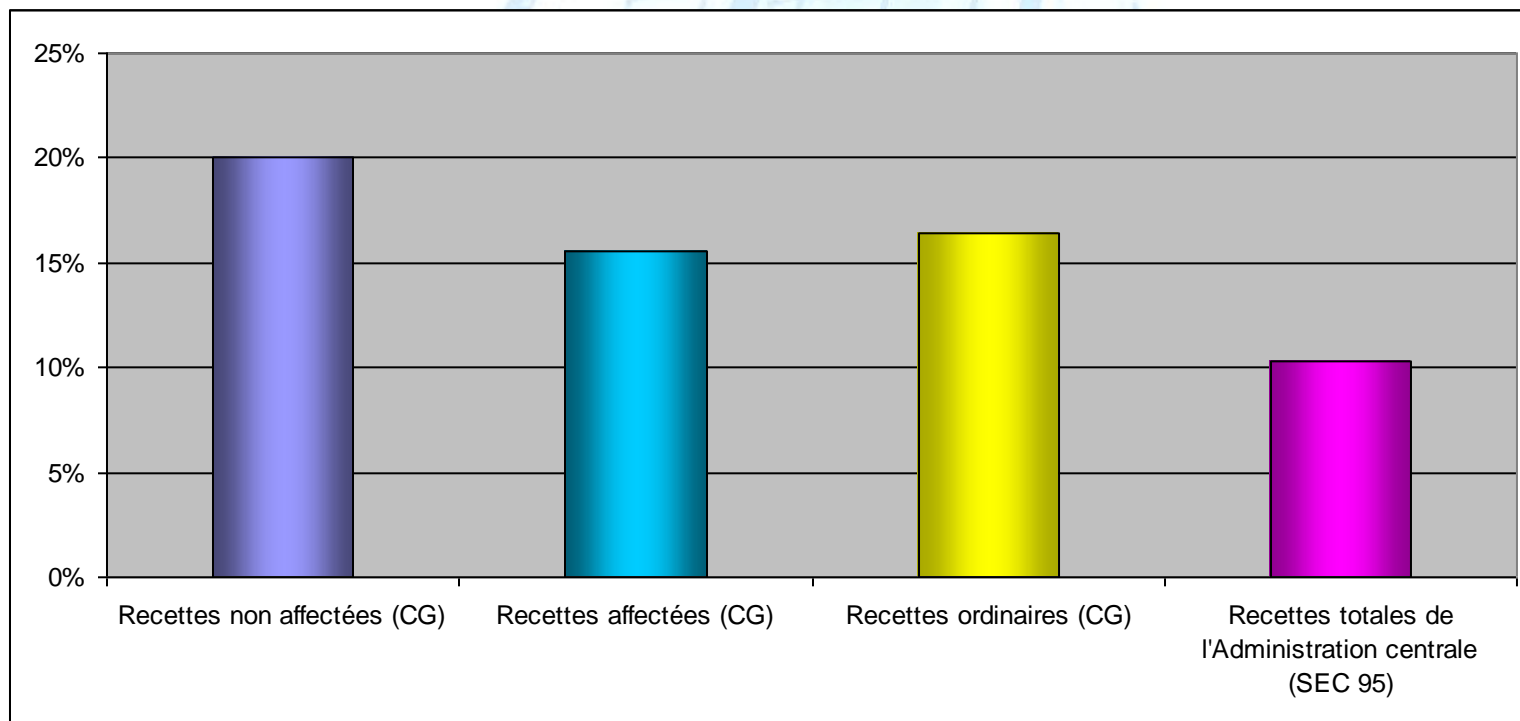
Graphique 16 : Transferts du secteur public par commune en 2008 (en € par habitant)



Source : Données Ministère de l'Intérieur, calculs BCL.

5. Volatilité des recettes ordinaires

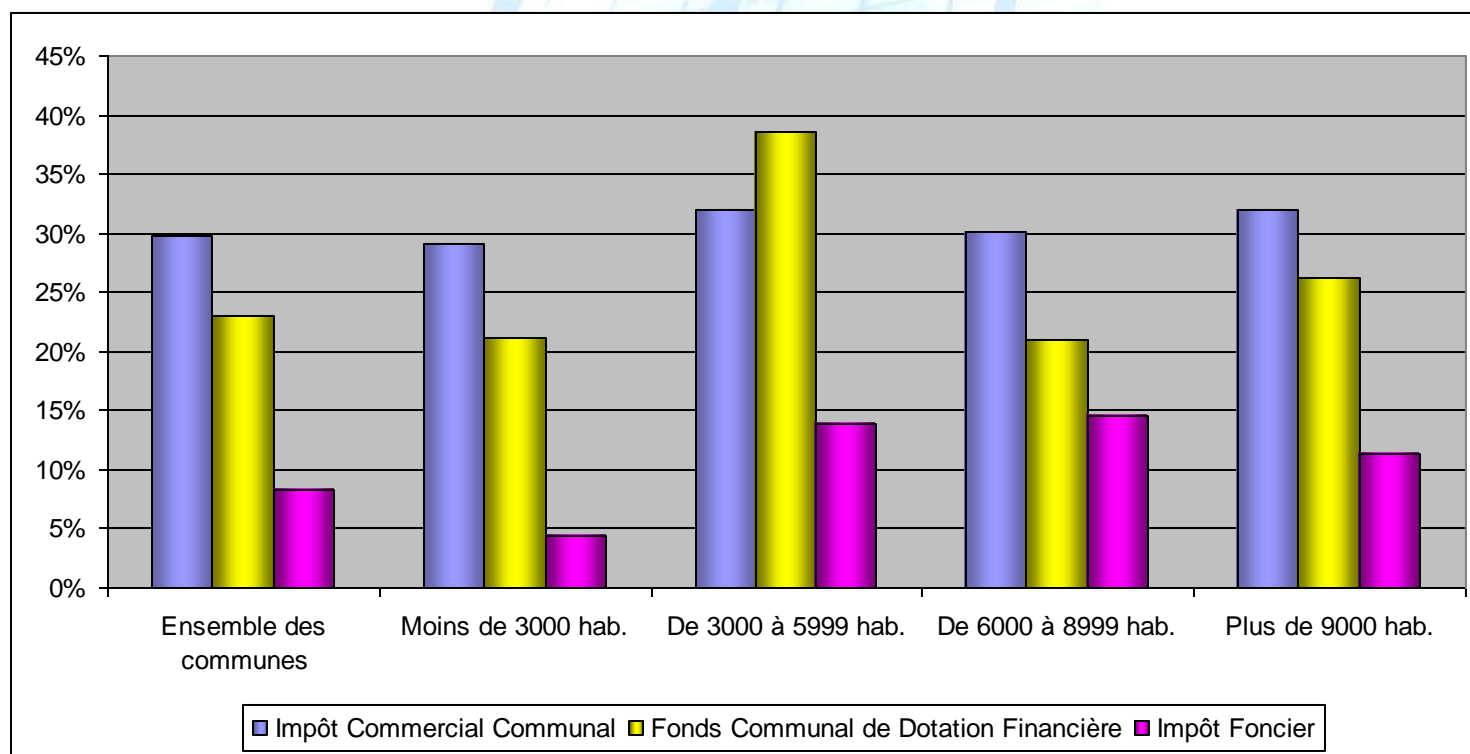
Graphique 17 : Volatilité des recettes ordinaires sur la période 1998-2008 (Coefficient de variation, en % du poste considéré)



Source : Données Ministère de l'Intérieur, calculs BCL.

5. Volatilité des recettes ordinaires

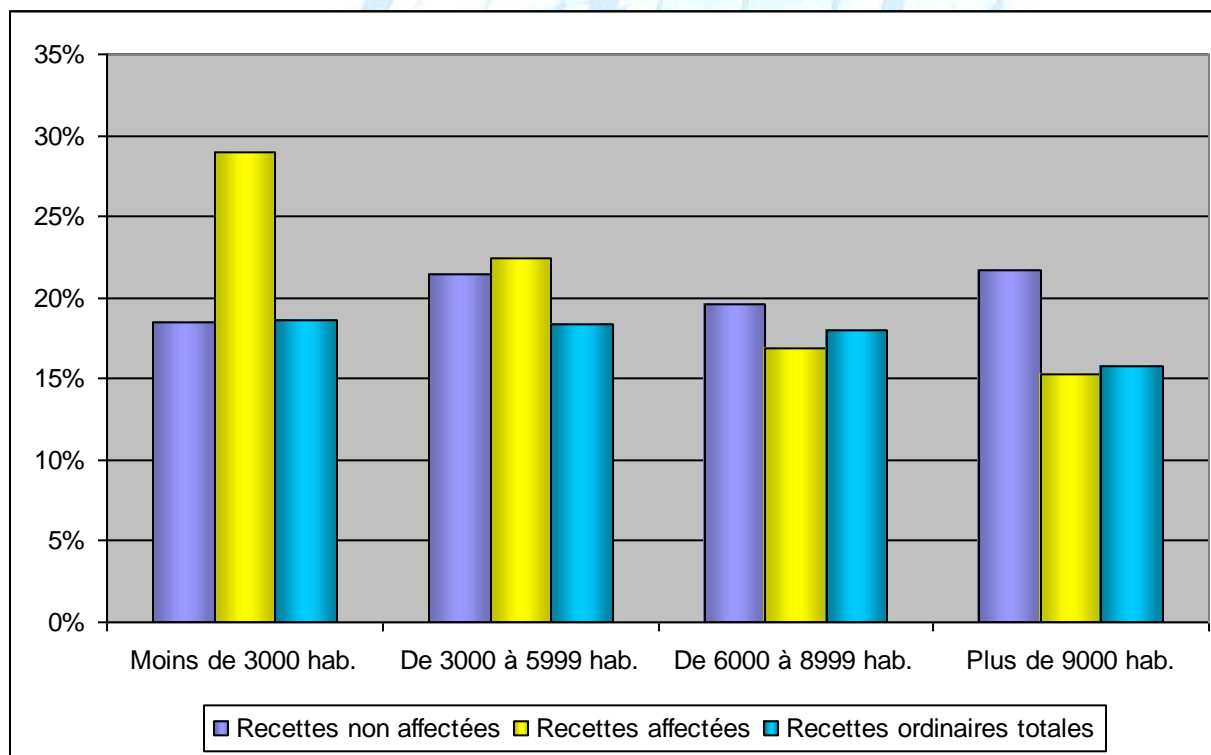
Graphique 18 : Volatilité des recettes non affectées par catégorie de communes sur la période 1998-2008 (Coefficient de variation, en % du poste considéré)



Source : Données Ministère de l'Intérieur, calculs BCL.

5. Volatilité des recettes ordinaires

Graphique 19 : Volatilité des recettes ordinaires par catégorie de communes sur la période 1998-2008 (Coefficient de variation, en % du poste considéré)



Source : Données Ministère de l'Intérieur, calculs BCL.

6. Suite du projet

- Analyse de la volatilité par commune.
- Mise en évidence des facteurs expliquant cette volatilité.
- Simulation de l'évolution des recettes de transferts sous divers chocs macroéconomiques.
- Etude de modifications dans la formule de péréquation de l'ICC et dans celle du calcul du FCDF.